

Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022



Programme
Alimentaire
Mondial

SAUVER
DES VIES
CHANGER
LES VIES



INCLUT
UN RAPPORT
SPECIAL
SUR LES
ADOLESCENTS

Publié en 2022 par le Programme alimentaire mondial
Via CG Viola, 68-70, Rome 00148, Italie

Citation recommandée :

PAM, 2022. *La situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022*. Rome, Programme alimentaire mondial. ISBN 978-92-95050-13-6 (version imprimée) ISBN 978-92-95050-17-4 (version en ligne)

Cette publication a été conçue par le personnel du Programme alimentaire mondial (PAM) avec l'apport de contributions extérieures. Les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement la position officielle du PAM, de son directeur exécutif, de son Conseil d'administration ou de ses partenaires.

La mention d'entreprises ou de produits spécifiques dans cette publication n'implique pas que ceux-ci ont été approuvés ou recommandés par le PAM.

Les appellations utilisées et la présentation des faits dans la présente publication, y compris dans les cartes, n'impliquent aucune prise de position de la part du PAM quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention ou l'omission d'entreprises spécifiques, leurs produits ou noms de marque n'implique aucune approbation ou jugement de la part du Programme alimentaire mondial.

Les appellations utilisées et la présentation du matériel dans les cartes n'impliquent aucune prise de position de la part de du PAM concernant le statut juridique ou constitutionnel des pays, territoires ou zones maritimes, ni concernant le tracé de leurs frontières.

- Un litige existe entre les gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la souveraineté sur les îles Falkland (Malouines)
- Un tracé en pointillé représente de manière approximative la Ligne de contrôle en Jammu et Cachemire conformément à l'accord entre l'Inde et le Pakistan. Le statut définitif du Jammu et Cachemire n'a pas encore été déterminé par les parties.
- La frontière définitive entre la République du Soudan et la République du Soudan du Sud n'a pas encore été déterminée.

Le PAM a pris toutes les précautions raisonnables pour vérifier les informations contenues dans cette publication. Toutefois, le matériel publié est diffusé sans aucune garantie, expresse ou implicite. La responsabilité de l'interprétation et de l'utilisation du document incombe au lecteur. En aucun cas, le PAM ne pourra être tenu responsable de préjudices résultant de son utilisation.

© Programme alimentaire mondial 2022. Tous droits réservés.

Le matériel contenu dans ce document d'information peut être reproduit ou diffusé à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. La reproduction du matériel de ce document d'information à des fins de revente ou à d'autres fins commerciales est interdite sans autorisation écrite. Les demandes d'autorisation doivent être adressées au directeur de la Division de la communication, de l'action de plaidoyer et du marketing : e-mail wfp_publications@wfp.org.

Photo de couverture: PAM/Cesar Lopez/Cambodge - PAM/Ahmed Altaf/Yémen - PAM/Francis Thawani/Malawi - PAM/Evelyn Fey Bandaro/Tchad

Achevé d'imprimer en mars 2023.

Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022



Programme
Alimentaire
Mondial

SAUVER
DES VIES
CHANGER
LES VIES



Sommaire

Remerciements	8
Avant-propos	14
Messages clés	16
Synthèse	19
Introduction	31

Chapitre 1

Programmes d'alimentation scolaire en 2022 : portée, couverture et tendances	39
1.1 Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	44
1.2 Couverture des programmes d'alimentation scolaire	52
1.3 Investissement financier annuel dans l'alimentation scolaire	58
1.4 Sources de financement	60
1.5 Institutions nationales : cadres politiques et conception de programmes	62
1.6 Alimentation scolaire et emploi	63
1.7 Programmes de santé et de nutrition scolaires intégrés	65
1.8 La voie à suivre	67

Chapitre 2

Coalition pour l'alimentation scolaire : progrès et opportunités	69
2.1 La Coalition pour l'alimentation scolaire : mandat, buts et objectifs	72
2.2 La Coalition : ce qu'elle est, et ce qu'elle n'est pas	74
2.3 Fonctionnement de la Coalition pour l'alimentation scolaire : structure	76
2.4 Comment agit la Coalition : les initiatives et le travail au niveau mondial	78
2.5 Comment agit la Coalition : engagement des pays et liens avec les initiatives de la coalition	88
2.6 Comment agit la Coalition : comment les partenaires engagent et soutiennent les pays et les initiatives de la Coalition	94
2.7 La voie à suivre	102

Chapitre 3

Nouvelles avancées dans la compréhension de l'alimentation scolaire : innovations et programmation durable	105
3.1 Les arguments pour investir en faveur de la santé et de la nutrition scolaires	109
3.2 Nouvelle mesure de l'impact de la santé et de la nutrition sur l'éducation	116
3.3 Repenser la nutrition à l'âge scolaire	120
3.4 Systèmes alimentaires et agriculture : implications de l'alimentation scolaire issue de la production locale sur la biodiversité et contribution à la diversification alimentaire	124

Chapitre 4

Rôle mondial et stratégique du PAM dans le domaine de la santé et de la nutrition scolaires	139
4.1 Contribution du PAM à l'expansion et au renforcement des programmes nationaux d'alimentation scolaire	144
4.2 Appui opérationnel du PAM aux pays	153
4.3 Suivi des résultats du PAM	161
4.4 Un engagement en faveur de l'innovation	172
4.5 La voie à suivre	177

RAPPORT SPÉCIAL:

L'alimentation scolaire dans le contexte d'une approche holistique pour le bien-être des adolescents	I
RS.1 Introduction	IV
RS.2 Comment l'alimentation scolaire peut contribuer au bien-être des adolescents	VIII
RS.3 Comment les interventions d'alimentation scolaire basées sur des données probantes peuvent avoir un impact sur le bien-être des adolescents	XVII
RS. Conclusion	XXIII

Conclusions	203
--------------------	------------

Références	210
-------------------	------------

Acronymes	222
-----------	-----

Glossaire	224
-----------	-----

Annexe

Annexe I Publications récentes du Programme Alimentaire Mondial et des agences partenaires	226
Annexe II Méthodologie et sources utilisées pour calculer le nombre d'enfants recevant une alimentation scolaire, la portée et l'investissement	235
Annexe III Indicateurs de l'alimentation scolaire par pays	251

Encadrés, études de cas, figures et tableaux

Encadrés

Encadré 3.1	Description du groupe de travail BOND-KIDS	123
Encadré 3.2	Études coûts-bénéfices dans six pays – Mise à jour du Consortium de recherche	128
Encadré 3.3	Une collaboration sur les aliments enrichis	130
Encadré 3.4	Une nouvelle méthodologie mondiale pour établir des lignes directrices et des normes nutritionnelles pour l'alimentation scolaire	134
Encadré 4.1	Principales conclusions de l'évaluation stratégique du PAM	142
Encadré 4.2	Résumé des activités du PAM en matière d'alimentation scolaire en 2021	157
Encadré 4.3	World Vision en République centrafricaine	160
Encadré A2. 1	Classification des revenus des pays	244

Études de cas

Étude de cas S.R. 1	Santé et bien-être au centre de l'éducation – Écosse	XVIII
Étude de cas R.S. 2	Le Mid-Day Meal Scheme (Programme du repas du midi) en Inde	XVIII

Figures

Figure 1.1	Répartition des pays par source de données	47
Figure 1.2	Répartition de l'échantillon par source et par niveau de revenu	48
Figure 1.3	Évolution du nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire par région et par niveau de revenu entre 2020 et 2022	51
Figure 1.4	Enfants inscrits dans les écoles primaires dans le monde	53
Figure 1.5	Couverture des programmes d'alimentation scolaire par niveau de revenu du pays	54
Figure 1.6	Couverture en 2022 par catégorie de revenus	56
Figure 1.7	Couverture en 2022 par région du monde	57
Figure 1.8	Répartition des dépenses agrégées par source de financement en 2020 et 2022	60
Figure 1.9	État des cadres politiques d'alimentation scolaire en 2020 et 2022	62
Figure 1.10	Emplois créés pour 100 000 enfants bénéficiant de l'alimentation scolaires	64
Figure 1.11	Nombre d'activités complémentaires mises en œuvre en conjonction avec l'alimentation scolaire	66
Figure 2.1	Structure de la Coalition pour l'alimentation scolaire	76
Figure 3.1	Écologie de la nutrition infantile	121
Figure 3.2	Organisation structurelle de BOND-KIDS	122
Figure 3.3	Principales caractéristiques du projet conjoint FAO/PAM	134

Figure 4.1	Nombre d'enfants bénéficiant des programmes d'alimentation scolaire dans les pays soutenus par le PAM	145
Figure 4.2	Évolution des sources de financement dans les pays bénéficiant de l'appui du PAM	146
Figure 4.3	Changement au niveau des cadres politiques dans les pays soutenus par le PAM	147
Figure 4.4	Évolution du nombre de bénéficiaires de l'alimentation scolaire du PAM entre 2013 et 2021	156
Figure 4.5	Couverture de l'alimentation scolaire du PAM par niveau de revenu des pays (2013-2021)	158
Figure 4.6	Théorie du changement pour la stratégie d'alimentation scolaire	162
Figure 4.7	Suivi des résultats du PAM axé sur l'accès à l'éducation	164
Figure 4.8	Progrès annuels par rapport aux cibles des indicateurs clés de l'éducation (2019-2021)	167
Figure 4.9	Pays affichant de forts progrès par rapport aux objectifs en matière de taux de rétention entre 2019 et 2021	169
Figure 4.10	Amélioration du menu au Mozambique	174
Figure R.S 1	Définition du bien-être des adolescents et cadre conceptuel	VI
Figure A2. 1	Répartition des pays par source de données	237
Figure A2. 2	Répartition de l'échantillon par source et niveau de revenu	238

Cartes

Carte 1.1	Enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire à travers le monde	44
Carte 4.1	Vue générale des programmes d'alimentation scolaire du PAM dans le monde en 2021	154

Tableaux

Tableau 1.1 1	Quatre estimations de l'investissement annuel total dans l'alimentation scolaire	59
Tableau 1.2	Comparaison des investissements financiers entre 2020 et 2022	61
Tableau A2. 1	Sources utilisées pour les données relatives à l'alimentation scolaire	239
Tableau A2. 2	Configurations possibles de programmes d'alimentation scolaire pour calculer le total net des bénéficiaires	243
Tableau A2. 3	Taux de portée utilisés pour estimer les bénéficiaires	247
Tableau A2. 4	Quatre estimations de l'investissement annuel total dans l'alimentation scolaire	248
Tableau A2. 5	Coût moyen par groupe de revenu utilisé pour estimer l'investissement mondial	249

Remerciements

La publication *Situation de l'alimentation alimentaire dans le monde 2022* est le résultat de la collaboration avec de nombreuses institutions et personnes. Nous apprécions leur soutien et remercions tous ceux qui ont contribué leur temps et leur expertise pour la réalisation de cette publication.

La publication offre un focus thématique sur l'alimentation scolaire après COVID-19 et s'appuie sur le cadre conceptuel présenté dans la stratégie d'alimentation scolaire 2020-2030 du PAM : Donner une chance à tous les écoliers : Travailler en partenariat pour améliorer la santé et la nutrition en milieu scolaire en vue de développer le capital humain. Cette stratégie a été élaborée par le Service des programmes scolaires du PAM, sous la direction de Carmen Burbano de Lara (directrice).

L'analyse et l'approche présentées dans la présente publication reposent sur une vision globale élaborée par Carmen Burbano de Lara (PAM) et Donald Bundy (London School of Hygiene and Tropical Medicine). Ils ont également guidé tous les aspects de la rédaction et de la production. La présente publication a été préparée sous la direction générale et l'approbation finale de Valerie Guarnieri, directrice générale adjointe du Département de l'élaboration des programmes et des politiques.

Équipe éditoriale de publication *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde*

Directrice : Carmen Burbano de Lara (PAM, Programmes scolaires)

Conseiller principal : Donald Bundy (London School of Hygiene and Tropical Medicine)

Edward Lloyd-Evans, Azinwi Ngum Nkwah, Sandra Camargo, Miriam Njoki Karinja, Maria-José Rojas, Sandra Hittmeyer, Sophie Jenter, Niamh O'Grady, Adriana Pepe, Jutta Neitzel et Soha Haky, Neill Holland et Delia Boccia

La présente publication est un bien public mondial réalisé grâce au partenariat stratégique entre le Programme alimentaire mondial et Dubai Cares. Elle a été élaborée dans le cadre du projet Améliorer la santé et la nutrition scolaires à travers l'Afrique – renforcement des capacités techniques et des données factuelles afin d'optimiser la programmation nationale – et avec le soutien financier de Dubai Cares. Le Programme alimentaire mondial est reconnaissant du soutien du conseil d'administration de Dubai Cares, du directeur général Tariq Al Gurg, du directeur des programmes et de son personnel.

La publication a été dirigée par Edward Lloyd-Evans (Chef de la recherche et des politiques, PAM, Programmes scolaires) avec le soutien direct de Sandra Camargo pour la gestion du projet. Nous tenons à remercier tout particulièrement les personnes qui ont apporté leur contribution à des sections spécifiques, au recto et au verso, aux encadrés et aux études de cas : Miriam Karinja qui a apporté son soutien en matière de données, d'analyse et de preuves ; Maria-José Rojas, Sandra Hittmeyer, Sophie Jenter, Neill Holland qui ont rédigé le chapitre 2 sur la Coalition pour l'alimentation scolaire et facilité l'approbation du contenu par les partenaires ; et Véronique Sauvat pour la rédaction des études de cas par pays de l'Initiative pour le financement durable. Neill Holland pour la rédaction et l'édition de certaines parties du chapitre 3 ; Adriana Pepe et Soha Haky qui ont rédigé et coordonné les contributions au chapitre 4 avec l'aide de Hanna Walsh, Jutta Neitzel et Niamh O'Grady ; Maria-José Rojas, qui a fourni une révision interne et des commentaires et Azinwi Ngum Nkwah qui a pris en charge la visualisation des données, la couverture et le dos de la publication, y compris les références, la table des matières, les acronymes, le glossaire, les annexes et a coordonné la consolidation de la publication. L'orientation stratégique générale, l'édition, la révision et les commentaires techniques ont été fournis par le professeur Donald Bundy (directeur du Global Research Consortium for School Health and Nutrition, et conseiller du Programme alimentaire mondial).

Cette publication s'appuie sur plusieurs sources de données, dont l'enquête mondiale de 2021 sur les programmes de repas scolaires de la Fondation mondiale pour la nutrition infantile (GCNF), financée par le ministère de l'Agriculture des États-Unis. Nous remercions Arlene Mitchell (directrice générale, GCNF) Heidi Kessler et Ayala Wineman (GCNF) pour leur soutien et leur collaboration à cette publication. Les sources de données supplémentaires utilisées dans cette publication ont été publiées par la Banque mondiale, l'Union Africaine et les gouvernements du Japon et du Rwanda, comme indiqué à l'annexe III.

Nous sommes reconnaissants aux autres membres de l'équipe de rédaction et de révision : Véronique Sauvat (PAM, Programmes en milieu scolaire), Kevin Watkins et Liesbet Steer (Commission Éducation) qui ont rédigé la section 3.1 sur l'analyse de rentabilité de la santé et de la nutrition en milieu scolaire ; Noam Angrist (co-président de la Communauté de pratique analytique et métrique du Research Consortium for School Health and Nutrition) et Lauren Cohee (Centre pour le développement des vaccins et la santé mondiale de l'école de médecine de l'Université du Maryland) qui ont rédigé la section 3.2 sur la nouvelle métrique

pour mesurer l'impact de la santé et de la nutrition sur l'éducation ; Dan Raiten, Alison Steiber et Andrew Bremer (Eunice Kennedy Shriver (National Institute of Child Health and Human Development NIH/NICHHD), qui ont rédigé la section 3.3 sur le fait de repenser la nutrition à l'âge scolaire ; Danny Hunter et Mark Lundy (Alliance de Bioversity International et CIAT - CGIAR), qui ont rédigé la section 3.4 sur les systèmes alimentaires et l'agriculture : implications de l'alimentation scolaire à domicile pour la biodiversité et contribution à la diversification alimentaire ; Stéphane Verguet (Harvard T.H. Chan School of Public Health) et Linda Schultz (Research Consortium for School Health and Nutrition qui ont rédigé l'encadré.3.2 ; John Spangler (The Rockefeller Foundation) qui a rédigé l'encadré 3.3 sur la collaboration en matière d'aliments fortifiés ; Melissa Vargas (FAO, Division de l'alimentation et de la nutrition [ESN]), Michele Doura et Jutta Neitzel (PAM, Programmes scolaires) qui ont rédigé l'encadré 3.4 sur une nouvelle méthodologie mondiale pour l'établissement de directives et de normes nutritionnelles pour les repas scolaires ; et Linda Schultz, Kate Morris et Samantha Owen (Research Consortium for School Health and Nutrition) pour leurs précieuses contributions au rapport.

Nous tenons à remercier l'équipe de rédaction et de coordination du Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant (PMNCH), pour au rapport spécial sur *l'alimentation scolaire dans le cadre d'une approche holistique du bien-être des adolescents*; co-auteurs : Meheret (Mimi) Melles-Brewer, PMNCH ; David Ross, FIA Foundation ; Janani Vijayaraghavan, Plan Canada ; Alicia Sanchez, ONUSIDA ; Chiamaka Nwachukwu, Kings College Hospital ; Dr Jonathon Klein, Association internationale pour la santé des adolescents et Association internationale de pédiatrie ; Bhavya Nandini, PMNCH ; Ann-Beth Moller, OMS ; Sophie Kostelecky, PMNCH ; Dr Nicola J Gray PhD FRPharms FSAHM, Université de Huddersfield, Royaume-Uni, au nom de la Chaire UNESCO « Santé et éducation mondiales » ; Lucy Fagan, Groupe majeur des Nations Unies pour l'enfance et la jeunesse ; Sarah Baird, (GAGE) Université George Washington ; Desmond Nji Atanga, DESERVE ; Chris Armstrong, Plan Canada ; Anshu Mohan, PMNCH. Contributeurs : Nicola Jones, Global Evidence (GAGE), ODI, Londres, Royaume-Uni ; Joanna Herat, UNESCO ; Don Bundy, London School of Hygiene and Tropical Medicine.

Nous sommes reconnaissants à Ramin Gallenbacher et Jutta Neitzel (PAM, Programmes scolaires) pour leur contribution à la rédaction de l'article sur School Connect ; Raul Saenz et Soha Haky (PAM, Programmes scolaires) pour la rédaction de l'article sur le Planificateur de repas scolaires, avec les contributions nationales de Phuntsho Wangmo, Binai Lama et Udaya Sharma

(Bureau de pays du PAM au Bhoutan), Marianna Rocha et Noimilto Mindo (Bureau de pays du PAM au Mozambique), Dr Kalana Peiris (Bureau de pays du PAM au Sri Lanka), Maria Fulcar (Bureau de pays du PAM en République dominicaine), Moses Ceesay (Bureau de pays du PAM en Sierra Leone) et le directeur du Secrétariat national de l'alimentation scolaire (Sierra Leone).

Nous sommes également reconnaissants des contributions du Partenariat pour le développement de l'enfant et de l'AUDA-NEPAD; d'autres contributions des partenaires sont venues de:

France

- Mme Céline Jurgensen, ambassadrice et représentante permanente de la France auprès des Nations Unies à Rome
- M Sylvain Fournel, représentant permanent adjoint de la France auprès des Nations Unies à Rome
- M Thomas Sauvageot, chargé de mission à la Représentation permanente de la France auprès des Nations Unies à Rome

Finlande

- Mme Tanja Grén, représentante permanente de la Finlande auprès de la FAO, du PAM et du FIDA

Bénin

- Mme Sylvie Adote, Unité Éducation, Présidence de la République
- Mme Alice Mingninou, conseillère technique, correspondante Programme national d'alimentation scolaire intégrée, ministère de l'Éducation maternelle et primaire
- M Germain Zinsou, coordonnateur de l'Unité de gestion et de coordination de l'UNSDCF, ministère de l'Économie et des Finances

Rwanda

- M Pascal Gatabazi, conseiller technique principal au ministère de l'Éducation du Rwanda

États-Unis d'Amérique

- M Shane Danielson, directeur principal, division de l'aide alimentaire internationale, Programmes mondiaux du département américain de l'agriculture (USDA)
- Mme Diane DeBernardo, conseillère en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, division de l'assistance alimentaire internationale, Programmes mondiaux du département américain de l'agriculture (USDA)
- Mme Molly Kairn, directrice par intérim, branche McGovern-Dole, division de l'aide alimentaire internationale, Programmes mondiaux du département américain de l'agriculture (USDA)

- Mme Lindsay Carter, directrice, branche McGovern-Dole, division de l'aide alimentaire internationale, Programmes mondiaux du département américain de l'agriculture (USDA)

Union Africaine

- M Hambani Masheleni, directeur par intérim du département de l'éducation, de la science, de la technologie et de l'innovation et chef de la division de l'éducation à la Commission de l'Union Africaine

Vision Mondiale

- Mme Sheri Arnott, directrice des politiques, gestion des catastrophes, Vision Mondiale Internationale
- M Edouard Ngoy, directeur des opérations, Vision Mondiale, République centrafricaine

Banque islamique de développement

- M Jawara Gaye, spécialiste principal de l'éducation mondiale à la Banque islamique de développement

Éducation Cannot Wait

- M Graham Lang, chef de l'éducation, et l'équipe d'Éducation Cannot Wait

Dubai Cares

- Mme Mada AlSuwaidi, directrice adjointe des programmes

Nous remercions les personnes suivantes qui ont facilité la soumission des contributions externes : Jutta Neitzel, Maria-José Rojas, Soha Haky, Sandra Hittmeyer et Sophie Jenter (PAM, Programmes scolaires) ; Falaman Djanguenane (Bureau de pays du PAM au Togo), Khaled Ayoub (Bureau de pays du PAM en Jordanie), Miyoba Mukengami (Bureau de pays du PAM en Zambie), Rosemarie Rivas (Bureau de pays du PAM au Salvador), Laurent Demande (Bureau de pays du PAM en République centrafricaine) et Fernanda Sandoval (Bureau de pays du PAM en Équateur).

Nous remercions également Elizabeth Burgessims, du Bureau pour l'égalité des genres du PAM, pour sa révision, ses idées et ses recommandations. Le soutien administratif a été assuré par Constantine Akeibar, Madeline Tejada (PAM, Programmes scolaires) avec l'aide de Dorothy Ongombe (PAM, Achats de biens et services).

Nous tenons à remercier le Comité de révision des publications du PAM ainsi que Helen Clarke, Kirsty McFadden et l'équipe de création, contenu et image de marque du PAM pour leur soutien à la conception graphique et à la coordination de ce projet de publication. Le processus de publication et de diffusion a été dirigé par Caroline Dendulk, directrice de la Division de la communication, du plaidoyer et du marketing du PAM, et Greg Barrow, directeur adjoint de la Division de la communication, du plaidoyer et du marketing du PAM.

Nous remercions le gouvernement finlandais et le gouvernement français d'avoir fourni le contenu photographique. Nous tenons à remercier Asja Hadzihasanovic et l'équipe INK Innovation and Knowledge Management pour leur soutien concernant l'ISBN, les droits d'auteur et les services de bibliothèque. La publication a été éditée par Catherine Simes et conçue par Sixeleven s.r.l. Des traductions ont été fournies par Translated SRL ; les différentes versions ont été révisées et éditées en français par : Véronique Sauvat, Emilie Sidaner et Michele Doura (PAM, Programmes scolaires), Nail Lazrak (PAM, Planification de la performance de l'entreprise) ; en espagnol : Carmen Burbano (Directrice des programmes scolaires) ; en russe : Maria Tsvetkova (PAM) ; en chinois : Dageng Liu et Jishun Cui (Coopération Sud-Sud et Triangulaire) ; en portugais : Mariana Rocha, Narcia Walle (Bureau du PAM au Mozambique), Sharon Freitas et Vitoria Rufino (Centre d'excellence du Brésil) ; et en arabe : Soha Haky (PAM, Programmes scolaires).

Cette publication a fait l'objet d'un examen indépendant par des pairs, à savoir : Harold Alderman (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires/CGIAR), Boitshepo Bibi Giyose (Agence de développement de l'Union Africaine [AUDA-NEPAD]), Sylvie Avallone (Université de Montpellier) et Francis Zotor (Université du Ghana). Leurs précieux commentaires ont permis d'améliorer la qualité de la publication.

Avant-propos

Au cours des deux dernières années, le monde a fait face à une crise alimentaire sans précédent. Les répercussions économiques de la COVID-19 se sont combinées aux conflits, au changement climatique, à la flambée des prix des denrées alimentaires et, plus récemment, à l'impact mondial de la guerre en Ukraine, déclenchant une véritable tempête de faim.

La souffrance humaine est immense : 349 millions de personnes, dans 79 pays, dont 153 millions d'enfants et de jeunes, se dirigent tout droit vers des situations de famine. Inévitablement, cette lutte quotidienne pour la survie nuit profondément à leur éducation. Cette crise alimentaire mondiale pourrait anéantir les progrès d'une décennie dans la scolarisation des enfants les plus pauvres du monde, alors même que nous savons que l'éducation leur offre le meilleur moyen de sortir de la pauvreté et de la malnutrition. La faim menace de leur voler leur avenir.

Heureusement, il existe une solution éprouvée. Les programmes d'alimentation scolaire jouent un rôle incontournable, en encourageant les familles les plus pauvres à envoyer leurs fils et surtout leurs filles à l'école. Une fois qu'ils sont à l'école, les repas scolaires permettent aux enfants d'être correctement nourris et prêts à apprendre.

Le rapport sur la Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022 évalue l'impact de la COVID-19 et des autres événements mondiaux sur les programmes alimentaires et nutritionnels en milieu scolaire depuis le dernier rapport, datant de 2020.

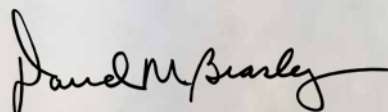
Il souligne ce qui a été accompli pour surmonter les défis sans précédent liés à la pandémie et surtout, il identifie, les principes clés permettant d'assurer le succès des programmes d'alimentation scolaire, dans un contexte où les gouvernements sont en train de renforcer leurs systèmes éducatifs pour l'avenir.

Ce rapport présente également le travail de la Coalition pour l'alimentation scolaire. Je suis extrêmement fier de la contribution du Programme alimentaire mondial à cette initiative sans précédent, lancée en 2021, sous la forme d'un partenariat mondial entre gouvernements, organisations non gouvernementales (ONG) et experts du domaine de l'éducation. À ce jour, 76 pays ont rejoint la Coalition, et chacun s'est engagé à investir dans des programmes nationaux ambitieux, permettant d'apporter une alimentation scolaire à chaque enfant vulnérable.

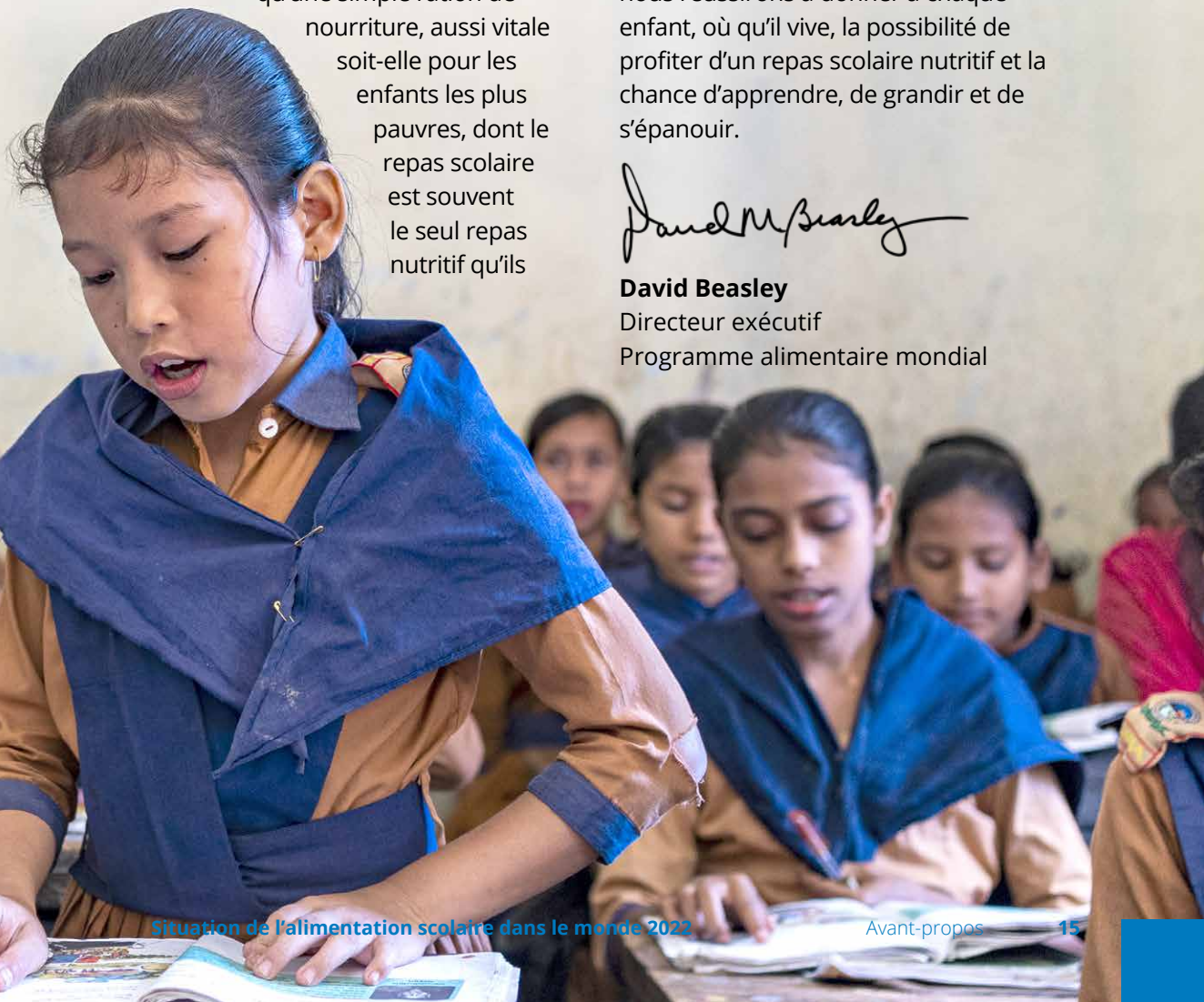
Ces programmes offrent bien plus qu'une simple ration de nourriture, aussi vitale soit-elle pour les enfants les plus pauvres, dont le repas scolaire est souvent le seul repas nutritif qu'ils

reçoivent chaque jour. Lorsqu'ils sont bien réalisés, les programmes d'alimentation scolaire améliorent la santé et l'éducation des enfants, rendent les communautés plus résilientes, favorisent l'égalité des sexes et soutiennent les économies nationales et la stabilité sociale. Ils sont certainement le meilleur investissement qu'un gouvernement puisse faire.

La Coalition pour l'alimentation scolaire offre une vision inspirante de l'avenir et le PAM s'engage pleinement à travailler avec ses partenaires du monde entier pour concrétiser cette vision. Ensemble, nous réussirons à donner à chaque enfant, où qu'il vive, la possibilité de profiter d'un repas scolaire nutritif et la chance d'apprendre, de grandir et de s'épanouir.



David Beasley
Directeur exécutif
Programme alimentaire mondial



Messages clés

Malgré l'interruption de la quasi-totalité des programmes d'alimentation scolaire dans le monde suite à la fermeture des écoles en raison de la pandémie de COVID-19 en 2020, l'alimentation scolaire est à nouveau, aujourd'hui, l'un des filets de sécurité sociale les plus importants et les plus répandus au monde.

- Le nombre d'enfants bénéficiant des programmes d'alimentation scolaire dépasse maintenant les niveaux d'avant la pandémie, et les dommages occasionnés par la fermeture des écoles sont en train d'être résorbés.
- 418 millions d'enfants bénéficient désormais de l'alimentation scolaire dans le monde, soit 30 millions de plus que les 388 millions d'enfants concernés avant la pandémie, au début de 2020.
- Au total, environ 41 % des enfants inscrits à l'école primaire ont désormais accès à un repas scolaire quotidien gratuit ou subventionné. Ce chiffre atteint 61 % dans les pays à revenu élevé.
- Cette reprise a été soutenue à plus de 90 % par des financements nationaux et la quasi-totalité des pays ont officiellement adopté des politiques nationales qui contribuent à garantir la poursuite de ces engagements.
- Les programmes d'alimentation scolaire ont créé environ quatre millions d'emplois directs, dans 85 pays, ce qui équivaut à 1 377 emplois pour 100 000 enfants nourris. La plupart de ces emplois sont liés à la préparation des aliments, ce qui profite aux cuisiniers locaux et aux petites entreprises de restauration, dont la plupart sont dirigées par des femmes.

Ce rebond rapide et sans précédent a été impulsé par les dirigeants politiques nationaux au plus haut niveau, par l'intermédiaire de la coalition pour l'alimentation scolaire.

- Les dirigeants de 76 pays (au moment de la publication) représentant 58 % de la population mondiale, tous niveaux de revenus confondus, ont co-créé la Coalition pour l'alimentation scolaire en moins d'un an.
- Cette Coalition d'États est soutenue par 83 parties prenantes (au moment de la publication), parmi lesquelles les principaux partenaires de développement et les agences des Nations Unies, et constitue un modèle pour une nouvelle approche multilatérale du développement.
- La Coalition représente un secteur économique valorisé à 48 milliards de dollars, presque entièrement financé par des pays du monde entier, à tous niveaux de revenu.
- Les actions de la Coalition s'appuient sur des études indépendantes co-créées par les initiatives de la Coalition : Recherche, Financement Durable et Données et Suivi.
- Grâce à la Coalition, un changement radical dans le niveau d'engagement politique autour de l'alimentation scolaire a été constaté. Au Rwanda, par exemple, l'administration du président Paul Kagame a déjà respecté l'engagement annoncé en 2021 d'atteindre la couverture alimentaire scolaire universelle. Le pays est passé de 660 000 enfants bénéficiant du programme en 2020 à 3,8 millions en 2022. Au Bénin, le président Talon a annoncé un engagement budgétaire national de 270 millions de dollars sur les cinq prochaines années pour élargir le programme national.

Le principal défi tient désormais au fait que la reprise a été moins efficace dans les pays à faible revenu : la couverture est moindre là où elle est le plus nécessaire.

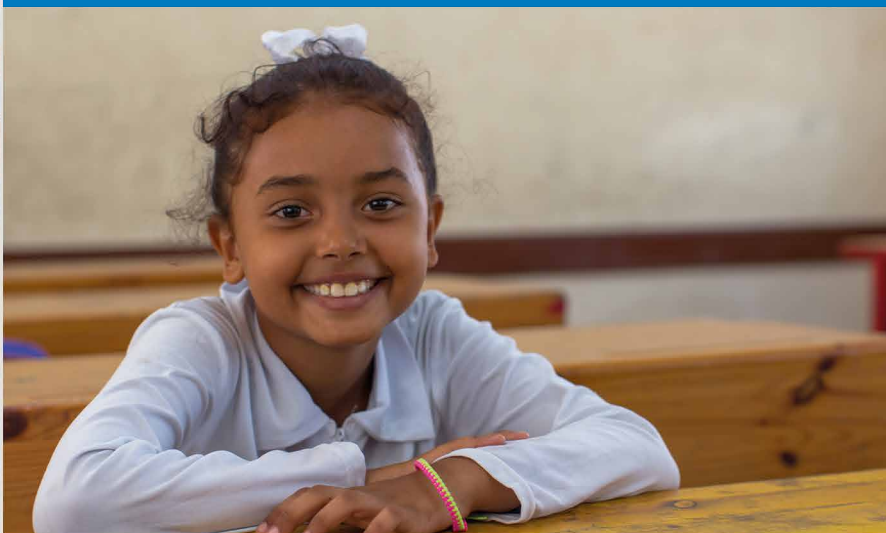
- Bien que dans l'ensemble, on ait constaté une reprise très significative, la couverture de l'alimentation scolaire dans les pays à faible revenu reste inférieure de 4 % aux niveaux d'avant la pandémie.
- Malgré des besoins concurrents suite à la pandémie et un sérieux resserrement de l'espace budgétaire, la part du financement public de l'alimentation scolaire dans les pays à faible revenu a augmenté, passant d'environ 30 % en 2020 à 45 % en 2022.
- Cependant, alors que les pays à faible revenu ont augmenté leur investissement national, on peut regretter que le soutien international a quant à lui diminué, passant de 267 millions de dollars en 2020 à 214 millions de dollars en 2022.
- Il est nécessaire de mettre en place un nouveau pacte pour accompagner cette transition vers une appropriation par les pays et un financement public accru. Les partenaires de développement, en particulier les institutions financières internationales, devraient s'engager à accroître l'appui aux programmes de repas scolaires à hauteur d'un milliard de dollars.

Il existe une opportunité de tirer parti de l'alimentation scolaire comme une plateforme pour créer des systèmes alimentaires plus respectueux du climat et plus durables, offrant une meilleure nutrition et des régimes alimentaires plus diversifiés.

- Les enfants d'âge scolaire sont les plus touchés par la crise alimentaire actuelle. Le PAM estime que 349 millions de personnes dans 79 pays se dirigent tout droit vers des situations de famine, dont 153 millions d'enfants et de jeunes. Les programmes d'alimentation scolaire sont devenus le filet de sécurité le plus répandu au monde et ils ont le potentiel de transformer la vie des enfants et de leurs familles touchés par la crise de l'alimentation.
- L'investissement annuel mondial de 48 milliards de dollars dans les programmes d'alimentation scolaire crée un marché alimentaire énorme et prévisible, et offre une extraordinaire occasion de transformer les systèmes et les régimes alimentaires et de réagir de façon proactive à la crise alimentaire mondiale.
- Les programmes d'alimentation scolaire peuvent s'approvisionner davantage d'aliments produits localement et effectuer la jonction entre des régimes alimentaires de qualité et la production locale, augmentant ainsi l'agro-biodiversité locale et renforçant la souveraineté alimentaire. Ceci peut contribuer à aider les petits exploitants agricoles, en particulier les femmes rurales et les producteurs autochtones.
- La prise en compte des enjeux climatiques dans les programmes d'alimentation scolaire place les pays à l'avant-garde des efforts déployés pour devenir plus résilients face au climat, en diversifiant les régimes alimentaires, en alignant l'agriculture et l'approvisionnement sur la souveraineté alimentaire locale et en repensant les pratiques énergétiques et agricoles.



Synthèse



Synthèse

Cette analyse du Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) décrit la situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2022, deux ans après le début de la pandémie de COVID-19. Les rapports précédents sur l'état de l'alimentation scolaire dans le monde ont été publiés d'abord en 2013 (PAM, 2013), puis en 2020 (PAM, 2020d), au moment où la pandémie émergeait en force et où les écoles du monde entier fermaient. Cette version de 2022 reprend le fil de l'histoire au moment où les écoles rouvrent et où les pays s'unissent pour créer la Coalition pour l'alimentation scolaire afin de reconstruire l'avenir de leurs enfants.

Cette édition adopte un format semblable à celui des rapports précédents : il s'appuie sur des enquêtes nationales pour explorer les aspects clés de la couverture et des pratiques de mise en oeuvre des programmes de santé et de nutrition en milieu scolaire dans le monde entier. Le rapport examine l'orientation et l'ampleur du changement entre 2020 et 2022 pour explorer les effets de la pandémie sur les enfants et les adolescents, ainsi que l'ampleur et l'efficacité des réponses apportées par les programmes nationaux d'alimentation scolaire à travers le monde.

La fermeture des écoles, qui a atteint son point culminant autour d'avril-mai 2020, a plongé le monde dans une crise d'apprentissage sans précédent et a simultanément supprimé le filet de sécurité que constituaient les programmes d'alimentation scolaire qui avaient été conçus pour protéger nos enfants. L'expérience contrefactuelle de l'absence d'écoles a non seulement rappelé le rôle fondamental des écoles dans l'éducation de la génération future, mais a également mis en évidence l'importance des systèmes scolaires pour assurer le bien-être des apprenants et la création du capital humain. Les gouvernements du monde entier sont sortis de la pandémie avec une compréhension beaucoup plus claire de la nécessité d'investir à la fois dans l'éducation et le bien-être de leurs écoliers et de leurs adolescents, et de la nécessité de créer des programmes nationaux qui garantissent à la fois une bonne éducation et des services de santé et de nutrition de qualité en milieu scolaire.

Tout au long de l'année 2021, les gouvernements se sont rapprochés afin de reconnaître la nécessité d'une nouvelle approche visant à soutenir les écoliers, tout en soutenant des régimes alimentaires et des systèmes alimentaires plus durables. Ceci a abouti au lancement d'une Coalition pour l'alimentation scolaire mondiale lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, en octobre 2021. La Coalition est progressivement devenue un partenariat, regroupant actuellement 76 États membres, et qui bénéficie à 58 %

des écoliers du monde, couvrant toutes les régions géographiques et les pays à revenu élevé, intermédiaire et faible. Cette nouvelle Coalition dirigée par les pays est soutenue par 83 parties prenantes, parmi lesquelles les principaux partenaires de développement et agences des Nations Unies.

La Coalition pour l'alimentation scolaire a identifié trois objectifs clés :

- Restaurer ce que nous avons (d'ici 2023) en aidant tous les pays à rétablir des programmes d'alimentation scolaire efficaces et en réparant ce qui a été perdu pendant la pandémie.
- Atteindre ceux que nous avons manqués (d'ici 2030). Les plus vulnérables, dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur, n'avaient pas pu bénéficier des programmes, avant même la pandémie.
- Améliorer notre approche (d'ici 2030) en améliorant la qualité et l'efficacité des programmes d'alimentation scolaire existants dans tous les pays ; en favorisant un environnement alimentaire sain dans les écoles ; et en promouvant des aliments sûrs, nutritifs et produits de façon durable, issus de la production locale le cas échéant.

Même si nous savions qu'il s'agit d'une Coalition puissante et déterminée, nous avons été surpris par les dernières enquêtes qui ont révélé que le nombre d'enfants nourris a déjà rebondi à 418 millions, dépassant les 388 millions dénombrés avant la pandémie de COVID-19, en janvier 2020. Dans un premier temps, on a pu penser que ces chiffres indiquaient que le premier objectif avait été atteint avec 12 mois d'avance sur l'échéance fixée (en 2022 plutôt qu'en 2023), mais une analyse plus approfondie a montré que si certains pays avaient en effet reconstruit et même élargi leurs programmes d'alimentation scolaire, d'autres, en particulier de nombreux pays à faible revenu, en étaient encore aux premiers stades de réponse.

Les chiffres contiennent également un message important sur la nécessité pour les partenaires de développement externes de cibler particulièrement l'aide vers les pays à faible revenu. Les pays à faible revenu ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour maintenir leur couverture alimentaire scolaire pendant la phase de crise (2020-2022) de la pandémie de COVID-19. Malgré ces efforts, on constate que ce sont les programmes dans les pays à faible revenu qui prennent du retard par rapport au reste du monde : bien qu'il y ait un rebond positif dans l'ensemble, le nombre d'enfants qui bénéficient des programmes dans les pays à faible revenu reste 4 % en dessous des niveaux de couverture avant COVID-19. Les pays à faible revenu ont augmenté la part du financement public, qui est passée de 30 % à 45 %, malgré la contraction de leur marge de manoeuvre budgétaire. Toutefois, dans le même temps, les contributions des donateurs sont passées de 69 % à 55 %, une baisse qui

s'explique probablement par la concurrence des priorités des donateurs, mais qui a entraîné une couverture moindre, même si les pays les plus pauvres assument une part croissante du fardeau. Les donateurs ne devraient-ils pas particulièrement aider les pays qui s'aident eux-mêmes ?

Aujourd'hui, nous estimons que la couverture moyenne de l'alimentation scolaire gratuite ou subventionnée est d'environ 41 %, chiffre qui monte à 61 % dans les pays à revenu élevé. Le défi qui reste à relever consiste à améliorer toutes les réponses programmatiques nationales, en particulier dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur.

Même si tous les pays n'ont pas obtenu un succès immédiat, il est clair que la situation commence déjà à évoluer. Porteuse d'une voix unique et sa vision nouvelle, la Coalition pour l'alimentation scolaire a déjà changé le paysage, apportant un nouveau récit multilatéral au développement et mettant un nouvel accent sur la reprise post COVID-19, non seulement en matière d'éducation d'une génération perdue, mais aussi de bien-être, de santé (y compris de santé mentale) et de création de capital humain. Cette nouvelle orientation vise également à soutenir des systèmes alimentaires plus durables ; à créer des emplois locaux, en particulier pour les femmes ; et à introduire des approches plus respectueuses du climat en utilisant les écoles comme plateforme de résilience communautaire. Le superpouvoir de la Coalition tient au fait qu'elle reconnaît que l'investissement dans un programme efficace comporte des avantages multisectoriels, chaque dollar investi rapportant environ neuf dollars dans les seuls domaines de la santé, de l'éducation, de la protection sociale et de l'agriculture.

L'ampleur de la réponse des pays reflète l'ampleur du problème et l'ampleur des programmes : l'économie politique de l'alimentation scolaire est passée d'un secteur mondial de 43 milliards de dollars en 2020 à 48 milliards de dollars aujourd'hui. Malgré cela, les programmes d'alimentation scolaire n'attirent que 300 millions de dollars d'aide publique au développement. Malheureusement, alors que les investissements par des pays ont augmenté, le montant de l'aide publique au développement a en fait diminué depuis la survenue de la pandémie de COVID-19. Les pays explorent de nouvelles approches innovantes en matière de financement national, qui représentent déjà 98 % des investissements, dont les taxes sur les hydrocarbures, la TVA et les obligations de développement. Une aide publique au développement bien ciblée et assortie de délais précis peut aider les pays à passer plus rapidement à l'autosuffisance ; en effet, 44 pays ont déjà suivi cette voie. Si les partenaires de développement, en particulier les institutions financières internationales telles

que les banques multilatérales de développement, s’engageaient à accroître leur soutien aux programmes d’alimentation scolaire d’un milliard de dollars (soit 0,6 % des flux actuels d’aide au développement), ils pourraient jouer un rôle encore plus important dans la réalisation des objectifs de la Coalition, en particulier à mesure que les pays passeront d’un statut de pays à faible revenu à un statut de pays à revenu intermédiaire. Les gouvernements parient sur la prochaine génération ; sans doute est-il temps que les donateurs le fassent aussi.

Alors que la pandémie de COVID-19 se retire, une crise alimentaire émerge. La faim augmente à mesure que le prix des denrées alimentaires augmente, en réponse à l’inflation, aux coûts de l’énergie, à l’impact des conditions climatiques sur l’agriculture et au conflit en Ukraine. Des systèmes alimentaires bien organisés offrent un moyen efficace de réagir, et le marché de près de 50 milliards de dollars que représentent les programmes d’alimentation scolaire dans le monde entier offre une occasion particulièrement prometteuse de contribuer à assurer l’avenir des enfants du monde. Pour que cela fonctionne, il faut mieux comprendre les liens entre la production agricole et les régimes alimentaires de qualité dont les enfants et les adolescents ont besoin pour bien vivre. Ceci suppose une nouvelle vision de l’agriculture pour l’alimentation scolaire, qui respecte la souveraineté alimentaire, améliore la biodiversité et soit respectueuse du climat. Alors que les pays cherchent à reconstruire leurs programmes scolaires de santé et de nutrition, ils commencent également à se concentrer sur des systèmes agricoles plus respectueux du climat, de la biodiversité et culturellement appropriés.

Le présent rapport sur la *Situation de l’alimentation scolaire dans le monde* nous parvient à un moment extraordinaire de l’histoire du développement humain. En 2020, alors que le monde fermait ses écoles en réponse à la pandémie de COVID-19, une crise de l’éducation naissait, avec des conséquences majeures pour l’avenir des enfants concernés et pour l’économie mondiale. Nous réalisons aujourd’hui que la fermeture des écoles a supprimé le filet de sécurité le plus répandu au monde pour les enfants et les adolescents (World Bank, 2018), entraînant de terribles conséquences pour le bien-être de toute une génération. De ce mal, cependant, est née une Coalition qui change le visage du développement en adoptant une nouvelle approche multilatérale visant à soutenir la génération future, ouvrant la voie à un avenir meilleur et plus durable. Le présent rapport cherche à comprendre où nous en sommes aujourd’hui, et où va le monde, qui cherche à construire un nouvel ensemble d’opportunités pour nos enfants et nos adolescents.

Principaux résultats

Malgré la fermeture des écoles et l'interruption de la quasi-totalité des programmes d'alimentation scolaire dans le monde en 2020, l'alimentation scolaire est à nouveau, aujourd'hui, l'un des filets de protection sociale les plus importants et les plus répandus au monde, bénéficiant à 418 millions d'enfants dans le monde.

Les données de 176 pays suggèrent qu'environ 418 millions d'enfants bénéficient désormais de l'alimentation scolaire dans le monde, soit une légère augmentation par rapport aux 388 millions d'enfants observés en 2020. Cette variation (d'environ + 7 %) est suffisamment modeste pour être considérée comme non significative et reste dans la fourchette des variations attendues pour des chiffres de cette ampleur. Collectivement, ces résultats suggèrent que les programmes d'alimentation scolaire sont revenus à des niveaux pré-pandémiques et que les dommages résultant de la fermeture des écoles sont en train d'être réparés. Le développement du capital humain dépend d'une éducation de qualité ainsi que d'une bonne santé et d'une bonne nutrition. Les enfants et les adolescents d'âge scolaire – âgés de 5 à 19 ans – doivent faire l'objet d'une attention particulière de la part des secteurs de l'éducation et de la santé. C'est au cours de ces années de formation que les enfants et les adolescents vivent des changements physiques, émotionnels et cognitifs : ces mêmes années où ils sont à l'école.

La reprise a été moins marquée dans les pays à faible revenu, et la couverture des programmes d'alimentation scolaire reste aujourd'hui encore plus faible là où elle est le plus nécessaire.

Bien que le nombre total d'enfants bénéficiant de repas scolaires ait retrouvé un niveau comparable à ceux constatés en période pré-pandémique et que certains pays à faible revenu aient même élargi leur couverture en alimentaire scolaire, le nombre d'enfants nourris à l'école a diminué de près de 4 % dans les pays à faible revenu. Cela reflète le fait que certains pays à faible revenu n'ont pas encore été en mesure de reconstruire leurs programmes nationaux et ont besoin de plus d'aide.

Dans le cadre de l'Initiative pour les données et le suivi, dirigée par le PAM, la précision des données sur la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde est en amélioration*. Le présent rapport, contient des données plus précises sur la couverture de l'alimentation scolaire en utilisant des méthodes plus exactes pour estimer le dénominateur : le nombre d'enfants ayant besoin d'être nourris. Ces estimations suggèrent qu'environ 41 % des enfants inscrits à l'école primaire bénéficient de programmes d'alimentation scolaire dans le monde.

La couverture varie considérablement selon le niveau de revenu : environ 18 % des écoliers des pays à faible revenu bénéficient de repas scolaires gratuits ou subventionnés, contre 39 % dans les pays à revenu intermédiaire inférieur et

48 % dans les pays à revenu intermédiaire supérieur. Ceci souligne une fois de plus la nécessité de mettre davantage l'accent sur les besoins des pays à faible revenu.

Malgré un sérieux resserrement de l'espace budgétaire, les pays à faible revenu ont augmenté la part des fonds publics dans l'alimentation scolaire, tandis que l'aide des donateurs dans ces mêmes pays a diminué à la fois en proportion et en chiffres réels.

La part du financement national dans les pays à faible revenu est passée d'environ 30 % en 2020 à 45 % en 2022, soit un total de 392 millions de dollars. Au cours de la même période, le soutien international a diminué, passant d'environ 267 millions de dollars en 2020 à 214 millions de dollars en 2022.

La contribution des donateurs extérieurs dans l'investissement pour le bien-être des enfants et des adolescents ne correspond pas au niveau de la priorité que les gouvernements nationaux accordent à ces programmes.

Une analyse du paysage financier a révélé que la contribution des donateurs tend à être fragmentée et dominée par une prolifération de petites subventions, avec peu d'effets de levier sur les stratégies nationales. La plupart des donateurs et des banques de développement ne disposent pas de stratégies intégrées d'alimentation scolaire. Ceci donne à penser qu'il est nécessaire de conclure un pacte au sein duquel les gouvernements nationaux s'engagent à accroître leurs efforts et la communauté mondiale à combler les lacunes là où cela est nécessaire, en particulier pour aider les pays qui en ont le plus besoin et ceux qui sont en transition vers une plus grande autonomie et un plus grand financement par le pays. L'analyse de portée recommande que les partenaires de développement, en particulier les institutions financières internationales telles que les banques multilatérales de développement, s'engagent à augmenter la contribution aux programmes d'alimentation scolaire d'un milliard de dollars (soit 0,6 % des flux actuels d'aide au développement), ce qui pourrait jouer un rôle important pour appuyer l'objectif de la Coalition pour l'alimentation scolaire d'aider les pays, en particulier ceux qui se trouvent dans la transition cruciale du statut de pays à faible revenu vers celui de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

On constate avec satisfaction une hausse régulière de l'inscription officielle des programmes d'alimentation scolaire dans la politique institutionnelle et délibérément en lien avec d'autres programmes de santé et de nutrition qui contribuent au bien-être des apprenants.

Ce rapport confirme que la quasi-totalité des programmes d'alimentation scolaire dans le monde sont menés par des gouvernements nationaux. Les données disponibles confirment qu'un nombre croissant de gouvernements renforcent leurs politiques dans ce sens. Le rapport de 2020 observait que, dans l'ensemble, si 79 % des pays avaient mis en place des politiques spécifiques en matière d'alimentation scolaire, seuls 73 % des pays à faible revenu disposaient de telles politiques.

Les enquêtes de 2022 montrent que 82 % des pays à faible revenu disposent désormais d'une politique d'alimentation scolaire et que, dans l'ensemble, plus de 87 % de tous les pays ont mis en place une politique d'alimentation scolaire spécifique. Il s'agit d'un changement important et d'un indicateur fort de l'engagement croissant des gouvernements à tous les niveaux économiques. Les programmes d'alimentation scolaire sont rarement déployés sous forme d'interventions isolées. Ils sont plus souvent les plateformes par le biais desquelles d'importantes activités complémentaires en matière d'éducation, de nutrition et de santé sont mises en oeuvre. Plus de 80 % des pays interrogés ont indiqué qu'ils organisaient des activités de santé complémentaires, en conjonction avec l'alimentation scolaire. Les études démontrent que le système scolaire constitue une plateforme exceptionnellement rentable pour la fourniture d'un ensemble intégré essentiel de services de santé et de nutrition, parmi lesquels les repas scolaires, le déparasitage, la supplémentation en fer et en acide folique, le dépistage des problèmes de vision et la santé bucco-dentaire. Ceci vient renforcer l'importance des programmes d'alimentation scolaire en tant que catalyseurs d'interventions cruciales pour la promotion du bien-être des écoliers et des adolescents.

La Coalition pour l'alimentation scolaire s'est imposée comme un véhicule important et novateur pour l'action multilatérale. Elle aborde également de multiples résultats des objectifs de développement durable (ODD).



Government of Finland/Virpi Kallomaa

Les dirigeants de 76 pays, représentant tous les niveaux économiques et 58 % de la population mondiale, ont rejoint la Coalition pour l'alimentation scolaire en moins d'un an. La Coalition a également bénéficié de l'appui officiel de 83 partenaires majeurs des Nations Unies et autres partenaires de développement. La Coalition est dirigée par un groupe de travail formé par 12 pays, qui a tenu sa première réunion ministérielle à Helsinki en octobre 2022, accueillie par le gouvernement finlandais, l'un des deux pays fondateurs. La France, co-fondatrice, accueillera une deuxième réunion ministérielle en octobre 2023, à laquelle les 76 pays seront invités à participer.

Dans le cadre de ses initiatives dirigées par des partenaires, la Coalition pour l'alimentation scolaire s'emploiera à remédier à trois goulets d'étranglement majeurs : meilleurs éléments probants pour la prise de décision, financement durable et données fiables.

À ce jour, la Coalition a lancé trois initiatives pour soutenir ces actions :

- Le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire a été lancé en mai 2021 et est dirigé par la London School of Hygiene and Tropical Medicine. Le Consortium favorise les collaborations à l'échelle mondiale entre les partenaires universitaires, de recherche et de développement pour combler le manque de connaissances en matière de santé et de nutrition scolaires.
- L'Initiative pour le financement durable a été créée sous l'égide du Forum mondial sur l'éducation et est dirigée par la Commission de l'éducation. Cette initiative vise à améliorer la coordination des donateurs et l'efficacité des mécanismes de financement, à aider les pays à accroître leur capacité budgétaire et à mobiliser les ressources nécessaires pour intensifier et passer à des programmes nationaux d'alimentation scolaire, en mettant particulièrement l'accent sur les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.
- L'Initiative pour les données et le suivi a été créée dans le but d'améliorer et d'institutionnaliser la disponibilité de données de qualité sur les programmes nationaux d'alimentation scolaire dans le monde entier pour la prise de décisions fondées sur des données probantes et le suivi des progrès au fil du temps. Elle constitue la principale initiative de suivi et d'établissement de rapports pour les trois objectifs de la Coalition pour l'alimentation scolaire

Dans un rapport spécial, le Partenariat pour la santé maternelle, néonatale et infantile identifie la contribution des programmes nationaux d'alimentation scolaire à la santé et au bien-être des adolescents dans le monde.

Les programmes d'alimentation scolaire sont une composante essentielle d'un système éducatif véritablement intégré, sain et propice à la santé, qui contribue au bien-être des adolescents. Une santé et une nutrition optimales vont au-delà de l'absence de maladie et de malnutrition, et comprennent aussi le bien-être et la capacité de réaliser les tâches du quotidien avec vigueur. Les repas scolaires peuvent grandement contribuer à assurer la santé et la nutrition des adolescents

et la création d'un environnement favorable. Dans le cas des familles pauvres, l'alimentation scolaire incite les adolescents à rester à l'école et leurs parents à ne pas les retirer de l'école.

Le PAM a renforcé son rôle de chef de file dans l'alimentation scolaire : il en a fait une intervention phare, a renforcé ses capacités à tous les niveaux pour soutenir les gouvernements et a amélioré sa capacité à parvenir à des résultats.

En tant qu'organisme chef de file des Nations Unies pour ce domaine d'activité, le PAM joue trois rôles dans le programme mondial d'alimentation scolaire :

1. Soutenir les gouvernements dans leurs programmes d'alimentation scolaire :

Le PAM fournit un soutien politique, une assistance technique, des études et un savoir-faire pour aider les gouvernements à revenu moyen, moyen inférieur et faible à établir ou à renforcer la durabilité de leurs programmes d'alimentation scolaire. L'appui technique et politique du PAM a indirectement influencé la qualité de vie, l'accès à l'éducation et la situation nutritionnelle de 107 millions d'écoliers dans 77 pays et communautés locales, notamment par le renforcement de la production agricole et l'amélioration des conditions de vie et des moyens de subsistance des petits exploitants agricoles et de leurs partenaires tout au long de la chaîne de valeur du système alimentaire.

2. Apporter un appui opérationnel aux pays :

Le PAM fournit, si nécessaire, des repas scolaires aux enfants vulnérables à l'appui des objectifs nationaux. En 2021, le PAM a fourni des repas scolaires à 15,5 millions d'enfants dans 57 pays, dont environ 72 % en Afrique subsaharienne et au Moyen-Orient.

3. Établir, coordonner et maintenir trois biens publics mondiaux :

- *La Coalition pour l'alimentation scolaire* : en tant que secrétariat de la Coalition, le PAM aide les pays de tous les niveaux de revenu à partager leurs expériences, à accéder au financement et à améliorer leurs approches, avec le soutien d'un réseau mondial d'organisations partenaires. Le PAM aide tous les partenaires de la Coalition à coordonner l'action et à se connecter aux initiatives, qu'il a aidé à incuber et à lancer.
- *La Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* : ce rapport est publié tous les deux ans et fournit des informations quantitatives et qualitatives sur la situation de l'alimentation scolaire dans le monde. La publication suit également les progrès de la Coalition pour l'alimentation scolaire et les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs d'amélioration de la santé et de la nutrition scolaires.
- *La base de données mondiale sur l'alimentation scolaire* : le PAM est en train d'établir une base de données mondiale sur les indicateurs relatifs à l'alimentation scolaire, qui sera mise à la disposition de tous les pays et partenaires, afin de suivre les progrès réalisés chaque année.

Priorités d'intervention

1. Veiller à ce que les écoles restent ouvertes et veiller à ce que la couverture soit maintenue ou étendue.
2. Appuyer l'Initiative pour le financement durable en aidant les pays à faible revenu à trouver des moyens novateurs et efficaces de financer leurs programmes et en aidant tous les pays à passer à l'autosuffisance.
3. Renforcer la disponibilité des données essentielles sur les programmes d'alimentation scolaire grâce aux biens mondiaux suivants : l'Initiative pour les données et le suivi, les rapports sur la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* et les « bons exemples » de la communauté de pratique du Consortium de recherche pour la santé et la nutrition scolaires.
4. Soutenir le lien entre l'alimentation scolaire, les systèmes alimentaires et le changement climatique. Donner la priorité à l'accès des gouvernements nationaux à des études indépendantes sur les coûts, les bénéfices et l'efficacité des différents programmes d'alimentation scolaire locaux, ainsi que sur le changement climatique et la souveraineté alimentaire.
5. Explorer le rôle des programmes d'alimentation scolaire en tant que filet de sécurité le plus répandu au monde et veiller à ce qu'ils fassent partie de la réponse aux crises alimentaire et climatique.

La structure de cette publication

Cette publication fait partie d'une série de rapports élaborés par le PAM, annoncée dans la nouvelle stratégie 2020, *A Chance for Every Schoolchild* (Une chance pour chaque écolier), visant à aider à garantir la disponibilité d'une base de connaissances à jour sur l'alimentation scolaire. Les résultats de cette publication sont présentés en quatre chapitres :

Chapitre 1 - Les programmes d'alimentation scolaire en 2022 : portée, couverture et tendances

Chapitre 2 - Coalition pour l'alimentation scolaire : progrès et opportunités

Chapitre 3 - Nouveaux progrès dans la compréhension de l'alimentation scolaire : innovations et programmation durable

Chapitre 4 - Le rôle global et stratégique du PAM dans la santé et la nutrition scolaires.

Cette édition contient également un rapport spécial du Partenariat pour la santé maternelle, néonatale et infantile, intitulé *L'alimentation scolaire dans le contexte d'une approche holistique de bien-être des adolescents*.



Introduction



Introduction

Ce document est la publication officielle du Programme alimentaire mondial des Nations Unies sur la situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2022.

Lors de la publication du rapport précédent, au début de 2021, le monde était confronté à un avenir incertain, alors que la pandémie de COVID-19 affectait toute la planète. Ce rapport faisait état qu'au début de 2020, l'alimentation scolaire bénéficiait à plus d'enfants dans le monde qu'à n'importe quelle autre période de l'histoire humaine. Toutefois, l'apparition de la COVID-19 et la fermeture des écoles du monde entier à la mi-2020 ont tout changé. Tous les enfants, partout dans le monde, ont été soudainement privés d'éducation ; 370 millions d'écoliers ont perdu leur seul repas garanti de la journée ; et 124 millions de personnes sont tombées dans l'extrême pauvreté.

Pour la première fois de l'histoire, le monde a connu une situation où aucune école n'accueillait d'élèves. Il est rapidement devenu évident que la fermeture des écoles signifiait également la perte de tous les systèmes scolaires venant à l'appui de l'éducation, de la santé, de la nutrition et du bien-être général de l'apprenant. Toute une génération d'enfants était en danger. Au moment où le rapport 2020 était sous presse, des efforts massifs, à l'échelle de la planète, étaient en mis en œuvre pour trouver de nouveaux moyens d'atteindre les enfants et les adolescents d'âge scolaire sans passer par la plateforme scolaire, qui avait disparu. Cependant, aucune n'égalait les méthodes scolaires, tant en termes de coût qu'en termes d'efficacité, et l'avenir semblait sombre.

Deux ans plus tard, la plupart des pays ont rouvert leurs écoles et accueillent à nouveau en classe des enfants qui ont faim. Les repas scolaires gratuits ont incité les enfants à retourner à l'école et leurs parents à les y envoyer. Ces repas contribuent à restaurer la santé et le bien-être de cette génération qui en a tant manqué.

La *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022* explore l'état mondial des programmes au début de 2022, alors que le PAM et ses partenaires du gouvernement et de la société civile travaillent ensemble pour se remettre de la pandémie et construire de nouvelles interventions plus résilientes et plus impactantes en matière d'alimentation scolaire. La publication décrit également comment ce processus a été accéléré par les pays qui se sont réunis pour former la Coalition pour l'alimentation scolaire, lors du Sommet sur les systèmes alimentaires en 2021.



Le rôle émergent de la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* en tant que baromètre mondial de l'alimentation scolaire

Un rapport actualisé sur l'état des programmes nationaux d'alimentation scolaire est un outil essentiel pour aider le public à comprendre les procédures et les pratiques en matière d'alimentation scolaire. En 2013, le PAM a innové dans ce domaine avec la publication de *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde*. En 2020, la deuxième édition a été publiée, tirant parti de cette expérience antérieure. Avec l'édition de 2022, la troisième de la série, le PAM s'engage à établir une série de rapports réguliers pour fournir un aperçu continu des programmes d'alimentation scolaire partout dans le monde, en mettant l'accent sur les programmes nationaux mis en œuvre par les gouvernements.

Chaque rapport sera publié selon un format similaire, en utilisant les meilleures sources de données disponibles pour décrire l'échelle et la portée des programmes. La série fournira une synthèse des nouvelles avancées en matière d'alimentation scolaire, des résultats obtenus et des partenariats associés aux programmes d'alimentation scolaire. Il ne s'agit pas d'un rapport sur les activités du PAM, mais d'un aperçu du travail accompli par tous les acteurs impliqués dans le soutien des programmes d'alimentation scolaire à travers le monde.

Retour sur les écoles et l'alimentation scolaire

L'alimentation scolaire possède une riche histoire ; même les toutes premières écoles ont dû réfléchir à la manière de nourrir les enfants pendant la journée scolaire. La réflexion moderne sur la santé et la nutrition scolaires va au-delà de ce simple concept et considère que les repas scolaires sont des programmes présentant des avantages spécifiques plus larges pour les enfants et leurs communautés. Au début du XXe siècle, différentes tentatives géographiquement ciblées furent mises en place pour aborder la protection sociale, comme la loi de 1907 au Royaume-Uni qui visait à fournir de la nourriture par le biais des écoles au sein des communautés les plus pauvres. Dans les années 1940, cette approche avait été élargie pour inclure des programmes nationaux universels, comme en Finlande et en Suède, et était souvent associée à une vision considérant que l'alimentation scolaire était un stimulant pour la production agricole, comme aux États-Unis d'Amérique (États-Unis).

L'alimentation scolaire est de plus en plus considérée comme un droit humain : l'Inde a ouvert la voie en déclarant que les repas à l'école constituaient une obligation légale des responsables de l'éducation ; le Brésil et le Mexique ont intégré l'alimentation scolaire aux filets de sécurité sociale et au développement communautaire ; et les 100 premiers jours de planification de Nelson Mandela en Afrique du Sud considéraient que les repas scolaires pour les populations les plus pauvres étaient essentiels pour rattraper les occasions manquées et investir dans la prochaine génération.

En 2009, la Banque mondiale et le PAM, en collaboration avec le Partenariat pour le développement de l'enfant, ont publié une analyse intitulée *Rethinking School Feeding* (Repenser l'alimentation scolaire) (Bundy et al., 2009). Le point de départ de cette analyse est la crise alimentaire, énergétique et financière de 2008, au cours desquelles les gouvernements ont reconnu que les programmes d'alimentation scolaire offraient de multiples avantages aux plus vulnérables : soutien du revenu en nature aux familles, apprentissage et accès à l'éducation, maintien de la santé et du bien-être. En conséquence, les gouvernements considèrent de plus en plus que l'alimentation scolaire est un investissement de protection sociale pertinent à long terme, ainsi qu'un filet de sécurité à court terme. Des appels ont été lancés pour demander une plus grande rigueur dans l'analyse des questions liées aux politiques (Alderman & Bundy, 2011) ainsi que dans l'ampleur et la qualité des évaluations et de la conception des études scientifiques (Kristjansson et al., 2007). Les gouvernements investissent dans l'alimentation scolaire non pas parce qu'ils atteignent ainsi un objectif unique, mais parce qu'ils en réalisent plusieurs.

Histoire des publications sur l'alimentation scolaire

Au cours de la dernière décennie, on a constaté une amélioration constante de la qualité et de la quantité des programmes d'alimentation scolaire mis en œuvre par les gouvernements et les partenaires du développement, ainsi qu'une augmentation concomitante de la quantité et de la qualité de la recherche. L'analyse de la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde entier* (WFP, 2013, 2020d) a constitué un élément essentiel de ce regain d'intérêt, de même que l'analyse approfondie des programmes nationaux dans 14 pays par le *School Feeding Sourcebook* (Drake et al., 2016). Le Partenariat pour le développement de l'enfant, avec l'aide de la Bill and Melinda Gates Foundation, entre autres, a soutenu de nouveaux essais randomisés sur l'alimentation scolaire, qui sont devenus déterminants pour la compréhension des programmes en situations stables, comme dans le programme national d'alimentation scolaire au Ghana (Gelli et al., 2019) et dans les camps de personnes déplacées en Ouganda (Adelman et al., 2019) ; et en situations d'urgence, comme lorsque le programme national d'alimentation scolaire a été interrompu par un coup d'État au Mali (Aurino et al., 2018). En 2017, la troisième édition de *Disease Control Priorities* (Jamison et al., 2017) de la Banque mondiale comprenait une analyse détaillée des avantages et des coûts des programmes de santé et de nutrition scolaires ; elle a également expliqué les arguments soutenant que les programmes de santé et de nutrition scolaires constituaient un investissement dans le capital humain.

Cette évolution s'est reflétée dans l'approche du PAM en matière d'alimentation scolaire. Le PAM a adopté sa première politique mondiale d'alimentation scolaire en 2009, reconnaissant que l'alimentation scolaire était essentielle à la sécurité alimentaire des ménages et constituait un filet de sécurité efficace pour les foyers vulnérables. Cette politique a été mise à jour en 2013 pour tirer davantage parti de l'alimentation scolaire en tant qu'intervention multisectorielle bénéfique à l'éducation, la santé et la nutrition, la protection sociale et l'agriculture locale ; un accent particulier a été mis sur l'assistance technique aux gouvernements et le renforcement des programmes nationaux d'alimentation scolaire dirigés par les gouvernements. En 2020, le PAM a adopté une nouvelle stratégie d'alimentation scolaire, marquant son engagement renouvelé à diriger les efforts mondiaux dans le domaine de l'alimentation scolaire. La présente publication s'inscrit dans le cadre d'un effort concerté visant à renforcer la base de connaissances et de données factuelles dans ce domaine.

Structure de cette publication

Cette publication est composée de quatre chapitres et d'un rapport spécial couvrant les sujets suivants :

- **Chapitre 1 : Programmes d'alimentation scolaire en 2022 : échelle, couverture et tendances** – fournit une mise à jour sur le nombre d'enfants bénéficiant des repas scolaires dans le monde, la couverture et le financement de l'alimentation scolaire, ainsi que de nouvelles analyses sur les sources de financement, l'emploi, les politiques et les programmes.
- **Chapitre 2 : La Coalition pour l'alimentation scolaire : progress et opportunités** – donne un aperçu du mandat et des initiatives des nouvelles communautés mondiales de pratique de l'alimentation scolaire, en soulignant comment les gouvernements, les partenaires, les agences des Nations Unies et la société civile se sont réunis pour faire progresser la santé et la nutrition scolaires.
- **Chapitre 3 : Nouveaux progrès dans la compréhension de l'alimentation scolaire : innovations et programmation durable** – récapitule les dernières données probantes sur les programmes d'alimentation scolaire et comprend une référence mondiale actualisée sur le coût (retour sur investissement) et un examen des études scientifiques.
- **Chapitre 4 : Le rôle mondial et stratégique du PAM en matière de santé et de nutrition scolaires** – fait le bilan sur l'engagement renouvelé du PAM en faveur de l'alimentation scolaire et sur sa stratégie à court terme visant à soutenir les gouvernements dans leur reconstruction post COVID-19 et à relever le défi de l'administration réussie des programmes nationaux d'alimentation scolaire en période d'instabilité mondiale.
- **Un rapport spécial : l'alimentation scolaire dans le contexte d'une approche holistique de bien-être des adolescents** – présente les recherches et les résultats dans les 7 000 premiers jours de développement de la vie, et le lien entre le fait de fournir des repas scolaires aux adolescents et le développement du capital humain national.

Cette publication contient également des études de cas du monde entier et des encadrés détaillés pour mettre en évidence certaines questions sectorielles et thématiques clés. Le rapport s'appuie sur l'expérience du PAM et sur les contributions d'experts et de décideurs ayant une connaissance directe de leurs sujets. Ces contributions offrent une perspective au-delà des données mondiales, et un aperçu plus immédiat des expériences, des défis et des leçons apprises par les pays et les partenaires.

Les sujets abordés dans les encadrés et les études de cas comprennent :

- les programmes gouvernementaux dans les pays à revenu élevé, intermédiaire et faible, illustrant la diversité des expériences et des pratiques ;
- les points de vue externes et les politiques des partenaires dans des domaines d'intérêt particuliers recoupant l'alimentation scolaire et la santé et nutrition scolaires ; et
- les enseignements tirés des expériences innovantes spécifiques des acteurs non étatiques.

Terminologie

La terminologie pose des difficultés particulières lorsque l'on rédige des documents portant sur les programmes scolaires. Tous les programmes abordés dans la présente publication sont fournis par le biais des systèmes scolaires et comprennent des interventions favorisant la santé, la nutrition ou les deux simultanément. Historiquement, les programmes scolaires gérés par le secteur de la santé sont appelés « programmes de santé et de nutrition scolaires », tandis que les programmes fournissant de la nourriture dans les écoles sont appelés « programmes d'alimentation scolaire » et sont souvent gérés par des secteurs autres que la santé, en particulier l'éducation, la protection sociale et l'aide sociale.

Les programmes de santé et de nutrition scolaires actuels comprennent généralement des éléments de repas scolaires et les programmes d'alimentation scolaire comprennent généralement des interventions sanitaires : dans l'échantillon de pays examiné dans la présente publication (voir le chapitre 1), plus de 80 % des programmes nationaux d'alimentation scolaire fournissaient des interventions sanitaires et nutritionnelles complémentaires.

La présente publication utilise de préférence le terme « alimentation scolaire », car il s'agit de la terminologie la plus largement acceptée dans ce domaine. Cependant, l'alimentation scolaire est de plus en plus intégrée dans des interventions de santé et de nutrition scolaires. De ce fait, les futures éditions de la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* reflèteront probablement cette adoption plus large de l'alimentation scolaire, de la santé et de la nutrition scolaires au niveau de leur terminologie.

Le PAM accueillera volontiers tous les commentaires en lien avec la présente publication. Les correspondances peuvent être adressées à wfp.publications@wfp.org ou au Programme alimentaire mondial, Via C.G. Viola, 68-70, 00148 Rome, Italie.



Chapitre 1

Programmes d'alimentation scolaire en 2022 : portée, couverture et tendances



Ce chapitre, ainsi que les annexes I et II à la fin de la publication, donnent une vue générale de l'état actuel des programmes d'alimentation scolaire dans le monde, en s'appuyant sur des enquêtes menées dans 176 pays et États. L'annexe III fournit une description détaillée de la méthode de recueil et de gestion des données utilisée.

Ce chapitre répond à l'un des principaux objectifs de la nouvelle stratégie décennale d'alimentation scolaire du PAM qui appelle à « un suivi et une évaluation plus rigoureux des programmes d'alimentation scolaire dans le but d'en démontrer les résultats et d'en mesurer le succès ». Les données et les idées s'appuient sur la méthodologie et l'analyse utilisées dans *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2020* (WFP, 2020d) et visent à donner aux lecteurs une évaluation actuelle des principaux paramètres mondiaux en matière d'alimentation scolaire, y compris la proportion d'élèves en bénéficiant ; la portée des initiatives nationales ; et l'ampleur des investissements nationaux (internes) et internationaux.

Les données fournies ici correspondent aux informations disponibles les plus récentes sur l'alimentation scolaire et s'appuient sur un ensemble de données plus complet que les rapports précédents de 2013 et 2020, avec un plus large échantillon de pays, des observations plus directes et moins d'estimations.

L'une des utilisations centrales des ensembles de données tient à l'acquisition d'une compréhension longitudinale de la trajectoire des programmes d'alimentation scolaire dans le monde entier : observons-nous une tendance à la hausse ou à la baisse, au fil du temps ? Ceci est particulièrement important dans le contexte de l'évaluation de la reprise après la pandémie de COVID-19. Dans ce chapitre, nous comparons les données de 2022 avec nos observations d'il y a deux ans, retranscrites dans le rapport 2020. Une explication plus complète des processus de recueil et de gestion des données figure à l'annexe III.

Dans certains cas, nous nous référons également aux observations du rapport de 2013 pour permettre une perspective à plus long terme. Le rapport de 2013 a été le premier effort véritablement mondial de description des programmes d'alimentation scolaire à travers le monde. Il fournit une référence de base qui est précieuse et unique. Toutefois, les méthodologies ont évolué et se sont améliorées au cours des dix dernières années, et le rapport de 2013 s'appuyait sur un ensemble de méthodes de recueil de données qui diffèrent de celles utilisées aujourd'hui. Par conséquent, notre principale analyse longitudinale se concentre sur les changements survenus au cours de la période allant de 2020 à 2022.

Les données actuelles indiquent qu'environ 418 millions d'enfants des niveaux préscolaire, primaire et secondaire bénéficient aujourd'hui des programmes d'alimentation scolaire dans le monde, soit une augmentation apparente de 30 millions par rapport aux 388 millions d'enfants qui en bénéficiaient

dans le rapport pré-pandémique de 2020. Nous savons que la quasi-totalité des programmes d'alimentation scolaire dans le monde se sont effondrés pendant la pandémie de COVID-19 ; ainsi, les données de 2022 suggèrent qu'il y a non seulement eu un rétablissement majeur des programmes d'alimentation scolaire dans le monde aux niveaux pré-pandémiques, mais aussi une augmentation ayant permis de parvenir à des niveaux jamais atteints auparavant. Les données fournies par le suivi mondial de l'alimentation scolaire pendant les fermetures liées à la pandémie de COVID-19 (WFP, 2022) montrent que la reprise de l'alimentation scolaire au cours de cette période de deux ans s'est faite selon un processus graduel, caractérisé par des variations analogues aux différents pics et mesures d'atténuation mises en œuvre pour contrôler la pandémie, la plus forte proportion de repas scolaires manqués se produisant du début de la pandémie jusqu'en septembre 2020.

L'augmentation de 30 millions du nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire, soit environ + 7 % du total, se situe dans la fourchette de variation attendue et peut ne pas être significativement différente du total de 2020, du fait, par exemple, des incertitudes entourant le recueil de données et l'influence massive des changements, même mineurs, au sein des plus grands programmes, comme en Inde, au Brésil et en Chine.

Une analyse plus détaillée montre l'importance du niveau de revenu et de la géographie. Dans les pays à faible revenu, par exemple, le nombre d'enfants nourris par l'alimentation scolaire a diminué d'environ 4 %, les baisses les plus importantes étant observées en Afrique. Comprendre le détail de ces modèles de changement est pertinent pour trouver des solutions appropriées, et souligne la nécessité d'efforts plus concentrés et accélérés, qui ciblent stratégiquement les écoliers qui sont déjà les plus défavorisés et les plus vulnérables dans les pays à faible revenu.

Dans l'ensemble, plus de 98 % du financement des programmes nationaux d'alimentation scolaire proviennent des budgets nationaux. Cela confirme les observations du rapport de 2020 et montre que la plupart des programmes d'alimentation scolaire dans le monde sont gérés et financés par les gouvernements nationaux. L'investissement mondial estimé dans l'alimentation scolaire est passé de 43 milliards de dollars en 2020 à 48 milliards de dollars en 2022.

La part du financement national dans les pays à faible revenu pour les programmes d'alimentation scolaire est passée d'environ 30 % en 2020 à 45 % en 2022, malgré les contraintes budgétaires croissantes. De façon ironique, les niveaux soutenus ou accrus de financement national n'ont pas été égalés par les niveaux de soutien international à l'alimentation scolaire, qui ont quant à eux diminué d'environ 267 millions de dollars en 2020 à 214 millions de dollars en 2022.

L'intérêt croissant pour l'alimentation scolaire, à l'échelle des pays, se reflète également dans les taux d'adoption de politiques et de lois régissant l'alimentation scolaire : les chiffres montrent qu'un nombre croissant de gouvernements adoptent et renforcent leurs politiques en matière d'alimentation scolaire. L'un des grands changements apparus depuis 2020 tient au fait que la proportion de pays à revenu intermédiaire des tranches inférieure et supérieure ayant des politiques spécifiques en matière d'alimentation scolaire approche actuellement le même niveau que dans les pays à revenu élevé. Encore une fois, ce sont les pays à faible revenu qui restent en retard.

On estime que les programmes d'alimentation scolaire ont conduit à la création de près de quatre millions d'emplois directs, dans 85 pays, ce qui équivaut à 1 377 emplois pour 100 000 enfants nourris. En comparaison, ces mêmes chiffres étaient pour 2020 de trois millions d'emplois, dans 48 pays, soit 1 668 emplois pour 100 000 enfants nourris. Ces estimations comportent de nombreuses incertitudes, mais elles suggèrent que les pays sont en effet parvenus à rétablir leur infrastructure d'alimentation scolaire depuis la pandémie de COVID-19. Ces estimations réaffirment également que les programmes d'alimentation scolaire contribuent de manière importante à la création d'emplois, de l'ordre de 1 000 à 2 000 emplois pour 100 000 enfants en bénéficiant.

Les programmes d'alimentation scolaire sont rarement déployés sous forme d'interventions isolées. Ils sont plutôt les plateformes par le biais desquelles les activités complémentaires majeures en matière d'éducation, de nutrition et de santé sont menées. La proportion de programmes nationaux assurant des interventions complémentaires en 2020 et 2022 était de 93 % et 80 % respectivement. Ceci vient confirmer le fait que la majorité des pays utilisent une approche intégrée de la santé scolaire pour assurer la santé, la nutrition et le bien-être des enfants et des adolescents. Ceci suggère également que les services complémentaires n'ont pas encore atteint les niveaux pré-pandémiques, ce qui peut être attribuable au rétablissement plus lent de certains des services de santé en milieu scolaire les plus largement adoptés, en particulier le déparasitage.

Ceci donne à penser que, dans la plupart des pays, les programmes d'alimentation scolaire ont retrouvé leur niveau d'avant la pandémie, et que la quasi-totalité des pays ont fait des efforts considérables pour réparer les dommages causés par la fermeture des écoles.

Presque tous ces efforts ont été soutenus par des fonds nationaux et, par conséquent, ce sont inévitablement les pays à faible revenu qui ont récupéré le moins rapidement.

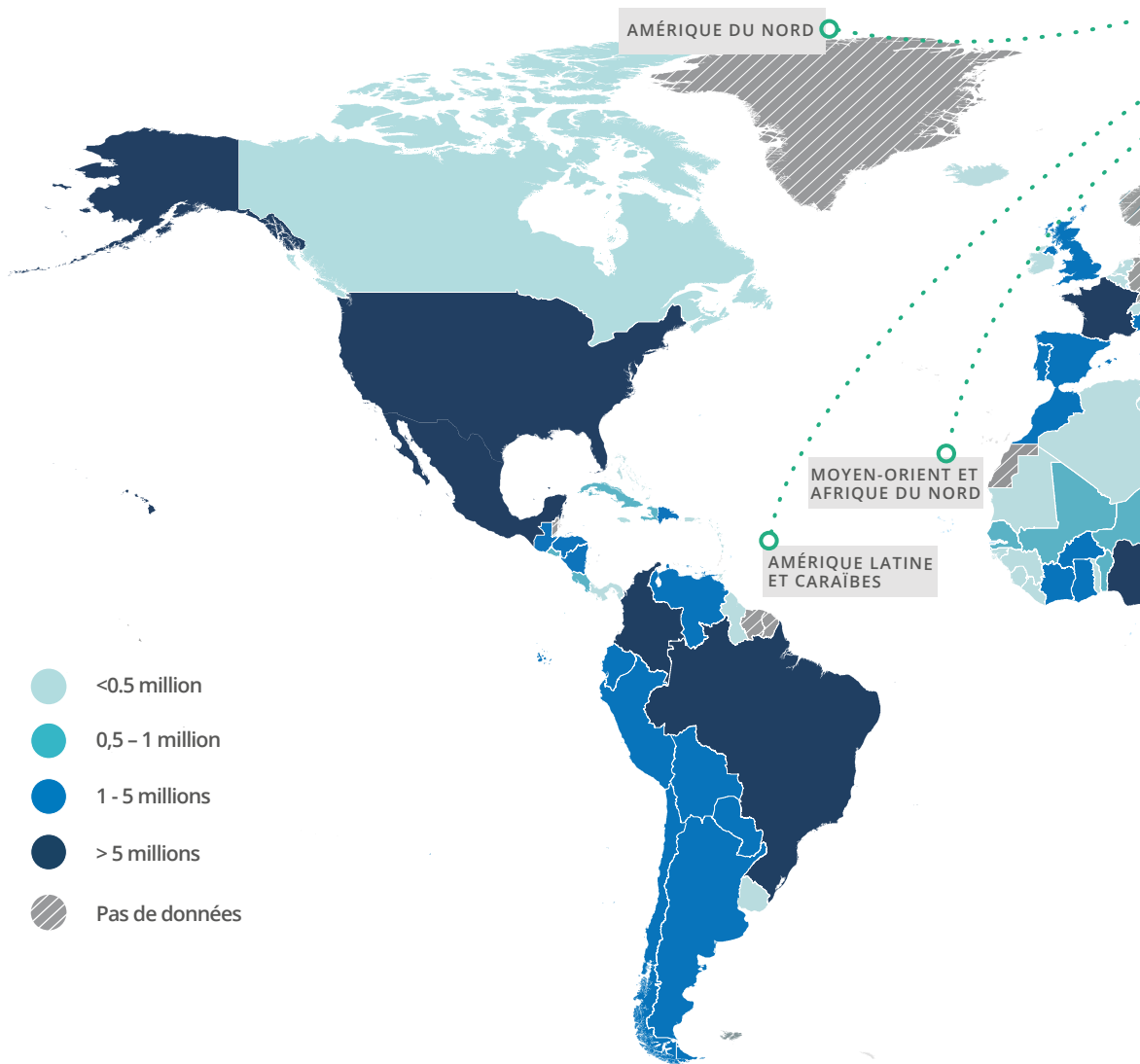


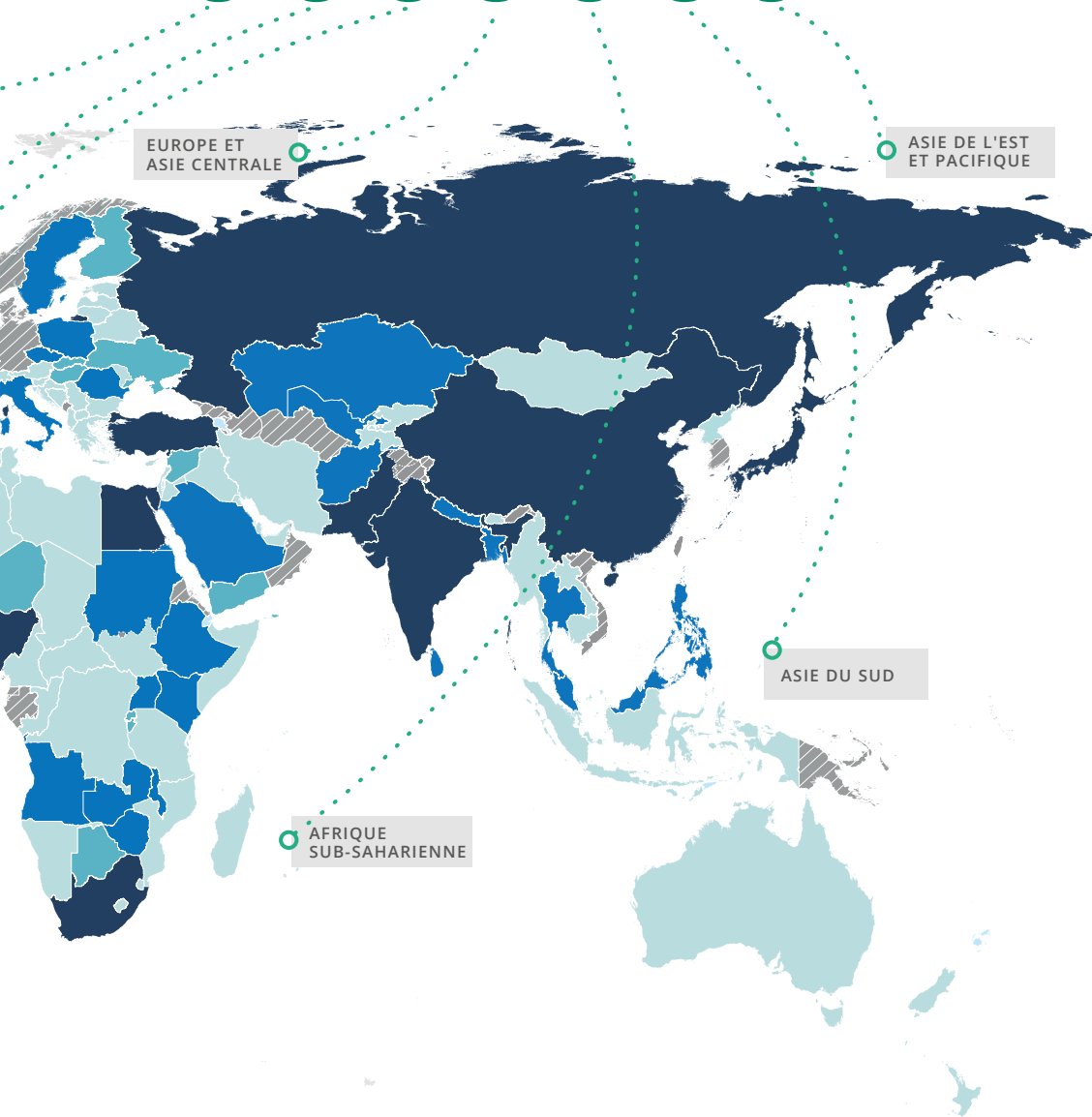
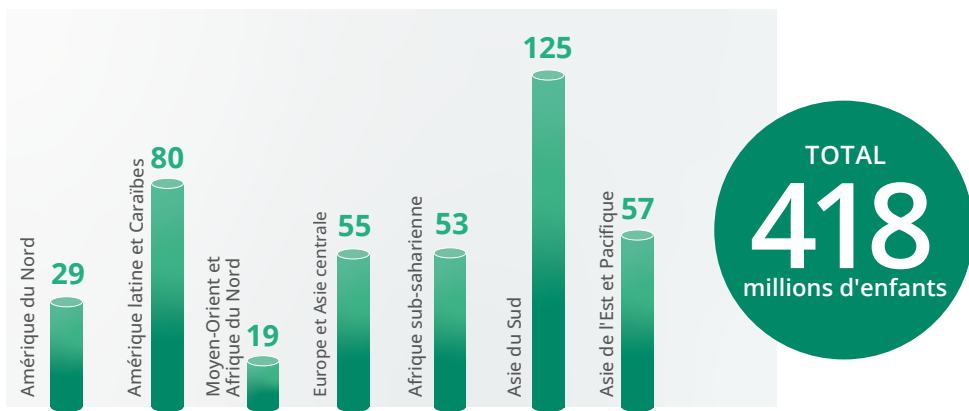
1.1 Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire

Les données mondiales les plus récentes suggèrent qu'au moins 418 millions d'enfants d'âge préscolaire, primaire et secondaire bénéficient de l'alimentation scolaire, sur la base d'un échantillon de 176 pays.

Carte 1.1

Enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire à travers le monde





Sources de données

Pour cette édition de *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde*, les données présentées ont été tirées de sources officielles accessibles au public, notamment la Banque mondiale, l'Union Africaine, le PAM et l'Enquête mondiale sur les programmes d'alimentation scolaire du Forum mondial sur la nutrition infantile (GCNF) (à partir des deux séries d'enquêtes menées en 2019 et 2021, financées par le Département de l'agriculture des États-Unis [USDA]).

Lorsque plusieurs sources de données étaient disponibles pour un pays donné, la mise à jour la plus récente a été utilisée (voir Annexe I). Dans 31 pays, aucune donnée plus récente n'était disponible que celle rapportée dans le rapport de 2020 ; pour le reste de l'échantillon, les données ont été tirées de la dernière enquête mondiale du GCNF sur les programmes d'alimentation scolaire (2021) (Global Child Nutrition Foundation, 2022) et constituent de nouvelles observations.

Dans l'ensemble, l'analyse de 2022 est basée sur un échantillon de 176 pays, contre 163 pays en 2020 et 154 en 2013 (figure 1.1 et figure 1.2). Les données rapportées étaient disponibles dans 176 pays (contre 127 en 2020 et 105 en 2013), représentant environ 1,2 milliard d'enfants d'âge scolaire (c'est-à-dire des enfants inscrits dans des écoles préscolaires, primaires et secondaires, dans les pays inclus dans l'échantillon). Par rapport à l'échantillon de 2020, l'indice de fiabilité des données estimées est moindre : le nombre de pays pour lesquels des procédures d'estimation ont dû être utilisées est passé de 49 pays en 2013 à 36 pays en 2020 et 18 en 2022. Les estimations pour les 18 pays ne figurant pas dans l'Enquête mondiale sur les programmes d'alimentation scolaire (2021) ont été obtenues à partir d'un examen complet des études de cas, des publications et des rapports.

Un effort particulier a été fait pour obtenir des informations des pays à revenu élevé par le biais de contacts directs avec les correspondants gouvernementaux. Cette édition 2022 reflète un certain progrès, seuls 10 % des pays s'étant appuyés sur des estimations, contre 22 % en 2020. Enfin, pour les pays dont les informations étaient insuffisantes, les paramètres ont été estimés à l'aide des informations disponibles et d'autres sources de la Banque mondiale et de l'UNESCO (voir Annexe II).

Figure 1.1

Répartition des pays par source de données (n=176)

Légende : environ 70 % des données proviennent de la récente enquête mondiale du GCNF, financée par l'USDA pour l'année 2021. Sur le reste des données, 20 % provenaient de rapports publiés par le PAM, la Banque mondiale, l'Union Africaine et d'autres sources, et 10 % étaient basés sur des estimations.

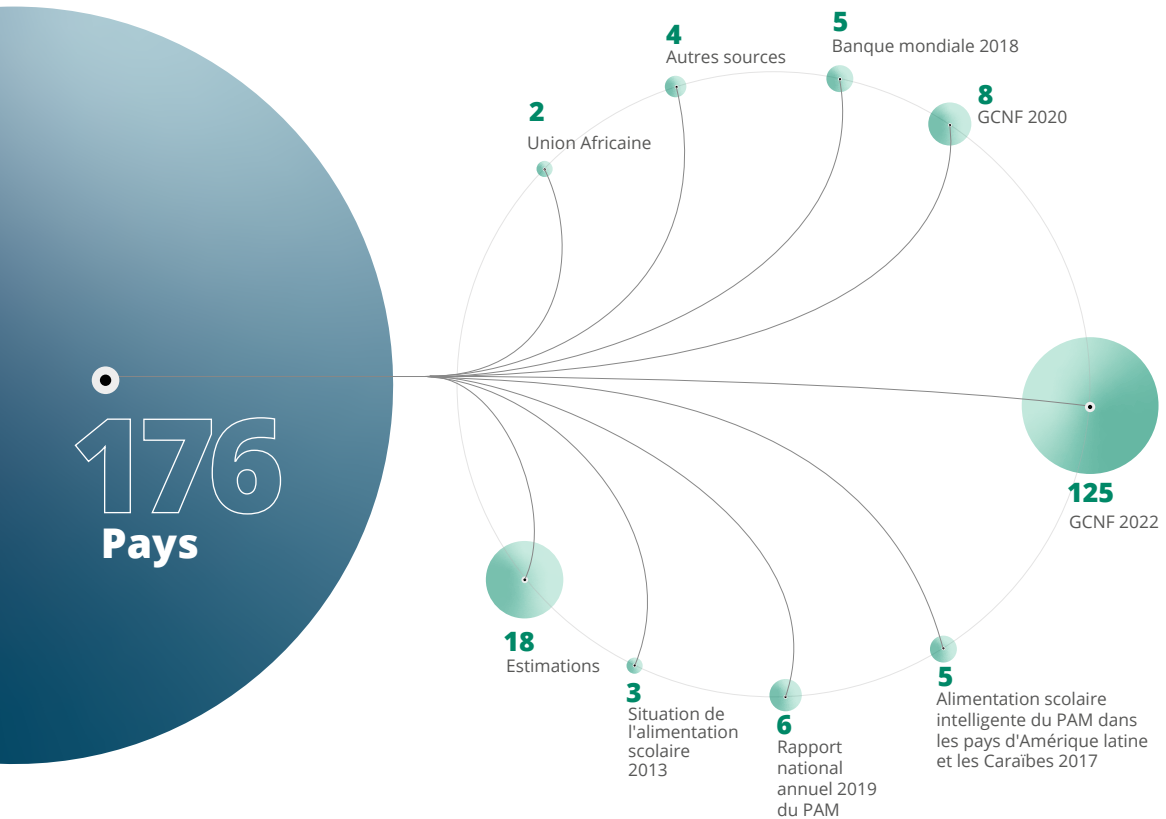
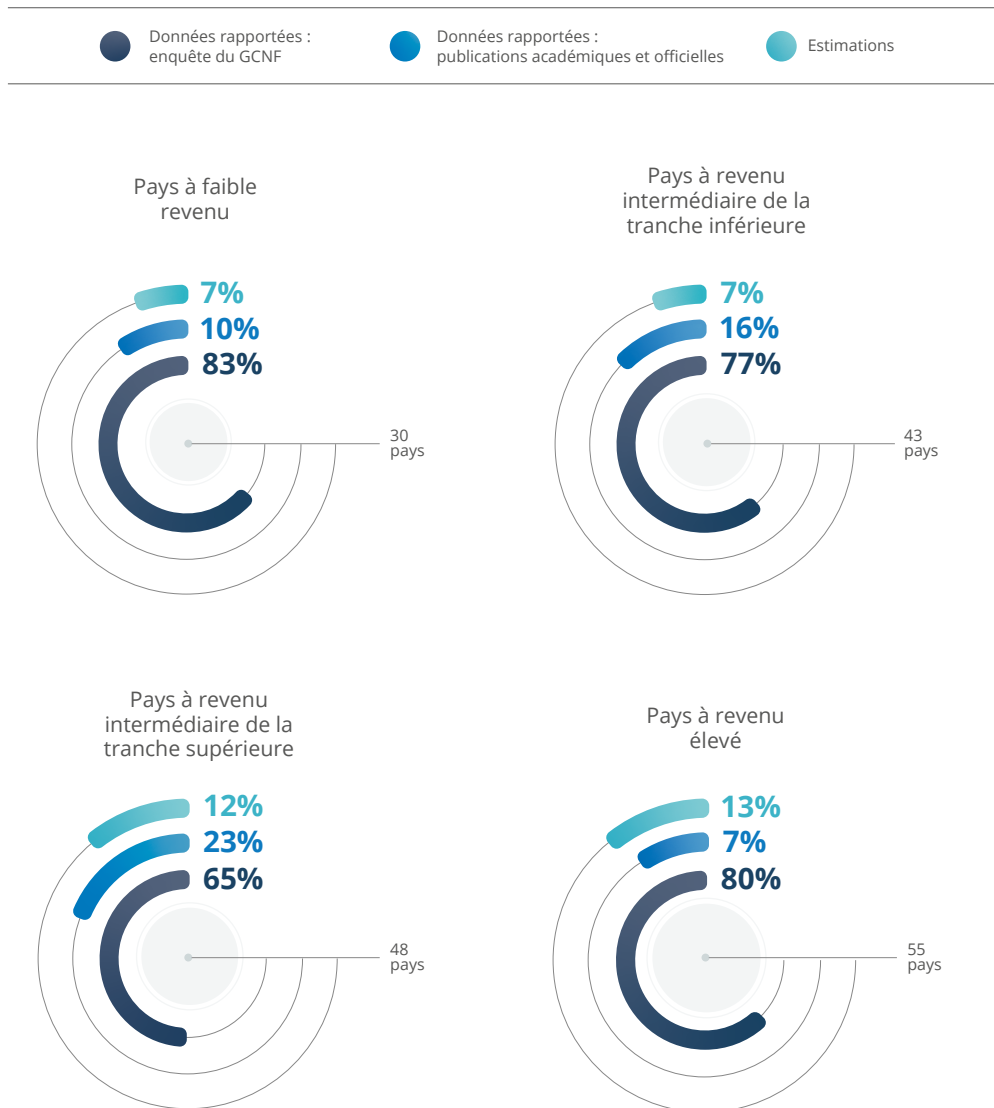


Figure 1.2

Répartition de l'échantillon par source et par niveau de revenu (N = 176)

Légende : *comme en 2020, les données rapportées représentent plus de 90 % de pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure dans l'échantillon. Le nombre de pays pour lesquels il a été nécessaire d'avoir recours à des estimations a réduit, et ces pays appartiennent au groupe à revenu élevé – 12 % contre 42 % en 2020 – et au groupe à revenu intermédiaire de ma tranche supérieure – 13 % contre 26 % en 2020.*





Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire

Les données disponibles à partir de l'ensemble de données compilées suggèrent qu'environ 418 millions d'enfants en bénéficient dans le monde (carte 1.1). Ceci représente une augmentation de 30 millions (environ 7 %) par rapport aux 388 millions d'enfants de l'édition 2020 de ce rapport (WFP, 2020d). Cette augmentation observée persiste même si l'on tient compte du nombre accru de pays ayant communiqué des données pour cette analyse.

La majeure partie de cette augmentation (94 %) est imputable à 20 pays ; l'Inde en particulier a signalé une augmentation de 16 millions d'enfants nourris (106 millions en 2022, contre 90 millions en 2020). Au global, le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud représentent ensemble près de la moitié du nombre total d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire. Sur les 30 millions d'enfants ayant bénéficié de l'alimentation scolaire entre 2020 et 2022, ces cinq pays représentent 19 millions de l'augmentation du nombre d'enfants nourris. Les données du Brésil et de l'Afrique du Sud étaient comparables à celles de 2020, tandis qu'en Chine, le nombre d'enfants nourris est passé de 40 millions à 37 millions en deux ans. Les données relatives à la Chine concernent spécifiquement les enfants nourris dans le cadre d'un programme destiné aux enfants pauvres et vulnérables des zones rurales. Nous nous attendons à ce que le nombre d'enfants participant à ce programme diminue à mesure que le nombre de ménages vivant dans la pauvreté diminue. En décembre 2021, la Chine a déclaré la fin de l'extrême pauvreté, ce qui contribuerait à une diminution du nombre d'enfants inscrits au programme, ainsi qu'à la poursuite de la migration rurale et urbaine. Dans les enquêtes futures, nous visons à mieux comprendre cette relation en évaluant le nombre d'enfants ayant obtenu leur diplôme dans le programme ciblé pour participer aux initiatives de distribution alimentaire par les écoles.

Comme en 2020, l'Asie du Sud a enregistré le plus grand nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire en 2022 (125 millions), suivie de l'Amérique latine et des Caraïbes (80 millions), de l'Asie de l'Est et du Pacifique (57 millions) et de l'Afrique subsaharienne (53 millions).

Compte tenu du fait que les données utilisées pour compiler ce rapport comparent les données d'observation recueillies à deux moments distincts, elles ne montrent pas dans quelle mesure la fermeture des écoles a perturbé l'accès aux programmes d'alimentation scolaire à l'échelle mondiale pendant la pandémie de COVID-19.

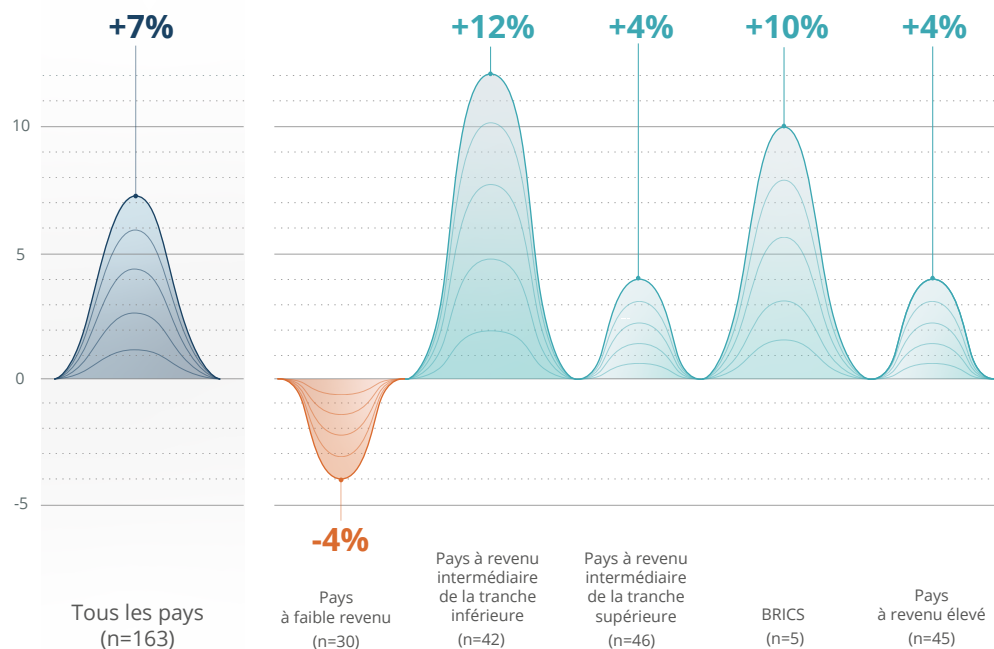
Évolution du nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire depuis 2020

L'évolution de la portée des programmes entre 2020 et 2022 est examinée pour les 163 pays pour lesquels des données étaient disponibles pour les deux années (figure 1.3). Les dernières données disponibles suggèrent que le nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire dans le monde a augmenté depuis 2020 (d'environ 7 %), mais cette tendance n'est pas constante d'un groupe de revenu à un autre. Il est particulièrement préoccupant de constater qu'une baisse de 4 % s'est produite dans les pays à faible revenu. Les pays à revenu élevé, à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure affichent une augmentation constante et modeste (respectivement + 4 %, + 4 % et + 12 %) (figure 1.3).

Figure 1.3

Évolution du nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire par région et par niveau de revenu entre 2020 et 2022

Légende : entre 2020 et 2022, le nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire dans le monde a augmenté de 7 %. Cette augmentation modeste était constante à tous les niveaux de revenu, sauf dans les pays à faible revenu où le nombre d'enfants nourris à l'école a diminué de 4 %.



1.2 Couverture des programmes d'alimentation scolaire

Comme dans l'édition 2020 de *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde*, la couverture est définie dans ce rapport comme la proportion d'enfants scolarisés qui bénéficient d'un programme d'alimentation scolaire. Bien que les données en lien avec l'alimentation scolaire présentées dans la section 1.1 de la présente publication englobent l'enseignement préscolaire, l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire, l'analyse des données de portée se limite ici aux élèves du primaire uniquement, en raison du manque plus irrégulier de données concernant les deux autres groupes d'âge.

Pour ce rapport, nous avons renforcé la qualité des estimations des dénominateurs (le nombre d'enfants scolarisés qui pourraient être nourris) en utilisant les données de l'Institut de statistique de l'UNESCO. Cette plus grande précision a eu pour effet de réduire la couverture apparente dans toutes les estimations en 2022 par rapport à 2020, ce qui rend les comparaisons de couverture difficiles à interpréter, et réinitialise en effet ces résultats de 2022 comme base de référence. L'effet est faible, autour de 5 %, mais le degré supérieur de précision des futures données justifie largement ce changement.

La couverture dans chaque pays a été estimée en utilisant le nombre d'enfants déclarés comme recevant une alimentation scolaire dans les écoles primaires, divisé par le nombre d'enfants inscrits dans les écoles primaires tel que rapporté par l'Institut de statistique de l'UNESCO (2021). La couverture a été calculée pour chaque pays ainsi que par groupe de revenu, ce dernier étant pondéré par le nombre d'enfants inscrits dans les écoles primaires de chaque pays. L'annexe II contient de plus amples informations concernant les calculs.

Comme le montre la figure 1.4, environ 724 millions d'enfants sont inscrits dans les écoles primaires dans le monde : 115 millions dans des pays à faible revenu ; 320 millions dans des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (y compris Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud [BRICS]) ; 211 millions dans des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (y compris le groupe BRICS) ; et 78 millions dans des pays à revenu élevé. Environ 36 % de ces écoliers, soit 259 millions d'enfants, vivent dans l'un des pays du groupe BRICS.

Figure 1.4

Enfants inscrits dans les écoles primaires dans le monde

Légende : 724 millions d'enfants sont inscrits dans des écoles primaires dans le monde : 115 millions dans des pays à faible revenu ; 320 millions dans des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (y compris le groupe BRICS) ; 211 millions dans des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (y compris le groupe BRICS) ; et 78 millions dans des pays à revenu élevé.

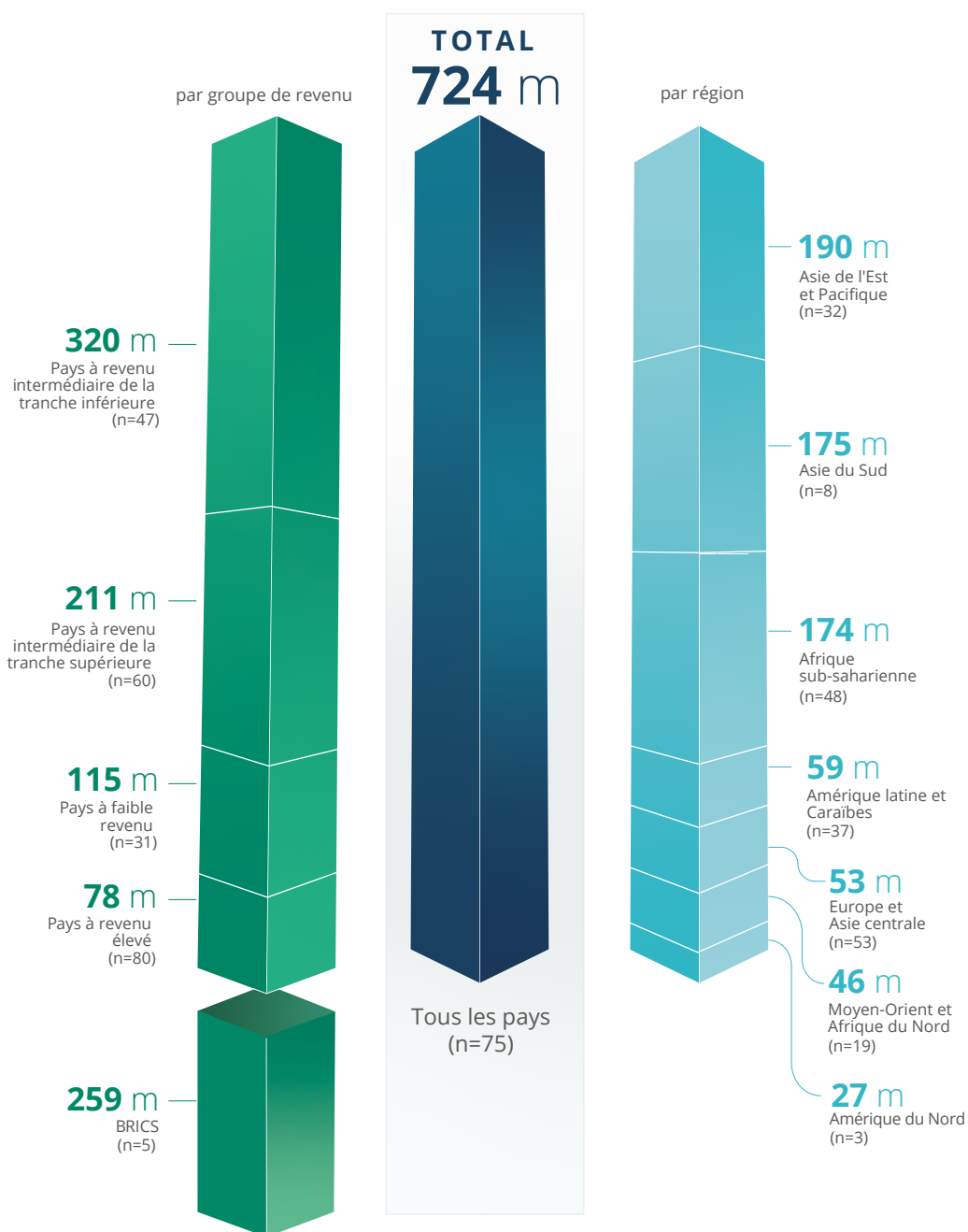
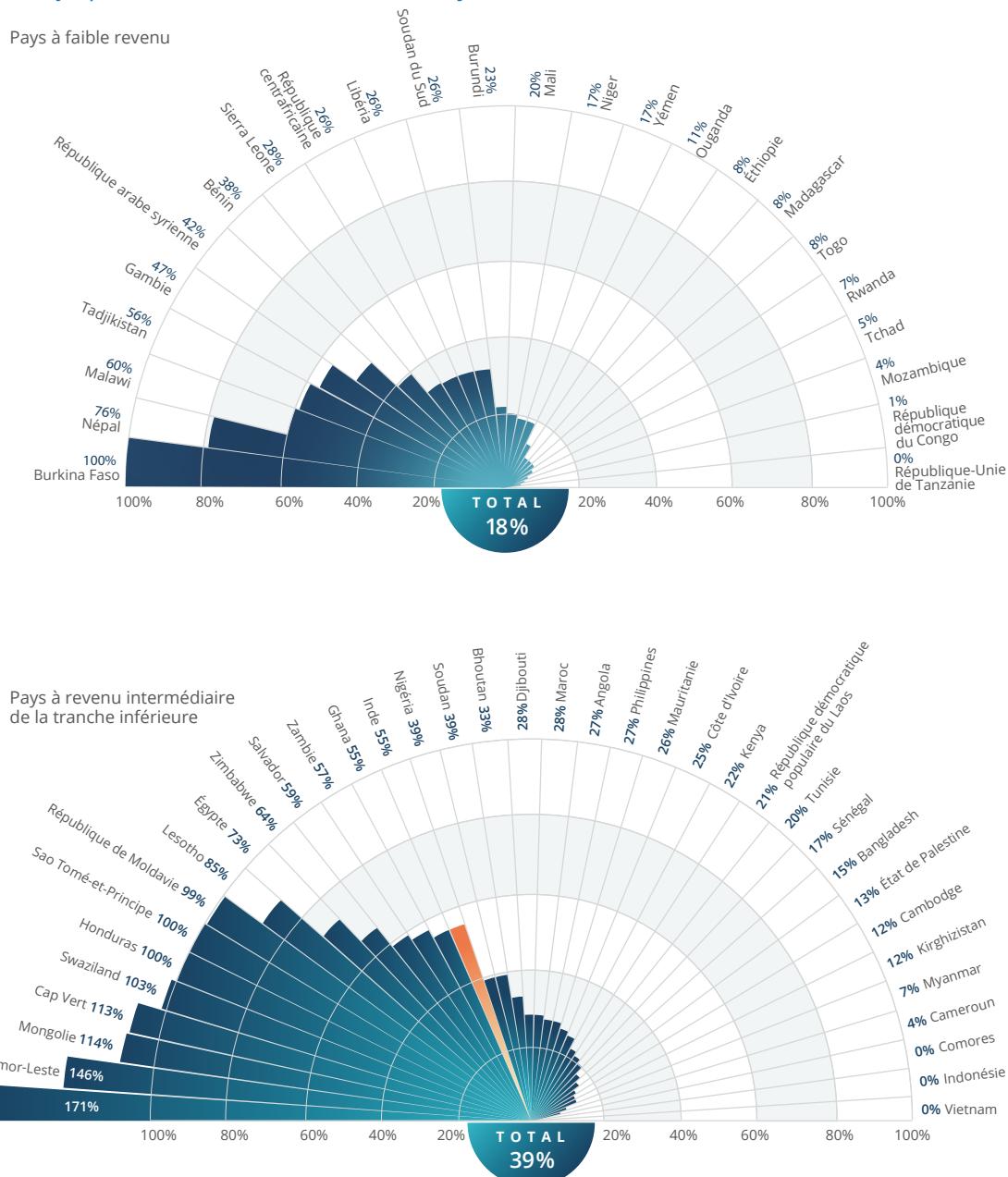
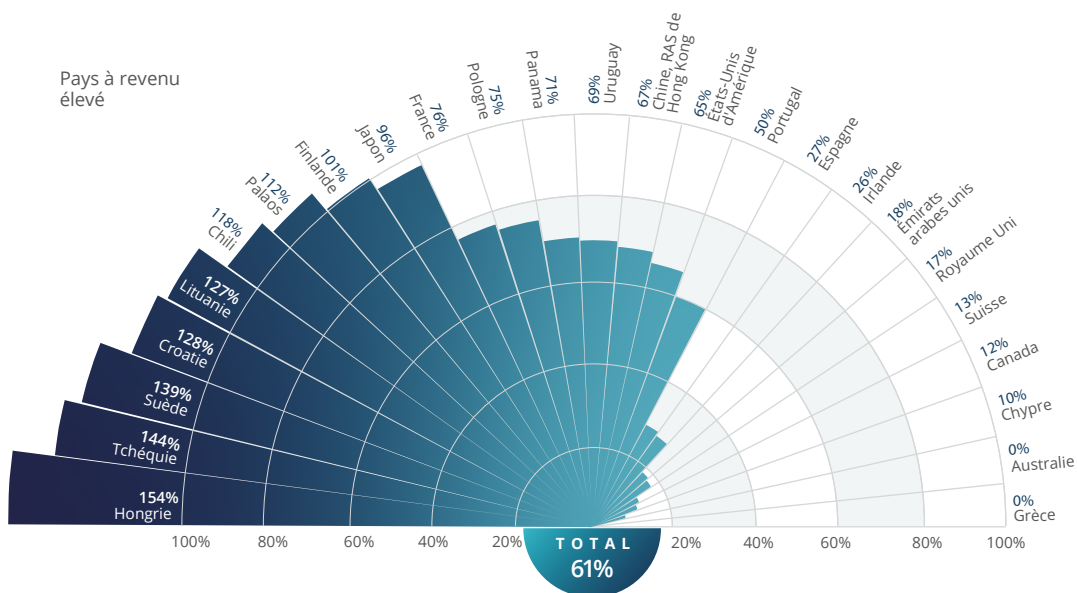
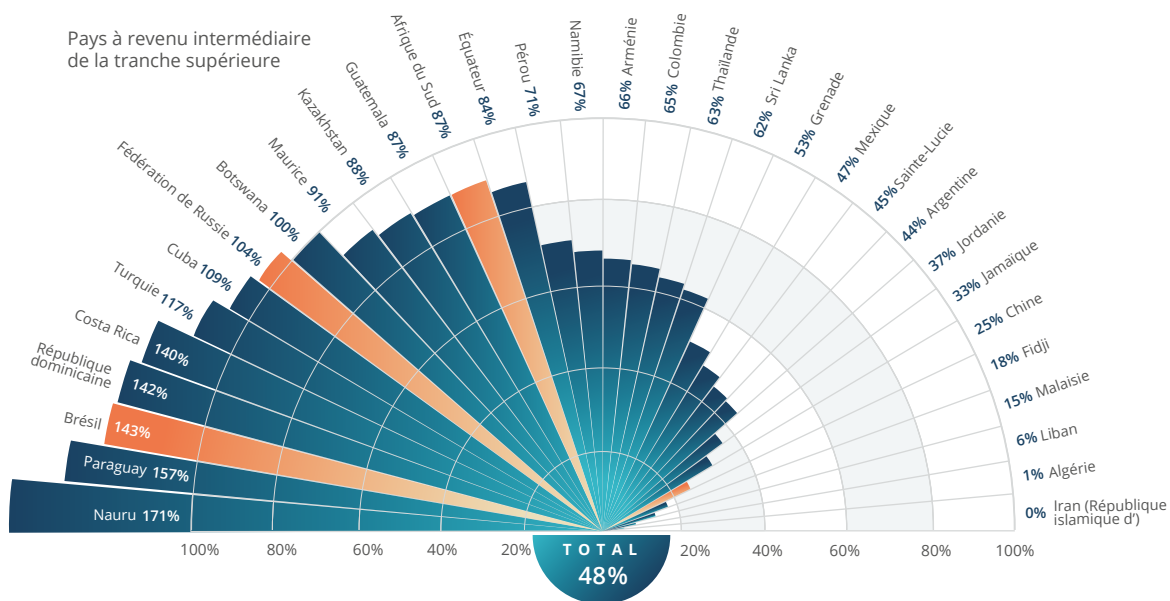


Figure 1.5

Couverture des programmes d'alimentation scolaire par niveau de revenu du pays

Légende : en moyenne, 18 % des écoliers des pays à faible revenu bénéficient de l'alimentation scolaire, contre 39 % dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, 48 % dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et 61 % dans les pays à revenu élevé. Le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud ont une couverture moyenne de 50 %.





Au global, environ 41 % des enfants inscrits à l'école primaire bénéficient de programmes d'alimentation scolaire à l'échelle mondiale. Les données suggèrent que la couverture augmente avec le niveau de revenu, les pays à faible revenu, à revenu intermédiaire inférieur, à revenu intermédiaire supérieur et à revenu élevé présentant une couverture de 18 %, 39 %, 48 % et 61 %, respectivement.

Figure 1.6

Couverture en 2022 par catégorie de revenus

Légende : la couverture de l'alimentation scolaire reste la plus faible dans les pays à faible revenu et la plus élevée dans les pays à revenu élevé.

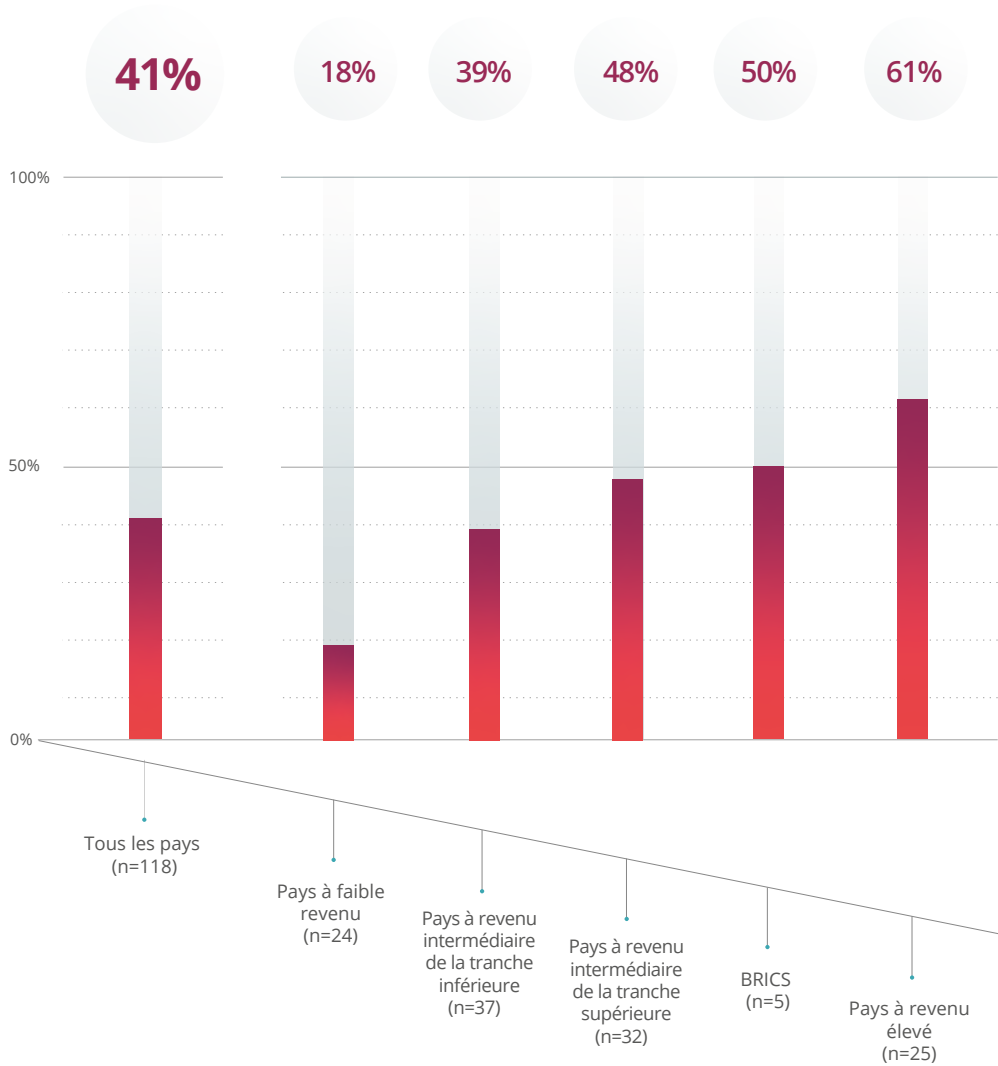
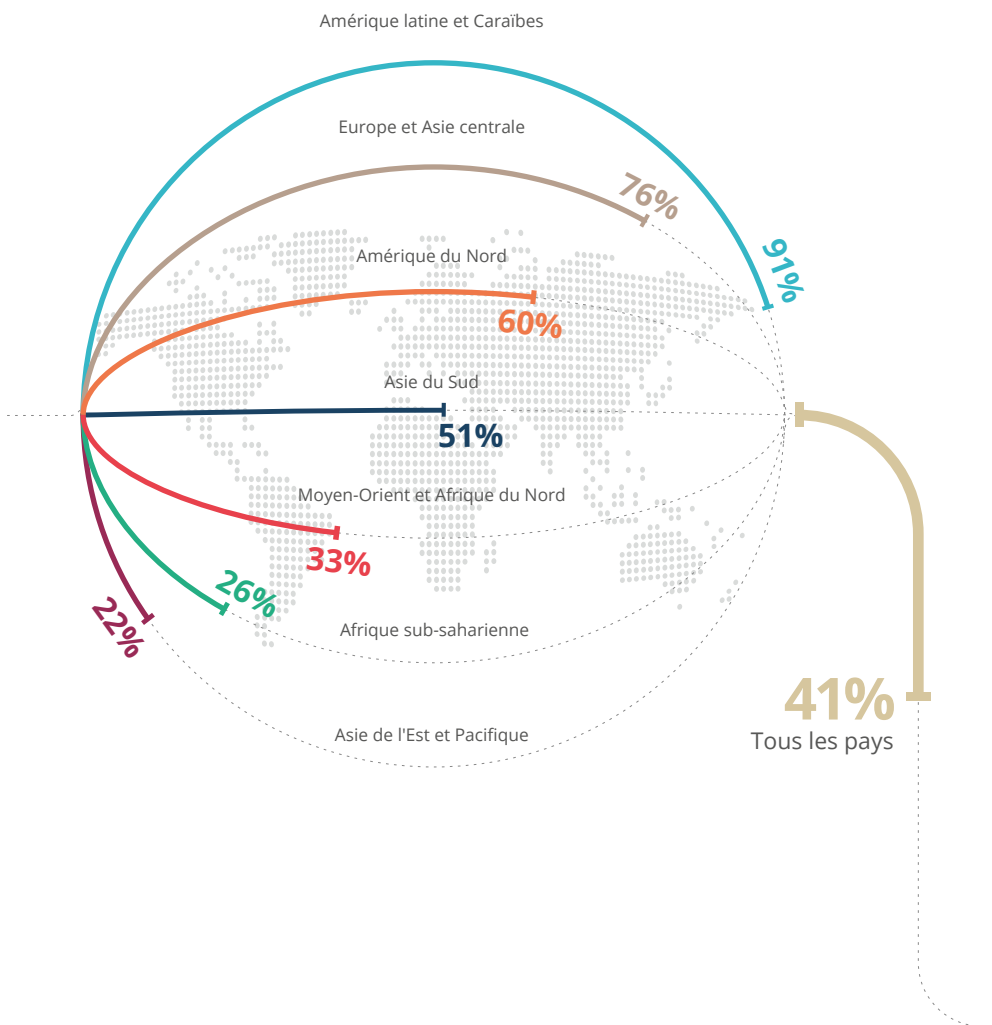


Figure 1.7

Couverture en 2022 par région du monde

Légende : la couverture par région en 2022 était la plus élevée en Amérique latine et dans les Caraïbes et la plus faible en Afrique subsaharienne et en Asie de l'Est.

- Afrique subsaharienne (n=40)
- Asie de l'Est et Pacifique (n=17)
- Moyen-Orient et Afrique du Nord (n=12)
- Asie du Sud (n=5)
- Europe et Asie centrale (n=22)
- Amérique du Nord (n=2)
- Amérique latine et Caraïbes (n=20)



1.3 Investissement financier annuel dans l'alimentation scolaire

Selon les dernières données disponibles, en 2022, l'investissement mondial annuel dans l'alimentation scolaire se situe entre 47 et 48 milliards de dollars par an, la plus grande partie provenant des budgets nationaux.

Ces estimations reposent sur quatre sources de dépenses rapportées englobant 100 pays :

- *le Global School Feeding Sourcebook*, (Drake et al., 2016)
- le Rapport *Smart School Meals du PAM - Programmes nationaux tenant compte de la nutrition en Amérique latine et dans les Caraïbes*, (WFP, 2017b)
- Rapport de l'Union Africaine sur *l'alimentation scolaire durable*, (African Union, 2018)
- Enquête mondiale sur les programmes d'alimentation scolaire parrainée par l'USDA et réalisée par le GCNF, (Global Child Nutrition Foundation, 2022).

Nous avons en outre pu estimer les dépenses concernant 76 autres pays en suivant les procédures utilisées dans les analyses de 2020 (voir Annexe II). Ces estimations ont été calculées à partir du coût moyen par habitant de l'alimentation scolaire (par groupe de revenu, dérivé des dépenses déclarées) multiplié par le nombre d'enfants nourris à l'école dans chacun de ces 76 pays. Le tableau 1.1 présente l'investissement annuel pour 100 pays sur la base des dépenses réelles déclarées (34 à 35 millions de dollars) et l'investissement annuel pour 176 pays, sur la base d'une combinaison des dépenses réelles et estimées (48 à 49 milliards de dollars).



Tableau 1.1Quatre estimations de l'investissement annuel total dans l'alimentation scolaire¹

Source	Nombre de pays	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Valeur de l'investissement	Investissement mondial estimé (\$ US)
Coût réel rapporté uniquement	100	314 millions	Budget alloué	35 milliards
	100	314 millions	Coût moyen par groupe de revenus	34 milliards
Coût réel rapporté et estimations estimations	176	418 millions	Budget alloué pour 100 pays disposant de données ; coût moyen par groupe de revenu pour les 76 autres pays	49 milliards
	176	418 millions	Coût moyen par groupe de revenus	48 milliards

¹ Suivant la méthodologie élaborée dans l'édition précédente de la présente publication, les chiffres globaux de l'investissement mondial ont été estimés en appliquant deux méthodes différentes sur deux échantillons de bénéficiaires différents. Les quatre estimations en résultant donnent une gamme de valeurs plausibles. Les deux ensembles de valeurs d'investissement sont le montant total alloué à l'alimentation scolaire, tel que rapporté par chaque pays, et le coût moyen par habitant de l'alimentation scolaire par groupe de revenu.

1.4 Sources de financement

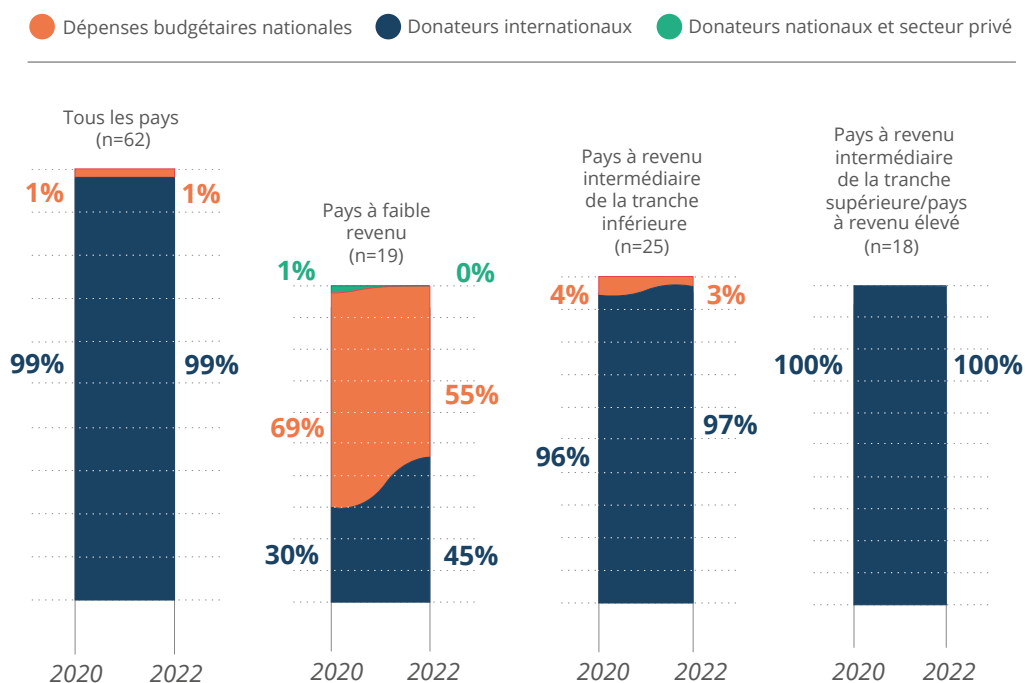
Comme dans le rapport de 2020, les éléments probants relatifs aux sources de financement des programmes d'alimentation scolaire en 2022 sont basés sur l'enquête mondiale sur l'alimentation scolaire parrainée par l'USDA et réalisée par le GCNF en 2021 (Global Child Nutrition Foundation, 2022). Ces estimations comprennent trois types de financement, par ordre décroissant d'échelle : le financement national provenant des budgets nationaux ; les donateurs au niveau national et le secteur privé ; et les fonds des donateurs extérieurs acheminés par les agences des Nations Unies, y compris le PAM, et les acteurs non étatiques.

Les fonds nationaux constituent la principale source de financement dans tous les pays, à l'exception des pays à faible revenu, où les donateurs internationaux restent toujours les principaux investisseurs financiers dans les programmes d'alimentation scolaire. Malgré cet appui extérieur, le financement dans les pays à faible revenu reste faible. Ces pays ont toutefois réussi à augmenter leurs investissements, de 30 % en 2020 à 45 % en 2022 (voir pourcentage de financement dans la figure 1.8).

Figure 1.8

Répartition des dépenses agrégées par source de financement en 2020 et 2022

Légende : le financement national représente plus de 98 % du financement de l'alimentation scolaire dans le monde.



Par rapport aux données de 2020 (figure 1.8), tous les groupes de niveau de revenu ont augmenté ou maintenu la même proportion des investissements dans l'alimentation scolaire. Seuls les pays à faible revenu montrent un changement visible, la proportion de financement provenant de donateurs externes passant de 69 % à 55 %, tandis que leur part nationale du financement est passée de 30 % à 45 %. L'augmentation des investissements nationaux dans les pays à faible revenu est conforme aux chiffres présentés dans le rapport *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2020* (WFP, 2020d), où les investissements nationaux sont passés de 17 % en 2013 à 28 % en 2020.

Cette tendance à l'augmentation du financement national est encourageante et confirme la priorité croissante accordée à l'alimentation scolaire par les gouvernements des pays à faible revenu ; cependant, l'ampleur des investissements dans cette partie du monde reste largement inchangée (de 387 millions de dollars en 2020 à 392 millions de dollars en 2022) (tableau 1.2). En effet, l'augmentation modeste du financement national s'est accompagnée d'une baisse tout aussi modeste du financement international (de 267 millions de dollars en 2020 à 214 millions de dollars en 2022).

Tableau 1.2

Comparaison des investissements financiers entre 2020 et 2022 (n=62 pays pour lesquels des données étaient disponibles à la fois pour 2020 et pour 2022)

2020				
Niveau de revenu	Gouvernement	International	Autre	Total 2020
Faible	116 millions	267 millions	4.6 millions	387 millions
Intermédiaire de la tranche inférieure	2 milliards	88 millions	4.7 millions	2.2 milliards
Intermédiaire de la tranche supérieure/élevé	41 milliards	46 millions	42 millions	41 milliards
Total	43 milliards	400 millions	51 millions	43 milliards
2022				
Niveau de revenu	Gouvernement	International	Autre	Total 2022
Faible	176 millions	214 millions	1.7 millions	392 millions
Intermédiaire de la tranche inférieure	2.4 milliards	62 millions	--	2.5 milliards
Intermédiaire de la tranche supérieure/élevé	31 milliards	66 millions	171 millions	31 milliards
Total	33 milliards	342 millions	1.8 millions	34 milliards

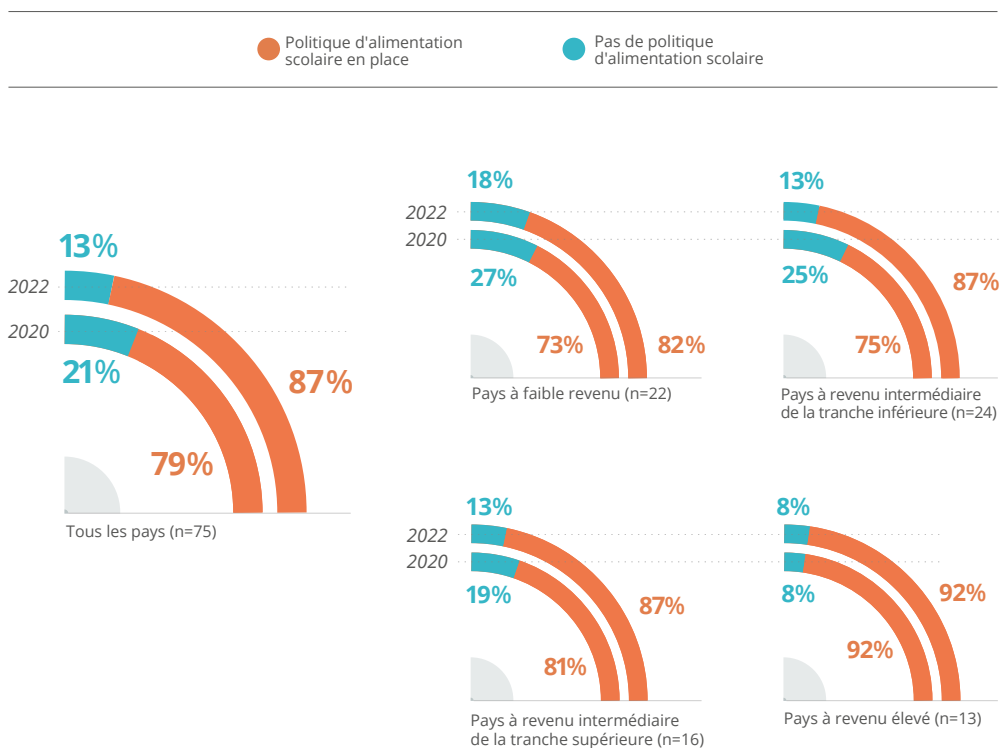
1.5 Institutions nationales : cadres politiques et conception de programmes

Les nouvelles données disponibles confirment l'observation de 2020, montrant qu'un nombre croissant de pays renforcent et élargissent les cadres politiques et juridiques régissant leurs programmes d'alimentation scolaire. Comme le montre la figure 1.9, cette tendance est observée de façon constante dans tous les groupes de revenu. La part des pays à faible revenu qui ont un cadre politique établi pour l'alimentation scolaire est passée de 73 % en 2020 à 82 % en 2022 ; tandis que dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, l'augmentation s'est faite de 75 % en 2020 à 87 % en 2022. La proportion de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure qui ont une politique de repas scolaires est la même, et est globalement comparable à celle des pays à revenu élevé.

Figure 1.9

État des cadres politiques d'alimentation scolaire en 2020 et 2022

Légende : entre 2020 et 2022, on observe une augmentation régulière mais modeste du nombre de pays qui adoptent une politique d'alimentation scolaire, à tous les niveaux de revenu.



1.6 Alimentation scolaire et emploi

Dans le cadre de l'enquête mondiale sur les programmes d'alimentation scolaire parrainée par l'USDA en 2021, administrée par le GCNF (Global Child Nutrition Foundation, 2022), de nouvelles données ont été recueillies sur les emplois créés par l'alimentation scolaire. Ces données visent à fournir un nouvel aperçu de la dynamique de l'emploi, autre aspect multisectoriel des programmes d'alimentation scolaire.

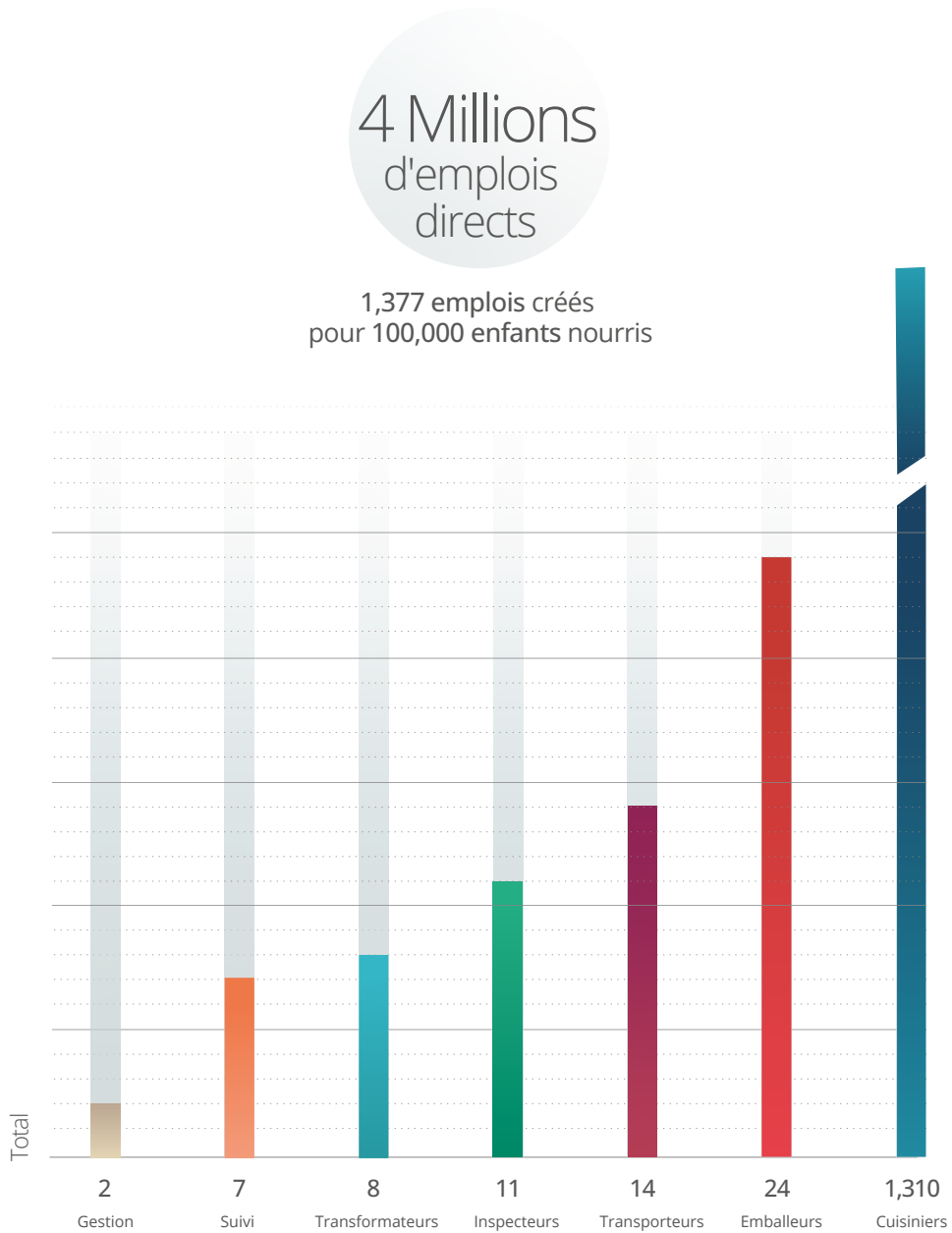
Pour cette édition, l'analyse s'appuie sur un échantillon de 85 pays de tous les groupes de revenus, nourrissant environ 273 millions d'enfants. Ceci représente plus de la moitié de tous les enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire dans le monde. Dans ces pays, les programmes d'alimentation scolaire ont directement créé environ quatre millions d'emplois.

Comme dans l'analyse de 2020, les données montrent que les programmes d'alimentation scolaire ont conduit à la création, en moyenne, de 1 377 emplois pour 100 000 enfants bénéficiaires. Comme illustré dans la figure 1.10, la grande majorité de ces emplois sont des postes de cuisiniers et de préparateurs de nourriture, mais des emplois plus qualifiés sont également offerts. Cet ensemble de données ne couvre que les emplois directs créés par la mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire : il n'inclut pas les opportunités indirectes d'emploi ou d'activité générées par l'alimentation scolaire, par exemple les cas où les agriculteurs locaux bénéficient de programmes mis en œuvre dans le cadre d'un modèle d'alimentation scolaire national. Par conséquent, les résultats présentés dans ce chapitre ne constituent qu'une estimation prudente.

Figure 1.10

Emplois créés pour 100 000 enfants bénéficiant de l'alimentation scolaires
(N. pays = 85)

*Légende : pour 100 000 enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire,
1 377 emplois directs sont créés par les programmes d'alimentation scolaire.*



1.7 Programmes de santé et de nutrition scolaires intégrés

Les programmes de santé et de nutrition scolaires comprennent généralement un ensemble intégré d'interventions visant à répondre conjointement aux besoins de l'apprenant dans le contexte local. L'alimentation scolaire peut être l'un de ces éléments ; d'autres peuvent comprendre des activités complémentaires telles que : le lavage des mains avec du savon, la mesure de la taille, la mesure du poids, le déparasitage, les examens ophtalmologiques et les lunettes, les tests et traitements auditifs, le nettoyage et les tests dentaires, l'hygiène menstruelle, la consommation d'eau et la purification de l'eau.

Dans le cadre de la dernière Enquête mondiale sur les programmes d'alimentation scolaire du GCNF, financée par l'USDA, de nouvelles données ont été recueillies sur ces dix activités complémentaires (figure 1.11). Les données ont été tirées d'un échantillon de 125 pays inclus dans l'enquête et sont résumées ci-dessous. Dans l'ensemble, seuls 24 pays (19 %) ont déclaré ne pas avoir de programme complémentaire en place. Près de 50 % des pays avaient un à trois programmes complémentaires ; et environ 30 % ont déclaré plus de quatre activités complémentaires fournies en parallèle de l'alimentation scolaire.

Le Brésil, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud ont tous indiqué qu'ils disposaient de modules intégrés ; les données n'étaient pas disponibles pour la Russie. L'Inde a fait état de plus de six interventions complémentaires.

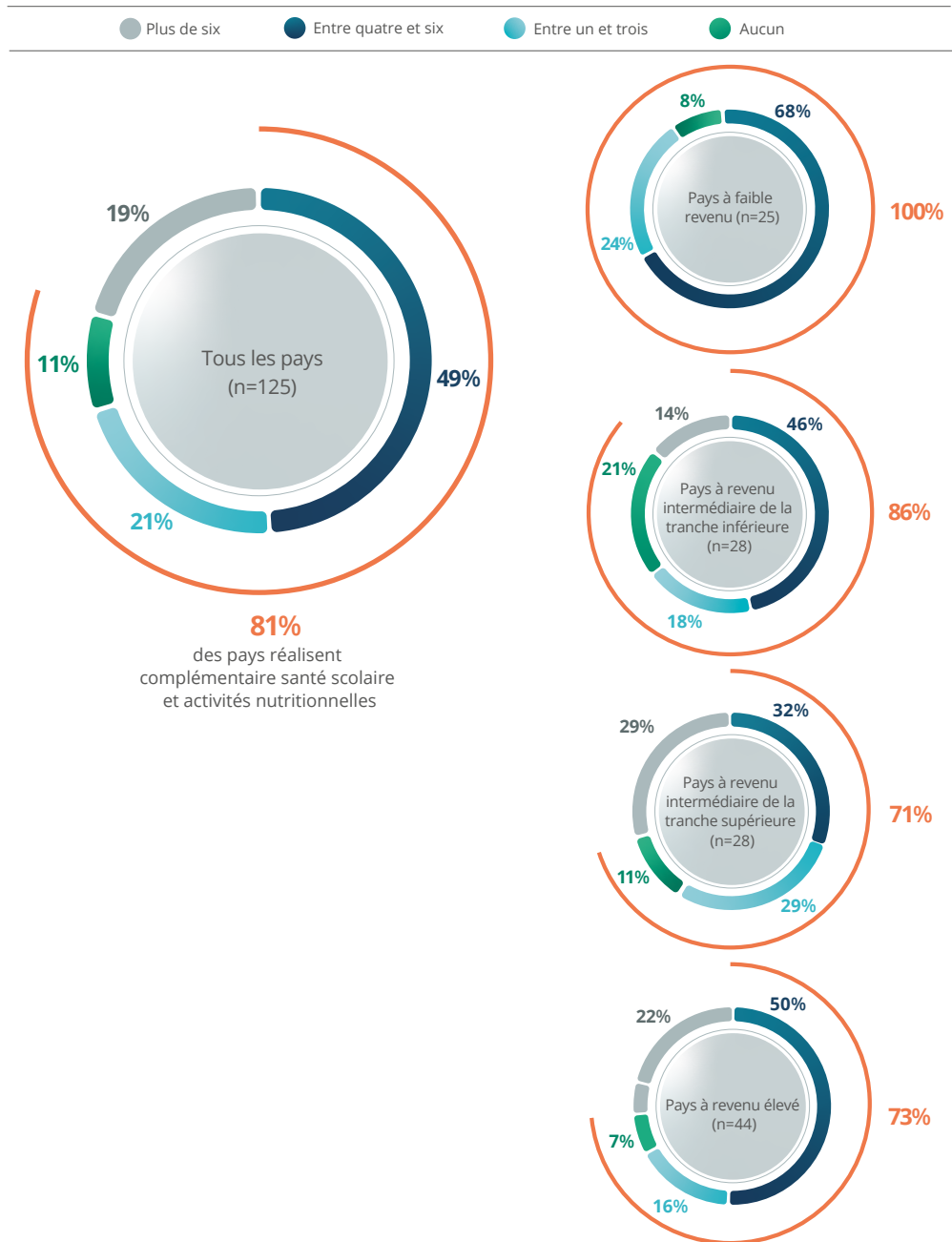
Le programme complémentaire le plus courant était le lavage des mains (N. 96, 76,8 %), suivi par :

- le déparasitage : N. 47 (37,6 %)
- la mesure du poids : N. 42 (33,6 %)
- la mesure de la taille : N. 40 (32,0 %)
- l'hygiène menstruelle : SAN. 33 (26,4 %)
- les examens ophtalmologiques : N. 28 (22,4 %)
- le nettoyage dentaire : N. 27 (21,6 %)
- les tests auditifs : N. 20 (16,0 %)
- les tests d'anémie : N. 14 (11,2 %)

Figure 1.11

Nombre d'activités complémentaires mises en œuvre en conjonction avec l'alimentation scolaire

Légende : Plus que 80 % des gouvernements mettent en œuvre l'alimentation scolaire en conjonction avec des interventions de santé et de nutrition complémentaires. Environ 11 % des gouvernements offrent un ensemble entièrement intégré comprenant au moins six interventions.



1.8 La voie à suivre

Les nouvelles données suggèrent à nouveau que dans la plupart des pays, les programmes de repas scolaires sont revenus à leur niveau de couverture pré-pandémique.

La quasi-totalité de ces efforts ont été soutenus par des fonds nationaux, qui sont passés de 43 milliards de dollars à 48 milliards de dollars dans le monde, et représentent 98 % de l'investissement total. Malgré les contraintes majeures pesant sur les finances publiques en raison des coûts sanitaires et économiques de la pandémie de COVID-19, les pays à faible revenu ont augmenté la proportion des coûts de l'alimentation scolaire provenant des budgets nationaux : jusqu'à 45 % contre 30 % avant la pandémie. Malgré cela, les pays à faible revenu restent ceux qui en ont le plus besoin et qui ont la couverture la plus faible.

Paradoxalement, alors que les pays se reconstruisent activement après la COVID-19, le niveau de soutien international a diminué en termes absolus et proportionnés. Il est maintenant particulièrement nécessaire de garantir la disponibilité de financements durables pour soutenir les pays à faible revenu et de financements transitoires pour aider les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure à s'engager à fournir de nouveaux programmes plus efficaces et autonomes. La création de l'Initiative pour le financement durable par la Coalition pour l'alimentation scolaire est une étape importante pour répondre à ce besoin (voir Chapitre 2).

Autre nouveauté importante, les pays membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire ont reconnu la nécessité d'améliorer et de normaliser le recueil de données dans le monde entier et ont lancé une initiative pour les données et le suivi. Cette initiative, soutenue par le PAM, travaille avec les gouvernements et les partenaires pour améliorer les données nationales et les systèmes de suivi des programmes d'alimentation scolaire, y compris l'identification d'un ensemble d'indicateurs de base pour la comparabilité et la création d'une base de données mondiale, qui constituera un bien public mondial, pour recueillir, stocker et organiser de façon systématique les données (voir Chapitre 2).



Chapitre 2

Coalition pour l'alimentation scolaire : progrès et opportunités



School Meals Coalition

Nutrition, Health and
Education for Every Child

Début 2020, au moment où l'Organisation mondiale de la santé (OMS) déclarait l'épidémie de coronavirus urgence de santé publique de rang international, les programmes d'alimentation scolaire fournissaient plus de repas que jamais auparavant. Mais la pandémie de COVID-19 a brusquement mis terme à cette décennie de progrès mondiaux. En avril 2020, au plus fort de la crise, la quasi-totalité des pays fermaient leurs écoles, laissant 370 millions d'écoliers sans accès au seul repas de la journée sur lequel ils pouvaient jusqu'alors compter.²

Mobilisé en réponse à cette crise massive, un groupe de plus de 76 pays mené par la Finlande et la France, avec plus de 83 partenaires (dont des agences des Nations Unies, des groupes de réflexion et des partenaires académiques) a lancé la Coalition pour l'alimentation scolaire lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires en 2021. La Coalition est un réseau d'action novateur porté par les gouvernements, qui reconnaît que l'alimentation scolaire constitue un filet de sécurité sociale essentiel pour les enfants et les foyers vulnérables. Elle réaffirme la valeur du système éducatif et du bon fonctionnement des écoles dans la mise en œuvre des interventions en matière de santé et de nutrition dans les écoles.³

Grâce à la Coalition, depuis 2021, le niveau de mobilisation politique autour de l'alimentation scolaire a radicalement changé. Au Rwanda, par exemple, l'administration du président Paul Kagame a déjà respecté l'engagement annoncé en 2021 d'atteindre la couverture alimentaire scolaire universelle. Le pays est passé de 660 000 enfants bénéficiant du programme en 2020 à 3,8 millions en 2022. En France, le président Macron a inclus des repas scolaires subventionnés au prix de 1 € à son plan de réduction de la pauvreté et, pendant la COVID-19, le filet de sécurité a été étendu aux étudiants du troisième cycle. Au Bénin, le président Talon a annoncé un engagement budgétaire national de 270 millions de dollars sur les cinq prochaines années pour étendre le programme national. En décembre 2021, faisant suite à une promesse de campagne, le Premier ministre canadien Justin Trudeau a chargé les ministres responsables de l'agriculture, de l'enfance et du développement social d'élaborer la première politique nationale sur l'alimentation scolaire, qui devrait donner lieu à un engagement budgétaire pour un programme d'alimentation scolaire au Canada. Enfin, en septembre 2022, le président Biden a dévoilé la nouvelle stratégie nationale sur la faim, la nutrition et la santé, qui comprend l'objectif de généraliser la gratuité des repas scolaires à tous les enfants aux États-Unis.

² PAM. 2021. Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2020. Disponible sur : <https://www.wfp.org/publications/state-school-feeding-worldwide-2020>

³ PAM. 2021. L'impact de la COVID-19 sur l'alimentation scolaire dans le monde. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000127651/download/>

Ce chapitre explique en quoi consiste la Coalition, comment elle fonctionne et les divers rôles de ses membres dans l'avancement des progrès. Il est probable qu'au moment de la publication de ce document, la Coalition aura continué d'évoluer en s'adaptant aux défis auxquels ses pays membres sont confrontés. Le rapport sur la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* est l'occasion de faire le point sur ces efforts et constituera le principal mécanisme de redevabilité pour la Coalition, tous les deux ans. Il n'est toutefois pas la seule source d'information disponible : le site Web de la Coalition et son bulletin mensuel, où un flux constant d'informations en temps réel est partagé avec les partenaires, fournissent également des actualités.



WFP/Marco Frattini

2.1 La Coalition pour l'alimentation scolaire : mandat, buts et objectifs

L'objectif principal de la Coalition pour l'alimentation scolaire est de veiller à ce que, d'ici 2030, chaque enfant reçoive un repas quotidien sain et nutritif à l'école. La Coalition pour l'alimentation scolaire vise également à améliorer la qualité et à étendre la portée des programmes d'alimentation scolaire à l'échelle mondiale, d'une manière adaptée aux contextes locaux, et qui transforme et améliore simultanément les systèmes d'alimentation, d'éducation, de protection sociale et de santé. L'objectif de la Coalition est de « faire le lien » entre les différents secteurs, en soutenant les objectifs éducatifs tout en assurant un environnement alimentaire sain dans les écoles ; en promouvant l'utilisation d'aliments nutritifs et produits de façon durable ; de régimes alimentaires diversifiés et équilibrés ; et valorisant la production locale et saisonnière, lorsque c'est possible.

À long terme, l'objectif est d'améliorer et de renforcer les programmes nationaux autonomes pour tous les pays membres.

La Coalition pour l'alimentation scolaire a les trois objectifs suivants :

1. Restaurer ce que nous avons perdu (d'ici 2023): veiller à ce que tous les pays, quel que soit leur niveau de revenu, rétablissent l'accès aux programmes d'alimentation scolaire des 370 millions d'enfants qui l'ont perdu pendant la pandémie de COVID-19.
2. Atteindre ceux que nous avons manqués (d'ici 2030): atteindre les enfants les plus vulnérables, dans les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure, qui n'étaient pas atteints même avant la pandémie. Accroître l'efficacité des programmes pour permettre aux pays à revenu faible ou intermédiaire de devenir plus autonomes.
 - Parvenir à atteindre 73 millions de filles et de garçons vivant dans l'extrême pauvreté et la faim dans 60 pays à revenu faible ou intermédiaire.⁴
 - S'employer à mobiliser 4,7 milliards de dollars par an (3 milliards de dollars provenant de sources nationales et 1,7 milliard de dollars de sources internationales) pour couvrir le coût des programmes durables destinés aux enfants les plus vulnérables dans les pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure.⁵ La plupart des ressources financières devant être mobilisées à l'échelle nationale par les

⁴ Drake, L., Fernandes, M., Chu, K., Lazrak, N., Singh, S., Ryckembusch, D., Burbano, C. et Bundy, D.A.P. 2020. « How Many Poor Children Globally Could Benefit from New Generation School Feeding Programmes, and What Would be the Cost? » *Frontiers in Public Health*

⁵ PAM 2020 : « Une chance pour chaque enfant à l'école : partenariat pour renforcer la santé et la nutrition scolaires pour le capital humain » Capital"

gouvernements, les engagements internationaux en faveur des programmes d'alimentation scolaire devraient se concentrer sur les pays qui ne disposent pas des ressources nécessaires pour assurer la couverture de toutes les populations vulnérables.

- Permettre à 15 pays à revenu faible ou intermédiaire de passer de programmes d'alimentation scolaire soutenus par des donateurs à des programmes d'alimentation scolaire pris en charge et financés au niveau national. Travailler avec tous les pays à faible revenu pour augmenter la part des ressources nationales couvrant les besoins en alimentation scolaire.

3. Améliorer notre approche (d'ici 2030) :

- Promouvoir l'accès à des aliments produits localement et de façon durable, en respectant les contextes nationaux et infranationaux et en fournissant un soutien adéquat aux petits agriculteurs et aux entreprises, lorsque c'est possible. Compte tenu de l'intérêt croissant que suscite dans de nombreuses régions, telles que l'Afrique et l'Amérique latine, la généralisation de l'approvisionnement local des cantines, il est nécessaire d'encourager tous les partenaires potentiels, notamment le PAM, la FAO, le FIDA, l'UNICEF et les ONG, à appuyer un processus d'inventaire des meilleures pratiques, des enseignements tirés et des orientations sur la manière de généraliser la mise en œuvre effective de ce concept d'approvisionnement local aux niveaux national et régional, lorsque c'est possible.
- Veiller à ce que les pays mettant en œuvre des programmes d'alimentation scolaire aient défini des politiques et des normes nationales de qualité et de nutrition de l'alimentation scolaire pour leurs programmes, en tenant compte du contexte.
- Veiller à ce que les programmes soient mis en œuvre parallèlement à un ensemble intégré d'interventions en matière de santé et de nutrition (celles-ci peuvent inclure, par exemple, le déparasitage, l'eau et l'assainissement, la supplémentation en micronutriments, les jardins scolaires, entre autres).⁶
- Développer des moyens normalisés de mesurer la qualité alimentaire et de suivre la croissance et le développement des garçons et des filles d'âge scolaire.

⁶ PAM. 2021. *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2020*.
Disponible sur : <https://www.wfp.org/publications/state-school-feeding-worldwide-2020>

2.2 La Coalition : ce qu'elle est, et ce qu'elle n'est pas

Le terme « coalition » n'est pas couramment utilisé dans l'univers du développement, car il manque de précision. Il est difficile à saisir ou à cerner et donc difficile à définir. C'est pourtant précisément la raison pour laquelle la Coalition pour l'alimentation scolaire s'est révélée être un puissant mécanisme de mobilisation.

Le mot « coalition » est couramment défini comme une alliance de différentes organisations ou personnes qui acceptent d'agir ensemble pour réaliser quelque chose. Autre définition intéressante, celle qui décrit la coalition comme un groupe formé dans le but de mener à bien une entreprise au-delà des ressources d'un membre unique.

Ces deux définitions sont utiles pour décrire ce qu'est la Coalition pour l'alimentation scolaire. L'initiative vise à ce que les gouvernements et les partenaires acceptent de travailler ensemble pour améliorer la qualité, la durabilité et l'échelle des programmes nationaux d'alimentation scolaire et des interventions complémentaires. Il s'agit d'un réseau adaptatif et flexible de réseaux qui mettent en commun les ressources, les meilleures pratiques, l'expérience, l'information et le soutien technique. Il s'attaque aux goulets d'étranglement dans la mise en œuvre ; développe la recherche au service de la prise de décision ; offre des possibilités d'amélioration de la coordination ; et génère la volonté politique et l'adhésion nécessaires aux progrès, par le plaidoyer.

La Coalition est un partenariat volontaire et collaboratif qui repose sur des engagements clairs et orientés vers l'action. Elle vise à devenir une communauté qui partage les bonnes pratiques ; optimise la coopération, la synergie, l'harmonisation et la complémentarité ; et qui évolue en un réseau multi-acteurs pour aider les pays à respecter leurs engagements en matière d'alimentation scolaire.

Malgré son rôle de catalyseur, la Coalition n'est pas et ne deviendra pas un mécanisme de financement : elle ne déboursa pas d'argent, ni ne gèrera des financements pour les pays ou les partenaires. Des montants importants de financement seront nécessaires pour améliorer et développer les programmes dans différents pays. La Coalition reconnaît la souveraineté des États membres à cet égard, et les modalités de financement nationales seront discutées, définies et gérées au niveau national, et pilotées par des institutions nationales.

Les membres de la Coalition ont défini les principes suivants, qui contribuent à expliquer davantage ce qu'est le groupe et comment il fonctionne :

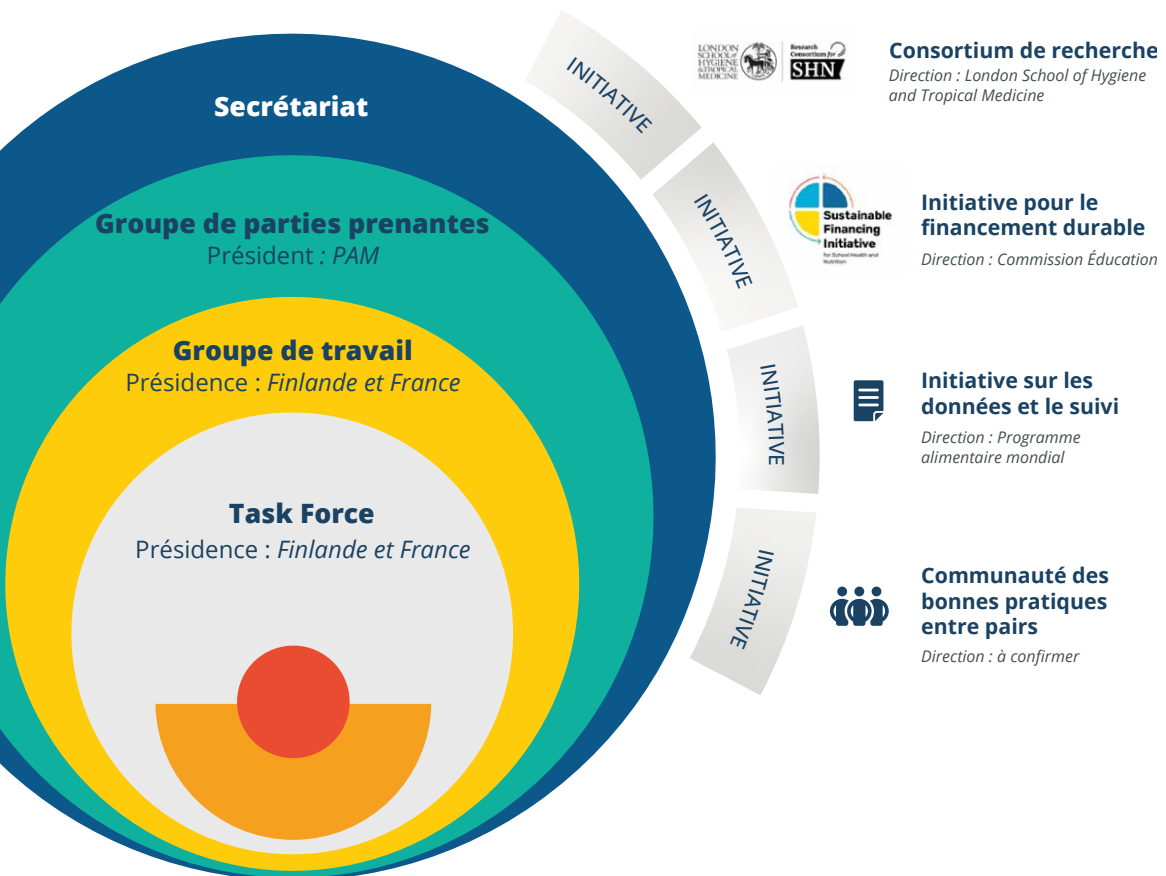
- Dirigée par le gouvernement et soutenue par les partenaires : la Coalition a été formée par les gouvernements, pour les gouvernements, afin de faire avancer une priorité politique clé. Les représentants des pays signataires de la Déclaration d'engagement sont membres de la Coalition et sont au centre de cette initiative. Les progrès exigeront également l'action de toutes les parties prenantes, y compris les organisations internationales, le monde académique, la société civile et le secteur privé. Les organisations qui ont signé la Déclaration de soutien sont considérées comme des partenaires de la Coalition.
 - Focus au niveau des pays : la Coalition est ancrée dans l'action au niveau des pays et s'engage à apporter des progrès durables dans la vie des enfants et de leur famille. Au niveau national, la Coalition exigera un leadership fort de la part des gouvernements (qui se traduise par une vision claire et une stratégie cohérente et bien articulée) et une appropriation soutenue par des engagements politiques ; des engagements financiers durables ; une bonne structure de gouvernance ; et une forte coordination entre les partenaires dans tous les secteurs.
- Les initiatives et les partenaires au niveau mondial se concentreront sur l'appui à l'action au niveau des pays.
- Action et partenariats multisectoriels axés sur l'enfant : il est nécessaire que plusieurs secteurs travaillent ensemble pour aider les enfants à réaliser leur potentiel. Parmi ces secteurs figurent l'éducation, la santé/nutrition, la protection sociale et les systèmes alimentaires. Il n'est pas un secteur qui soit pleinement et totalement propriétaire de ce programme. La Coalition modélisera ce à quoi pourrait ressembler une véritable approche multisectorielle et abordera les défis et les ambiguïtés que cela implique, avec l'intention de travailler ensemble pour développer des actions, des incitations et une collaboration impliquant les secteurs concernés aux niveaux infranational, national et mondial.
 - Action fondée sur les éléments probants : la Coalition s'appuie sur la recherche menée, en particulier au cours des 15 dernières années, par des partenaires tels que la Banque mondiale, le Partnership for Child Development (Partenariat pour le développement de l'enfant) de l'Imperial College de Londres, l'International Food Policy Research Institute, la London School of Hygiene and Tropical Medicine, la FAO, le PAM et d'autres.

2.3 Fonctionnement de la Coalition pour l'alimentation scolaire : structure

Faisant suite aux discussions et aux contributions ayant suivi son lancement, la Coalition privilégie une approche minimaliste et flexible de sa structure. Elle dispose de trois groupes principaux, d'un secrétariat et de quatre initiatives pilotées par des partenaires qui constituent sa structure agile.

Figure 2.1

Structure de la Coalition pour l'alimentation scolaire



Source : Coalition pour l'alimentation scolaire

- La Task force est l'organe décisionnel de la Coalition. Actuellement codirigée par la Finlande et la France, la Taskforce est composée des points focaux de chacun des principaux pays membres : Union Africaine, Finlande, France, Guatemala, Honduras, Japon, Kenya, Islande, Rwanda, Sénégal, Suède et États-Unis. L'équipe spéciale détermine l'orientation stratégique globale de la Coalition, fixe les priorités annuelles, oriente et dirige les travaux du secrétariat et les initiatives, et mène les activités de plaidoyer et de positionnement politiques.
- Le Groupe de travail comprend tous les États membres qui ont signé la Déclaration d'engagement avec la Coalition. Coprésidé par la Finlande et la France, ce groupe est avant tout un vaste forum pour le partage d'informations ; la diffusion des meilleures pratiques et de l'expérience des pays ; la création et la mobilisation de nouveaux partenariats et alliances entre les pays et avec d'autres partenaires ; le partage de compétences et l'appui institutionnel.
- Le Groupe des partenaires est présidé par le PAM et comprend toutes les organisations qui ont signé la Déclaration de soutien de la Coalition. Comme le groupe de travail, il s'agit d'un vaste forum de partage d'informations, principalement au niveau technique.

Au niveau mondial, l'organisation et la gestion de la Coalition sont appuyées par le PAM, par le biais de capacités accrues au sein de sa Division des programmes scolaires à Rome, qui fait office de secrétariat de la Coalition. Dans ce rôle, le PAM tire parti de sa présence importante par le biais de ses bureaux nationaux, régionaux et de liaison, et travaille avec des partenaires pour soutenir les efforts des pays. Le PAM considère qu'il s'agit d'une fonction d'appui, qui consiste à superviser et à coordonner des initiatives spécifiques conçues pour soutenir l'action au niveau des pays.

2.4 Comment agit la Coalition : les initiatives et le travail au niveau mondial

Les initiatives de la Coalition sont conçues pour relever les défis les plus importants de la mise en œuvre et de l'intensification des programmes au niveau des pays. Chaque initiative est pilotée par un partenaire de la Coalition et a sa propre structure, conçue en fonction du travail et des défis qu'elle aborde. Dans la pratique, les initiatives rendent opérationnel le travail de la Coalition au niveau mondial et sont devenues de grands réseaux de partenaires ayant la volonté de soutenir des thématiques spécifiques.

Une description détaillée des initiatives est fournie ci-dessous, spécifiant leur portée, leur rôle au sein de la Coalition, les méthodes, les livrables prévus et les étapes clés.

Initiative du Consortium de recherche pour la santé et la nutrition scolaires – partenaire assurant la direction : London School of Hygiene and Tropical Medicine

Le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition scolaires a été lancé en mai 2021 en tant que première initiative de la Coalition pour l'alimentation scolaire. Il a été créé pour produire des données probantes sur l'efficacité des programmes de santé et de nutrition scolaires et pour fournir des orientations sur l'élaboration de politiques efficaces dans ce domaine. L'initiative est guidée par une stratégie de recherche décennale sur la santé et la nutrition scolaires qui s'aligne sur la stratégie programmatique décennale du PAM traitant du même sujet, et vient à son appui. Le secrétariat du consortium de recherche est hébergé par la London School of Hygiene & Tropical Medicine et facilite les collaborations mondiales entre les partenaires universitaires, de recherche et de développement, pour combler le manque de connaissances en matière de santé et de nutrition scolaires. Cette structure assure l'indépendance de la recherche. Le Consortium fonctionne à travers un réseau mondial de communautés de pratique - un réseau volontaire de chercheurs et de praticiens menant des recherches liées à la santé et à la nutrition en milieu scolaire, fonctionnant comme des entités indépendantes dont les programmes de recherche sont gérés de manière autonome. Les premières communautés de pratique incluent :

- Impact et données probantes : le groupe est en train de mettre à jour une analyse systématique Cochrane/Campbell afin d'évaluer l'impact de la santé

et de la nutrition scolaires sur les principaux paramètres éducatifs utilisés pour identifier les « actions intelligentes » pour le secteur.

- Analyses et mesures : le groupe quantifie les retombées des interventions en matière de santé et de nutrition scolaires dans tous les secteurs, grâce à des évaluations économiques du rapport coût-bénéfice, du retour sur investissement et de l'impact des interventions en matière de santé scolaire sur l'équité et le genre, ainsi qu'à l'évaluation de l'effet des interventions en matière de santé sur les résultats d'apprentissage.
- Bons exemples : le groupe produit des études de cas pays pour évaluer et mettre en valeur les facteurs favorables à la conception, à la mise en œuvre et au financement de programmes nationaux d'alimentation scolaire durables et à grande échelle.
- Mesure de la nutrition : le groupe élabore un cadre commun d'indicateurs permettant de suivre l'état nutritionnel des enfants et des adolescents d'âge scolaire.

Un ensemble supplémentaire de thèmes transversaux guide le travail des communautés de pratique et assure une participation bien alignée et équitable. Ceux-ci incluent notamment :

- Diversité, équité et inclusion des universitaires, des décideurs et des évaluateurs, avec un accent particulier sur la diversité géographique.
- Estimer le coût réel des programmes et aider les pays à obtenir un financement extérieur en cas de besoin et à accroître le financement national des programmes nationaux lorsque cela est possible.
- Cultiver les talents chez les étudiants et les jeunes universitaires, pour développer des compétences sur l'alimentation scolaire chez les jeunes professionnels.

Le Consortium de recherche est conçu pour répondre aux demandes des pays de la Coalition, en identifiant les thèmes qui apparaissent comme des sujets de recherche importants et en affinant sa stratégie de recherche en réponse. Le Consortium est également spécifiquement conçu pour soutenir les efforts des cinq agences des Nations Unies concernées par le bien-être des enfants – la FAO, le PAM, l'OMS, l'UNESCO et l'UNICEF – qui ont approuvé cet effort.

En collaboration avec le PAM, le Consortium joue le rôle de conseiller technique pour l'Initiative sur les données et le suivi et le rapport *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* et collabore avec les bureaux nationaux sur les études coûts-bénéfices. Le Consortium est membre du projet FAO/PAM sur les normes d'alimentation scolaire (voir chapitre 3) et participe au Groupe consultatif technique pour le Rapport sur l'état de santé dans le monde de l'UNESCO. Il soutient également l'UNICEF en tant que membre du comité directeur de BOND-KIDS pour parvenir à un consensus sur les indicateurs nutritionnels pour les enfants et les adolescents d'âge scolaire et est co-auteur des documents d'analyse de l'OMS, parrainés par le Partenariat pour la santé maternelle, néonatale et infantile.



Initiative pour le financement durable de la santé et de la nutrition scolaires – partenaire assurant la direction : Commission de l'éducation

L'objectif de l'Initiative pour le financement durable est de travailler avec les gouvernements et les donateurs pour augmenter et mieux coordonner le financement (national et international) des programmes d'alimentation scolaire, en mettant l'accent sur les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

L'Initiative pour le financement durable a quatre objectifs globaux :

- Entreprendre une analyse du paysage du financement mondial des programmes de santé et de nutrition scolaires et explorer les options actuellement utilisées pour leur financement à long terme dans les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure.
- Générer des connaissances et des données supplémentaires, en particulier sur les mécanismes de financement.
- Identifier les possibilités pour les bailleurs de coordonner plus efficacement les financements existants et de co-investir dans les programmes, en utilisant la dimension plurisectorielle des programmes de santé et de nutrition scolaires : éducation, santé, protection sociale, agriculture et développement rural.
- Partager les éléments probants et les données produites sur les défis et les options de financement.

La phase initiale de l'Initiative pour le financement durable (2021-2022) comprenait les travaux de recherche exploratoires sur le financement national, le rôle des bailleurs, le financement international et le secteur privé. Sept études de cas par pays (Bangladesh, Bénin, Bolivie, Guatemala, Rwanda, Sénégal, Tanzanie) ont permis d'explorer une diversité de contextes et d'analyser les modèles de financement et les obstacles à la durabilité des financements. Les principaux résultats documentent la diversité des options de financement offertes aux gouvernements. Le Rwanda et le Bangladesh, par exemple, dépendent principalement des recettes générales de l'État tandis que la part du financement international reste élevée au Sénégal ; le programme d'alimentation scolaire rwandais nécessite également d'importantes contributions en espèces ou en nature des ménages. Le Bénin a testé une innovation prometteuse en lançant des obligations ODD qui ont rencontré un succès sur les marchés financiers ; la Bolivie s'appuie pour sa part sur des taxes fléchées (hydrocarbures) pour financer son programme d'alimentation scolaire, et le Guatemala utilise la TVA.

Une série d'options de financement prometteuses a été élaborée dans du document Investment Case for School Health and Nutrition, et a permis d'alimenter les travaux préparatoires du Sommet des Nations Unies sur la transformation de l'éducation en septembre 2022.

Pour les deux prochaines années, la feuille de route de l'Initiative pour le financement durable comprend trois lignes d'action :

- Analyser: améliorer les connaissances sur les niveaux et les modalités actuels de financement au niveau national et les possibilités d'accroissement de ces financements, y compris les options de financement innovantes. Effectuer une analyse des programmes nationaux d'alimentation scolaire, sous l'angle du financement public pour développer des approches intégrées réussies. La recherche consistera
 - à synthétiser les enseignements tirés des pays ayant des programmes à grande échelle (par exemple le Brésil, la Bolivie, l'Inde, le Ghana et le Nigéria) ;
 - à approfondir les analyses de la marge de manœuvre budgétaire et des mécanismes de financement identifiés dans les sept premières études de cas par pays ;
 - à fournir un aperçu des modalités d'achats publics pour l'approvisionnement scolaire locale, en mettant l'accent sur les mesures réglementaires conçues pour favoriser les petits producteurs, les objectifs environnementaux et la santé publique. Cette recherche adoptera une perspective large de l'économie politique et se concentrera sur les options de financement national et les arbitrages.

L'initiative permettra également de dresser un tableau plus clair du financement des donateurs et des options innovantes. Les principales questions abordées dans ce volet comprendront :

- l'étude approfondie des niveaux et des schémas actuels de soutien par les bailleurs aux programmes de santé et de nutrition scolaires, compte tenu des lacunes de la redevabilité sur les programmes plurisectoriels ;
- l'exploration du rôle, des politiques et des perspectives des principaux donateurs bilatéraux et des banques multilatérales de développement pour élargir les approches plurisectorielles ;
- l'exploration des possibilités de financement nouveau et/ou accru des programmes d'alimentation scolaire par le biais d'instruments tels que les obligations ODD, l'investissement d'impact, les conversions de la dette et le rôle de la philanthropie.

- **Agir:** travailler avec un nombre limité de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire et qui se sont engagés à élargir leur programme national d'alimentation scolaire. L'Initiative pour le financement durable travaillera en étroite collaboration avec les autorités nationales et soutiendra l'élaboration de stratégies de financement durable. Elle mobilisera l'expertise et la recherche pour évaluer les coûts des différentes stratégies d'alimentation scolaire ; explorer l'éventail des options de mobilisation des ressources ; et alimenter le dialogue politique avec les organismes gouvernementaux et les parties prenantes de l'alimentation scolaire, parmi lesquels les représentants du secteur local et les donateurs.
- **Amplifier:** contribuer à inciter les gouvernements et les acteurs internationaux à investir davantage de ressources dans les programmes de santé et de nutrition scolaires. L'Initiative pour le financement durable communiquera et diffusera les résultats de la recherche et les progrès des programmes nationaux pour éclairer le plaidoyer mondial aux niveaux régional et international.

Au moment de la rédaction du présent rapport, un comité consultatif de l'initiative était en cours d'organisation. Il fournira des orientations stratégiques sur les objectifs et les résultats attendus de l'initiative et contribuera au plaidoyer mondial ; assurera un soutien politique et technique aux stratégies de financement de l'alimentation scolaire ; et fournira un examen par les pairs des documents de recherche.



Initiative sur les données et le suivi – partenaire assurant la direction : Programme alimentaire mondial

L'Initiative sur les données et le suivi a été créée dans le but d'améliorer et d'institutionnaliser la disponibilité de données de qualité sur les programmes nationaux d'alimentation scolaire sur toute la planète, pour la prise de décisions fondées sur des données probantes et le suivi des progrès au fil du temps. Elle constitue la principale initiative de suivi et d'établissement de redevabilité pour les trois objectifs de la Coalition pour l'alimentation scolaire. Avec des investissements annuels mondiaux de 48 milliards de dollars, les programmes d'alimentation scolaire représentent une part substantielle des budgets publics dans le monde entier. Ces investissements majeurs témoignent de la reconnaissance croissante des retombées de ces programmes d'alimentation scolaire en termes de capital humain, de filets de sécurité sociale et d'économies locales. Par conséquent, il est évident que les gouvernements ont besoin de données de base, actualisées et fiables, pour comprendre et optimiser les programmes, et en particulier pour suivre les progrès au fil du temps. Grâce à ces données sur l'alimentation scolaire et les activités complémentaires, les différentes parties prenantes seront en mesure de partager et d'échanger des informations ; d'identifier les lacunes en matière de connaissances pour la recherche ; d'identifier les meilleures pratiques ; d'orienter les politiques ; de suivre les progrès ; et d'améliorer la qualité et l'efficacité des programmes.

L'Initiative sur les données et le suivi a trois objectifs :

- Établir un ensemble d'indicateurs de base agréé, avec des méthodes de calcul et de redevabilité claires, afin que les gouvernements puissent améliorer la cohérence et la comparabilité des données. Ces indicateurs ne sont pas destinés à remplacer les définitions au niveau national, mais à établir un ensemble d'indicateurs de base que tous les pays puissent renseigner et adapter, y compris des indicateurs de nutrition chez les enfants d'âge scolaire, si possible.
- Établir un ensemble agréé de processus de redevabilité qui aident les gouvernements à saisir et à déclarer de façon systématique des données de grande qualité et à éviter la duplication des demandes.
- Créer une base de données sur l'alimentation scolaire et les activités complémentaires, qui constituerait un bien public mondial, pour recueillir, stocker, organiser et rendre systématiquement accessibles en temps opportun des données nationales sur l'alimentation scolaire et les programmes de santé et de nutrition scolaires. La base de données sur l'alimentation scolaire sera conçue comme la base de données mondiale unique, officielle et fiable, institutionnalisée au sein de l'infrastructure des Nations Unies pour le recueil et l'hébergement de données.

L'Initiative sur les données et le suivi est pilotée par un comité directeur qui détermine l'orientation stratégique, assure une surveillance et garantir la qualité. Le comité directeur comprend des institutions intergouvernementales/ gouvernementales (Union Africaine, AUDA-NEPAD, OCDE, USDA), des fondations, des universités et des représentants de la société civile (GCNF, Partnership for Child Development, Consortium de recherche, Rockefeller, Alliance Bioversity CIAT), ainsi que des agences des Nations Unies (FAO, UNICEF, UNESCO-UIS, OMS et GAMA, PAM). Le comité directeur est convoqué et présidé par le PAM, qui assure et héberge également le secrétariat du comité directeur. Le comité directeur pilote trois groupes de travail techniques sur, respectivement, les indicateurs, les processus et la création de bases de données. Il rend compte à la Coalition pour l'alimentation scolaire lors des réunions régulières de la Coalition.

Depuis son lancement en mars 2022, quelques-uns des points clés suivants ont été abordés par l'Initiative sur les données et le suivi :

- Processus de consultation entrepris avec divers partenaires, y compris les agences des Nations Unies, les institutions intergouvernementales, les fondations, la société civile et les universités impliquées dans le groupe de travail technique sur les indicateurs pour recenser et classer les indicateurs existants pour les programmes d'alimentation scolaire. Au cours des consultations et des séances du groupe de travail, environ 104 indicateurs existants ont été recensés et classés à l'aide de critères définis afin d'établir un ensemble d'indicateurs de base pour le suivi des programmes nationaux d'alimentation scolaire.
- L'initiative a lancé un processus de dialogue avec les pays et les organismes régionaux tels que la SADC et la CEDEAO pour comprendre les besoins et les processus des pays en matière de données, afin de s'assurer que ces besoins sont pris en compte dans les produits du groupe de travail sur les indicateurs.



Initiative Communauté de recensement des bonnes pratiques entre pairs

Un réseau de partage entre pairs dirigé par un groupe d'États membres est en cours de création. Il aura pour but de partager les enseignements tirés des contextes nationaux et locaux et d'informer et de diffuser des normes et des orientations en matière de politiques et de programmes fondées sur des données probantes afin de renforcer les programmes d'alimentation scolaire. Tirant parti de différentes approches, le réseau émergent rassemblera des partenaires pour aider les gouvernements à partager les meilleures pratiques, les données probantes et les enseignements tirés, ce qui améliorera les liens entre l'éducation, l'agriculture, la santé et la nutrition, et viendra à l'appui des programmes et politiques intégrés.

Comme première étape vers la création de cette communauté de partage entre pairs, la FAO et le PAM, soutenus par le ministère fédéral allemand de l'Alimentation et de l'Agriculture, ont mis en place un pôle de connaissances mondial sur l'alimentation scolaire.⁷ Le pôle s'inscrit dans un projet plus vaste, qui vise à développer une méthodologie pour aider les pays à établir et à mettre en œuvre des normes nutritionnelles pour leurs programmes et politiques alimentaires scolaires. Le pôle aura les missions suivantes :

- renforcer le dialogue sur la nécessité et le potentiel d'établir des normes nutritionnelles pour les repas et autre alimentation scolaires ;
- permettre l'échange d'expériences et d'enseignements tirés, pour améliorer la qualité de l'alimentation scolaire et de l'éducation alimentaire entre et au sein des pays et des partenaires ; et
- stimuler la participation des écoliers et des adolescents au processus d'amélioration de la qualité de leur alimentation scolaire et de leur éducation alimentaire.

Le pôle servira de plateforme d'échange et de base de données pour divers groupes cibles, notamment le personnel scolaire, les professionnels, les décideurs, les parlementaires, les jeunes, les chercheurs, les agences des Nations Unies et les organisations internationales, entre autres. Au fur et à mesure que de nouveaux intérêts émergeront, le pôle sera élargi et transformé pour continuer à répondre aux besoins des gouvernements en matière d'échange et de partage.

⁷ Accueil | Pôle mondial de l'alimentation scolaire | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (fao.org)



WFP/Irene Nduwayezu

2.5 Comment agit la Coalition : engagement des pays et liens avec les initiatives de la Coalition

L'objectif principal de la Coalition est d'accélérer les progrès au niveau national. Les pays membres sont donc encouragés à travailler sur des objectifs et des engagements nationaux audacieux et à élargir et renforcer leurs programmes ou à aider les autres à faire de même. Au moment où nous rédigeons cette publication, un total de 18 pays ont déjà officiellement soumis des engagements à la Coalition.

Cette section met en évidence la façon dont différents pays se sont engagés dans la Coalition, ont démontré leur leadership, tout en tirant également partie de la Coalition.



Government of France/Minister of Agriculture/Xavier Remongin



France

En France, le programme d'alimentation scolaire fournit plus de 1,1 milliard de repas par an. L'alimentation scolaire constitue un élément central de la politique alimentaire française : environ 75 % des 12,9 millions d'écoliers du pays prennent un repas à l'école au moins une fois par semaine. Il est essentiel de relever un certain nombre de défis fondamentaux, bien au-delà de la dimension alimentaire elle-même, notamment en matière de santé publique et de nutrition, de justice sociale, d'égalité des sexes, de citoyenneté, de développement agricole et économique, de développement durable et d'éducation – y compris d'éducation et de sensibilisation à l'alimentation.

Le gouvernement français reconnaît l'importance de l'alimentation scolaire comme un filet de sécurité majeur pour aider à lutter contre les inégalités et à donner les mêmes chances à tous pour aider à lutter contre les inégalités. C'est pourquoi, alors que les écoles ont commencé à rouvrir en 2021 après la pandémie de COVID-19, la France a, aux côtés de la Finlande, entrepris de piloter la création de la Coalition pour l'alimentation scolaire. Elle a assuré un leadership stratégique et politique au cours des deux dernières années, le président Macron soutenant et défendant publiquement la Coalition et ses objectifs.

Dans le cadre de son engagement, la France finance des projets d'alimentation scolaire dans des pays touchés par des crises alimentaires, comme l'Afghanistan, le Cameroun, Haïti, le Liban, le Niger, l'Ukraine, le Yémen et le Venezuela. Elle s'est également engagée à renforcer son propre programme d'alimentation scolaire. La France s'est en effet efforcée de faire en sorte qu'en 2022, les repas servis dans les écoles contiennent au moins 50 % de produits durables et de qualité, dont au moins 20 % de produits biologiques. Pour élargir davantage l'accès à l'alimentation scolaire pour tous, une aide de 50 millions d'euros a été allouée aux cantines scolaires des communautés rurales dans le cadre de la reprise post COVID-19.

Une législation a également été introduite qui exige un menu végétarien obligatoire chaque semaine ; et, depuis 2020, dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, un plan d'action obligatoire pour réduire le gaspillage alimentaire a été établi pour chaque cantine. Enfin, les récipients en plastique utilisés pour la cuisson, le réchauffage ou le service des repas seront interdits à partir de 2025. La France a soutenu la mise en place de plusieurs initiatives de Coalition, y compris des ressources techniques et humaines pour mettre sur pied l'Initiative pour le financement durable afin d'accompagner les gouvernements dans leur transition vers un financement domestique des programmes. Les instituts de recherche français contribuent également activement aux travaux du Consortium de recherche sur la santé et la nutrition scolaires. Comme annoncé le 18 octobre 2022 par la secrétaire d'État au Développement, à la Francophonie et aux Partenariats internationaux, Mme Chrysoula Zacharopoulou, la France accueillera la première réunion ministérielle mondiale de la Coalition pour l'alimentation scolaire à Paris en 2023.



Finlande

En Finlande, les repas scolaires gratuits sont fournis depuis les années 1940 et sont devenus partie intégrante de la réussite reconnue de l'éducation finlandaise. L'alimentation scolaire constitue une forme importante de protection sociale. L'égalité d'accès à l'éducation et la gratuité de l'alimentation scolaire ont été des facteurs clés pour soutenir la croissance économique et transformer la Finlande en une société fondée sur la connaissance. Tous les enfants fréquentant l'enseignement pré-primaire, primaire et secondaire supérieur ont désormais droit à un repas nutritif gratuit tous les jours d'école. Les repas contribuent à l'éducation alimentaire en sensibilisant à l'importance d'une alimentation et d'une nutrition saines et en promouvant la culture alimentaire locale.

Le Gouvernement finlandais est fier d'être cofondateur de la Coalition pour l'alimentation scolaire et a pris plusieurs engagements à l'égard de cette Coalition, tant au niveau national qu'au niveau mondial. Le ministre de la Coopération au développement et du Commerce extérieur, M. Ville Skinnari, est le champion mondial du PAM pour l'alimentation scolaire. Dans cette fonction, le ministre Skinnari assure un travail de plaidoyer de haut niveau pour susciter l'intérêt et les ressources pour l'alimentation scolaire. En outre, la Finlande plaide en faveur de l'alimentation scolaire au niveau diplomatique, au sein de diverses instances internationales. La Finlande dirige également la Taskforce et le groupe de travail des États membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire, ainsi que la coordination stratégique des activités de la Coalition avec la France. La Finlande a accueilli la première réunion ministérielle de la Taskforce à Helsinki en octobre 2022.

La Finlande a doublé son soutien aux programmes d'alimentation scolaire du PAM en 2021 et soutient financièrement le secrétariat de la Coalition. En 2022, la Finlande a fourni un administrateur auxiliaire à l'appui du secrétariat de la Coalition pour l'alimentation scolaire au PAM. La Finlande soutient également d'autres acteurs, qui font partie du secteur de l'éducation au sens large et renforcent les programmes d'alimentation scolaire.

Au niveau national, la Finlande s'engage à appliquer des critères d'approvisionnement de l'alimentation scolaire qui donnent priorité aux méthodes de culture respectueuses de l'environnement, à la sécurité alimentaire, à la nutrition, au bien-être animal et à la santé. La Finlande est également prête à fournir une expertise technique aux pays qui souhaitent développer leurs programmes d'alimentation scolaire. Pour faciliter cela, la Finlande a développé un site Web rassemblant des informations sur le système finlandais d'alimentation scolaire et des liens avec des entreprises et des experts finlandais, qui peut être consulté à l'adresse suivante : <https://www.educationfinland.fi/schoolmeals>.



Rwanda

Le Gouvernement rwandais a fait preuve d'un leadership impressionnant en élargissant son programme d'alimentation scolaire et en s'efforçant d'en améliorer la qualité. En 2019, lors d'une retraite nationale des dirigeants, le président Kagame et son Premier ministre ont appelé à une refonte complète du programme national d'alimentation scolaire et à une expansion nationale ambitieuse et complète. L'alimentation scolaire est ainsi devenue une priorité nationale.

Il était donc naturel que le Rwanda soit l'un des premiers pays à rejoindre la Coalition et à présenter un engagement national. En 2021, dans le cadre de ses engagements envers la Coalition, le ministre rwandais de l'Éducation a annoncé que le gouvernement atteindrait la couverture universelle de l'alimentation scolaire pour l'éducation de base, et a encore augmenté son budget, passant de 8 millions de dollars en 2020 à 33 millions de dollars en 2021. En 2022, déjà, le Rwanda a annoncé avoir réalisé des progrès impressionnants, en augmentant la couverture nationale de l'alimentation scolaire de 660 000 à 3,8 millions d'élèves, et en procédant à une nouvelle augmentation du budget, de 33 millions de dollars à 74 millions de dollars.

Le Rwanda s'emploie également à renforcer les liens du programme avec les marchés locaux en développant des chaînes d'approvisionnement locales en étroite collaboration avec les parties prenantes du secteur agricole. L'objectif est de maximiser les avantages du programme et de les étendre au profit de l'ensemble de la communauté.

À l'heure actuelle, le gouvernement travaille en étroite collaboration avec l'Initiative pour le financement durable et le Consortium de recherche afin de documenter ses avancées et de tirer profit de l'expérience des autres gouvernements sur la façon de maintenir et de continuer à accroître ces réussites. Bien que l'expansion du programme d'alimentation scolaire ait été impressionnante, le gouvernement reconnaît qu'il doit encore renforcer ses capacités et mettre en place des structures pour veiller à ce que ces progrès perdurent et puissent être encore étendues.



Bénin

En 2021, le Bénin a rejoint la Coalition mondiale pour l'alimentation scolaire avec un fort engagement du Président de la République, Patrice Talon, qui a fait des repas scolaires une initiative phare pour le pays.

Ces dernières années, le Bénin a déployé des efforts et des engagements considérables en faveur de l'alimentation scolaire. En 2016, le programme d'alimentation scolaire touchait à peine 20 % des élèves, soit un enfant sur cinq, avec un budget national d'un peu moins de 1,5 million de dollars par an. Le gouvernement s'est alors fixé pour objectif d'augmenter la couverture et de fournir un repas chaud à l'école. En 2018, les résultats encourageants ont motivé le Bénin à passer d'un enfant sur trois à un enfant sur deux.

En 2021, dans le cadre de l'annonce par la nation de son adhésion à la Coalition pour l'alimentation scolaire, le Bénin a également rendu public son plan visant à progresser vers une couverture universelle de l'alimentation scolaire. Il commencera par un investissement renforcé dans les programmes d'alimentation scolaire, avec une augmentation du budget de 79 millions de dollars à 240 millions de dollars au cours des cinq prochaines années.

Le gouvernement s'intéresse également à la qualité et à la durabilité du programme : il collabore avec des partenaires dans le but d'identifier des solutions permettant de fournir une meilleure alimentation scolaire et d'introduire une loi nationale sur l'alimentation scolaire, qui aiderait à ancrer le programme comme un filet de sécurité clé du gouvernement.



États-Unis d'Amérique

En août 2021, les États-Unis ont rejoint la Coalition pour l'alimentation scolaire, par le biais du secrétaire du Département de l'agriculture des États-Unis (USDA), M. Vilsack. À l'échelle politique, le secrétaire Vilsack a joué un rôle actif, représentant les États-Unis lors du lancement de la Coalition pour l'alimentation scolaire au Sommet sur les systèmes alimentaires et se joignant aux autorités de haut niveau lors de la célébration de la Coalition en novembre 2021, soulignant l'engagement des États-Unis envers la Coalition et ses objectifs.

Début 2022, les États-Unis ont annoncé une augmentation de 750 millions de dollars des subventions de repas scolaires pour l'année. Les taux de subvention des repas scolaires n'augmentent généralement pas en cours d'année scolaire ; toutefois, en 2022, en raison de la pandémie de COVID-19, l'USDA a permis aux écoles de bénéficier des taux de subvention les plus élevés qui soient.

L'augmentation du financement a aidé les écoles à continuer d'assurer leur mission de donner aux enfants des repas sains et nutritifs. En juin 2022, en réponse à l'impact continu de la hausse des coûts alimentaires, les États-Unis se sont également engagés à attribuer 943 millions de dollars supplémentaires pour l'année scolaire 2022-2023 à l'achat d'aliments cultivés aux États-Unis pour les programmes d'alimentation scolaire. Ces deux actions sont une réponse aux défis importants auxquels les opérateurs de programmes d'alimentation scolaire continuent de faire face, comme les coûts élevés des denrées alimentaires.

À l'appui d'autres pays, le programme McGovern-Dole de l'USDA soutient l'éducation, le développement de l'enfant et la sécurité alimentaire dans les pays à faible revenu et à déficit alimentaire, par le biais de dons de produits agricoles américains et d'une assistance financière et technique pour des projets intégrés d'alimentation scolaire et de nutrition maternelle et infantile. En 2021, McGovern-Dole a atteint plus de 2,1 millions d'enfants d'âge scolaire, grâce à 55 projets actifs dans 31 pays, avec un soutien technique, financier et en nature, dont 50 900 tonnes métriques de produits alimentaires américains riches en nutriments, d'une valeur de 13 millions de dollars, pour les repas scolaires et les collations. Les projets McGovern-Dole ont touché 14 446 écoles, via une variété d'interventions visant à améliorer l'éducation et la qualité des repas scolaires pour les enfants du primaire et du pré-primaire. McGovern-Dole a formé 10 851 enseignants et fourni pour plus de 2,8 millions de dollars de matériels pédagogiques aux écoles, aux enseignants et aux enfants. Plus de 11 240 associations de parents d'élèves ont reçu une formation pour gérer les programmes d'alimentation scolaire.

Dans le cadre de leurs engagements, les États-Unis ont participé à plusieurs initiatives de la Coalition, notamment à la communauté de pratique sur les mesures de la nutrition du Consortium de recherche, via son projet BOND-KIDS. Le projet BOND-KIDS, qui signifie Biomarkers of Nutrition for Development - Knowledge Indicating Dietary Sufficiency (biomarqueurs de la nutrition pour le développement - Connaissances indiquant la suffisance alimentaire), est fondé sur la reconnaissance du fait que si les efforts visant à soutenir les enfants d'âge scolaire étaient principalement axés sur « l'apprentissage, en tant que résultat prioritaire dans l'évaluation de ces programmes, une attention bien moindre était accordée à l'apprenant ». L'USDA siège également au comité directeur de l'Initiative sur les données et le suivi ainsi qu'aux groupes de travail techniques de l'initiative. Cette initiative fournira des orientations aux décideurs politiques sur les régimes alimentaires de haute qualité et adaptés à l'âge et identifiera les indicateurs nutritionnels convenus, pouvant être systématiquement recueillis pour les enfants d'âge scolaire, les adolescents et les jeunes. Les États-Unis participent également au comité consultatif de l'Initiative pour le financement durable, offrant le programme McGovern-Dole comme modèle potentiel de financement pluriannuel visant à assurer la viabilité future du programme.

2.6 Comment agit la Coalition : comment les partenaires engagent et soutiennent les pays et les initiatives de la Coalition

Tandis que les pays fixent des objectifs et des cibles pour leur programme d'alimentation scolaire, ils peuvent, ce faisant, avoir besoin d'un soutien pour la mise en œuvre de certains de ces plans et actions. La Coalition propose un réseau de partenaires et d'experts travaillant dans différents domaines des programmes d'alimentation scolaire et plus largement des services de santé et de nutrition dans les écoles. Au moment de la rédaction du présent rapport, 83 partenaires du monde universitaire, des groupes de réflexion, des ONG, des fondations, des agences des Nations Unies et de la société civile se sont engagées à travailler ensemble pour aider les gouvernements à atteindre leurs objectifs. Leur soutien se traduit par de multiples formes d'actions : de la recherche au plaidoyer, en passant par l'appui technique et la mise en œuvre. Les partenaires se réunissent à travers des initiatives particulières au niveau mondial, mais aussi pour soutenir les gouvernements dans leurs plans aux niveaux national et local. Voici quelques exemples de soutien aux gouvernements :



WFP/Simon Pierre Diouf

Commission de l'Union Africaine et Agence de développement de l'Union Africaine (AUDA-NEPAD)

L'Union Africaine est l'un des principaux initiateurs de la Coalition pour l'alimentation scolaire. En mars 2021, le communiqué de la célébration de la Journée africaine de l'alimentation scolaire a appelé tous les gouvernements et partenaires à rejoindre l'émergente Coalition pour l'alimentation scolaire et à plaider pour l'intégration de la question de l'approvisionnement scolaire locale aux débats mondiaux.

En tant que membre de la Task force de la Coalition, la Commission de l'Union Africaine a appelé les États membres à se joindre à celle-ci et à s'engager à atteindre ses objectifs. Elle a intégré et présenté la question dans plusieurs déclarations et communiqués officiels, notamment la Position commune de l'Afrique sur les systèmes alimentaires ; le 7^{ème} Communiqué de la Journée africaine de l'alimentation scolaire ; l'Appel à l'action résultant du Dialogue spécial de haut niveau des Présidents de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social en 2022 ; le Communiqué du Parlement panafricain sur le renforcement de la résilience nutritionnelle et de la sécurité alimentaire en Afrique ; et la Déclaration africaine pour le Sommet sur la transformation de l'éducation en 2022.

L'AUDA-NEPAD apporte son soutien aux États membres par le biais d'une assistance technique et de conseils visant à renforcer les approches d'alimentation scolaire privilégiant les produits cultivés localement. En 2022, l'agence a développé des lignes directrices pour mettre en œuvre et renforcer les programmes d'alimentation scolaire utilisant des produits locaux sur le continent. AUDA-NEPAD travaille également en étroite collaboration avec d'autres partenaires de la Coalition, tels que le Partnership for Child Development et le PAM, pour déployer SMP PLUS, une solution numérique pour la conception et la gestion de menus scolaires nutritifs, à base de produits locaux et d'un bon rapport qualité-prix.

La Commission de l'Union Africaine et AUDA-NEPAD collaborent étroitement avec leurs partenaires pour publier le Rapport biennal de l'Union Africaine sur l'alimentation scolaire à base d'approvisionnement local. Le prochain rapport sera lancé en 2023. Cette publication importante n'est pas seulement un mécanisme de redevabilité, mais contribue également à susciter de nouveaux engagements et à générer l'intérêt à travers le continent.

Le fait que la Commission de l'Union Africaine et AUDA-NEPAD pilotent les travaux de la Coalition a été essentiel pour relier les objectifs de la Coalition aux

priorités continentales, conformément à la Stratégie continentale d'éducation pour l'Afrique (CESA 16-25). La célébration de la Journée africaine de l'alimentation scolaire, chaque 1^{er} mars, est un rendez-vous important pour la Coalition, pour célébrer les progrès impressionnants réalisés en Afrique et de veiller à ce que le soutien que les partenaires peuvent fournir soit aligné sur les besoins des nations africaines et, de manière générale, sur l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.

Dubai Cares

En 2021, Dubai Cares est devenu le premier partenaire majeur et promoteur de la Coalition pour l'alimentation scolaire, en accordant une subvention stratégique au PAM pour la mise en place de plusieurs initiatives majeures de la Coalition. Grâce à cette subvention initiale, le travail a été axé sur le soutien à l'Union Africaine dans plusieurs de ses objectifs (voir le paragraphe consacré à l'Union Africaine ci-dessus) et sur la mise en place de l'approche de la Coalition fondée sur la recherche - à savoir la création du Consortium de recherche et le soutien à ses différentes communautés de pratique.

Dubai Cares soutient également la recherche stratégique et la génération de preuves, en particulier pour l'alimentation scolaire et la santé et la nutrition scolaires en Afrique, dans le but d'informer les décisions d'investissement et la programmation sur le continent. Les projets de recherche de génération de preuves soutenus par Dubai Cares comprennent : la première base de données sur la santé et la nutrition scolaires en tant que bien public continental ; la publication du rapport sur la Situation de l'alimentation scolaire dans le monde ; un examen Cochrane systématique : utilisation de la rigoureuse méthodologie Cochrane pour évaluer l'efficacité des programmes d'alimentation scolaire dans l'amélioration de la santé physique et psychosociale des enfants et des jeunes dans tous les pays du monde ; LAYS : plaider en faveur d'investissements dans des programmes d'alimentation scolaire qui favorisent un meilleur apprentissage ; et une analyse coûts-bénéfices : le retour sur investissement de l'alimentation scolaire.

Dubai Cares a également soutenu le travail de plaider et de renforcement des capacités avec l'Union Africaine, à travers la célébration annuelle de la Journée africaine de l'alimentation scolaire et la validation des Lignes directrices du AUDA-NEPAD sur l'alimentation scolaire reposant sur un approvisionnement local.

Fin 2021, en partenariat avec Expo 2020 Dubai et le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale des Émirats arabes unis, Dubai Cares a accueilli le sommet RewirEd. Le Sommet avait pour objectif de servir de catalyseur dans la redéfinition de l'éducation pour assurer un avenir prospère, durable, innovant et accessible à tous.

Lors du Sommet, Dubai Cares, en collaboration avec le PAM et la Commission Éducation, a organisé une table ronde intitulée Repenser l'investissement dans le capital humain : l'innovation dans le financement des programmes nationaux d'alimentation scolaire. La table ronde a également permis un pré-lancement de l'Initiative pour le financement durable de la Coalition pour l'alimentation scolaire.

La session a réuni des planificateurs nationaux et des partenaires internationaux pour repenser les modèles de financement actuels, introduire des approches innovantes et aider les pays à mettre en place des programmes nationaux de santé et de nutrition scolaires durables et inclusifs. Les participants ont convenu de la nécessité urgente de mettre au point des moyens innovants de financer l'alimentation scolaire et ont offert un large soutien aux travaux de la Coalition pour l'alimentation scolaire.

La discussion a alimenté les plans de l'Initiative pour le financement durable en soulignant la nécessité de passer d'un financement externe à un financement national durable des programmes d'alimentation scolaire ; la nécessité d'identifier des systèmes de financement innovants, en abordant l'alimentation scolaire de manière plus systémique et plurisectorielle ; ainsi que la nécessité de renforcer l'importance cruciale de la recherche et de l'harmonisation des données et éléments probants pour déterminer l'impact des programmes d'alimentation scolaire sur les résultats en matière d'éducation et de santé à court et à long terme.

Le rapport *Rewiring Education for People and Planet*, élaboré par Dubai Cares en collaboration avec la Commission Éducation, souligne l'importance de l'alimentation scolaire. L'une des six solutions concrètes « gagnant-gagnant » identifiées par le rapport consiste à mettre à l'échelle l'alimentation scolaire et les interventions de santé scolaire pour éradiquer la faim et améliorer la santé et le bien-être.

Enfin, Dubai Cares a activement défendu une collaboration plurisectorielle plus forte et une approche holistique et intégrée de l'éducation, annonçant le Cadre pour la transformation mondiale de l'éducation : un cadre éducatif global, axé sur l'avenir et centré sur l'homme, avec la santé scolaire et la nutrition comme fondamentaux.

Education Cannot Wait

Education Cannot Wait (ECW) a été lancé lors du Sommet humanitaire mondial de 2016, sous la forme d'un fonds mondial pour l'éducation dans les situations d'urgence et de crises prolongées. En tant que membre de la Coalition pour l'alimentation scolaire, ECW s'engage à renforcer les systèmes et les programmes d'alimentation scolaire qui lèvent les obstacles à l'éducation des enfants les plus vulnérables au monde.

En 2020, les partenaires d'ECW ont atteint près de 206 800 enfants et adolescents (53 % de filles), grâce à des programmes d'alimentation scolaire dans sept pays. En Somalie, par exemple, l'ECW a fourni une alimentation scolaire de qualité à près de 17 000 élèves (46 % de filles) afin de veiller à ce que les élèves puissent se concentrer sur leurs apprentissages en classe. Ces interventions ont contribué à réduire les taux d'abandon scolaire et à faire en sorte que les enfants fréquentent l'école et y restent.

L'intégration de la nutrition et de l'alimentation scolaire dans les programmes pluriannuels de résilience d'ECW a constitué une stratégie essentielle pour élargir l'accès à l'éducation et améliorer les taux de rétention scolaire dans de nombreuses situations de crise dans le monde. À l'automne 2022, ECW a publié son nouveau Plan stratégique 2023-2026, qui inclut l'alimentation scolaire comme l'un de ses domaines prioritaires de programmation.

Comme indiqué dans son nouveau plan stratégique, et en tant que membre de la Coalition, ECW vise à plaider à l'échelle mondiale pour un engagement politique et des ressources financières accrus en faveur des interventions en milieu scolaire qui répondent aux besoins des enfants en matière d'éducation, de nutrition et de santé en situations de crise. Pour assurer une programmation efficace, ECW prévoit de renforcer ses collaborations pour documenter et générer des éléments probants sur des approches innovantes afin d'évaluer l'effet des programmes d'alimentation scolaire sur le bien-être, la sécurité et l'éducation des enfants. Ceci comprend l'évaluation de la façon dont l'alimentation scolaire rencontre et influence un sentiment d'espoir et de normalité au sein des communautés sortant d'un conflit ; contribue à la réduction du nombre d'enfants recrutés par les forces et groupes armés ; construit des ponts entre les communautés divisées ; et encourage les attitudes positives des citoyens envers l'État.

Banque islamique de développement

La Banque islamique de développement (BIsD) s'est engagée à investir dans les systèmes éducatifs depuis 2018, avec l'approbation de sa première politique du secteur de l'éducation en décembre 2018. La vision contenue dans cette politique soutient la construction de « systèmes éducatifs qui transforment le savoir et l'apprentissage pour le développement humain » en tant qu'élément clé du développement du capital humain.

Au fil des années, les investissements de la BIsD dans l'éducation ont été principalement orientés vers les infrastructures scolaires, le matériel d'enseignement et d'apprentissage, les réformes des programmes et de l'évaluation, la formation des enseignants et d'autres activités de renforcement des capacités pour améliorer l'environnement d'apprentissage et renforcer l'efficacité du système éducatif. La BIsD adopte maintenant une approche holistique dans ses investissements dans l'éducation de base et l'éducation secondaire, au sein de laquelle la santé scolaire, la nutrition et l'eau, l'assainissement et l'hygiène sont inclus comme piliers centraux ou composantes opérationnelles. Tout ce travail est ancré dans les preuves manifestes du fait que les programmes de santé et de nutrition scolaires contribuent à augmenter la fréquentation scolaire et à améliorer les taux de rétention, et ont ainsi le potentiel d'améliorer les résultats d'apprentissage.

Avec plusieurs pays membres de la BIsD en Afrique subsaharienne engagés dans la Coalition pour l'alimentation scolaire, la BIsD voit une occasion de s'associer au PAM pour optimiser son financement afin de soutenir les programmes d'alimentation scolaire en réponse aux doubles crises alimentaires et éducatives.

La BIsD développe actuellement l'une des premières approches plurisectorielles visant à financer les programmes d'alimentation scolaire en mettant en commun des fonds dédiés à différents secteurs au sein de la banque. Un nouveau guichet de financement intitulé « *Investir dans l'avenir de l'apprenant – Initiative pour le développement du capital humain* » est actuellement mis en place en partenariat avec le PAM. Cette initiative appuiera le financement d'approches systémiques de l'alimentation scolaire dans les stratégies nationales du gouvernement en appui aux efforts de financement nationaux.

La BIsD a donc été un partenaire essentiel dans l'élaboration et la mise à l'essai de nouvelles approches en matière de financement novateur par les banques multilatérales de développement. La BIsD contribue au développement des travaux sur le financement durable au sein de la Coalition. La banque a participé au lancement de l'initiative pour le financement durable de la Coalition et est membre de son comité consultatif.

Agences des Nations Unies

Les dirigeants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), du PAM et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont signé une déclaration conjointe exprimant leur ferme soutien à la Coalition pour l'alimentation scolaire et l'importance d'intensifier des programmes mondiaux d'alimentation scolaire et de santé et de nutrition scolaires pour soutenir le bon développement et l'éducation des enfants.

Ces cinq agences se sont engagées à travailler ensemble pour aider les gouvernements à déterminer leurs priorités et leurs engagements, et pour les assister dans leur mise en œuvre et leur réalisation. Les agences fourniront un soutien opérationnel ; des orientations politiques et techniques ; faciliteront le recueil et l'analyse de données et d'éléments probants plus nombreux et de meilleure qualité ; et préconiseront un investissement accru pour améliorer la qualité et la portée de l'alimentation scolaires et des programmes de santé et de nutrition scolaires.

L'un des principaux résultats de ce partenariat est le rapport « Prêt à apprendre et à prospérer : santé et nutrition scolaires dans le monde », coordonné par l'UNESCO et lancé en 2023. Le rapport donne un aperçu de la mesure dans laquelle les pays ont mis en place des politiques et des programmes de santé et de nutrition scolaires, sur la base des données recueillies par les cinq agences et d'autres partenaires. Cette publication conjointe, qui est également soutenue par le Partenariat mondial pour l'éducation (PME), vise à encourager les efforts pour améliorer, à intensifier et à maintenir des politiques et des programmes intégrés de santé et de nutrition scolaires afin d'améliorer le bien-être général des apprenants et de fournir une base pour suivre les progrès accomplis. L'alimentation scolaire constitue une partie importante de l'approche intégrée de la santé et de la nutrition scolaires, analysé dans le rapport.

Afin de promouvoir l'orientation et les échanges sur la conception et la mise en œuvre optimales des politiques d'alimentation scolaire, la FAO et le PAM ont lancé le pôle mondial de l'alimentation scolaire, première plateforme à être créée dans le cadre de l'initiative Entre Pairs de la Coalition pour l'alimentation scolaire (voir Initiative Communauté de recensement des bonnes pratiques entre pairs dans la Section 2.4). Avant le lancement de la Coalition, le PAM et l'UNICEF avaient renforcé leur partenariat pour fournir des services intégrés de santé et de nutrition scolaires dans les pays les plus vulnérables. Dans le cadre de la Coalition, les agences sont en mesure de coordonner leur

travail avec d'autres partenaires et de soutenir l'élaboration de plans et d'objectifs nationaux gouvernementaux.

Les cinq agences des Nations Unies (FAO, UNESCO, UNICEF, PAM et OMS) sont tous membres de l'Initiative sur les données et le suivi, et siègent à son comité directeur, où ils assurent l'orientation stratégique, la supervision et le contrôle-qualité. En outre, le personnel de chaque agence agit à titre d'expert technique au sein de trois groupes de travail chargés de faire progresser les objectifs de l'initiative (indicateurs, processus et création de bases de données). De même, l'OMS et les autres agences participent au projet BOND-KIDS du Consortium de recherche pour mieux comprendre non seulement comment ces programmes pourraient améliorer les résultats scolaires grâce à la quantité et à la qualité de l'apport alimentaire et donc l'état nutritionnel ultérieur des enfants d'âge scolaire, mais aussi l'impact des interventions sur la santé et le développement des enfants.

WFP/Sayed Asif Mahmud



2.7 Prochaines étapes

En octobre 2022, pour célébrer le premier anniversaire de la Coalition, les membres et partenaires de la Coalition ont organisé une Semaine virtuelle de la Coalition pour l'alimentation scolaire et la première réunion ministérielle à Helsinki. Ces deux événements marquants se sont conclus par un Appel à l'action⁸, approuvé par tous les partenaires, et une Déclaration des dirigeants⁹ approuvée par les douze membres de la Taskforce de la Coalition, qui définissent conjointement une feuille de route solide pour 2023 et au-delà.



WFP/Antoine Vallias

⁸ <https://schoolmealscoalition.org/wp-content/uploads/2023/03/Call-to-Action-School-Meals.pdf>

⁹ Déclaration des dirigeants de la Coalition pour l'alimentation scolaire

La Déclaration d'Helsinki comprend une série d'appels à l'action lancés par les pays membres et les partenaires pour accélérer la réalisation des objectifs de la Coalition pour l'alimentation scolaire. Ceux-ci incluent les éléments suivants :

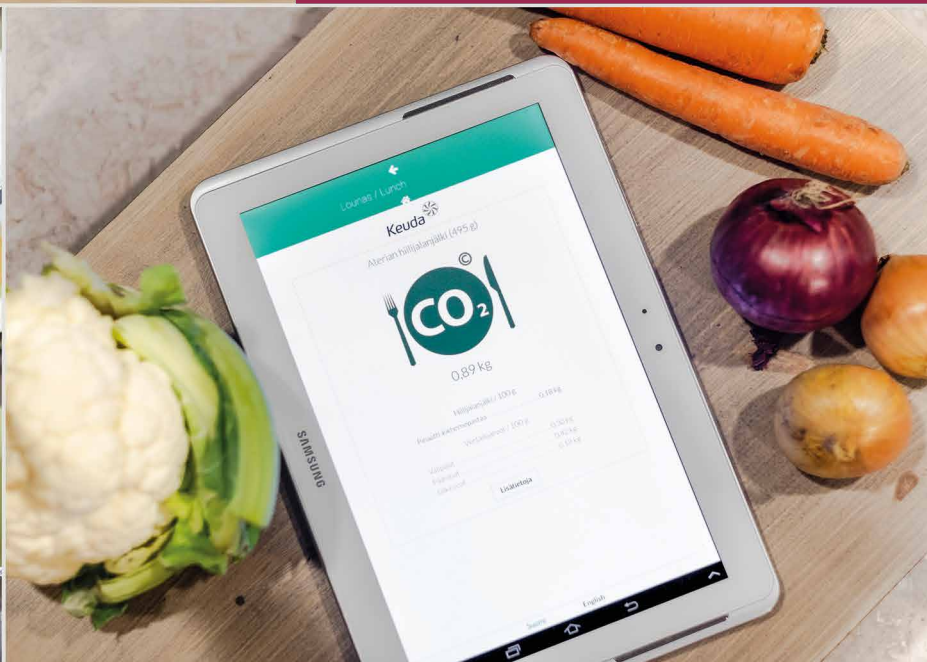
- Les gouvernements et/ou les autorités locales doivent accroître les ressources nationales et/ou locales servant à financer des programmes intégrés d'alimentation scolaire, en explorant les opportunités de financement innovantes.
- Les gouvernements nationaux et/ou locaux doivent donner la priorité au renforcement de l'égalité et de l'efficacité des dépenses en matière d'alimentation scolaire, notamment via l'élaboration de critères de ciblage solides qui tiennent compte des besoins, ainsi que des inégalités et des multiples formes de discrimination, pour atteindre les filles, ainsi que les enfants les plus vulnérables et les plus marginalisés.
- Les partenaires de développement augmenteront les dépenses d'aide consacrées aux programmes d'alimentation scolaire à hauteur d'un milliard de dollars, ce qui équivaut à 0,6 % des flux actuels d'aide au développement, car les partenaires de développement ont un rôle important à jouer pour soutenir la transition des pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure vers des programmes d'alimentation scolaire durables, pris en charge et financés par les pays eux-mêmes.
- Les institutions financières internationales et les banques multilatérales de développement devraient fixer un objectif de prêt collectif de 750 millions de dollars en financement concessionnel et un montant équivalent en financement non concessionnel, destiné aux programmes d'alimentation scolaire.
- Les institutions financières internationales et les banques multilatérales de développement doivent lancer des initiatives qui mobilisent des financements concessionnels, non concessionnels et innovants pour les programmes d'alimentation scolaire, compte tenu des taux de rendement élevés et vertueux des investissements plurisectoriels dans l'alimentation scolaire.
- Les États membres et les autres parties prenantes doivent renforcer leurs systèmes de suivi, d'évaluation et d'apprentissage pour les programmes d'alimentation scolaire et soutenir l'inclusion d'un indicateur d'alimentation scolaire dans l'ODD 4 : Éducation de qualité (révision du cadre).

La réunion de bilan du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires sera un rendez-vous important à Rome en 2023, de même que la réunion de la Coalition au niveau ministériel qui se tiendra à Paris. Ce sera l'occasion d'évaluer et de célébrer les progrès du pays et d'encourager tous les membres et partenaires de la Coalition à redoubler d'efforts pour faire en sorte que, d'ici 2030, chaque enfant bénéficie au quotidien d'un repas sain et nutritif à l'école.



Chapitre 3

Nouvelles avancées dans la compréhension de l'alimentation scolaire: innovations et programmation durable



Ce chapitre partage des éléments probants et d'importantes idées émergentes concernant l'évolution de l'alimentation scolaire, de la santé et de la nutrition scolaires. Il décrit dans le détail les développements apparus depuis le rapport précédent et a pour ambition de former une composante centrale de cette publication et des futures publications de la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde*.

Le chapitre 3 vise à mettre en lumière les domaines de recherche émergents et innovants que le comité de rédaction considère comme présentant un intérêt potentiel pour la communauté de l'alimentation scolaire au sens large. Le présent rapport étant publié tous les deux ans, l'accent est mis sur les nouveaux travaux qui sont dans la phase initiale de leur cycle de publication. Pour améliorer l'accessibilité de ces études, elles sont présentées sous forme de synthèses des travaux publiés dans la littérature scientifique et politique. Le lecteur est invité à consulter les publications originales pour avoir accès aux références et pour un suivi plus détaillé. Les synthèses ont été commandées par le comité de rédaction et rédigées par les auteurs des articles originaux, qui sont seuls responsables du contenu.

Le chapitre est divisé en deux sections. La première présente des analyses récentes réalisées par des groupes d'experts du monde entier, couvrant quatre thèmes d'actualité et mettant en évidence les éléments probants et les idées émergentes concernant l'évolution de l'alimentation scolaire, de la santé et de la nutrition scolaires. La deuxième section présente des recherches en cours dans les pays membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire, dans le but de sensibiliser et d'encourager la participation à ces efforts mondiaux.

Section 1: Analyses

Les quatre thèmes analysés sont les suivants :

- **Éducation et alimentation scolaire** – Synthèse préparée par le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition scolaires, coordonné par la London School of Hygiene and Tropical Medicine, et l'Initiative pour le financement durable, coordonnée par la Commission Éducation dans le cadre de la Coalition pour l'alimentation scolaire. Il s'agit d'une synthèse de leur note conjointe présentée au *Forum mondial sur l'éducation, en avril 2022*, « The Investment Case for School Health and Nutrition ».

- **Nouvelle mesure de l'impact de la santé et de la nutrition sur l'éducation** – Synthèse préparée par Noam Angrist, chercheur invité à l'Université d'Oxford, dont le travail cherche à réduire la réduction de l'écart entre les éléments probants en matière de santé et d'éducation et leur traduction en politiques publiques à grande échelle. La synthèse est tirée d'un document à venir qui évalue les années de scolarité ajustées en fonction de l'apprentissage (LAYS, de l'anglais Learning-Adjusted Years of Schooling), élément central de l'indice du capital humain de la Banque mondiale pour quantifier le rapport coût-efficacité des interventions en éducation.
- **Repenser la nutrition à l'âge scolaire** – Synthèse préparée par l'Institut national de la santé infantile et du développement humain Eunice Kennedy Shriver, le Service d'agriculture extérieur du Département américain de l'agriculture (USDA) et l'Academy for Nutrition and Dietetics. Cette synthèse, fruit de la collaboration entre le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition scolaires et les partenaires susmentionnés, décrit les nouveaux éléments probants relatifs à la façon dont les programmes d'alimentation scolaire améliorent non seulement les résultats scolaires, grâce à la quantité et à la qualité de l'apport alimentaire et de l'état nutritionnel qui en résulte, mais aussi la façon dont ces interventions viennent en appui à la santé et au développement des enfants, et comment ces résultats peuvent être mesurés.
- **Systèmes alimentaires et agriculture : incidences sur la biodiversité de l'alimentation scolaire issue de la production locale** – Rapport préparé par Alliance of Bioversity International et le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT) au sein du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI). Alliance of Bioversity International et le CIAT font tous deux partie du GCRAI, un partenariat mondial qui réunit des organisations engagées dans la recherche pour réduire la pauvreté rurale, accroître la sécurité alimentaire et améliorer la santé humaine et la nutrition ainsi que la gestion durable des ressources naturelles. Ce rapport, préparé spécifiquement pour cette édition 2022 de la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde*, met en évidence le travail sur l'alimentation scolaire issue de la production locale dans la région Amérique latine et Caraïbes.

Section 2 : Nouvelles recherches et recherches en cours

En plus des synthèses susmentionnées, qui mettent en évidence les développements récents sur quatre thèmes d'actualité liés à l'alimentation scolaire, quatre autres domaines sont mis en évidence dans cette section, qui décrivent les recherches en cours dans les pays membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire. Ces programmes de travail sont pertinents pour l'ensemble de la communauté de l'alimentation scolaire et nous avons l'intention de rendre compte de leurs résultats dans les prochaines éditions de *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde*.

Dans l'*encadré 3.2*, le **Consortium de recherche de la Coalition pour l'alimentation scolaire**, dont le programme de recherche est piloté par les signataires de la Coalition, décrit les nouvelles études mesurant le retour sur investissement (value for money) menées dans six pays et la manière dont le Consortium de recherche travaille à travers un réseau mondial de communautés de pratique pour renforcer les analyses sur les obstacles aux programmes nationaux de santé et de nutrition scolaires.

Dans l'*encadré 3.3*, le **Fondation Rockefeller** explique comment sa stratégie *Good Food*, qui vise à accroître la disponibilité et l'accès à une nourriture qui soit à la fois bonne pour les personnes et bonne pour la planète, sert de base au partenariat engagé en 2021, qui voit la Fondation Rockefeller, le PAM et le gouvernement du Rwanda travailler ensemble pour rendre l'alimentation scolaire plus nutritive, sans coût supplémentaire.

Dans l'*encadré 3.4*, le **FAO et le PAM** décrivent leurs efforts pour développer une nouvelle méthodologie mondiale visant à établir des directives et des normes nutritionnelles pour l'alimentation scolaire, avec l'appui du gouvernement allemand. Ce projet sur trois ans vise à aider les institutions et les intervenants gouvernementaux à établir des règles, des principes et des recommandations fiables conçus pour améliorer la qualité nutritionnelle, la quantité et l'adéquation des repas scolaires.

3.1 Les arguments pour investir en faveur de la santé et de la nutrition scolaires ¹⁰

Résumé préparé par le Consortium de recherche sur la santé et la nutrition scolaires et l'Initiative pour le financement durable, dirigée par la Education Commission dans le cadre de la Coalition pour l'alimentation scolaire.

Cette synthèse (reproduite ici avec permission) reprend des informations tirées d'une note préparée pour la réunion du printemps 2022 du Forum mondial sur l'éducation pour aborder l'importance de l'état de santé des enfants comme déterminant des résultats scolaires, et en particulier le rôle de l'alimentation scolaire dans le bien-être et les apprentissages des élèves. Elle comprend également des éléments tirés d'une analyse du paysage financier (Watkins, 2022) qui met en évidence les arguments en faveur de l'investissement dans les programmes d'alimentation scolaire dans les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure et identifie les déficits de financement. Elle explore enfin les options de financement et les possibilités qui s'offrent à ces pays dans le contexte actuel de contrainte financière.



WFP/Badire Bahaji

¹⁰ [Investment-case-for-school-health-and-nutrition](#). Mémo n°4 pour informer le Forum mondial sur l'éducation Avril 2022 Document de plaidoyer pour l'investissement. Préparé par deux initiatives de la Coalition pour l'alimentation scolaire : le Consortium de recherche sur la santé et la nutrition scolaires et l'Initiative de financement durable.

3.1.1 L'importance d'investir dans l'apprenant

L'état de santé des enfants est l'un des plus puissants déterminants des résultats d'apprentissage. Les élèves en bonne santé et bien nourris apprennent mieux, ont plus de possibilités de s'épanouir et de réaliser leur potentiel à l'âge adulte et ont un potentiel de revenus plus important.

L'interaction dynamique entre la santé et l'éducation est l'un des moteurs du développement du capital humain qui favorise une prospérité partagée. Agrégés au niveau national, les investissements dans le capital humain stimulent les économies nationales : plus de 70 % de la richesse des pays à revenu élevé sont attribués au capital humain, contre 40 % dans les pays à faible revenu.

Le développement du capital humain dépend d'une éducation de qualité ainsi que d'une bonne santé et d'une bonne nutrition. Les enfants et les adolescents d'âge scolaire, âgés de 5 à 19 ans, doivent faire l'objet d'une attention particulière de la part des secteurs de l'éducation et de la santé. C'est au cours de ces années de formation, et à l'école, que les enfants et les adolescents vivent des changements physiques, émotionnels et cognitifs. Ainsi, le système scolaire représente un mécanisme exceptionnellement rentable pour la fourniture d'un ensemble intégré de services essentiels de santé et de nutrition aux élèves, comme les repas scolaires, le déparasitage, la supplémentation en fer et en acide folique et le dépistage des problèmes de vision, entre autres.

Une alimentation scolaire adéquate sur le plan nutritionnel constitue une incitation pour les familles à veiller à ce que leurs enfants fréquentent régulièrement l'école, et aide ceux-ci à se concentrer sur leurs études. La Commission internationale sur le financement des opportunités éducatives mondiales de 2016 a identifié l'alimentation scolaire comme une pratique hors pédagogie très efficace pour améliorer l'accès à l'éducation et les résultats d'apprentissage ; et un récent rapport des Nations Unies a classé l'alimentation scolaire parmi les interventions qui avaient le plus d'impact sur l'équité et l'inclusion dans l'éducation. Ses bienfaits se traduisent de la façon la plus évidente chez les élèves vulnérables et chez les filles. Dans les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure, environ 300 millions d'écoliers souffrent d'anémie due à une carence en fer, ce qui leur fait perdre environ six points de QI par enfant. Pour ces raisons, la quasi-totalité des pays à travers le monde offrent une forme ou une autre de programme national d'alimentation scolaire, et près de la moitié des élèves du primaire des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure prennent un repas par jour à

l'école (voir note de bas de page 10, le [mémo] pour les citations aux déclarations faites dans cette section).

Le rapport coût-efficacité et coût-bénéfice de l'alimentation scolaire est élevé, du fait de ses rendements substantiels dans plusieurs secteurs. L'alimentation scolaire à elle seule peut avoir des effets sur quatre secteurs différents, au moins : l'agriculture, l'éducation, la santé et nutrition, ainsi que la protection sociale, avec des rendements de 9 dollars pour chaque dollar investi (Verguet et al., 2020). Les programmes qui s'approvisionnent en denrées locales peuvent offrir des avantages supplémentaires aux petits exploitants agricoles, en soutenant la production alimentaire et les économies locales et en promouvant des marchés locaux durables pour des aliments variés et nutritifs.

L'alimentation scolaire constitue également un filet de protection sociale important, venant à l'appui des efforts des familles pour contrer les menaces pesant sur le système alimentaire et la chaîne d'approvisionnement.

Un regain d'intérêt pour la santé et le bien-être des apprenants a le potentiel de transformer l'éducation. La plupart des interventions éducatives classiques ne se traduisent pas par des améliorations mesurables des résultats scolaires, par exemple, plus de la moitié des interventions éducatives examinées ne se sont pas révélées efficaces (Angrist et al., 2021; Azevedo et al., 2021). Cela plaide en faveur de la réorientation de certains investissements classiques inefficaces vers des approches manifestement plus efficaces, telles que la santé et la nutrition scolaires, qui pourraient être véritablement transformatrices.

Une caractéristique du contexte actuel est le rétrécissement rapide de la marge de manœuvre budgétaire dont disposent les gouvernements des pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure. Les pays en développement les plus pauvres, qui ont augmenté les dépenses pendant la pandémie de COVID-19 (même si cela a été réalisé à des niveaux et à des taux inférieurs à ceux des pays riches), s'adaptent aujourd'hui à la réduction des projections de rentrées fiscales, à l'augmentation du service de la dette et à des perspectives de croissance moins favorables. Les pressions budgétaires s'intensifient également en raison des graves déficits de financement des services sociaux et des investissements dans les infrastructures. Face aux tensions budgétaires extrêmes et à la concurrence des besoins, la bataille pour le financement de l'alimentation scolaire doit être menée – et remportée.

3.1.2 Estimation des coûts d'une réponse intégrée

Il ressort des conclusions du chapitre 1 du présent rapport et des publications antérieures que plusieurs centaines de millions d'élèves bénéficient d'une alimentation scolaire de façon régulière. La couverture des programmes d'alimentation scolaire est adéquate dans les pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (atteignant respectivement 61 % et 48 % des écoliers dans la plupart des contextes), mais elle reste insuffisante dans les pays à faible revenu (atteignant seulement 18 % des écoliers). Combien d'enfants vulnérables sont privés de repas scolaires et où vivent-ils ?

Pour répondre à cette question, le PAM s'est associé au Partnership for Child Development, dans le but d'étudier l'ampleur des besoins en alimentation scolaire dans les pays à revenu faible et intermédiaire à l'échelle mondiale (Drake et al., 2020). Sur les 730 millions d'élèves inscrits à l'école primaire, 338 millions vivent dans des pays où la couverture des repas scolaires est insuffisante (moins de 80 %). Parmi ceux-ci, 251 millions d'enfants vivent dans des pays où les problèmes de nutrition sont importants, avec notamment 20 % de retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans et plus de 30 % d'anémie chez les femmes (World Bank, 2020). L'analyse montre que sur les 251 millions d'enfants vivant dans des pays où la malnutrition existe, un sous-ensemble de 73 millions vivent également dans une pauvreté extrême, c'est-à-dire avec moins de 1,85 dollar par jour. Ces 73 millions d'enfants particulièrement vulnérables sont répartis dans 60 pays : 84 % en Afrique, 15 % en Asie et 1 % en Amérique latine.

Ceci soulève deux questions pour les décideurs : combien coûtera la mise à l'échelle des programmes nationaux dans les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure pour atteindre 73 millions d'enfants supplémentaires avec des programmes d'alimentation scolaire et des interventions de santé complémentaires ; et quelles modalités de financement les pays peuvent-ils utiliser pour financer ces programmes dans le contexte actuel de réduction de la marge de manœuvre budgétaire et de creusement des déficits de financement de l'éducation ?

Comme indiqué au chapitre 1, les investissements mondiaux annuels dans l'alimentation scolaire sont estimés entre 43 et 48 milliards de dollars. Le coût de la prise en charge de 73 millions d'enfants supplémentaires ayant besoin de repas scolaires s'élève à 4,7 milliards de dollars, soit une moyenne de 64 dollars par enfant et par an. L'ajout d'interventions complémentaires en matière de santé scolaire coûterait 620 millions de dollars supplémentaires dans les pays à

revenu intermédiaire et 510 millions de dollars supplémentaires dans les pays à faible revenu, ce qui donne un coût estimatif de l'ensemble intégré d'interventions de 5,8 milliards de dollars par an, dont environ la moitié pour les pays à faible revenu.

3.1.3 Explorer les défis du financement des programmes d'alimentation scolaire

La pandémie de COVID-19 et la crise alimentaire actuelle ont mis le monde face à une triple crise de l'apprentissage, de la pauvreté et de la faim. La Banque mondiale estime que la proportion d'enfants de dix ans vivant en situation de « pauvreté éducative », ne sachant ni lire ni écrire, est passée de 53 % à plus de 70 % depuis 2020. Les disparités en matière d'apprentissage ont fortement augmenté, les enfants les plus pauvres étant aujourd'hui encore plus en retard : ce sont les enfants les plus pauvres et les filles qui sont les plus touchés.

L'augmentation de la pauvreté et de la malnutrition aggrave cette crise de l'apprentissage. Le PAM estime que 153 millions d'enfants ont été touchés par la montée de la crise alimentaire et de la faim. La crise alimentaire mondiale a plongé 23 millions d'enfants supplémentaires en insécurité alimentaire aiguë dans 82 pays, soit une augmentation de 17 %.

Les programmes d'alimentation scolaire font partie des systèmes de protection sociale des pays à revenu élevé depuis des décennies et sont susceptibles de contrecarrer les effets de cette triple crise dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.

Cependant, bien que l'on dispose de données solides sur leurs coûts et leurs avantages, les programmes d'alimentation scolaire dans les pays à faible revenu restent sous-financés. L'espace budgétaire s'est rétréci en raison du ralentissement de la croissance, de la réduction du recouvrement des recettes fiscales et des pressions croissantes sur la dette extérieure. Comme le montre le chapitre 1, les donateurs et les banques multilatérales de développement ont également réduit leurs investissements. L'aide globale à l'alimentation scolaire en 2022 s'est élevée à 214 millions de dollars, contre 267 millions de dollars en 2020.

Alors, à quoi pourrait ressembler une feuille de route vers un financement plus durable de ces programmes, en particulier dans les pays à faible revenu ? Voici les principaux enseignements tirés de la cartographie des financements effectuée jusqu'à présent.

- Un engagement politique croissant et des stratégies ambitieuses doivent être soutenus par des plans de financement solides. L'engagement politique envers l'alimentation scolaire s'est développé dans le monde entier. Preuve en est le succès de la Coalition pour l'alimentation scolaire, avec 76 pays et 83 partenaires ayant rejoint la Coalition en moins d'un an (voir le chapitre 2 pour plus de détails). Environ 87 % des pays ont adopté des politiques ou stratégies nationales d'alimentation scolaire (contre environ 80 % en 2020 et 42 % en 2013) et mis en place des mécanismes institutionnels pour la prestation des services, notamment par l'intermédiaire des ministères de l'Éducation (au niveau centralisé ou décentralisé) et, dans certains cas, par des dispositifs intersectoriels (éducation, santé, agriculture et protection sociale). Cependant, ces politiques sont rarement étayées par des estimations de coûts ou une stratégie de financement crédible. Cela montre que, dans de nombreux cas, il semble y avoir un écart frappant entre le vaste niveau d'ambition défini dans les politiques d'alimentation scolaire d'une part, et les dispositions prises dans les plans financiers à moyen terme et les allocations budgétaires d'autre part.
- La marge de manœuvre budgétaire est limitée, mais il est possible d'accroître le volume des investissements nationaux. La majeure partie du financement des repas scolaires provient des budgets nationaux, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, où environ 97 % du financement est national (voir le chapitre 1). Toutefois, l'espace budgétaire se rétrécit et le service de la dette extérieure est devenu une contrainte croissante. L'allégement de la dette est donc un moyen d'élargir la marge de manœuvre budgétaire, même si le profil actuel de la dette ne se prête pas facilement à une nouvelle initiative multilatérale de réduction de la dette. L'élargissement de la marge de manœuvre budgétaire par le biais d'une collecte accrue des recettes fiscales est une stratégie importante à long terme, qui doit être poursuivie. Le Fonds monétaire international estime qu'en moyenne, les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure pourraient supporter un ratio prélèvements obligatoires/ PIB de 23 %, soit une augmentation par rapport à la moyenne actuelle de 17 % pour les pays à faible revenu et de 20 % pour les marchés émergents. Les études de cas de pays mettent également en évidence des stratégies novatrices de mobilisation des recettes. Alors que la plupart des gouvernements financent les programmes d'alimentation scolaire à partir des recettes fiscales générales, la Bolivie a augmenté les recettes de la taxe sur les hydrocarbures ; le Guatemala a financé l'alimentation scolaire à partir de la TVA ; et le Bénin s'est appuyé sur une obligation ODD.

- Le soutien international est faible et fragmenté, ce qui suggère la nécessité d'un pacte mondial. L'analyse du paysage financier met en évidence de faibles niveaux d'aide des donateurs pour l'alimentation scolaire, à l'exception d'un donateur (les États-Unis). L'aide tend à être fragmentée et dominée par une prolifération de petites subventions – avec peu d'effets de levier sur les stratégies nationales. La plupart des donateurs et des banques de développement ne disposent pas de stratégies intégrées d'alimentation scolaire. L'alimentation scolaire, en cela qu'elle bénéficie à plusieurs secteurs, se situe à la marge de différents silos sectoriels (éducation, agriculture, santé) qui déterminent les allocations de financement pour la plupart des donateurs et des banques multilatérales de développement.

Ceci donne à penser qu'une nouvelle initiative audacieuse est nécessaire, laquelle pourrait être construite autour d'un pacte au sein duquel les gouvernements nationaux s'engagent à accroître leurs efforts financiers et la communauté mondiale à combler les lacunes là où cela est nécessaire, en particulier pour aider les pays qui en ont le plus besoin et ceux qui sont en cours de transition vers une plus grande autonomie et un plus grand financement national. Les donateurs devraient s'engager à augmenter l'aide aux programmes d'alimentation scolaire d'environ 1 milliard de dollars (soit à peine 0,6 % des flux actuels d'aide au développement). L'Union européenne pourrait jouer un rôle de champion mondial en fournissant jusqu'à la moitié de ce montant, en se concentrant sur les pays à faible revenu et les 30 pays identifiés par le PAM comme nécessitant un financement supplémentaire de 1,75 milliard de dollars.

Les banques multilatérales de développement sont particulièrement bien placées pour accorder une plus grande priorité à l'alimentation scolaire par le biais de prêts concessionnels et non concessionnels, tout en optimisant leurs bilans grâce à des mécanismes de garantie contre les risques et à des politiques de prêt moins conservatrices. Ceci devrait inclure au moins 750 millions de dollars en prêts concessionnels et un montant équivalent en prêts non concessionnels. Des mécanismes tels que la Facilité internationale de financement pour l'éducation pourraient être explorés, avec l'objectif de débloquer des financements des banques multilatérales de développement à la fois pour les pays à faible revenu et pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

3.2 Nouvelle mesure de l'impact de la santé et de la nutrition sur l'éducation

Synthèse préparée par Noam Angrist (coprésident de la communauté de pratique Analyses et mesures du Consortium de recherche pour la santé et la nutrition scolaires) et Lauren Cohee (Center for Vaccine Development and Global Health, collège de médecine de l'Université du Maryland)

La synthèse est tirée d'un document à venir qui évalue les années de scolarité ajustées en fonction de l'apprentissage (LAYS, de l'anglais Learning-Adjusted Years of Schooling), élément central de l'indice du capital humain de la Banque mondiale pour quantifier le rapport coût-efficacité des interventions en éducation. Plus précisément, la synthèse met en évidence les preuves issues de récentes études agrégées sur la prévention du paludisme, qui montrent que la prévention du paludisme est extrêmement rentable en termes de retombées en matière d'éducation, notamment sur l'attention et le décodage. Ces interventions de santé peuvent, dans certains cas, être plus rentables dans l'amélioration des résultats éducatifs que les interventions éducatives traditionnelles, comme la fourniture de manuels scolaires supplémentaires. La synthèse explore les retours de ces investissements dans l'amélioration de la santé et de la nutrition de l'apprenant sur les résultats en matière d'éducation et les compare avec des interventions éducatives visant à améliorer la qualité de l'apprentissage. Si nous pouvons nous attendre à ce que les interventions éducatives classiques procurent un gain immédiat en matière d'apprentissage, les interventions sanitaires telles que l'alimentation scolaire, la prévention du paludisme, le déparasitage, etc. pourraient avoir des avantages éducatifs étonnamment rentables. Le capital humain est un moteur central du développement économique et du bien-être social (Angrist et al., 2021).

Le capital humain se rapporte à la fois à la santé et à l'éducation d'un individu. L'indice du capital humain récemment lancé par la Banque mondiale, qui repose sur deux piliers fondamentaux : la santé et l'éducation, en est une illustration frappante (Kraay, 2019). Bien que la santé et l'éducation soient interdépendantes, les individus en bonne santé étant plus susceptibles d'acquérir une éducation et de terminer leurs études, et les individus instruits étant plus susceptibles de mener une vie en bonne santé, les secteurs de la santé et de l'éducation sont souvent cloisonnés. En effet, les interventions sanitaires évaluent rarement leur impact sur les résultats de l'éducation, ce qui empêche de comprendre ces complémentarités et donne lieu à une sous-évaluation de celles-ci (Kruk et al., 2022).

Dans de rares cas, lorsque des retombées multisectorielles sont prises en compte, elles peuvent mettre en lumière des résultats surprenants. Par exemple, le déparasitage en milieu scolaire, qui est principalement une intervention sanitaire, a montré des effets rentables sur les résultats scolaires, comme la fréquentation scolaire au Kenya (Miguel & Kremer, 2004), avec des effets à long terme sur les revenus (Hamory et al., 2021). De même, les interventions d'alimentation scolaire, catégorie majeure d'intervention en lien avec la santé en milieu scolaire, avec plus de 400 millions d'enfants bénéficiant de repas scolaires dans le monde, ont montré des effets positifs sur la scolarisation et l'apprentissage (Aurino et al., 2020; Kazianga et al., 2012).

Nous résumons ici les résultats à venir par Angrist et Cohee et al. explorant les effets de l'une des interventions de santé les plus conséquentes, la prévention du paludisme, sur les résultats en termes d'éducation. Alors que les preuves antérieures établissent des corrélations, en s'appuyant sur des études observationnelles qui associent l'infection au paludisme chez les élèves à une fonction cognitive et à des performances scolaires plus faibles, peu d'éléments probants systématiques agrègent les preuves causales d'essais randomisés. Nous nous concentrons sur les interventions en milieu scolaire, dans lesquelles le potentiel d'impact sur les résultats scolaires est élevé, car les écoles constituent une plateforme rentable de prestation des services concernés, permettant la mise en œuvre à grande échelle.

On estime que 200 millions d'enfants d'âge scolaire risquent d'être infectés au *plasmodium falciparum* en Afrique subsaharienne : la prévalence de l'infection atteint 50 % chez les élèves de nombreuses zones endémiques (Clarke et al., 2017; Mathanga et al., 2015; Nankabirwa et al., 2014; Pinchoff et al., 2016) ; (Were et al., 2018; Yapi et al., 2014). L'infection au *P. falciparum* entraîne rarement une maladie grave ou la mort dans ce groupe d'âge, mais provoque souvent un paludisme clinique aigu et, du fait de l'immunité en cours de développement chez les enfants, des infections chroniques. Les effets néfastes sur l'éducation de l'infection au *P. falciparum* chez les enfants d'âge scolaire résultent de multiples causes : les absences à l'école entraînent une diminution des possibilités d'apprentissage, et une altération des fonctions cognitives et du développement limitent la capacité à court terme et à long terme de bénéficier des possibilités d'apprentissage.

Nous avons effectué une méta-analyse des effets aléatoires, regroupant 12 volets de traitement et résultats de l'étude, en nous appuyant sur un examen systématique réalisé antérieurement (Cohee et al., 2021). Nous avons ajouté une étude qui ne répondait pas aux critères d'inclusion de l'examen précédent car elle avait été réalisée en dehors de l'Afrique subsaharienne ; nous l'avons incluse car il

s'agissait d'une étude séminale suscitant l'intérêt dans ce domaine. L'impact des interventions sur la cognition et l'éducation étant en grande partie véhiculé par l'intermédiaire d'améliorations initiales de la santé, seules les études dans lesquelles l'intervention a diminué les taux d'infection à *P. falciparum* et/ou d'anémie ont été incluses dans cette méta-analyse.

Nous avons analysé les effets sur les résultats scolaires, y compris la cognition, la lecture et le calcul. Nous avons standardisé les résultats entre les études. En outre, nous avons conduit l'analyse avec des résultats exprimés à l'aune d'un nouvel outil de mesure de l'éducation, de plus en plus souvent utilisé dans ce domaine, les « années de scolarité ajustées en fonction de l'apprentissage » (LAYS, de l'anglais Learning-Adjusted Years of Schooling) (Angrist et al., 2020; Filmer et al., 2020). Cette mesure associe scolarité et apprentissage en une seule mesure composite. Selon les références mondiales, les LAYS peuvent être interprétées comme une année de scolarité de haute qualité – c'est-à-dire une scolarité qui se traduit par un apprentissage substantiel. Les LAYS sont à bien des égards comparables aux « années de vie corrigées du facteur incapacité » (AVCI) dans le secteur de la santé (telles qu'estimées dans l'étude sur la charge mondiale de morbidité), ce qui permet d'établir des comparaisons sur toute une gamme de résultats en matière d'optimisation des ressources. Cette mesure a gagné en importance dans le domaine de l'éducation et y est utilisée de plus en plus régulièrement : elle constitue le pilier éducatif de l'indice du capital humain de la Banque mondiale et est utilisée par le Global Education Evidence Advisory Panel pour examiner les données mondiales.

Pour notre méta-analyse, nous avons regroupé les études en deux catégories principales, par résultat : (a) décodage et attention ; et (b) lecture et calcul. Nous avons également inclus une troisième catégorie pour les études présentant une épidémiologie distincte ; en particulier, les études qui ont eu lieu avant les programmes de mise à disposition des moustiquaires de lit à grande échelle, dans lesquelles des interventions supplémentaires de prévention du paludisme pourraient être particulièrement efficaces.

Pour les résultats liés au décodage et à l'attention, nous avons identifié un effet positif et statistiquement significatif de 0,12 en écart type. En revanche, concernant les résultats en lecture et calcul, nous avons constaté un effet faible et non statistiquement significatif. Le décodage et l'attention sont des compétences cognitives précoces et sont très vraisemblablement liés à des améliorations immédiates de la santé qui améliorent le fonctionnement cognitif, tandis que les résultats en lecture et calcul sont plus susceptibles d'être observés à long terme. Au sein de chaque sous-groupe, nous avons trouvé peu

d'hétérogénéité. Cela suggère que les résultats ont été bien généralisés au sein d'une catégorie, avec des effets statistiquement similaires entre les études et les contextes. Nous avons effectué une analyse secondaire à l'aide de la mesure LAYS. Pour les interventions ciblant le décodage et l'attention, nous avons estimé un effet de 0,15, l'équivalent d'un gain de près de deux mois de scolarité de haute qualité. Nous avons comparé le rapport coût-efficacité des interventions axées sur la chimioprévention du paludisme avec d'autres programmes bien connus dans le domaine de l'éducation en utilisant la mesure LAYS. Un examen récent a permis de compiler les résultats de 150 évaluations d'impact dans le domaine de l'éducation en termes de LAYS, y compris des catégories telles que la formation des enseignants, les subventions pour les écoles et les technologies éducatives, entre autres (Angrist et al., 2020). Nous avons constaté que la prévention du paludisme soutenait largement la comparaison avec certains des programmes parmi les plus rentables en matière d'éducation, et était plus rentable que de nombreuses interventions en matière d'éducation, comme certains efforts visant à modifier la fourniture des manuels et les programmes de formation des enseignants, bien que les manuels et les enseignants restent essentiels à l'enseignement. Ces résultats s'expliquent par une combinaison d'efficacité modérée, comparable avec les interventions éducatives efficaces moyennes, mais avec des coûts nettement inférieurs.

En résumé, nos résultats montrent que la prévention du paludisme peut être extrêmement rentable en termes d'amélioration de certains résultats en matière d'éducation, tels que l'attention et le décodage. Ces interventions sanitaires peuvent, dans certains cas, être plus rentables dans l'amélioration des résultats éducatifs que les interventions éducatives classiques, comme la fourniture de manuels scolaires supplémentaires. Si nous pouvons nous attendre à ce que les interventions classiques en matière d'éducation procurent un gain d'apprentissage immédiat, les interventions en matière de santé telles que la prévention du paludisme – et potentiellement d'autres, comme l'alimentation scolaire et le déparasitage – pourraient avoir des avantages étonnamment rentables en matière d'éducation, permettant aux enfants de réaliser pleinement leur potentiel de capital humain.

3.3 Repenser la nutrition à l'âge scolaire

Synthèse préparée par l'Institut national de la santé infantile et du développement humain Eunice Kennedy Shriver, le Service d'agriculture extérieure de l'USDA et l'Academy for Nutrition and Dietetics.

La synthèse est le fruit d'une collaboration entre le Consortium de recherche sur la santé et la nutrition scolaires et les partenaires susmentionnés. Il existe des lacunes importantes dans notre compréhension de la façon dont les programmes d'alimentation scolaire pourraient améliorer non seulement les résultats scolaires via la quantité et à la qualité de l'apport alimentaire et l'état nutritionnel ultérieur, mais aussi l'impact de ces interventions sur la santé et le développement des enfants et la façon dont ces résultats peuvent être mesurés. Le résultat des récents efforts mis en œuvre pour combler ces lacunes, comme documenté ici, est aujourd'hui connu sous la désignation suivante : « Biomarkers of Nutrition for Development - Knowledge Indicating Dietary Sufficiency: the BOND-KIDS Project » (en français : Biomarqueurs de la nutrition pour le développement : connaissances indiquant la suffisance alimentaire : le projet BOND-KIDS).

Comme cela est souligné dans le rapport sur la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022*, la communauté mondiale a reconnu le rôle continu et essentiel que jouent les programmes d'alimentation scolaire dans le soutien de la santé et du développement des enfants âgés de 5 à 19 ans. L'une des principales aspirations sous-tendant l'élaboration de ce rapport est d'informer et d'être informé par diverses communautés de partenaires sur la meilleure façon de renforcer et d'améliorer ces programmes et leurs résultats escomptés. C'est à la suite de ce processus qu'une série de conversations a été initiée, entre l'Institut national de la santé infantile et du développement humain Eunice Kennedy Shriver, la London School of Hygiene and Tropical Medicine, le Consortium de recherche sur la santé et la nutrition scolaires, le service d'Agriculture étrangère de l'USDA et l'Academy for Nutrition and Dietetics.

Ces conversations ont permis d'établir clairement qu'une grande attention a été accordée aux nourrissons et aux enfants pendant les « 1 000 premiers jours » critiques (c'est-à-dire, la grossesse et les deux premières années de vie), une attention bien moindre a été portée aux « 7 000 jours » suivants (jusqu'à l'âge de 19 ans). En outre, alors que les efforts visant à soutenir les enfants d'âge scolaire étaient principalement axés sur « l'apprentissage : en tant que résultat prioritaire de l'évaluation de ces programmes, une attention bien moindre était accordée à l'apprenant ». Le résultat de ces conversations est aujourd'hui connu sous la désignation suivante : « Biomarkers of Nutrition for Development

- Knowledge Indicating Dietary Sufficiency: the BOND-KIDS Project » (en français : *Biomarqueurs de la nutrition pour le développement : connaissances indiquant la suffisance alimentaire : le projet BOND-KIDS*).

Qu'est-ce que BOND-KIDS ?

L'hypothèse fondamentale de BOND-KIDS repose sur le principe suivant : les enfants représentent un système biologique complexe qui interagit avec une écologie interne (métabolisme, physiologie, nutrition, génétique, état de santé, à travers une gamme de stades de développement) et externe (maison, communauté, environnement économique, social, comportemental et physique). Les caractéristiques de l'écologie nutritionnelle d'un enfant sont illustrées à la figure 3.1.

Figure 3.1

Repenser la nutrition à l'âge scolaire



En s'appuyant sur ce cadre conceptuel de base, le défi consistait à organiser un processus permettant d'aborder les composantes fondamentales de cette écologie et de créer un cadre en tant que ressource pour la communauté, afin de soutenir les efforts visant à améliorer et à évaluer les programmes actuels et nouveaux. Une autre aspiration était d'engager pleinement la communauté

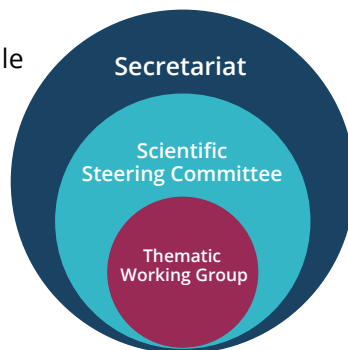
des organisations et partenaires à mettre en place un processus par lequel les conclusions de BOND-KIDS pourraient être mises en œuvre et harmonisées, dans le but de s'assurer que les données issues d'un tel processus soient utiles et, dans la mesure du possible, non controversées et compatibles avec tous les contextes (par exemple, surveillance clinique ou de population, Nord et Sud mondiaux). Un résultat final mais essentiel du processus BOND-PNUD serait l'identification des principales lacunes en matière de données probantes qui pourraient devenir l'objet d'un programme de recherche ciblé.

Pour atteindre ces objectifs, BOND-KIDS a été organisé comme suit :

- Secrétariat dirigé par le personnel de l' Institut national de la santé infantile et du développement humain/Academy for Nutrition and Dietetics qui a fourni un soutien logistique et de contenu au projet.
- Comité directeur scientifique apportant sa contribution au contenu et au processus, composé de représentants des États-Unis (USDA, CDC, USAID) et d'agences mondiales (PAM, FAO, UNICEF, OMS) et de la société civile participant à l'élaboration, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de programmes visant à fournir un soutien nutritionnel aux enfants d'âge scolaire.
- Les groupes de travail thématiques se concentrent sur quatre thèmes reflétant les éléments de l'écologie nutritionnelle, et s'efforcent de préparer un cadre permettant d'utiliser les nouvelles données probantes pour soutenir des programmes contextualisés et équitables. Ils prennent également en compte les initiatives visant à évaluer l'impact des interventions sur les principaux résultats en termes de croissance et de développement des enfants entre 5 et 19 ans.

Figure 3.2

Organisation structurelle de BOND-KIDS



L'approche écologique a été mise en œuvre via quatre groupes de travail thématiques interactifs, chargés de l'élaboration des conclusions de BOND-KIDS. L'objectif spécifique de chaque groupe de travail est mis en évidence dans l'encadré 3.1.

Encadré 3.1 Description du groupe de travail BOND-KIDS

Groupe de travail 1 : Biologie

Objectif : explorer l'environnement interne, y compris les besoins nutritionnels, et en particulier leur impact sur le fonctionnement et les effets sur les systèmes biologiques clés, par exemple la croissance (composition linéaire/corporelle), le neurodéveloppement, l'endocrinologie/la santé reproductive, l'immunologie, etc. et mettre en forme les résultats afférents.

Groupe de travail 2 : Environnement

Objectif : environnements psychosociaux et connexes, y compris l'environnement physique et l'impact sur le développement cognitif/comportemental, les performances et l'adaptabilité scolaires, y compris les choix d'aliments et les comportements alimentaires.

Groupe de travail 3 : Évaluation

Objectif : Identification des facteurs et mesures clés pour soutenir les mesures nutritionnelles (exposition, statut, fonction, effet) et d'autres mesures pertinentes de la fonction, et de la façon dont ils pourraient être utilisés pour évaluer la nécessité et l'impact des programmes conçus pour fournir un soutien nutritionnel aux enfants d'âge scolaire.

Groupe de travail 4 : Traduction et mise en œuvre

Objectif : élaboration d'un ensemble de principes directeurs pour l'élaboration d'un cadre axé sur la meilleure façon de traduire et de mobiliser les données probantes disponibles et futures pour informer les programmes, les politiques et les normes de soins ; assurer la sécurité et l'efficacité des programmes contextualisés et équitables pour répondre aux besoins nutritionnels des enfants d'âge scolaire au niveau national et mondial ; et informer sur les progrès pour mesurer ces impacts.

Les travaux de ces groupes seront publiés et largement diffusés. Nous espérons qu'ils serviront de base à la fois à un programme de recherche ciblé et à une deuxième phase BOND-KIDS sous les auspices du Consortium de recherche et de ses partenaires. Ceci permettra de tester et approfondir les preuves à l'appui de la mise en œuvre de l'approche écologique BOND-KIDS et de l'élaboration et de l'évaluation des programmes actuels et futurs.

L'objectif de BOND-KIDS, soutenu par les contributions de la communauté mondiale des partenaires, était et reste la reconnaissance partagée de la nécessité de meilleurs outils pour mesurer l'impact fonctionnel des interventions nutritionnelles en milieu scolaire sur la santé et le développement des enfants (5-19 ans). Le développement et la mise en œuvre de tels outils ne font que confirmer la nécessité et l'importance des interventions de la communauté mondiale pour améliorer la nutrition et la santé des enfants ; ainsi que l'objectif ultime, celui de soutenir la capacité des enfants à devenir la meilleure version d'eux-mêmes.

3.4 Systèmes alimentaires et agriculture : implications de l'alimentation scolaire issue de la production locale sur la biodiversité et contribution à la diversification alimentaire

Rapport préparé par Alliance of Bioversity International et CIAT – CGIAR. L'Alliance of Bioversity International et le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT) font partie du CGIAR, un partenariat mondial de recherche pour un avenir sûr du point de vue de la sécurité alimentaire.

Ce rapport, préparé pour la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022* met en évidence le fait que malgré les importants efforts réalisés en matière d'approvisionnement local pour l'alimentation scolaire dans la région Amérique latine et Caraïbes, les mesures d'impact restent limitées. Ceci pose un défi récurrent en matière de prise de décision, de politiques, de conception et de mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire basés sur la production locale. Un cadre analytique pour mieux comprendre les principaux facteurs et problèmes qui influencent les liens entre les programmes d'alimentation scolaire et les systèmes alimentaires locaux est présenté dans le rapport.

Au cours de la dernière décennie, de nombreux travaux ont été menés sur l'alimentation scolaire issue de la production locale dans toute la région Amérique latine et Caraïbes, mais les preuves rigoureuses de son impact restent limitées : les bonnes pratiques, les leçons et les expériences issues des succès et des échecs n'ont pas été correctement évaluées et analysées. Ceci pose un défi récurrent en matière de prise de décision, de politiques, de future conception et de mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire basés sur la production locale et de leur expansion. Pour relever ce défi, une évaluation systématique a été réalisée sur la base de la littérature existante, de consultations des partenaires et d'études de cas par pays, afin de déterminer l'impact et les interactions des approches d'alimentation scolaire issue de la production locale dans cinq domaines. L'un des objectifs clés était d'étudier comment l'approvisionnement local pouvait étendre les avantages de l'alimentation scolaire - qui incluent déjà la protection sociale, la nutrition et l'éducation - pour inclure l'agriculture et le développement communautaire, en particulier en incorporant des aliments locaux plus traditionnels et en renforçant la souveraineté alimentaire. Des questions transversales liées au genre et à l'inclusion sociale, aux peuples autochtones, au changement climatique et à la pandémie de COVID-19 ont également été explorées. Pour structurer l'étude, un cadre analytique, s'appuyant sur les cadres utilisés dans le rapport 2017 du Groupe d'experts de haut niveau sur la nutrition et les

systèmes alimentaires (HLPE, 2017), et étudiant plus spécifiquement l'alimentation scolaire issue de la production locale (FAO and WFP, 2018), a été développé. Il vise à mieux comprendre les principaux moteurs et problèmes qui influencent les interactions entre les programmes d'alimentation scolaire et les systèmes alimentaires locaux, et à identifier les lacunes actuelles en matière de preuves et les questions à approfondir.

Il est souvent avancé que l'approvisionnement local pour l'alimentation scolaire est un modèle « gagnant-gagnant » tout au long de la chaîne de valeur alimentaire scolaire, offrant aux agriculteurs familiaux davantage de possibilités de participer, un meilleur accès aux marchés et des opportunités génératrices de revenus, la littérature recèle peu de preuves empiriques sur les avantages économiques pour les petits exploitants et les organisations agricoles locales. Alors que la plupart des évaluations de ces programmes en Amérique latine et dans les Caraïbes soulignent leur efficacité à générer des avantages économiques pour les producteurs – hommes et femmes - et leurs familles, ces affirmations reposent en grande partie sur des éléments anecdotiques. Les évaluateurs reconnaissent que le modèle et l'approche sont suffisamment efficaces, mais que les avantages économiques ne pouvaient pas être « quantifiés au moment de l'évaluation, en raison du manque de données d'évaluation adéquates ». Ce manque de données quantifiées s'applique également à la diversification de la production agricole locale et des aliments locaux et traditionnels achetés par les écoles pour les repas scolaires. Nous savons encore peu de choses sur la diversité des aliments produits pour les écoles ; la qualité de l'alimentation scolaire ; et ce que les enfants mangent réellement.

Une façon d'accroître la diversité des aliments locaux dans l'alimentation scolaire issue de la production locale, tout en renforçant la souveraineté alimentaire, est de concevoir et de mettre en œuvre des programmes qui créent les conditions d'une participation plus efficace des femmes rurales et urbaines, y compris des productrices des communautés indigènes (Singh, 2021; Singh & Conway, 2021). Traditionnellement, les femmes jouent un rôle important dans la conservation et l'utilisation de l'agrobiodiversité ; elles ont un plus grand contrôle sur les aliments traditionnels locaux ; cultivent des jardins potagers riches en biodiversité ; cueillent des aliments sauvages et rapportent du poisson ; et utilisent des produits qui sont souvent marginalisés dans l'économie alimentaire plus large. Les peuples autochtones sont également reconnus comme les gardiens de la majeure partie de la biodiversité mondiale, y compris celle utilisée dans le cadre de l'alimentation (FAO, 2021).

Cependant, malgré l'existence d'exemples notables, comme au Brésil et au

Honduras, la participation des femmes et des producteurs autochtones à ces initiatives reste souvent faible. Malgré les politiques et les lois qui visent à faciliter leur participation, les femmes et les producteurs autochtones se heurtent souvent à de multiples obstacles et contraintes pour contribuer efficacement à l'approvisionnement des écoles, notamment : des procédures d'enregistrement et de participation complexes ; une capacité limitée à fournir régulièrement de grandes quantités de produits et à respecter des conditions de livraison strictes ; une discrimination institutionnelle ; une mauvaise compréhension des aliments traditionnels par ceux qui mettent en œuvre les programmes ; une mauvaise information sur les procédures d'appel d'offres public ; et des réglementations inappropriées en matière de sécurité alimentaire. Le manque de données ventilées par sexe et de données sur le rôle des populations autochtones dans l'approvisionnement des écoles constitue également un obstacle majeur. Fait intéressant, l'examen révèle que, dans des cas comme ceux du Brésil et du Honduras, où des efforts sont mis en place pour accroître la participation des femmes aux achats locaux, ceci a contribué à améliorer la diversité et la qualité des aliments consommés dans les écoles et autres établissements publics, à sensibiliser davantage les consommateurs aux aliments locaux et, en fin de compte, à préserver l'agro-biodiversité.

Certains pays sont en train de mettre au point de nouvelles formes de soutien public par le biais d'achats publics ciblés d'aliments qui offrent la possibilité d'inclure une plus grande diversité alimentaire locale et des produits agroécologiques dans l'alimentation scolaire issue de la production locale. Au Brésil, au moins 30 % des aliments achetés par le biais du Programa Nacional de Alimentação Escolar doivent être achetés directement auprès des agriculteurs familiaux, tandis que le Programa Nacional de Alimentação Escolar et le Programa de Aquisição de Alimentos versent une prime allant jusqu'à 30 % du prix des produits biologiques ou agroécologiques et achètent en priorité aux bénéficiaires de la réforme agraire, aux quilombolas et aux communautés autochtones. L'Alliance of Bioversity International et le CIAT ont aidé des partenaires au Brésil à utiliser ces instruments politiques comme points d'entrée pour intégrer dans l'alimentation scolaire une biodiversité alimentaire plus indigène et plus riche en nutriments (Beltrame et al., 2021). L'Alliance a également travaillé avec des partenaires, des communautés et des agriculteurs pour les aider à développer des chaînes de valeur pour les aliments locaux sous-utilisés en établissant des liens avec les marchés scolaires grâce à des approches locales, comme par exemple au Kenya, avec les légumes à feuilles produits en Afrique, et avec d'autres biodiversités alimentaires locales dans les écoles au Guatemala et en Inde.

Les approches d'alimentation scolaire issue de la production locale qui s'appuient sur une plus grande utilisation de la biodiversité alimentaire locale, tout en renforçant la souveraineté alimentaire, comportent de multiples avantages. Elles viennent à l'appui des petits exploitants, en particulier des femmes rurales et des producteurs autochtones, en veillant à ce que des aliments sains et culturellement appropriés, produits selon des méthodes écologiquement rationnelles et durables, soient disponibles dans les menus scolaires. Elles contribuent également à une plus grande diversité alimentaire



WFP/Edmond Khoury

dans les exploitations agricoles. Une étude récente a révélé que la demande structurée de produits alimentaires diversifiés et une prime sur le prix des aliments issus de la production biologique et agroécologique certifiée dans l'approvisionnement alimentaire public du Brésil par le biais du Programa Nacional de Alimentação Escolar avaient augmenté l'agrobiodiversité au niveau de l'exploitation ; et renforcé l'usage de pratiques agroécologiques. Elles ont également joué un rôle clé dans la transition des exploitations familiales de systèmes agricoles à forte intensité d'intrants et faible agro-biodiversité, à des systèmes agricoles diversifiés, ainsi qu'à une augmentation significative de la superficie cultivée dans des systèmes agricoles diversifiés (Valencia et al., 2019). Ceci se traduit par des paysages plus résilients, ce qui souligne le rôle clé des programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale comme composante stratégique d'une résilience climatique accrue (Hunter et al., 2022).

Encadré 3.2

Études coûts-bénéfices dans six pays – Mise à jour du Consortium de recherche

Les évaluations coûts-bénéfices nationales (value for money) se sont révélées être de très puissants outils pour inciter les gouvernements à intensifier leurs programmes d'alimentation scolaire, en partie parce qu'elles mettent en évidence des effets multiplicateurs dans tous les secteurs. Pourtant, à ce jour, un nombre restreint de travaux de modélisation ont permis de quantifier le rapport coûts-bénéfices des programmes d'alimentation scolaire dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.

La communauté de pratique Analyses et Mesure du Consortium de recherche a développé des modèles économiques pionniers (Verguet et al., 2020) pour estimer l'ensemble des coûts et des avantages multisectoriels de l'alimentation scolaire. Cette communauté de pratique vise maintenant à mettre en valeur le rapport coûts-bénéfices potentiellement élevé des investissements dans l'alimentation scolaire, avec des analyses menées dans six pays de la région Afrique, où les gouvernements ont exprimé une demande pour cette forme de travail empirique. Ce travail pionnier est mené grâce à un partenariat ambitieux qui implique de façon collaborative un groupe interdisciplinaire d'universitaires, de chercheurs et de décideurs des institutions de six pays et des membres de la communauté de pratique Analyse et Mesure, avec le soutien financier du NORAD et l'appui opérationnel des bureaux nationaux du PAM.

Le modèle coûts-bénéfices comprend les coûts totaux associés à la gestion annuelle des programmes nationaux d'alimentation scolaire ; évalue le coût unitaire (par enfant bénéficiaire) de la fourniture de l'alimentation scolaire ; et propose une ventilation par statut socio-économique et par sexe pour évaluer l'impact des programmes sur l'équité. Enfin, le modèle calcule les avantages multisectoriels du programme d'alimentation scolaire, notamment :

- Les gains en matière d'éducation apportés par l'alimentation scolaire grâce à l'augmentation de la fréquentation scolaire et du niveau d'instruction, qui se traduiront ensuite par une augmentation du nombre d'années d'éducation et des salaires plus élevés pour les futurs adultes.
- Les gains en matière d'éducation apportés par l'alimentation scolaire grâce à l'augmentation de la fréquentation scolaire et du niveau d'instruction, qui se traduiront ensuite par une augmentation du nombre d'années d'éducation et des salaires plus élevés pour les futurs adultes.
- Les gains en matière de protection sociale matérialisés par le transfert de produits alimentaires (et donc de revenus) aux enfants et à leurs familles.
- Les gains en matière d'économie locale, obtenus via la demande en production alimentaire locale et le développement de l'économie agricole locale.

La communauté de pratique Analyse et Mesure s'appuiera sur le pouvoir de convocation de l'Agence de développement de l'Union Africaine et des communautés économiques régionales - à savoir la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et la Communauté de développement de l'Afrique australe - pour réunir les acteurs intéressés par de telles analyses économiques.

La communauté de pratique Analytics and Metrics s'appuiera sur le pouvoir rassembleur de l'Agence de développement de l'Union Africaine et des communautés économiques régionales - à savoir la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et la Communauté de développement de l'Afrique australe - pour rassembler les acteurs intéressés par de telles analyses économiques. Cette structure

- facilitera l'apprentissage collectif entre les pays membres ;
- permettra les échanges interdisciplinaires entre ce réseau, le Consortium de recherche et la communauté de pratique Analyse et Mesure ; et
- renforcera les capacités existantes tout en créant un précédent permettant à d'autres pays de s'y joindre et de mener des analyses similaires.

Contribution : Le Consortium de recherche sur la santé et la nutrition scolaires

Encadré 3.3

Une collaboration sur les aliments enrichis

Accroître la disponibilité et l'accès à une alimentation qui soit bonne pour les gens et pour la planète est un objectif fondamental de la stratégie *Good Food* de The Rockefeller Foundation. Une façon d'y parvenir est d'utiliser les règles de passation de marché pour encourager des systèmes alimentaires plus nourrissants, équitables, régénérateurs et résilients pour tous, à commencer par les plus vulnérables. En travaillant avec les agriculteurs, les enseignants, les élèves, les parents, les cuisiniers et autres pour s'assurer que l'alimentation scolaire serve de la « good food » (en français, de la bonne nourriture) dans la mesure du possible, nous pouvons accroître l'impact de l'alimentation scolaire sur les communautés, les pays et le monde.

Le PAM s'est associé à The Rockefeller Foundation pour favoriser la consommation d'aliments plus nutritifs, tels que de la farine complète enrichie, pour les enfants d'âge scolaire, en utilisant les règles de passation de marché pour l'approvisionnement scolaire pour améliorer les impacts nutritionnels. Le PAM Burundi a lancé un projet pilote de farine de maïs complète enrichie destinée à être consommée dans le cadre de programmes d'alimentation dans le pays, en partenariat avec des partenaires du secteur privé. En 2023, le PAM affinera les produits et lancera la farine qui sera consommée par au moins 60 000 élèves. Le gouvernement du Burundi et le PAM se sont engagés à fournir de la farine de maïs complète enrichie à au moins 50 % des enfants dans le cadre du programme national d'alimentation scolaire d'ici 2024.

Food for Education, soutenu par The Rockefeller Foundation, McKinsey et Capwell Industries, a conçu un programme d'alimentation scolaire à base de bouillie, pour le gouvernement du comté de Murang'a au Kenya. Le projet a testé différents modèles de mise en œuvre et différentes farines pour la préparation de la bouillie, auprès de 20 500 enfants dans plus de 300 écoles. La farine de maïs complète enrichie était l'option la plus abordable et la meilleure pour la mise à l'échelle du projet, avec quelques ajustements. Le projet pilote a été un succès et le gouvernement du comté de Murang'a compte intensifier le programme pour nourrir 41 000 enfants en phase de développement de la petite enfance en 2023.

En 2021, The Rockefeller Foundation a travaillé avec le PAM et le gouvernement du Rwanda pour améliorer la qualité nutritive de l'alimentation scolaire sans dépenser plus d'argent, en abandonnant la farine moulue au profit de la farine complète enrichie. Cette collaboration fait

partie de l'initiative « Power of Procurement for Nutrition » qui vise à promouvoir des régimes alimentaires sains en explorant les possibilités d'améliorer la nutrition grâce aux repas et aux menus fournis par achats publics, comme l'alimentation scolaire. L'investissement initial visant à encourager les marchés publics et la consommation de farine de maïs complète enrichie a représenté une opportunité pour la nutrition et la santé au Rwanda. Tout d'abord, la farine de maïs complète enrichie est un investissement prometteur. Elle permet d'utiliser le grain et le germe hautement nutritifs et riches en fibres pour la consommation par les enfants d'âge scolaire. Ce produit complet enrichi répond au besoin d'aliments nutritifs abordables à mettre à la disposition de certaines des populations les plus vulnérables, tout en maximisant la valeur nutritionnelle par unité de coût.

Entre août et décembre 2021, un projet pilote a été mené dans 18 écoles soutenues par le PAM, bénéficiant à 13 765 élèves du primaire (49 % de filles et 51 % de garçons), où le PAM a cessé de se fournir en farine de maïs enrichie raffinée et a opté pour une nouvelle farine de maïs complète enrichie, achetée auprès d'un meunier local. Le projet pilote comprenait également une campagne de communication sur le changement social et comportemental, axée sur les avantages nutritionnels des céréales complètes. L'évaluation finale du projet pilote a montré que 73 % des élèves du pilote comprenaient que la farine complète enrichie était plus saine que la farine raffinée, contre 32 % chez les élèves qui ne participaient pas au projet pilote. À la fin du projet pilote, 97 % des élèves préféraient la farine complète enrichie à la farine raffinée, contre 29 % au début.

L'ambition ultime est d'étendre ce modèle pour l'utiliser dans le programme national d'alimentation scolaire du Rwanda. Sur la base du succès du projet pilote, depuis mai 2022, le PAM travaille avec 49 écoles de la province du sud, l'objectif étant que les 117 000 enfants bénéficiant du PAM dans le pays puissent consommer de l'*ugali* complet enrichi dans leur alimentation. Un travail est également en cours avec le ministère de l'Éducation et d'autres parties prenantes pour étendre cette amélioration du menu et d'autres améliorations à tous les écoliers rwandais.

Le partenariat pluriannuel entre le PAM et The Rockefeller Foundation au Rwanda vient maintenant à l'appui de la généralisation de menus nutritifs dans le Programme national d'alimentation scolaire, sans incidence sur les

coûts. Ceci comprend des évaluations de la chaîne de valeur des aliments d'origine animale et biofortifiés ; des revues du système de passation des marchés publics pour l'alimentation scolaire ; et le renforcement des capacités des acteurs de l'alimentation scolaire.

Aux États-Unis, The Rockefeller Foundation a commencé à travailler avec les écoles en 2019 pour créer des programmes de nutrition scolaire plus nourrissants, plus équitables et plus durables. Nous soutenons les directeurs de la nutrition scolaire qui gèrent la programmation des repas, et leurs partenaires, qui travaillent sans relâche pour fournir une alimentation saine aux dizaines de millions d'enfants qui en bénéficient chaque jour. Ceci signifie soutenir leurs efforts pour réorienter plus de 8 milliards de dollars d'achats alimentaires annuels pour soutenir les agriculteurs locaux, des emplois de qualité et des pratiques de production durables. The Rockefeller Foundation continue d'appeler à la mise en œuvre de politiques de gratuite d'une alimentation scolaire saine pour tous les enfants. Beaucoup des bénéficiaires de nos bourses ont été à l'avant-garde du plaidoyer pour mettre en œuvre ces politiques aux niveaux étatique et fédéral.

The Rockefeller Foundation est fière de poursuivre son travail pour intégrer plus de « good food » (bonne nourriture) dans les repas scolaires aux États-Unis et à l'étranger. En collaboration avec le PAM, la fondation soutient la Coalition pour l'alimentation scolaire afin de générer les preuves, les mesures et les outils nécessaires pour comprendre où se situent actuellement les pays et les aider à parvenir là où ils aspirent à être. Il s'agit notamment d'affiner le concept de transformation du système alimentaire grâce aux écoles – une évolution de l'alimentation scolaire issue de la production locale qui vise à changer non seulement les aliments, mais aussi les connaissances et les comportements, à tirer intentionnellement parti des connaissances et des flux d'attitudes intergénérationnels, à impliquer directement les populations adultes locales et à s'appuyer sur les institutions communautaires existantes pour modifier progressivement l'ensemble de l'écosystème. Cette création délibérée de liens entre l'école et la maison, les communautés et les marchés, montre un potentiel passionnant, sous la forme de changements par la base, pour faire advenir des systèmes alimentaires bons à la fois pour les personnes et pour la planète.

Contribution : The Rockefeller Foundation

Encadré 3.4

Une nouvelle méthodologie mondiale pour établir des lignes directrices et des normes nutritionnelles pour l'alimentation scolaire

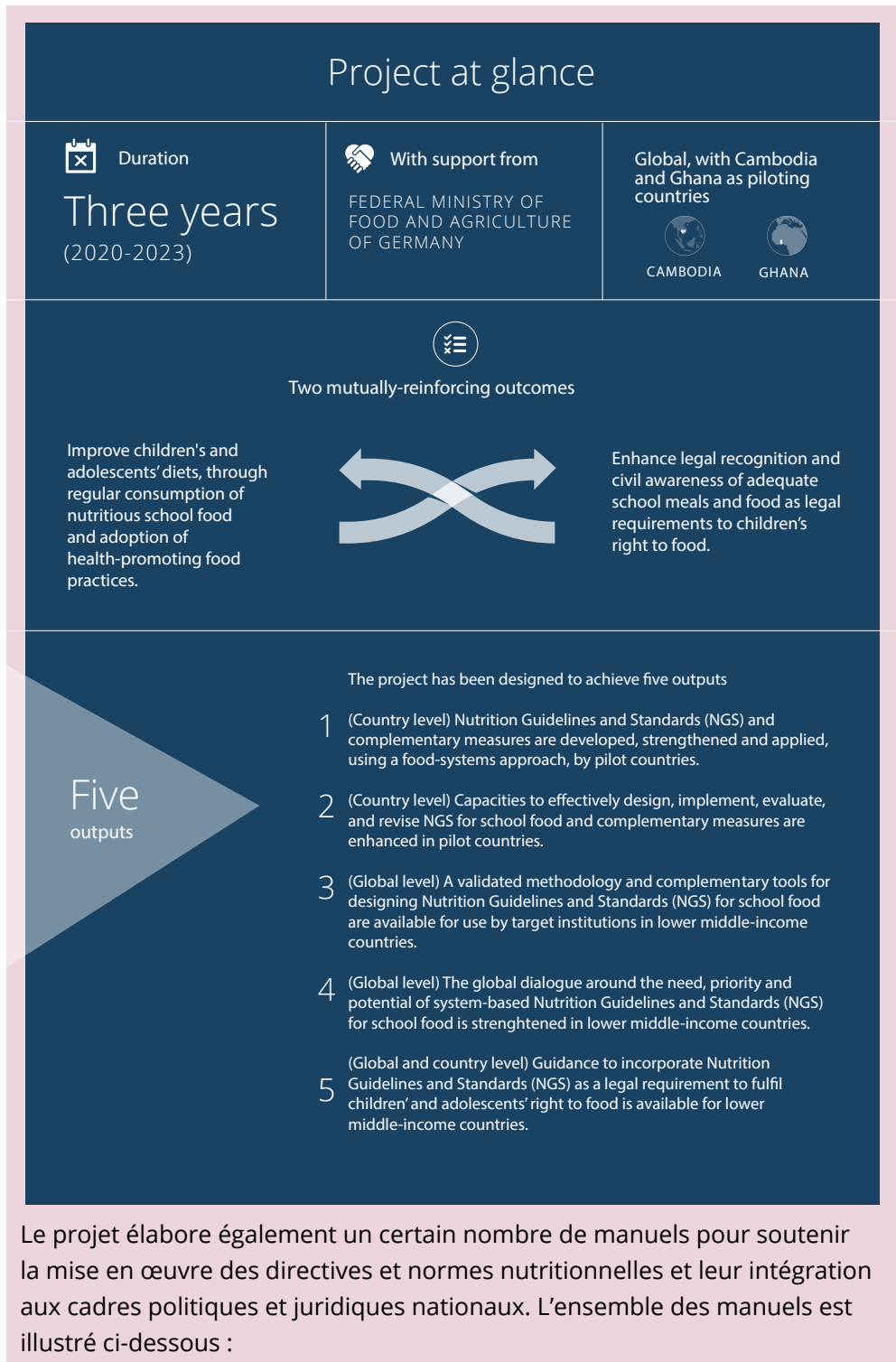
La FAO et le PAM, soutenus financièrement par le ministère fédéral allemand de l'Alimentation et de l'Agriculture, mettent actuellement en œuvre un projet de trois ans visant à proposer une nouvelle méthodologie au service des partenaires et des institutions gouvernementales, pour élaborer et appliquer des directives et des normes nutritionnelles pour garantir une alimentation scolaire plus nutritive pour les enfants de tous âges.

Les lignes directrices et les normes nutritionnelles sont des règles, des principes et des recommandations visant à améliorer la qualité nutritionnelle, la quantité et l'adéquation des aliments et des repas dans les écoles. Ces normes vont au-delà de la définition d'objectifs nutritionnels et nécessitent des processus spécifiques pour être efficaces, notamment la collecte et l'analyse de données individuelles de consommation ; la compréhension de la chaîne de valeur et des perspectives d'achats publics ; et la reconnaissance des modes de consommation régionaux et locaux, entre autres.

Les lignes directrices et les normes nutritionnelles ont le potentiel de soutenir le droit à l'alimentation des groupes souvent vulnérables. Toutefois, les processus nécessaires exigent beaucoup de ressources, des capacités techniques et la coordination de différents secteurs. Malgré la pertinence de celles-ci, de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire ne disposent actuellement d'aucune norme nutritionnelle (ou bien disposent de certains critères qui ont besoin d'être révisés) pour guider la composition des repas fournis quotidiennement aux élèves. À ce jour, il n'existe pas de processus clair pour élaborer des lignes directrices et des normes nutritionnelles efficaces, ni de méthodologie reconnue à l'échelle internationale. Ce projet a été conçu pour combler ces lacunes.

Figure 3.3

Principales caractéristiques du projet conjoint FAO/PAM



Ensemble de manuels qui accompagneront les lignes directrices et les normes mondiales en matière de nutrition dans l'alimentation scolaire.



La méthodologie et le guide seront testés dans deux pays, le Cambodge et le Ghana, afin de recueillir un feedback direct quant à leur utilité. Les deux seront ensuite ajustés et finalisés par le biais d'ateliers régionaux et mondiaux. Un groupe consultatif composé de représentants des principales agences des Nations Unies et agences internationales a été mis en place pour apporter son expertise et ses points de vue, afin de garantir que l'approche soit globale et cohérente.

En juillet 2022, des réunions de lancement ont eu lieu dans les deux pays, où des cartographies des partenaires, des adaptations des activités et du plan de travail et la révision des objectifs du pays ont été effectuées. Les réunions ont été essentielles pour impliquer les multiples ministères et institutions impliquées dans l'élaboration et à la mise en œuvre de directives et de

normes en matière de nutrition scolaire, dans le cadre d'une approche par les systèmes alimentaires.

En outre, une série d'évaluations sont en cours dans les deux pays afin d'enrichir l'élaboration de normes et, surtout, de définir une base de référence pour la mise à l'essai de ces normes en vue d'améliorer l'alimentation scolaire. Pour ce faire, on recueillera des données sur la consommation alimentaire individuelle auprès d'un échantillon d'élèves de plusieurs provinces des deux pays. La base de référence devrait être achevée d'ici décembre 2022.

Un autre produit clé du projet est le pôle mondial de l'alimentation scolaire, récemment lancé, qui rassemble et héberge des informations actualisées sur les programmes, les politiques et la législation en matière d'alimentation et de nutrition scolaires du monde entier. Le pôle offre également aux élèves et aux adolescents un espace pour faire entendre leur voix et contribuer à la discussion sur l'alimentation scolaire.

Le projet est bien aligné sur l'engagement de soutien que les cinq agences des Nations Unies (FAO, PAM, OMS, UNESCO et UNICEF) ont pris envers la Coalition mondiale pour l'alimentation scolaire et son objectif de veiller à ce que, d'ici 2030, chaque enfant bénéficie chaque jour d'un repas sain à l'école.

Des informations complémentaires sur le projet sont disponibles ici :
<https://www.fao.org/in-action/school-nutrition-standards-for-safeguarding-children-right-to-food/en/>

Pôle mondial de l'alimentation scolaire :
<https://www.fao.org/platforms/school-food/en>

Contribution : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et Programme alimentaire mondial.



WFP/Gregory Barrow



Chapitre 4

Rôle mondial et stratégique du PAM dans le domaine de la santé et de la nutrition scolaires



Au cours des quatre dernières années, le PAM a considérablement accru son engagement et son rôle dans les programmes d'alimentation scolaire au niveau mondial, comme le souligne sa stratégie 2020 « Une chance pour chaque élève ». Celle-ci incluait un examen des données factuelles existantes ; des enseignements tirés et des bonnes pratiques ; ainsi que des consultations approfondies avec des partenaires internes et externes. L'objectif global de la stratégie du PAM était de mobiliser les gouvernements et les partenaires pour intensifier et améliorer considérablement les programmes d'alimentation scolaire, comme réponse directe et pratique à de nombreux défis entravant la réalisation des ODD.

La crise de la COVID-19, qui a frappé deux mois après l'introduction de la stratégie, a pratiquement mis à l'arrêt une décennie de progrès jusqu'alors accomplis dans ce domaine. Avec la fermeture des écoles en avril 2020, le PAM a estimé que 370 millions d'enfants étaient privés de l'alimentation scolaire. Face à la crise, le PAM s'est rapidement mobilisé pour réorganiser ses programmes afin de soutenir les élèves qui faisaient l'école à la maison. Le PAM a renforcé et élargi ses partenariats avec les principales parties prenantes, tout en adaptant sa stratégie aux exigences de l'époque. Ces efforts ont été rapportés dans l'édition 2020 de cette publication.

Malgré ses conséquences négatives, la crise de la COVID-19 a galvanisé le monde et accéléré les progrès sur un programme de plaidoyer qui aurait autrement pris au moins cinq ans. En 2021, un groupe de pays, mobilisé et soutenu par le PAM, a créé la Coalition pour l'alimentation scolaire lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires à New York. Ce partenariat, qui regroupe actuellement 76 pays et 83 parties prenantes, a décidé de veiller à ce que, d'ici 2030, chaque enfant ait la possibilité de recevoir un repas quotidien sain et nutritif à l'école (voir chapitre 2).

L'un des résultats les plus importants de la stratégie décennale du PAM est la Coalition pour l'alimentation scolaire, qui se distingue par son approche créative de la collaboration multilatérale. Adoptant une approche systémique et multisectorielle, la Coalition pour l'alimentation scolaire est un réseau de réseaux, avec pour centre les gouvernements plutôt que le système des Nations Unies. C'est une communauté en évolution qui partage les bonnes pratiques et optimise la coopération pour aider les pays à soutenir une stratégie de mise à l'échelle. En tant que secrétariat de la Coalition, le PAM a une fonction habilitante.

En 2022, le Plan stratégique 2022-2025 du PAM a été approuvé par le Conseil d'administration. La santé et la nutrition scolaires, ainsi que l'alimentation scolaire ont été reconnus comme constituant le programme phare de l'organisation. La décision du Conseil d'administration de renforcer le leadership mondial dans ce domaine crucial du développement de l'enfant a consolidé les efforts déployés depuis 2018.

Actuellement, le PAM joue trois rôles dans l'agenda mondial d'alimentation scolaire :

1. Soutenir les gouvernements dans leurs programmes d'alimentation scolaire :

le PAM fournit un soutien politique, une assistance technique, des éléments probants et un savoir-faire pour aider les gouvernements à faible revenu, à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et à revenu intermédiaire de la tranche supérieure à établir ou à renforcer la durabilité de leurs programmes d'alimentation scolaire. L'appui technique et politique du PAM a indirectement influencé la qualité de vie, l'accès à l'éducation et l'état nutritionnel de 107 millions d'élèves dans 77 pays.

2. Apporter un appui opérationnel aux pays :

le PAM fournit, si nécessaire, des repas scolaires aux enfants vulnérables en appui des objectifs nationaux. En 2021, le PAM a fourni des repas scolaires à 15,5 millions d'enfants dans 57 pays, dont environ 72 % en Afrique subsaharienne et au Moyen-Orient (voir Carte 4.1).

3. Établir, coordonner et maintenir trois biens publics mondiaux :

- *La Coalition pour l'alimentation scolaire* : en tant que secrétariat

de la Coalition, le PAM aide les pays de tous les niveaux de revenu à partager leurs expériences, à accéder au financement et à améliorer leurs approches, avec le soutien d'un réseau mondial d'organisations partenaires. Le PAM aide tous les partenaires de la Coalition à coordonner l'action et à se connecter aux initiatives, qu'il a aidé à incuber et à lancer.

- *La situation de l'alimentation scolaire dans le monde* : ce rapport, qui est publié tous les deux ans, fournit des informations quantitatives et qualitatives internationales sur l'alimentation scolaire. La publication suit également les progrès de la Coalition pour l'alimentation scolaire et les progrès accomplis dans la réalisation de ses objectifs d'amélioration de la santé et de la nutrition scolaires.
- *La base de données mondiale sur l'alimentation scolaire* : le PAM est en train d'établir une base de données mondiale sur les indicateurs relatifs à l'alimentation scolaire, qui sera mise à la disposition de tous les pays et partenaires, afin de suivre les progrès réalisés chaque année.

Ce chapitre présente des informations sur l'impact de la pandémie de COVID-19 sur le portefeuille d'alimentation scolaire du PAM dans les rôles 1 et 2 ci-dessus, et les principaux résultats obtenus par le PAM pendant cette période. Il présente également les progrès réalisés dans les domaines clés identifiés dans une évaluation stratégique du portefeuille du PAM publiée en 2021 (voir encadré 4.1), qui a, entre autres, contribué à renforcer la capacité de l'organisation à fournir un soutien à la Coalition pour l'alimentation scolaire (rôle 3 - pour les progrès, voir chapitre 2).

Encadré 4.1

Principales conclusions de l'évaluation stratégique du PAM

Les conclusions d'une évaluation stratégique de la contribution du PAM aux initiatives d'alimentation scolaire en relation avec la réalisation des ODD ont été présentées par le Bureau de l'évaluation du PAM en 2021. En voici, en résumé, les points clés.

La politique d'alimentation scolaire du PAM (2013) ainsi que la stratégie d'alimentation scolaire 2020–2030 restent pertinentes pour l'Agenda 2030 et le plan stratégique du PAM (2017–2021). Ceci est démontré par des preuves mondiales sur la contribution de l'alimentation scolaire à un ensemble d'ODD, et par le rôle de l'alimentation scolaire dans le cadre d'un ensemble de mesures de santé et de nutrition scolaires mises en œuvre par les écoles. En outre, les données sur la couverture mondiale de l'alimentation scolaire renforcent l'idée d'un passage progressif à l'appui des programmes nationaux pour maximiser les résultats. Cette approche est au cœur de la nouvelle stratégie d'alimentation scolaire du PAM et était déjà envisagée dans la politique de 2013. Parmi les améliorations à apporter, on peut citer l'élaboration de directives stratégiques sur l'alimentation scolaire dans des contextes humanitaires et le renforcement de la capacité du PAM à appuyer la transition vers la pleine appropriation nationale des programmes d'alimentation scolaire.

Les effets de l'alimentation scolaire sur la fréquentation scolaire ont été confirmés par l'évaluation stratégique¹¹ suggérant que le transfert de valeur induit par l'alimentation scolaire est important par rapport au revenu des ménages dans les contextes où le PAM opère. En conséquence, le rôle de l'alimentation scolaire en tant que filet de protection sociale est de plus en plus reconnu, en particulier lors de la réponse d'urgence à la COVID-19, lorsque le PAM a pu s'adapter rapidement et travailler avec ses partenaires pour mettre en place un filet de protection sociale en fournissant des rations à emporter.

L'évaluation a révélé de nombreuses preuves d'effets positifs de l'alimentation scolaire sur la scolarisation, y compris des effets positifs sur le genre et l'équité. Les recommandations visant à amplifier les résultats de l'alimentation scolaire comprennent l'intégration d'approches qui visent à faire évoluer favorablement les inégalités de genre et favorisent l'équité entre les sexes dans les programmes d'alimentation scolaire et les programmes de santé et de nutrition scolaires plus largement. Sur la base des recommandations de l'évaluation, le PAM met en place un certain nombre de mesures stratégiques en matière de mobilisation des ressources et de planification des effectifs pour s'assurer qu'en tant qu'organisation, le PAM puisse continuer à produire des résultats transformateurs pour les élèves et leurs familles.

¹¹ <https://www.wfp.org/publications/strategic-evaluation-contribution-school-feeding-activities-achievement-sustainable>



4.1 Contribution du PAM à l'expansion et au renforcement des programmes nationaux d'alimentation scolaire

Cette section examine si et dans quelle mesure les efforts de politique générale et d'appui technique du PAM ont un effet sur l'ampleur et la qualité des programmes nationaux d'alimentation scolaire dans les pays où le PAM est actif sur le plan opérationnel. Elle étudie également comment les programmes dans les pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure sont progressivement institutionnalisés, avec l'appui du PAM. Pour ce faire, nous comparons les changements entre les chiffres présentés dans *Situation mondiale de l'alimentation scolaire 2020*¹² et les derniers chiffres disponibles, en nous concentrant sur les pays bénéficiant du soutien du PAM.

Le nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire dans les pays soutenus par le PAM était de 103 millions en 2020 et de 107 millions en 2022 (voir figure 4.1 ci-dessous). Ces données suggèrent que dans les pays où les gouvernements et le PAM ont travaillé ensemble au cours des deux dernières années, depuis le début de la pandémie, ils ont largement réussi à rétablir l'accès aux programmes. Cela contraste avec les résultats généraux décrits au chapitre 1, où l'on observe que les pays à faible revenu en particulier ont du mal à atteindre le nombre d'enfants bénéficiaires d'avant la pandémie. Cela donne à penser que l'appui du PAM a été particulièrement important dans le processus de relèvement des pays à faibles ressources et qu'il faut continuer à accorder une attention particulière aux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure qui cherchent à reconstruire leurs programmes.

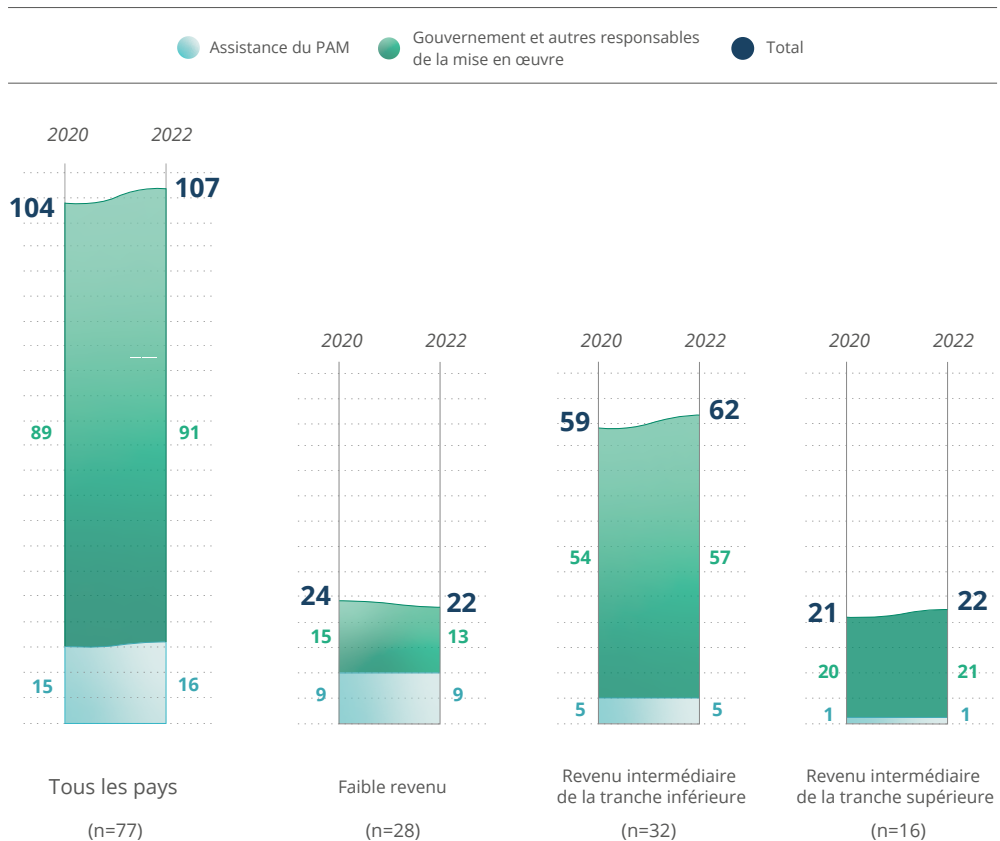
Comme indiqué pour la première fois dans *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2020*, la grande majorité des enfants bénéficiant d'une alimentation scolaire sont pris en charge par les gouvernements dans le cadre de programmes nationaux, tandis que le PAM prend en charge un nombre plus restreint mais toutefois important d'enfants plus difficiles à atteindre. Au cours de cette période de deux ans, le nombre d'élèves que le PAM a atteints est resté relativement stable, tandis que la couverture gouvernementale a légèrement augmenté, indiquant une fois de plus une tendance positive vers la durabilité des programmes.

¹² <https://www.wfp.org/publications/state-school-feeding-worldwide-2020>

Figure 4.1

Nombre d'enfants bénéficiant des programmes d'alimentation scolaire dans les pays soutenus par le PAM

Légende : le nombre d'enfants recevant des repas scolaires dans les pays soutenus par le PAM en 2020 est à peu près égal au nombre de 2022. L'action conjointe des gouvernements et du PAM a aidé les programmes à retrouver leurs niveaux d'avant la pandémie, même dans les pays à faible revenu où le relèvement est souvent moins efficace. Cela donne à penser que le PAM devrait continuer de mettre l'accent sur les pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure.



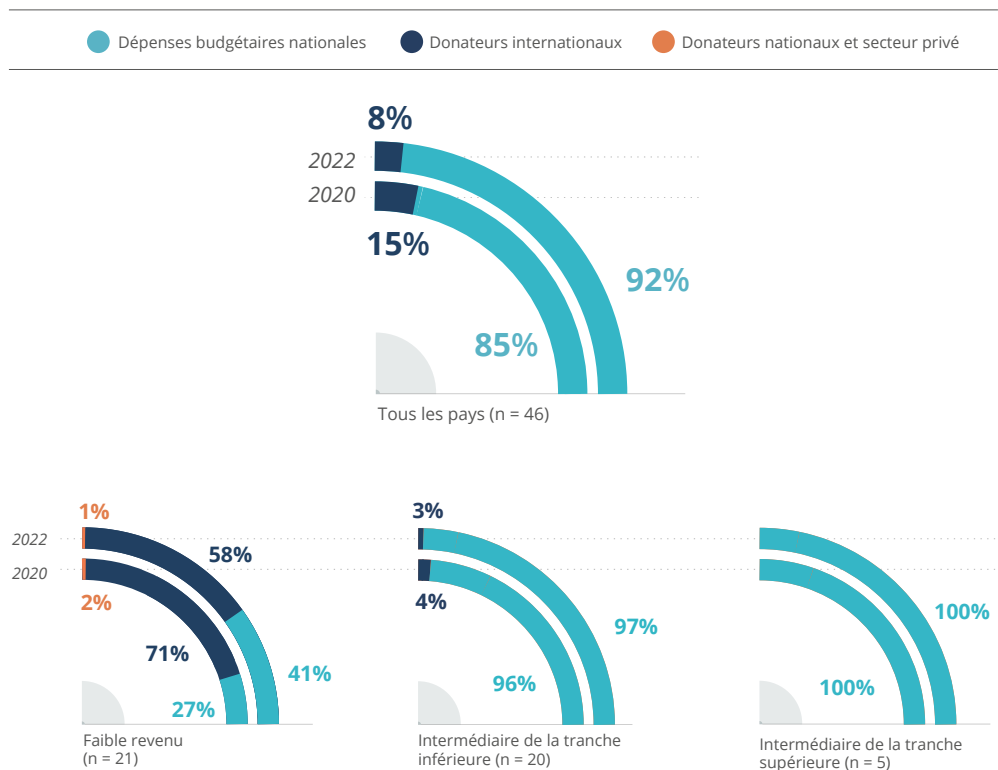
Au cours des deux dernières années, l'investissement gouvernemental dans l'alimentation scolaire dans les pays bénéficiant du soutien du PAM a augmenté dans toutes les catégories de revenu des pays. Ceci confirme largement l'observation de l'édition 2020 de ce rapport, selon laquelle il existe une tendance générale et croissante à l'autosuffisance dans la plupart des pays, avec un mouvement mondial vers le financement national (85 % en 2020 et 92 % en 2022) (voir figure 4.2).

La part du financement national pour les programmes d'alimentation scolaire dans les pays à faible revenu soutenus par le PAM a considérablement augmenté au cours des deux dernières années, passant de 27 % en 2020 à 41 % en 2022. Ceci reflète la tendance générale, décrite au chapitre 1, selon laquelle les pays à faible revenu ont augmenté la proportion du financement national par rapport aux niveaux d'avant la pandémie : celui-ci est ainsi passé de 30 % en 2020 à 45 % aujourd'hui (voir chapitre 1). Malheureusement, les donateurs extérieurs n'ont pas emboîté le pas : la part de l'aide publique au développement a chuté de 69 % en 2020 à 55 % aujourd'hui. Malgré le défi d'une marge de manœuvre budgétaire de plus en plus étroite, les donateurs extérieurs ont réduit leur engagement, laissant les gouvernements payer une part de plus en plus importante du coût de ces programmes.

Figure 4.2

Évolution des sources de financement dans les pays bénéficiant de l'appui du PAM

Légende : la part du financement national pour les programmes d'alimentation scolaire dans les pays à faible revenu soutenus par le PAM a considérablement augmenté au cours des deux dernières années. Les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et à revenu intermédiaire de la tranche supérieure continuent de maintenir des niveaux accrus de financement national, au fil de leur transition entre programmes soutenus par le PAM et programmes dirigés par les gouvernements.



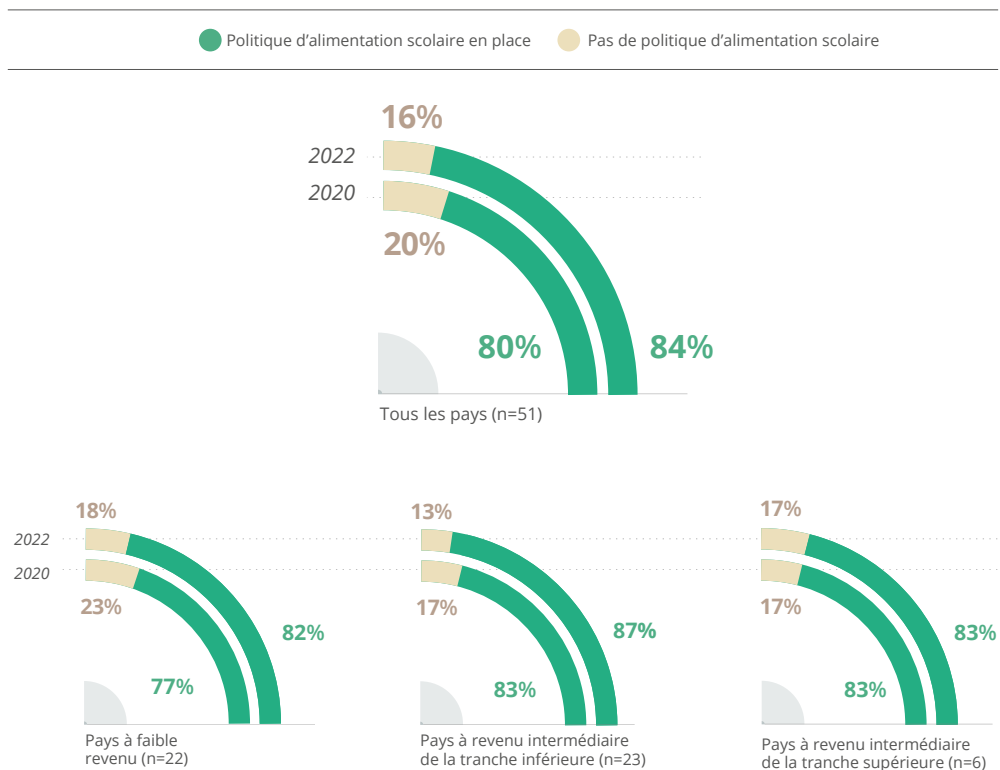
Entre 2013 et 2022, 32 pays soutenus par le PAM ont indiqué qu'ils avaient mis en place des politiques, des lois ou des stratégies en matière d'alimentation scolaire, soit une augmentation de 64 % depuis 2013, indiquant une tendance significative à l'institutionnalisation des programmes d'alimentation scolaire. Entre 2020 et 2022, six autres pays ont approuvé des politiques nationales, comme le montre la figure 4.3 ci-dessous. En 2022, 84 % des pays soutenus par le PAM disposaient d'un cadre politique sur l'alimentation scolaire.

Dans chacun de ces pays, le PAM a aidé le gouvernement à clarifier ses politiques en matière d'alimentation scolaire, notamment en soutenant des consultations et des ateliers nationaux et régionaux, ainsi que des évaluations et des études en vue d'élaborer des documents juridiques et politiques, en détachant du personnel dans les services gouvernementaux pour soutenir ces efforts, et en organisant des visites d'étude (voir exemples de pays ci-dessous).

Figure 4.3

Changement au niveau des cadres politiques dans les pays soutenus par le PAM

Légende : Entre 2020 et 2022, des pays dans toutes les catégories de revenus soutenus par le PAM ont adopté une politique d'alimentation scolaire. La plupart de ces pays ont reçu une assistance technique et un soutien au renforcement des capacités.



Politique nationale d'alimentation scolaire de Sierra Leone¹³

La politique d'alimentation scolaire de la Sierra Leone a été approuvée en mai 2021 par le ministre de l'Enseignement primaire et secondaire supérieur, David Moinina Sengeh. Cette politique a été élaborée pour tenir compte de l'attention accrue accordée par le Gouvernement sierra-léonais à la sécurité alimentaire et à la nutrition, ainsi que de son engagement en faveur du Programme national d'alimentation scolaire issue de la production locale. Grâce à cette politique, la Sierra Leone vise à suivre la tendance des gouvernements à assumer la responsabilité de leurs programmes d'alimentation scolaire et à passer de projets soutenus par des donateurs à des programmes financés à l'échelle nationale, liés à la production et à l'approvisionnement alimentaires locaux. Le PAM a fourni un appui technique et financier au gouvernement pour élaborer et valider la politique d'alimentation scolaire, notamment par le biais d'un projet pilote sur l'alimentation scolaire issue de la production locale mis en place dans 17 écoles en septembre 2021, qui a récemment été étendu à 55 écoles de trois districts entre octobre et décembre 2022. Ceci a contribué à renforcer l'engagement multisectoriel et la capacité des partenaires coopérants. Cette politique souligne l'engagement du Gouvernement à gérer et financer l'alimentation scolaire, les donateurs et les partenaires fournissant des conseils techniques sur les politiques, la planification, la mise en œuvre, le développement des capacités et la mobilisation des ressources. La politique met en évidence la compréhension par la Sierra Leone des multiples avantages potentiels de l'alimentation scolaire en tant que filet de sécurité sociale pour les enfants, les familles et les communautés vulnérables, et la nécessité d'une collaboration multisectorielle pour obtenir les résultats souhaités.

¹³ https://mbsse.gov.sl/wp-content/uploads/2021/05/National-School-Feeding-Policy_May2021.pdf

Projet de loi togolais sur l'alimentation scolaire^{14, 15}

En juin 2020, l'Assemblée nationale du Togo a approuvé à l'unanimité le projet de loi national sur l'alimentation scolaire. Le projet de loi est le résultat d'un long processus, lancé en 2014, alors qu'une délégation du Gouvernement togolais effectuait une visite d'étude au Gouvernement brésilien, organisée par le Centre d'excellence du PAM. Au cours de la visite, le Gouvernement togolais avait pris connaissance de l'expérience brésilienne en matière d'alimentation scolaire et la visite avait été suivie de plusieurs missions facilitées par le PAM pour soutenir l'élaboration d'une politique nationale d'alimentation scolaire. En 2016, le Togo avait organisé un forum national sur l'alimentation scolaire, soutenu par le PAM, rassemblant des parties prenantes nationales et des représentants d'autres pays - Brésil, Bénin, Burundi, Côte d'Ivoire, Niger et Sénégal - pour discuter des itérations initiales du projet de loi. Celui-ci avait été suivi de plusieurs ateliers et consultations réunissant des ministères, des chefs traditionnels, des représentants de la société civile et le PAM. Le Conseil des ministres avait ensuite approuvé le projet de loi en 2019, avant qu'il ne soit finalement approuvé par l'Assemblée nationale en juin 2020. En mai 2021, le PAM a signé un protocole d'accord stratégique avec le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement rural concernant le programme d'alimentation scolaire du gouvernement et la promotion de systèmes alimentaires durables. En juin 2021, le Premier ministre a annoncé le plan du gouvernement visant à augmenter la couverture de l'alimentation scolaire de 6 % à 25 % d'ici la fin de 2025 et a demandé à bénéficier de l'appui du PAM pour développer et promouvoir un modèle d'alimentation scolaire intégrée basé sur la production alimentaire locale. Un autre mémorandum d'accord est en cours de finalisation avec le ministère du Développement local sur l'assistance réglementaire et opérationnelle que le PAM fournira en 2022 pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme national d'alimentation scolaire.

En adoptant une approche concertée, participative et itérative, avec la participation de toutes les parties prenantes aux niveaux central, régional et local, trois évaluations successives des capacités nationales en matière d'alimentation scolaire ont pu être réalisées grâce aux outils SABER (de l'anglais *Systems Approach for Better Education Results*/approche systémique pour de meilleurs résultats éducatifs) en 2012, 2016 et Healthy-SABER en 2022.

¹⁴ <https://centrodeexcelencia.org.br/wp-content/uploads/2020/07/CaseTogo.pdf>

¹⁵ <https://www.fao.org/right-to-food/news/news-detail/en/c/1304858/>

Stratégie nationale de la Jordanie pour l'alimentation scolaire 2021–2025¹⁶

En juillet 2022, le ministère de l'Éducation jordanien a lancé la *Stratégie nationale pour l'alimentation scolaire 2021-2025*. La stratégie est dirigée et coordonnée par le ministère de l'Éducation, en consultation et avec l'appui du ministère de la Santé, du ministère de la Planification et de la coopération internationale, du ministère de l'Agriculture, du ministère du Développement social, du Fonds national d'aide, de la Royal Health Awareness Society et du PAM.

Les objectifs de la Stratégie nationale d'alimentation scolaire comprennent l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants d'âge scolaire, l'amélioration des résultats scolaires et l'amélioration des connaissances et des compétences des élèves afin qu'ils puissent faire des choix alimentaires sains tout au long de leur vie. La Stratégie nationale d'alimentation scolaire reconnaît l'alimentation scolaire comme un filet de protection sociale offrant des avantages éducatifs, sanitaires et économiques aux élèves et aux communautés dans les zones les plus vulnérables. La stratégie reconnaît également l'importance d'investir à la fois dans « l'apprentissage » et dans « l'apprenant ».

La stratégie décrit les résultats souhaités, les activités spécifiques et les indicateurs de performance clés, et propose des calendriers clairs et des estimations de coûts. Elle a été développée par le gouvernement pour mettre à profit les partenariats et coordonner les rôles de plusieurs acteurs en matière de santé et de nutrition scolaires. Les principaux éléments des activités envisagées par la stratégie comprennent l'amélioration de la qualité et de la prestation de services ; le renforcement du ciblage des enfants les plus vulnérables ; la sensibilisation à la nutrition ; et l'utilisation de services non gouvernementaux et communautaires pour créer des opportunités socio-économiques durables liées à l'alimentation scolaire. Le PAM continuera également de collaborer avec le ministère de l'Éducation à la conception de nouveaux modèles d'alimentation scolaire conformes à la stratégie et a détaché du personnel auprès du ministère de l'Éducation et du Fonds national d'aide (principal organe de protection sociale du Gouvernement).

Le programme a récemment adopté une approche d'alimentation scolaire saine, s'approvisionnant en produits panifiés, fruits et légumes issus de la production locale pour nourrir au quotidien 90 000 élèves de la maternelle à la sixième année d'école, dans plus de 300 écoles de six gouvernorats de Jordanie. Le programme a un fort impact sur l'économie locale, car l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement est localisée. Les produits panifiés sont

¹⁶ <https://www.jordantimes.com/news/local/education-ministry-wfp-launch-national-strategy-school-feeding>

préparés dans des boulangeries locales, tandis que les fruits et légumes sont produits par de petits agriculteurs locaux, avec la possibilité de retracer la source des produits proposés, grâce au service de traçage offert par les partenaires locaux. Les ingrédients sont distribués à des cuisines préparant des menus sains, établies au sein d'organisations communautaires, et 300 femmes des communautés locales ont été officiellement recrutées pour travailler à l'emballage des repas et à leur expédition dans les écoles, après avoir bénéficié de la formation requise sur la manipulation, la sécurité et l'hygiène alimentaires. Toutes les personnes travaillant en cuisine sont formées et enregistrées auprès de la sécurité sociale. En outre, 295 petits exploitants agricoles ont été recrutés pour fournir les grandes quantités de fruits et légumes nécessaires au programme.

Stratégie nationale d'alimentation scolaire issue de la production locale en Zambie 2020–2024¹⁷

Le ministère de l'Éducation de Zambie a lancé la Stratégie nationale d'alimentation scolaire issue de la production locale 2020-2024 en juillet 2020. La stratégie, approuvée par le Ministre de l'éducation, décrit la vision qu'a la Zambie du Programme national d'alimentation scolaire, qu'elle considère comme un filet de protection sociale essentiel pour les élèves des écoles maternelles et primaires. La stratégie reconnaît le potentiel de l'alimentation scolaire dans la réduction de la pauvreté et de la malnutrition, par l'établissement de liens avec les achats et les approvisionnements locaux. Le ministère de l'Éducation a dirigé la formulation de la stratégie en collaboration avec d'autres acteurs, notamment d'autres ministères, ainsi que les provinces, districts, partenaires de développement, acteurs de la société civile, écoles, dirigeants communautaires, et avec l'appui technique du PAM. Le PAM a également appuyé l'élaboration d'une stratégie d'achat décentralisée, comprenant un cadre de financement venant compléter cette stratégie. La stratégie vise à créer un programme d'alimentation scolaire qui améliore le développement humain et contribue à réduire la pauvreté et la vulnérabilité, avec l'objectif global d'améliorer l'alimentation, la santé et les résultats d'apprentissage des apprenants et d'accroître l'autonomisation socio-économique des communautés locales d'ici 2024. La stratégie fixe de multiples objectifs pour le Programme national d'alimentation scolaire, parmi lesquels l'amélioration de la scolarisation, de la fréquentation des écoles, de la rétention scolaire et de la progression des apprenants ; le renforcement de la sensibilisation, de la production et de la consommation d'aliments nutritifs, diversifiés et sûrs chez les apprenants ; la promotion de la participation au marché des petits agriculteurs, avec des produits alimentaires de qualité et diversifiés ; et le renforcement de la mise en œuvre et de la durabilité du programme.

¹⁷ <https://zambianeye.com/national-home-grown-meals-strategy-for-schools-launched/>

Stratégie d'alimentation scolaire saine et durable du Salvador¹⁸

Le Gouvernement salvadorien a officiellement lancé la Stratégie pour une alimentation scolaire saine et durable en février 2021, par une collaboration entre le ministère de l'Éducation, de la science et de la technologie, le Bureau de la Première Dame et le Cabinet, avec l'assistance technique de la FAO. Les objectifs de la stratégie comprennent la promotion de la distribution permanente de collations scolaires saines et nutritives aux élèves du système éducatif public, en parallèle du renforcement de l'approvisionnement local en produits alimentaires ; le renforcement de l'éducation à la nutrition et l'alimentation, et son intégration au programme national ; la contribution à la formulation d'une loi sur une alimentation scolaire saine et durable ; et enfin l'amélioration des économies familiales.

Le PAM a appuyé la mise en œuvre de la stratégie en renforçant les capacités afin d'améliorer les processus de suivi du programme, notamment par la mise à jour du cadre de résultats du Programme d'alimentation et de santé scolaires (Programa de Alimentación y Salud Escolar); par des actions de renforcement des capacités en matière de nutrition et de participation des citoyens et la gestion des connaissances ; et en conduisant une analyse des lacunes de la chaîne d'approvisionnement.

Loi équatorienne sur l'alimentation scolaire¹⁹

L'Équateur a adopté la loi organique sur l'alimentation scolaire en avril 2020. Le PAM et la FAO ont soutenu la préparation des premières versions du règlement de la loi organique sur l'alimentation scolaire pour approbation par le comité interinstitutionnel à la fin de 2020. L'assistance technique du PAM au Programme national d'alimentation scolaire (Programa de Alimentación Escolar) a montré que l'alimentation scolaire pouvait contribuer à des objectifs qui ne se limitent pas à l'éducation. L'objectif de cette loi est de garantir le droit à l'alimentation et à la nutrition des enfants et des adolescents d'âge scolaire dans le système éducatif national, de manière durable, afin qu'ils puissent jouir d'une vie digne, saine et active. La loi aborde des questions telles que la sécurité et la qualité des aliments, le contrôle des aliments distribués dans les établissements d'enseignement, la promotion d'une alimentation saine pour les enfants, les préférences en matière d'approvisionnement local auprès de certaines communautés et la garantie que les aliments et les boissons distribués dans les écoles sont conformes aux directives nationales en matière de nutrition et de santé.

¹⁸ <https://www.mined.gob.sv/2020/12/09/gobierno-de-el-salvador-lanza-estrategia-de-alimentacion-escolar-saludable-y-sostenible/>

¹⁹ <https://www.fao.org/faolex/results/details/en/c/LEX-FAOC194674/>

4.2 Appui opérationnel du PAM aux pays

Chaque année, dans plus de 70 pays, le PAM fournit aux élèves et à leur famille des repas scolaires, des collations ou des rations à emporter, et offre un appui technique aux gouvernements nationaux. Cette section fournit des informations sur l'appui opérationnel du PAM aux pays.

En 2020, le PAM a assuré l'alimentation scolaire de 15 millions d'enfants dans 59 pays, soit une baisse d'environ 13 % par rapport aux chiffres de 2019, présentés dans l'édition 2020 de cette publication. Ceci est principalement dû aux défis liés à la difficulté de soutenir ces programmes pendant les fermetures d'écoles causées par la pandémie de COVID-19. Malgré d'énormes difficultés logistiques, le PAM a fourni à plus de 7 millions d'élèves des rations à emporter, sous forme de nourriture ou d'argent liquide, en remplacement des repas habituellement pris sur place, afin de protéger les enfants de la faim lors de la fermeture des écoles.

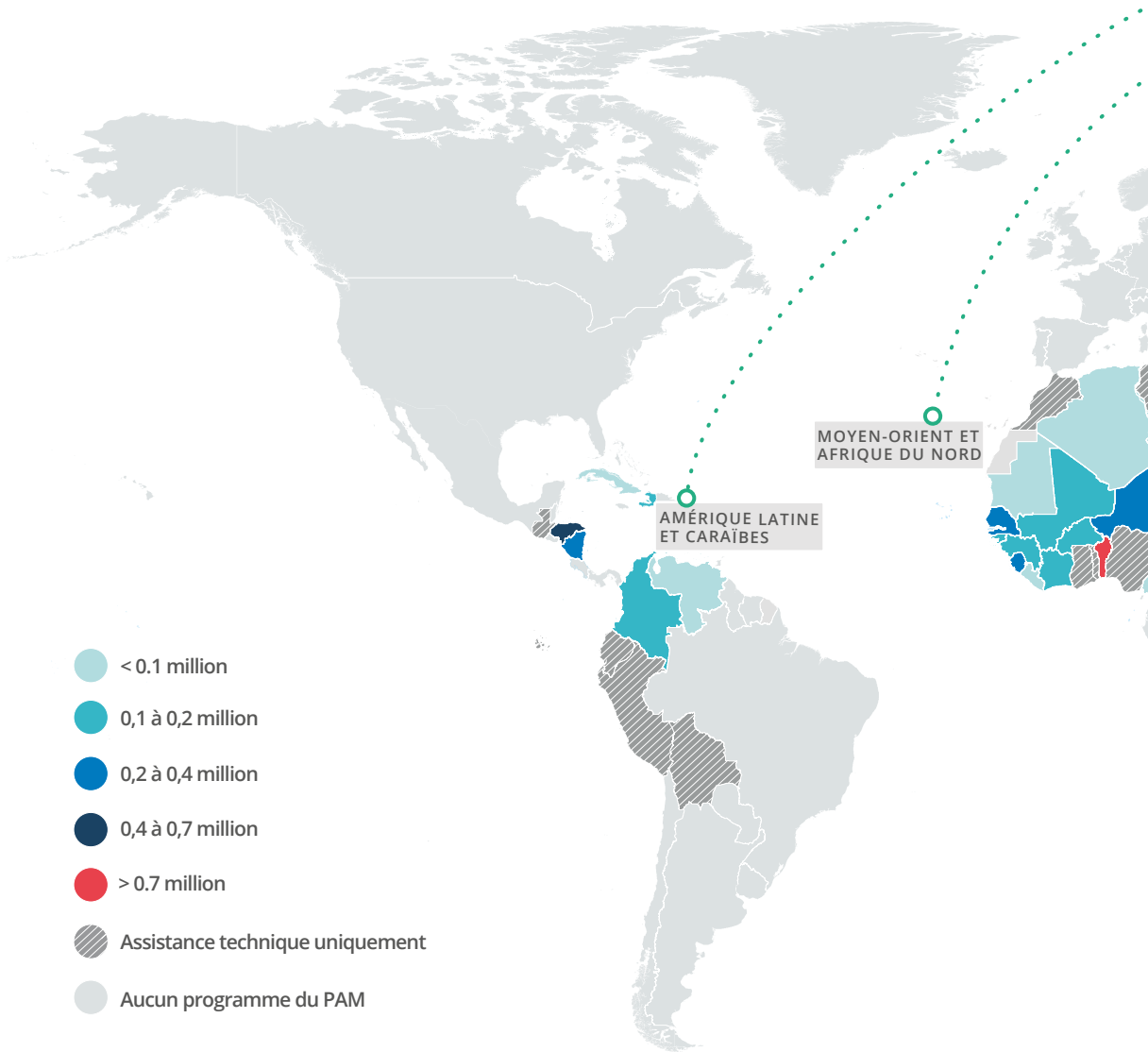
Un an après le début de la crise, en 2021, les écoles ont commencé à rouvrir dans certains pays, mais les défis liés à la pandémie et aux fermetures d'écoles se sont poursuivis. En 2021, le PAM a touché 15,5 millions d'enfants dans 57 pays, dont 4 millions d'enfants dans 21 pays avec des rations à emporter lorsque les écoles étaient fermées. Voir l'encadré 4.2 ci-dessous pour un résumé des activités d'alimentation scolaire du PAM en 2021 et la carte 4.1 qui illustre l'évolution des bénéficiaires de l'alimentation scolaire du PAM entre 2013 et 2021 (par le Bureau régional du PAM).



WFP/Arrete/Arlette Bashizi

Carte 4.1

Vue générale des programmes d'alimentation scolaire du PAM dans le monde en 2021



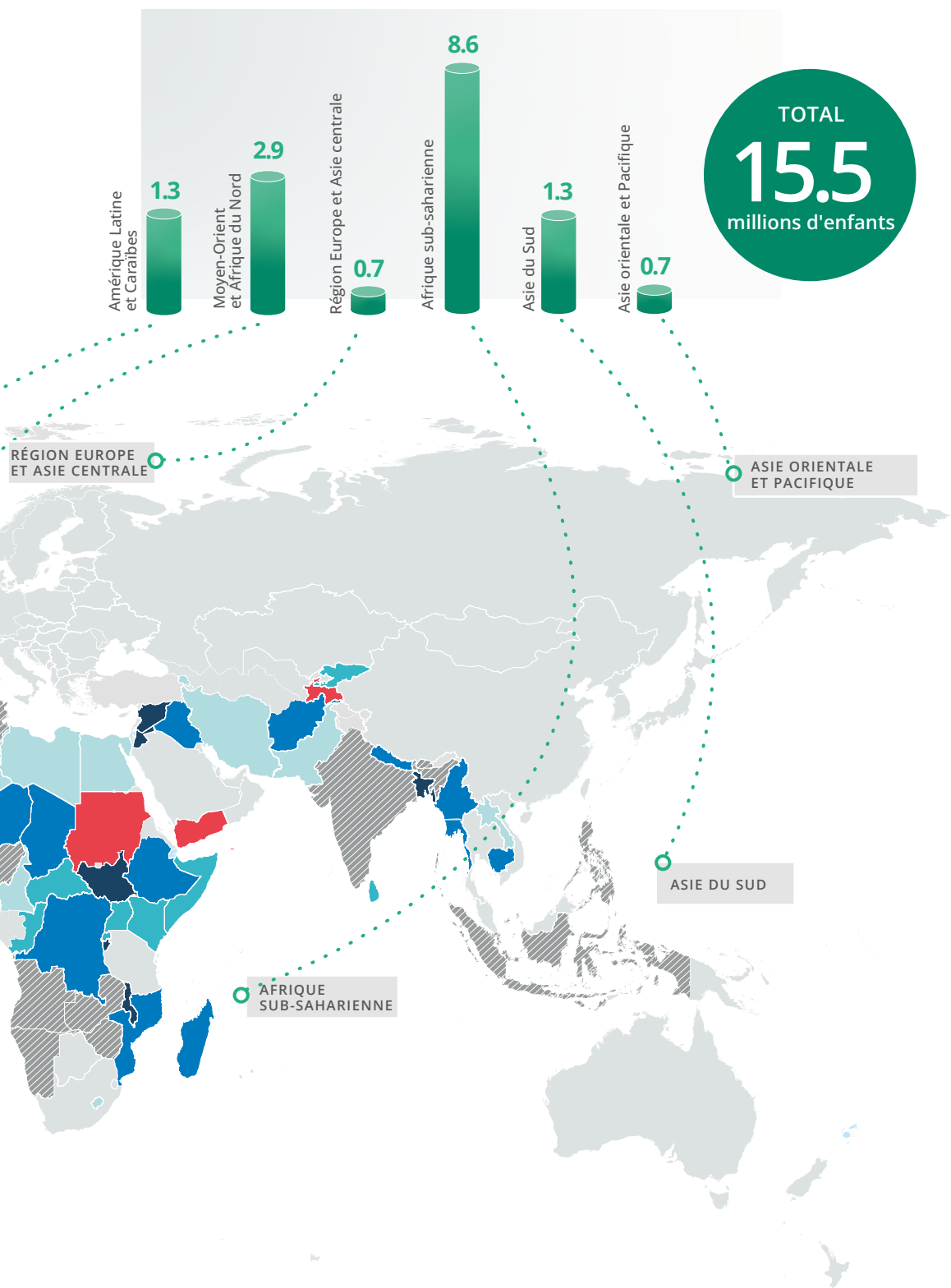
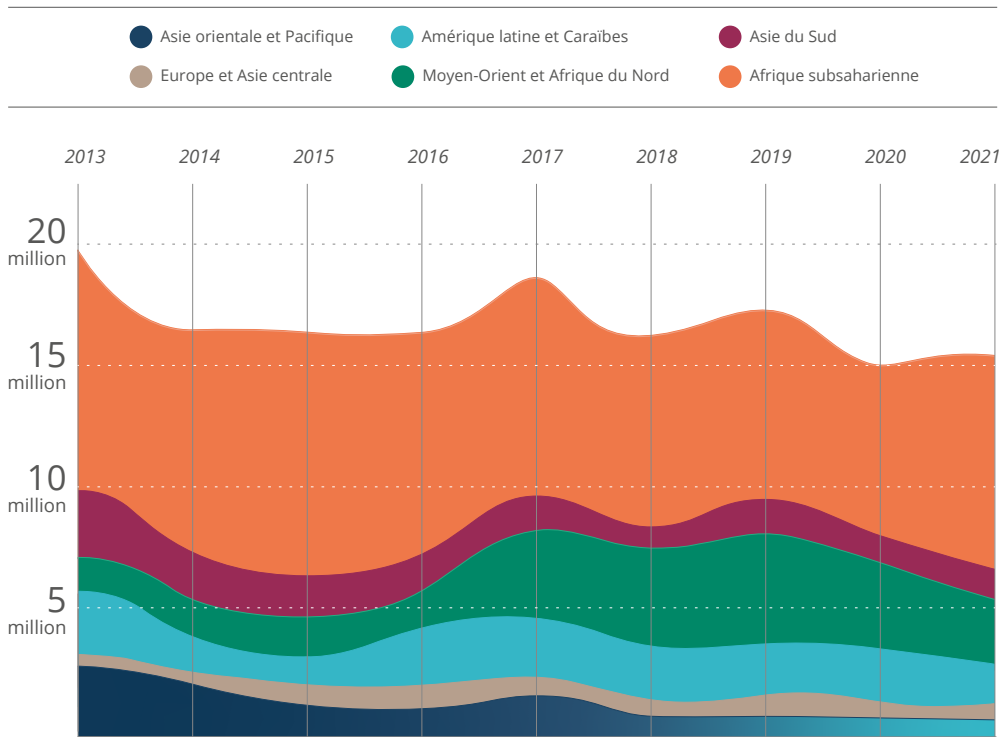


Figure 4.4

Évolution du nombre de bénéficiaires de l'alimentation scolaire du PAM entre 2013 et 2021 par bureau régional du PAM



* Les programmes d'alimentation scolaire du PAM ont touché 15,5 millions d'enfants en 2021 ; comme en 2019, la majeure partie d'entre eux étaient en Afrique subsaharienne (55 %).



WFP/Arête/Nick Sells

Encadré 4.2

Résumé des activités du PAM en matière d'alimentation scolaire en 2021

- Le PAM a fourni des repas ou des collations scolaires à 15,5 millions d'enfants, dont 49 % de filles, dans plus de 66 000 écoles.
- Nombre d'élèves bénéficiant d'une assistance par région du PAM :
 - Asie et Pacifique (Bureau régional du PAM de Bangkok) : 1,9 million
 - Afrique du Nord, Moyen-Orient, Asie centrale et Europe de l'Est (Bureau régional du PAM du Caire) : 5,5 millions
 - Afrique de l'Ouest et Afrique centrale (Bureau régional du PAM de Dakar) : 2,3 millions
 - Afrique de l'Est (Bureau régional du PAM de Nairobi) : 1,3 million
 - Afrique australe (Bureau régional du PAM de Johannesburg) : 1,7 million
 - Amérique latine et Caraïbes (Bureau régional du PAM de Panama) : 1,3 million
- En 2021, le PAM a mis en œuvre ou soutenu des programmes d'alimentation scolaire dans 78 pays (5 avec une mise en œuvre directe, 22 avec une assistance technique uniquement et 51 avec une combinaison de mise en œuvre directe et d'assistance technique).
- Le PAM a appuyé la mise en place et le renforcement de programmes d'alimentation scolaire à base de produits locaux dans 39 pays.
- Les rations à emporter sous forme de nourriture ou de virements d'argent ont concerné 880 340 enfants.
- Environ 6 millions d'enfants ont été nourris à l'école dans des situations d'urgence.

Comme indiqué dans la stratégie d'alimentation scolaire du PAM (WFP, 2020b), celui-ci travaille avec les gouvernements et les partenaires (voir encadré 4.3) et adopte une approche spécifique au contexte pour garantir que tous les élèves vulnérables du monde aient accès à l'alimentation scolaire. Trois contextes sont utilisés pour identifier les pays et guider le rôle et les objectifs du PAM :

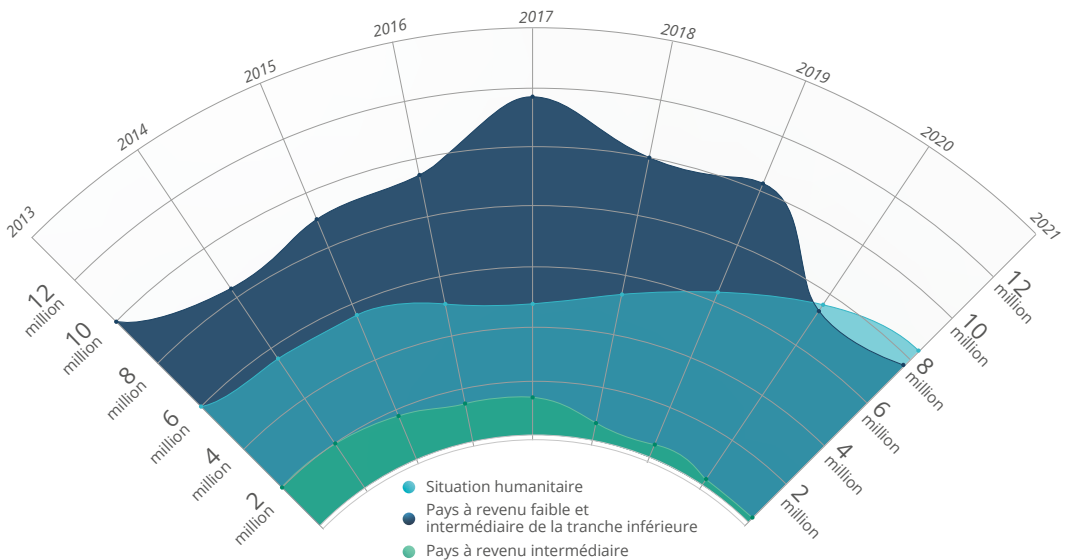
- Dans les situations de crise ou d'urgence humanitaire, le PAM prévoit de renforcer son appui opérationnel et d'accroître le nombre d'élèves bénéficiant d'une assistance.
- Dans les pays stables à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, le PAM appuiera les stratégies de transition et le renforcement des programmes nationaux, et réduira progressivement le nombre d'élèves bénéficiant d'une aide directe.
- Dans les pays à revenu intermédiaire, le PAM appuiera la consolidation et le renforcement des programmes nationaux et, à terme, se concentrera uniquement sur l'assistance technique.

Malgré les défis liés à la pandémie de COVID-19, les contraintes de financement et les problèmes de sécurité ou d'accès, le PAM a progressé dans la mise en œuvre de sa stratégie au cours des deux dernières années. L'organisation y est parvenue en augmentant le nombre d'enfants touchés dans des contextes humanitaires et en faisant progresser la transition vers des programmes nationaux dans des contextes plus stables, où le nombre de bénéficiaires a progressivement diminué, comme prévu, compte tenu du fait que ceux-ci sont maintenant soutenus par les gouvernements grâce à des efforts nationaux (voir figure 4.5).

Figure 4.5

Couverture de l'alimentation scolaire du PAM par niveau de revenu des pays (2013–2021)

Légende : *le PAM a progressé dans sa stratégie d'alimentation scolaire au cours des deux dernières années en augmentant le nombre d'enfants touchés dans des contextes humanitaires et en faisant progresser la transition vers des programmes nationaux dans des contextes plus stables. Plus particulièrement, depuis 2017, le PAM a constamment augmenté sa couverture dans les contextes fragiles et prévoit de continuer à l'étendre à l'avenir.*



Le PAM a constamment intensifié ses opérations dans les contextes humanitaires ou fragiles ces dernières années, passant de 5,1 millions d'élèves bénéficiaires en 2017 à 8,5 millions en 2021. En 2021, le PAM a intensifié ses opérations dans 16 pays dans des contextes humanitaires, notamment en Afghanistan, au Soudan du Sud et en Haïti, et a démarré ses opérations au Venezuela. Une nouvelle expansion est attendue dans les années à venir, alors que le PAM continue de mettre en œuvre sa stratégie.

Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, la couverture du PAM a diminué depuis 2017, en particulier dans un contexte où le PAM continue de faire progresser les stratégies de transition dans certains pays, tels que l'Arménie, l'Ouganda et la République démocratique populaire lao. Toutefois, dans les cas où des chocs et des crises externes affectent la capacité d'un pays à mettre en œuvre ou à développer ses programmes nationaux d'alimentation scolaire, le PAM peut accroître sa couverture et son soutien.

Dans les pays à revenu intermédiaire, le PAM a réduit ses opérations de façon constante, passant de 1,6 million d'élèves dans neuf pays en 2017 à 270 000 enfants dans cinq pays en 2021. Dans des pays comme le Bhoutan et Djibouti, le PAM a entièrement remis le programme d'alimentation scolaire au gouvernement, et vise, dans les années à venir, à transférer avec succès les programmes dans d'autres pays à revenu intermédiaire.



WFP/Arrete/Therese Di Campo

Encadré 4.3

World Vision en République Centrafricaine

Après des périodes prolongées de conflit violent, la République Centrafricaine (RCA) est avant-dernière au classement de l'indice de développement humain des Nations Unies et affiche les taux d'alphabétisation parmi les plus bas, et les taux de faim et de malnutrition infantiles parmi les plus élevés au monde. En raison des niveaux élevés d'insécurité associés au conflit en cours, de nombreuses écoles sont restées fermées dans plus d'un tiers des préfectures de la RCA.

En 2019, la couverture de l'alimentation scolaire en RCA était d'environ 30 %, couvrant à la fois les contextes fragiles et les contextes stables (WFP, 2020d). World Vision est associée au PAM en RCA depuis 2014, date à laquelle elle a commencé à mettre en œuvre un programme d'alimentation scolaire d'urgence dans le cadre d'un programme d'assistance alimentaire intégrée plus large, dans six préfectures connaissant des niveaux élevés de conflit violent.

Les interventions d'urgence dans le domaine de l'alimentation scolaire avaient pour objectif d'accroître les taux de scolarisation, de fréquentation et de rétention scolaire, en particulier chez les filles, dans les zones de République centrafricaine marquées par le conflit, la fragilité et la violence. Chaque jour d'école, World Vision a fourni un repas sain et nutritif à 24 000 élèves, aidant ainsi les enfants les plus vulnérables à avoir accès à des aliments nutritifs, à rester à l'école et à réduire le risque de travail des enfants. En vue de soutenir les priorités nationales du gouvernement en matière d'éducation et de développement économique, en 2021, un changement stratégique a été opéré, marquant une transition des programmes d'alimentation scolaire d'urgence vers des approches de renforcement des systèmes. Concernant l'alimentation scolaire, cela a supposé un basculement vers une approche d'alimentation scolaire issue de la production locale.

World Vision aide les petits exploitants agricoles centrafricains à accroître leur production et mobilise les membres de la communauté pour soutenir les programmes d'alimentation scolaire qui bénéficient à leurs enfants. Les directeurs des écoles dans lesquelles World Vision fournit des repas chauds ont confirmé de manière informelle que les écoles primaires avaient connu une augmentation des taux de rétention des élèves et une diminution des taux d'abandon scolaire des filles.

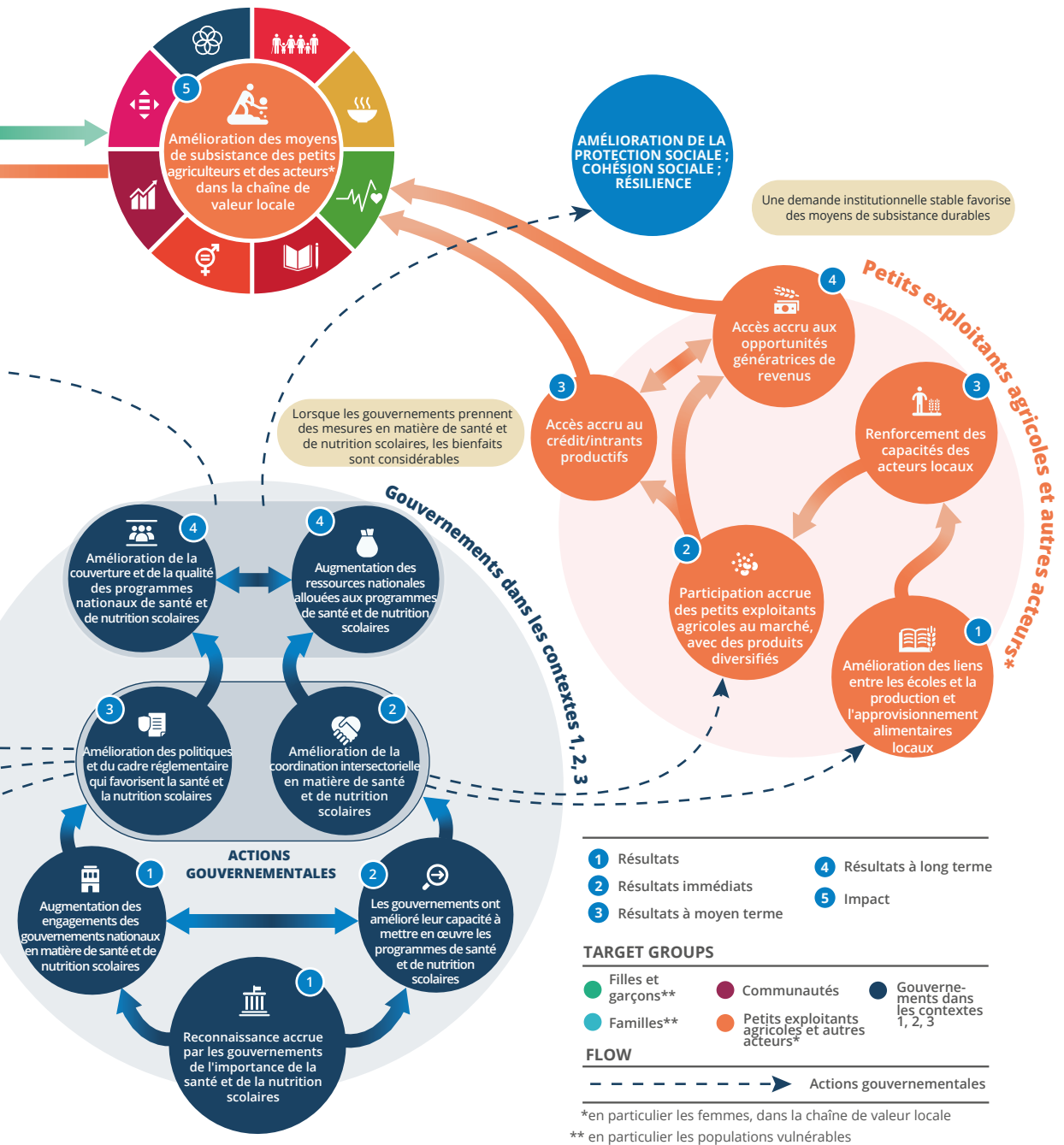
4.3 Suivi des résultats du PAM

4.3.1 Strengthening school feeding monitoring, evaluation and learning through a new theory of change

Une théorie du changement pour la stratégie d'alimentation scolaire 2020–2030 du PAM a été développée en 2020, décrivant les résultats escomptés et les changements attendus dans la vie des bénéficiaires. Le PAM adopte une approche axée sur les résultats pour suivre de près les progrès annuels par rapport à ces résultats escomptés, pour chaque groupe cible et chaque voie d'impact, à savoir les filles et les garçons, leurs familles, les acteurs de la chaîne de valeur locale et les gouvernements. Les progrès sont mesurés à l'aide d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour chaque résultat, et aussi à partir d'évaluations, d'examens et d'autres exercices d'apprentissage.

La théorie du changement (voir la figure 4.6 ci-dessous) fournit un modèle global de changement pour les interventions du PAM liées à la santé et à la nutrition scolaires, en vue d'atteindre les objectifs de la stratégie d'alimentation scolaire. Elle a été conçue pour saisir les résultats ou les jalons les plus significatifs dans tous les contextes où le PAM travaille. Le PAM utilisera la théorie du changement pour capturer comment le changement se produit ; éclairer les orientations stratégiques pour la prise de décision programmatique ; mettre en évidence les lacunes dans les données probantes ; alimenter les boucles de rétroaction ; et générer un apprentissage. Cette théorie du changement est également intrinsèquement flexible et adaptable. Elle reconnaît que le changement est rarement linéaire et, est conçue pour ne pas être prescriptive et pouvoir être adaptée pour éclairer la planification et la prise de décision programmatiques, aux niveaux communautaire, national ou régional. La théorie du changement repose sur l'avantage comparatif du PAM en matière d'alimentation scolaire, ainsi que sur sa capacité à avoir une influence et à agir comme catalyseur dans différents contextes.

La théorie du changement est présentée comme un modèle mondial plutôt que comme un modèle national. Il s'agit là d'une décision délibérée. Le PAM fournit une alimentation scolaire dans des contextes variés, chaque programme étant confronté à ses propres défis et ses propres circonstances. Il serait extrêmement difficile de combiner les diverses voies de changement dans les situations de crise, où les conditions sont si spécifiques à chaque contexte ; ou de saisir les complexités des voies dans les interventions de développement ; ou d'articuler les approches variées et nuancées pour réussir la transition vers l'appropriation nationale ou pour soutenir, par la fourniture d'une assistance technique, l'exécution des programmes nationaux. Cependant, et bien que les voies du changement puissent différer en fonction du contexte, l'ambition ultime en matière de succès reste la même, à savoir que toutes les filles et tous les garçons, en particulier ceux qui sont vulnérables, devraient avoir la possibilité de réaliser leur plein potentiel.



preuves plus solides. Les nouvelles données et nouveaux éléments probants recueillis et analysés au cours des prochaines années informeront sur les progrès de la stratégie et contribueront à combler les lacunes en matière de données probantes et à améliorer la qualité des programmes du PAM. Dans les domaines où la base de données probantes est plus solide, le PAM continuera de suivre les progrès et d'éclairer la prise de décisions.

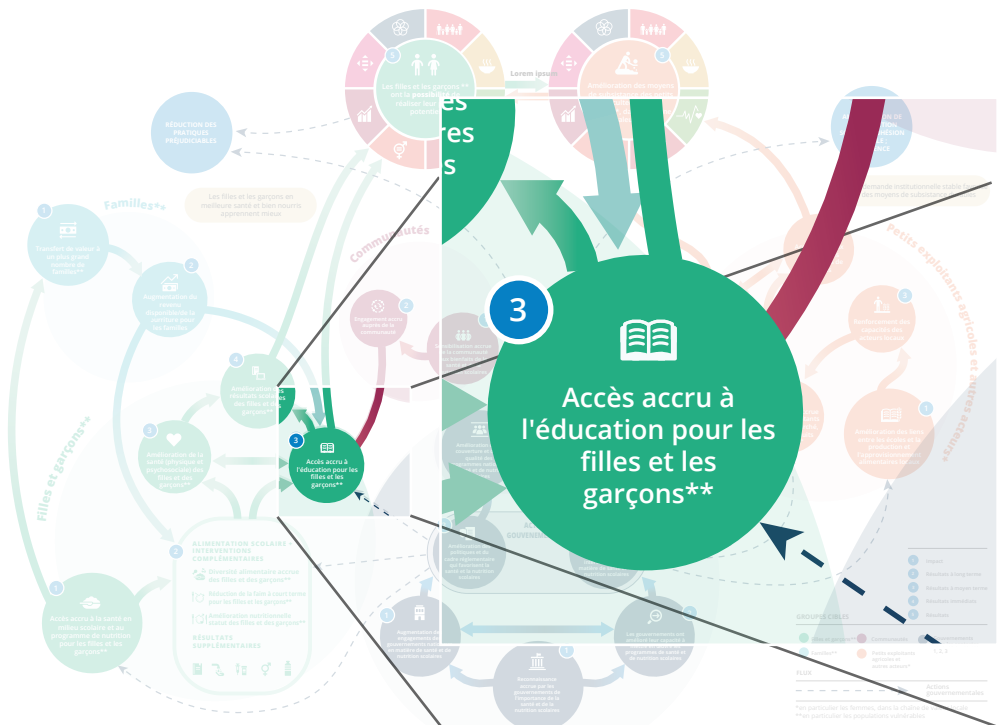
4.3.2 Suivi des résultats liés à l'éducation

Le recueil de nouvelles données pour combler les lacunes existantes prendra quelques années, mais le PAM a déjà analysé et documenté les impacts de ses programmes d'alimentation scolaire, en particulier concernant les élèves et leur accès à l'éducation. Cette section se concentre sur les conclusions et les résultats du PAM en matière d'impact de l'alimentation scolaire sur l'accès à l'éducation pour les filles et les garçons, en particulier ceux qui sont vulnérables. Les prochaines versions de cette publication exploreront les résultats dans d'autres domaines de la théorie du changement, voir figure 4.7 ci-dessous.

Figure 4.7

Suivi des résultats du PAM axé sur l'accès à l'éducation

Légende : une théorie du changement pour la stratégie d'alimentation scolaire 2020–2030 du PAM a été développée en 2020, décrivant les résultats escomptés et les changements attendus dans la vie des bénéficiaires du PAM. L'édition 2022 de cette publication se concentrera sur les données disponibles pour un domaine de résultat particulier : l'accès accru à l'éducation pour les filles et les garçons, en particulier ceux qui sont vulnérables. Les prochaines versions de cette publication exploreront les résultats dans d'autres domaines de la théorie du changement.



L'accès à l'éducation est l'un des principaux résultats escomptés de l'alimentation scolaire, car c'est l'un des principaux catalyseurs de l'amélioration de l'apprentissage, et donc du développement du capital humain. Le PAM suit les progrès réalisés en matière d'accès à l'éducation au moyen d'indicateurs de résultats et d'évaluations de programmes.

Le PAM recueille et analyse des données annuelles sur trois principaux indicateurs de l'éducation, afin de mesurer l'impact de l'alimentation scolaire sur l'accès à l'éducation : le taux de rétention, le taux de²⁰ scolarisation²¹ et le taux de fréquentation scolaire.²² Les bureaux de pays du PAM établissent des valeurs de référence et des objectifs annuels spécifiques au contexte, ainsi que des objectifs pour la durée de leurs plans stratégiques nationaux.²³ Par exemple, dans une communauté où les données indiquent que moins de 50 % des filles scolarisées à l'école primaire terminent l'année scolaire, le PAM peut distribuer des rations mensuelles supplémentaires à emporter à la maison pour les filles et leurs familles, afin d'augmenter les taux de rétention, avec un objectif de 75 % ou plus.

Les données montrent que le PAM a considérablement amélioré l'accès à l'éducation grâce à l'alimentation scolaire. Toutefois, la perturbation mondiale de l'éducation en 2020, causée par la fermeture des écoles dans le contexte de la pandémie de COVID-19, a également eu un impact négatif sur les acquis antérieurs. Bien que l'on observe des progrès importants dans de nombreux pays, et notamment dans des contextes fragiles ou humanitaires, lors de l'analyse des taux annuels de scolarisation, de fréquentation et de rétention dans les écoles soutenues par le PAM entre 2019 et 2021, les impacts négatifs de la COVID-19 sont évidents, en particulier pour la période 2020-2021.

²⁰ Taux de rétention : la proportion d'élèves inscrits au début de l'année scolaire, dans les écoles aidées par le PAM, qui ont terminé l'année scolaire, soit en passant à la classe suivante, soit en redoublant, soit en obtenant leur diplôme de l'école.

²¹ Taux de scolarisation : variation annuelle en pourcentage de la scolarisation dans les écoles aidées par le PAM. Scolarisation = nombre de filles et de garçons inscrits dans les écoles aidées par le PAM.

²² Taux de fréquentation : pourcentage annuel moyen d'élèves fréquentant l'école dans les écoles bénéficiant de l'assistance du PAM par rapport aux élèves inscrits.

²³ Les fermetures d'écoles dans le contexte de la COVID-19 ont eu un impact sur la capacité des bureaux de pays à recueillir des données sur les indicateurs de résultats en 2020 et 2021.

En 2019, dans tous les pays ayant transmis leur taux de fréquentation scolaire et de rétention scolaire, on observait que les programmes d'alimentation scolaire du PAM contribuaient fortement²⁴ à augmenter – ou à maintenir²⁵ – le nombre d'enfants scolarisés et terminant l'année scolaire. En revanche, en 2021, moins de 60 % des pays enregistraient de forts progrès en matière de taux de rétention et de fréquentation, ce qui suggère que moins d'enfants ont terminé l'année scolaire ou fréquenté l'école régulièrement (voir figure 4.8).

Malgré les effets clairement dévastateurs de la pandémie, les données montrent également que le soutien apporté aux élèves lors de la fermeture des écoles permettait d'atténuer le risque d'abandon scolaire. En 2021, 55 % des pays affichaient encore de forts progrès en matière de taux de rétention. Le Tchad en est un bon exemple : le pays a montré de solides progrès par rapport aux objectifs des trois indicateurs en 2021 (taux de rétention, de fréquentation et de scolarisation), et des rations à emporter y ont été distribuées pendant la pandémie pour empêcher les enfants d'abandonner l'école.



WFP/Tayra Pinzón

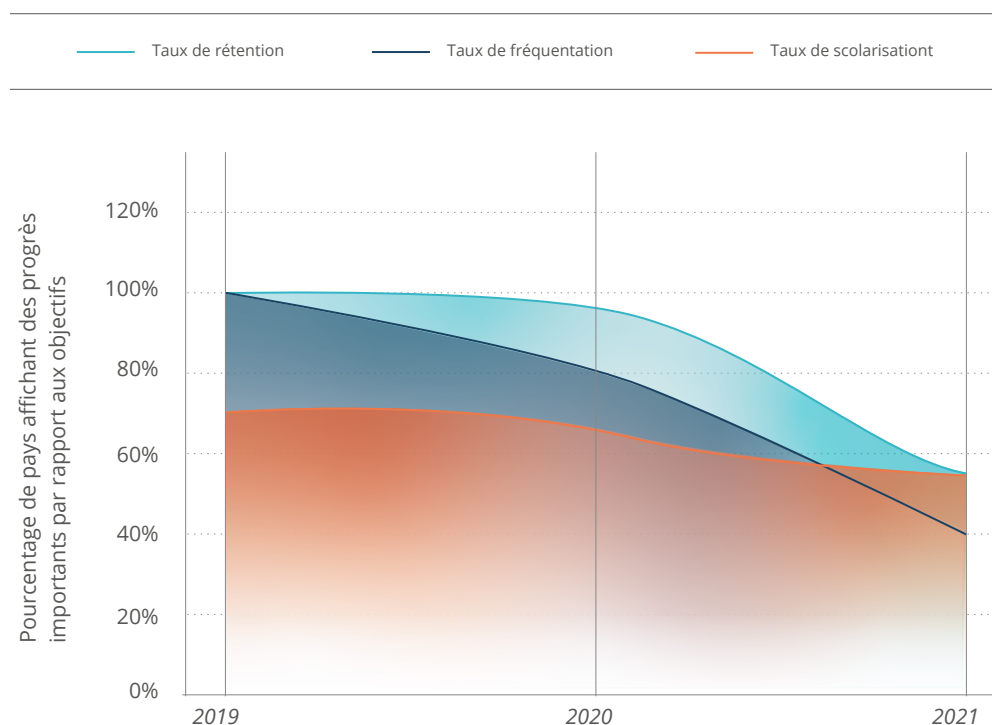
²⁴ Des progrès importants par rapport à l'objectif du PAM signifient que la variation réelle entre valeur de référence et la valeur de suivi annuelle par rapport à la variation attendue pour un indicateur est de 80 % ou plus.

²⁵ Remarque : les objectifs sont spécifiques au contexte, par conséquent dans certains pays, les objectifs annuels pour les indicateurs de l'éducation peuvent être similaires aux valeurs de référence si l'objectif du programme est de maintenir la valeur initiale, ou si la situation nécessite plus d'années pour commencer à se traduire par des augmentations.

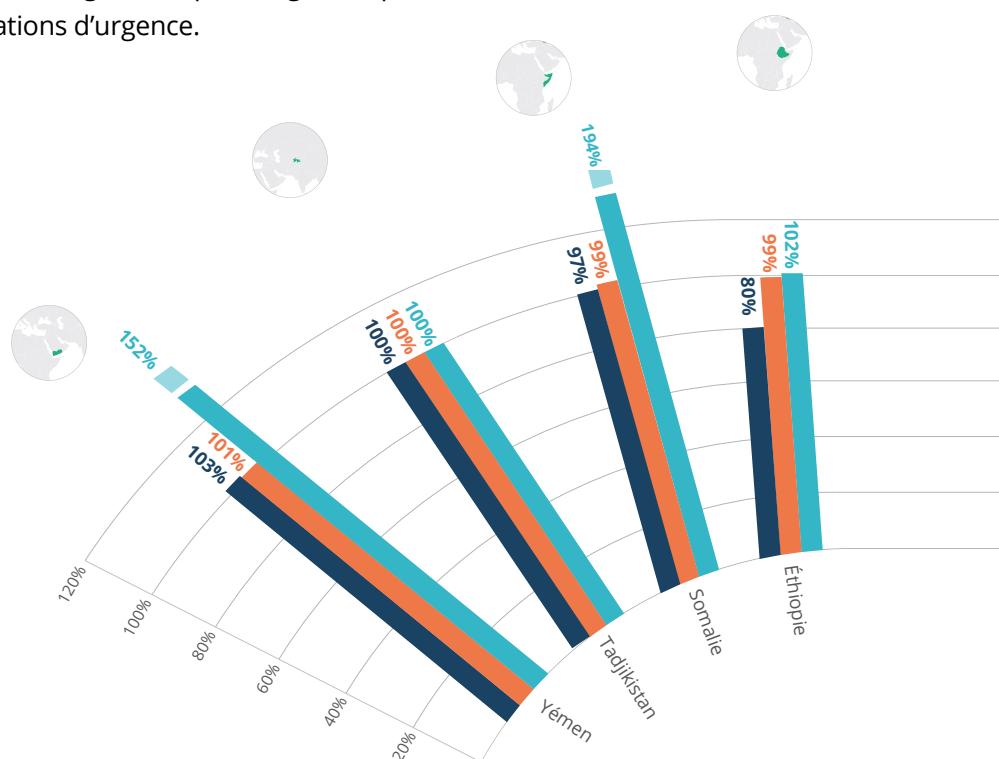
Figure 4.8

Progrès annuels par rapport aux cibles des indicateurs clés de l'éducation (2019-2021)

Légende : en 2019, tous les pays déclarants ont montré de solides progrès par rapport aux objectifs en matière de taux de rétention et de fréquentation, tandis que ce pourcentage est tombé à 60 % en 2021, ce qui vient confirmer les effets dévastateurs de la COVID-19. Cependant, les données montrent également que la réponse du PAM au moment des fermetures d'écoles a également permis à plus de la moitié des pays déclarants de montrer des progrès importants, malgré les défis rencontrés pendant la pandémie, et a contribué à aider les enfants à poursuivre leur scolarisation. Alors que tous les pays ayant déclaré leur taux de rétention en 2019 ont réalisé des progrès importants dans ce domaine par rapport aux objectifs, seuls 55 % ont fait état de progrès importants en 2021. Cela montre les impacts négatifs des fermetures d'écoles pendant la COVID-19, mais souligne également le fait que malgré la perturbation de l'éducation à l'échelle mondiale, l'alimentation scolaire continue d'être une forte incitation contribuant à ce que les enfants restent scolarisés.



Malgré les difficultés de recueil des données lors de la fermeture des écoles pendant la pandémie de COVID-19, nous disposons de données provenant de neuf pays qui ont continué de transmettre les valeurs des résultats pour les taux de rétention en 2019, 2020 et 2021.²⁶ Des résultats encourageants ont été notés, indiquant que le nombre d'enfants terminant l'année scolaire dans ces pays n'a augmenté ou varié que légèrement²⁷ de 2019 à 2021, ce qui constitue une grande réalisation compte tenu des perturbations majeures causées par la pandémie de COVID-19 (voir figure 4.9). Il est à noter que des rations à emporter ont été distribuées dans ces neuf pays lors de la fermeture des écoles en 2020. En outre, plus de la moitié de ces pays (cinq sur neuf) se trouvent dans des contextes humanitaires ou fragiles, ce qui souligne l'importance de l'alimentation scolaire dans les situations d'urgence.



Bien que des évaluations plus poussées ou des évaluations formelles soient nécessaires pour établir des liens clairs entre les rations de remplacement et les taux de rétention constants/accrus, ces résultats suggèrent que les programmes d'alimentation scolaire du PAM ont contribué à maintenir les enfants à l'école dans un contexte de perturbation majeure de l'éducation. Cependant, des résultats décourageants dans d'autres pays indiquent que des efforts accrus sont nécessaires pour récupérer les acquis réalisés avant la pandémie de COVID-19.

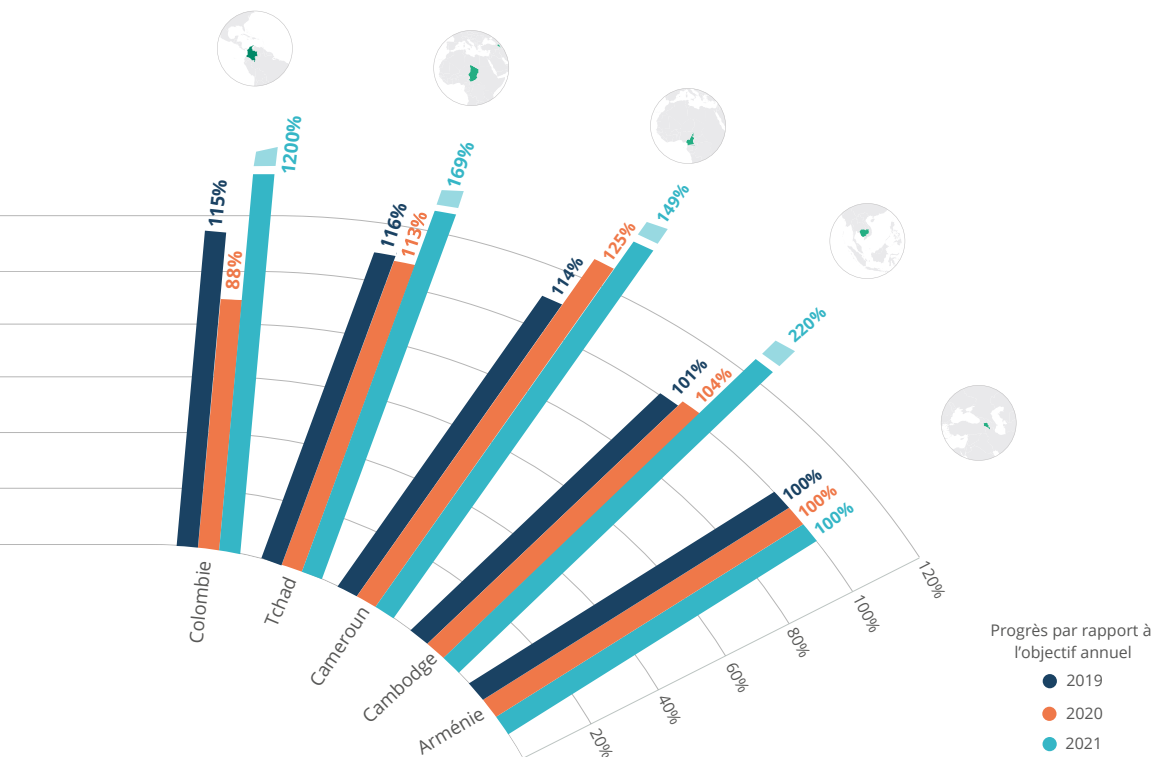
²⁶ Pays affichant des résultats accrus ou constants par rapport aux taux de rétention de 2019 à 2021 : Arménie, Cambodge, Cameroun, Tchad, Colombie, Éthiopie, Somalie, Tadjikistan, Yémen.

²⁷ Remarque : les objectifs et les données de réalisation varient d'un pays à l'autre et d'une année à l'autre. Par conséquent, l'analyse globale reste indicative.

Figure 4.9

Pays affichant de forts progrès par rapport aux objectifs en matière de taux de rétention entre 2019 et 2021

Légende : les fermetures d'écoles en raison de la pandémie de COVID-19 ont également eu un impact sur la capacité des pays à recueillir des données sur les résultats. Les neuf pays répertoriés sur ce graphique ont montré de forts progrès par rapport aux objectifs de 2019 à 2021, une grande réussite compte tenu des perturbations majeures causées par la pandémie. Des rations de remplacement à emporter ont été distribuées dans ces neuf pays lors de la fermeture des écoles en 2020, ce qui suggère que la réponse du PAM et ses efforts pour maintenir les programmes d'alimentation scolaire en cours ont contribué à maintenir les enfants à l'école dans ces pays.



Remarque : les progrès réalisés par rapport à l'objectif du PAM sont une mesure du changement réel (augmentation ou diminution) par rapport à l'objectif annuel/la valeur attendue d'un indicateur. Dans le graphique ci-dessus, les résultats du taux de rétention réel de certains pays ont été considérablement plus élevés que les objectifs attendus, ce qui a donné des valeurs supérieures à 100 %.

Les évaluations ont également contribué au recueil de données sur l'impact positif de l'alimentation scolaire sur l'accès à l'éducation. De nombreux rapports d'évaluation examinant les périodes antérieures à 2020 indiquent que l'alimentation scolaire a eu un impact positif sur les taux de scolarisation, de fréquentation et de rétention. Cinq de ces évaluations du PAM²⁸ ont révélé un impact statistiquement significatif sur les taux de rétention. Par exemple, une évaluation d'impact au Bangladesh (2001-2009) a révélé que les taux d'abandon scolaire chez les filles de la côte sud ont été réduits à 49 % en 2010, contre 63 % dans les écoles témoins.

Il existe également des preuves sur les impacts de l'alimentation scolaire sur les résultats d'apprentissage des enfants, et plusieurs évaluations²⁹ ont montré que l'alimentation scolaire favorisait l'attention en classe. De manière cruciale, la majorité des preuves soutenant le lien entre alimentation scolaire et amélioration des résultats d'apprentissage se trouvent dans les programmes qui fournissent une alimentation scolaire parallèlement à des interventions complémentaires, ce qui soutient l'approche fondamentale de la stratégie d'alimentation scolaire du PAM.

Le PAM continue également de travailler en partenariat avec les principaux organismes d'exécution pour fournir un ensemble complet de services d'appui aux élèves. En 2021, plus de 127 000 bénéficiaires, principalement des élèves et des adolescentes, ont bénéficié d'un soutien dans le cadre du projet « Briser les barrières à l'éducation des filles » financé par le gouvernement du Canada au Tchad et au Niger, avec un programme conjoint UNICEF, FNUAP et PAM, visant à améliorer l'accès des filles à l'éducation. L'ensemble intégré d'interventions inclut l'alimentation scolaire et des services complémentaires de santé et de nutrition, comme des subventions et des bourses pour les adolescentes, des services d'assainissement, des activités de santé menstruelle, la prévention des violences sexistes, la communication sur le changement social et comportemental communautaire et le renforcement des capacités gouvernementales. À l'avenir, le PAM continuera de suivre les résultats et les changements dans la vie des bénéficiaires grâce à la théorie du changement et aux indicateurs de succès qui ont été identifiés, à savoir les indicateurs quantitatifs et qualitatifs, les évaluations, les études de cas et les exercices d'apprentissage.

²⁸ Cambodge (2000 – 2010), Indonésie (2012 – 2015), Cambodge (2017, 2019), Liban (2015 – 2019), Bangladesh (2001 – 2009), Synthèse de l'évaluation 2012.

²⁹ Évaluation d'impact au Kenya (1999 – 2008), Bangladesh (2015 – 2017), Bangladesh (2017 – 2020), Cambodge (2017 – 2019), Kenya (2014 – 2016), Cambodge (2013 – 2016), Eswatini (2010 – 2018), Guinée-Bissau (2016 – 2019), République démocratique du Congo (2015 – 2019), Éthiopie (2013 – 2017), Indonésie (2012 – 2015), Laos (2016 – 2019), Malawi (2016 – 2018), Malawi (2013 – 2015)



4.4 Un engagement en faveur de l'innovation

Outil School Meal Planner (Planificateur de repas scolaire) – PLUS

La création de menus détermine non seulement les coûts de l'alimentation scolaire, mais aussi la qualité et la valeur nutritionnelle des repas, ainsi que l'impact économique du programme sur l'économie locale. La création traditionnelle de menus repose souvent sur des processus manuels qui s'efforcent d'équilibrer tous ces éléments et peut prendre plusieurs semaines.

L'outil planificateur de menus scolaires School Menu Planner (SMP) PLUS est une plateforme de création de menus en ligne facile à utiliser qui s'appuie sur l'intelligence artificielle pour créer des menus rentables, nutritifs et basés sur des aliments issus de la production locale, le tout en quelques minutes. SMP PLUS est accessible en ligne et entièrement gratuit pour tous les gouvernements et partenaires. Après une courte formation en ligne de deux à quatre heures, les utilisateurs peuvent exploiter toutes ses capacités.

SMP PLUS s'appuie sur des solutions antérieures et est le fruit de la collaboration entre le PAM, Partnership for Child Development/Imperial College London, l'Agence de développement de l'Union Africaine (AUDA-NEPAD), la FAO, l'Accélérateur d'innovation du PAM, la Fondation Stop Hunger et l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD). Grâce à la collaboration avec AUDA-NEPAD, il est prévu d'étendre l'utilisation de SMP PLUS pour soutenir l'optimisation des menus des programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale en Afrique.

Plusieurs pays, dont l'Arménie, le Bhoutan, la République dominicaine, le Mozambique, le Nigéria et le Sri Lanka, ont été formés à l'utilisation de l'outil et ont mis en œuvre des menus conçus via SMP Plus. Dans ces pays, les menus SMP sont consommés chaque jour d'école par 2,95 millions d'enfants.

Voici quelques exemples de l'utilisation de SMP PLUS à ce jour :

- Amélioration de la diversité alimentaire au Sri Lanka : en 2021, le programme national d'alimentation scolaire au Sri Lanka a bénéficié à 1,08 million d'enfants dans 7 926 écoles et 100 zones éducatives. Les enfants consommaient des menus conçus et chiffrés en 2017 à 0,08 dollars EU par enfant et par repas. Avec la flambée des taux d'inflation et la grave crise budgétaire, les fournisseurs n'étaient plus en mesure de fournir des repas à ce prix, ce qui menaçait la continuité du programme d'alimentation scolaire. En 2022, SMP PLUS a été présenté au gouvernement du Sri Lanka, qui a été en mesure d'ajuster les menus scolaires pour augmenter la diversité

alimentaire et inclure quatre ingrédients supplémentaires qui sont facilement disponibles et relativement bon marché dans les environs de l'école. Grâce à l'utilisation de SMP PLUS, le gouvernement est maintenant en mesure d'estimer en permanence le coût réel des repas scolaires en tenant compte des fluctuations constantes des taux d'inflation. En outre, le ministère de l'Éducation a utilisé les calculs SMP PLUS pour plaider avec succès auprès du Cabinet des ministres, afin de doubler le budget alloué à chaque repas, de 0,08 dollars EU à 0,16 dollars EU³⁰ à compter d'août 2022.

- Augmentation de l'approvisionnement auprès des petits exploitants agricoles au Bhoutan : depuis 2019, le Bhoutan a progressivement intensifié l'utilisation de SMP PLUS dans ses districts. SMP PLUS a aidé les écoles des cinq districts à quantifier leurs besoins mensuels en légumes, fruits et produits d'origine animale dans les écoles. Ceci a créé une demande anticipée pour les agriculteurs sur une période allant jusqu'à un an, ce qui a aidé les agriculteurs locaux dans la planification de la production et les écoles dans la planification des achats. Le déploiement de SMP PLUS dans les districts de Haa, Trongsa, Tsirang, Wangduephodrang et Zhemgang a contribué à augmenter la proportion d'aliments produits par les petits agriculteurs, passant de 36 % en 2019 à 64 % en 2021. SMP PLUS a permis à environ 2 000 agriculteurs (dont 60 % de femmes) d'être reliés aux écoles et à 14 200 enfants de 87 écoles de consommer des repas scolaires plus nutritifs.³¹

SMP PLUS et d'autres interventions en appui aux systèmes alimentaires ont bénéficié à 2 855 agriculteurs, parmi lesquels des membres de groupes d'agriculteurs organisés. Les agriculteurs ont fourni des aliments nutritifs d'origine locale d'une valeur de 1,49 million de dollars à 96 écoles, trois hôpitaux et des marchés locaux dans six districts. Plus de 80 % des agriculteurs ciblés ont fourni des produits agricoles par l'intermédiaire du PAM, qui a relié les agriculteurs aux marchés/écoles. Le PAM a aidé le Gouvernement à promouvoir des régimes alimentaires sains et à améliorer la qualité de l'alimentation scolaire fournie à 98 500 élèves en 2022. SMP PLUS sera déployé dans deux autres districts en janvier 2023.

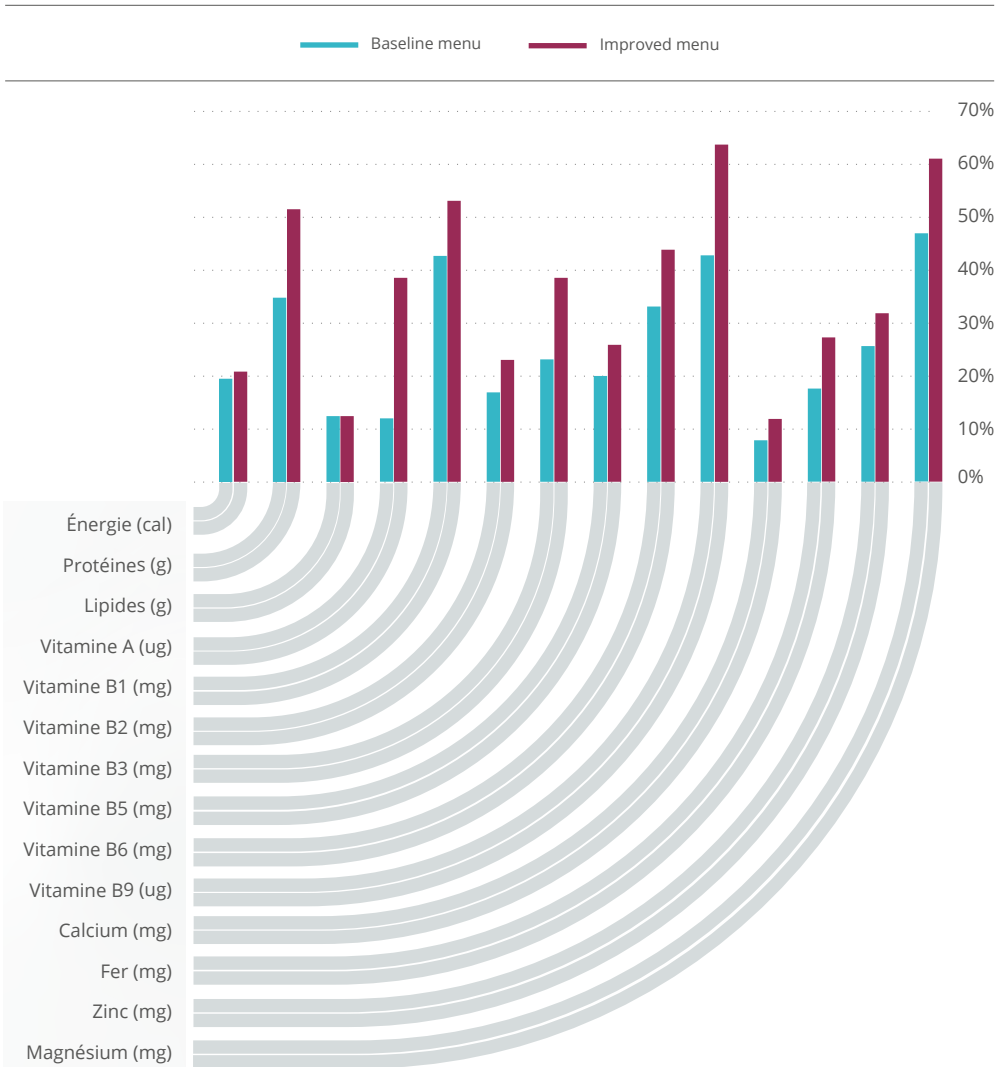
- Une alimentation scolaire plus nutritive au Mozambique : en utilisant SMP PLUS, le gouvernement du Mozambique a été en mesure de créer un menu plus nutritif qui améliore la valeur nutritionnelle de l'alimentation scolaire. Le nouveau menu incluait une augmentation de la part de protéines de 19 %, ainsi que des augmentations significatives en vitamines et minéraux, comme le montre la figure 4.10.

³⁰ Mémorandum du Cabinet sur la fourniture d'une alimentation nutritive aux élèves No : ED/ACT/22/13

³¹ Programme alimentaire mondial (2021). Rapport national annuel du Bhoutan. [Lien](#)

Figure 4.10

Amélioration du menu au Mozambique



- Gestion de la conception des menus : bien que le Gouvernement de la République dominicaine gère un programme national d'alimentation scolaire bien établi, il a été mis à l'épreuve par les longs processus nécessaires pour mettre à jour, ajuster et gérer les menus scolaires. Après avoir été formé à l'utilisation de SMP PLUS, le gouvernement a signalé une diminution de 86 % du temps nécessaire aux planificateurs de menus pour ajuster les menus et effectuer des calculs nutritionnels. Le Gouvernement élabore également des menus en fonction des besoins nutritionnels des élèves, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs nutritionnels du programme.

School Connect du PAM

Suivi en temps réel des opérations d'alimentation scolaire

Le fait de disposer de données de qualité est essentiel pour que les bureaux nationaux du PAM puissent suivre l'état et la performance des programmes et s'assurer qu'ils produisent les résultats escomptés. Le fait de disposer de données de qualité permet également aux équipes techniques de planifier les livraisons de vivres avec précision et en temps opportun; de concevoir de nouveaux programmes en fonction du contexte et des besoins ; d'identifier les problèmes, tels que le faible taux de fréquentation ou de scolarisation des filles ; et de traiter les problèmes de manière fiable grâce à une prise de décision fondée sur des données probantes.

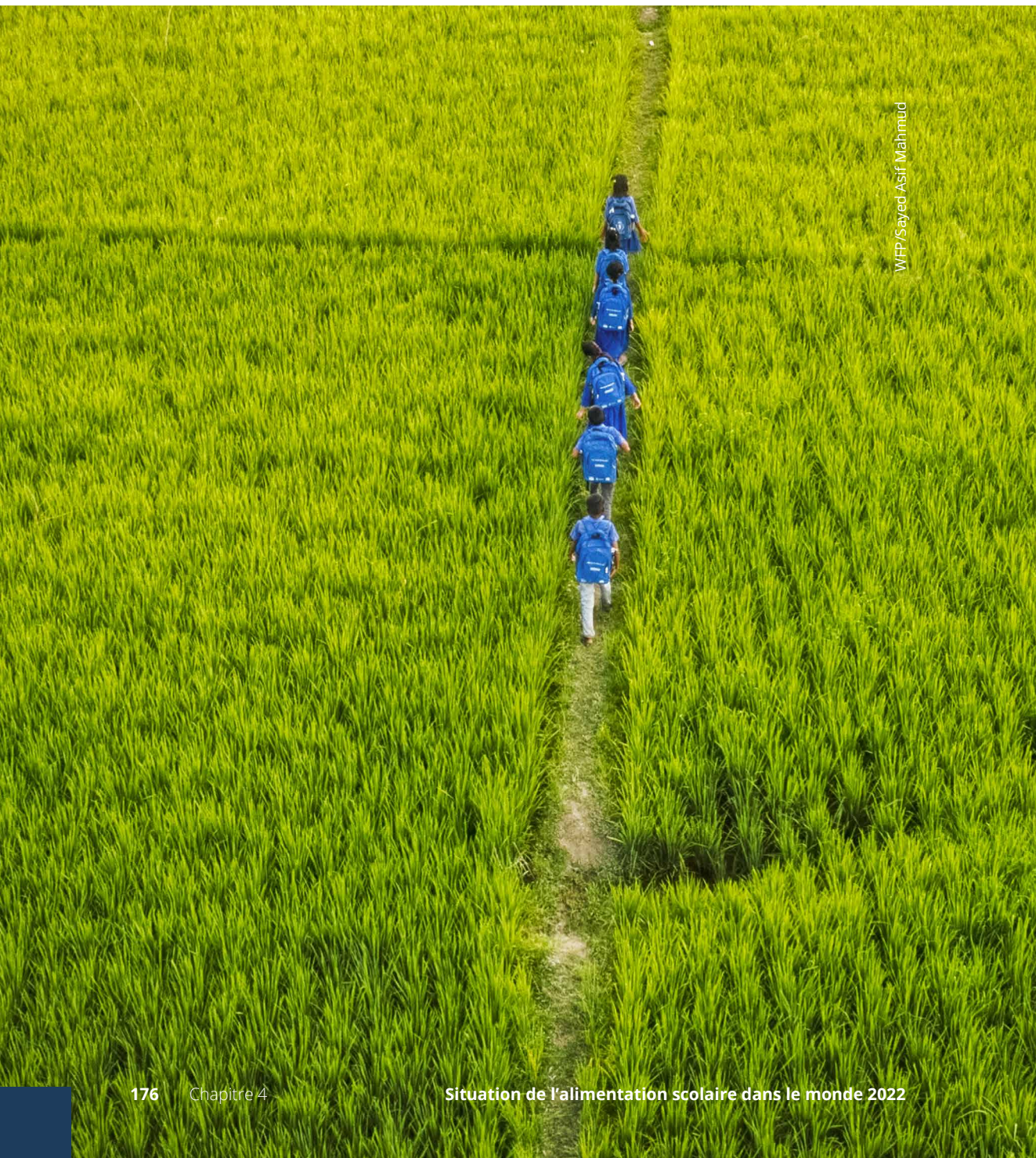
En conséquence, le PAM a développé une plateforme numérique - School Connect - pour relever les défis posés par le suivi sur papier pour la qualité des données et des échéances des opérations d'alimentation scolaire. La plateforme améliore la prise de décision sur la base de données de suivi de qualité et permet la mise en œuvre efficace des programmes d'alimentation scolaire grâce à l'amélioration de l'actualité et de l'exactitude des données, et en rendant les données de suivi accessibles aux écoles.

Les enseignants saisissent et transfèrent directement les données relatives aux inscriptions des élèves, aux abandons scolaires, à la fréquentation quotidienne et à tous les mouvements de denrées alimentaires dans l'application Web School Connect. La conception de la plateforme s'est concentrée sur les besoins sur le terrain, garantissant une interface utilisateur intuitive et un accès disponible même lors de coupures temporaires du réseau Internet. Un tableau de bord entièrement intégré permet de visualiser toutes les données collectées en temps quasi réel et aide les équipes de programme à prendre des décisions basées sur les données.

Le PAM Burundi a été pionnier dans l'utilisation de School Connect et a étendu la solution à l'ensemble de ses opérations d'alimentation scolaire, couvrant plus de 650 écoles. Le PAM Niger a piloté la plateforme en 2020/21 dans quatre régions et étend actuellement School Connect à l'ensemble des opérations d'alimentation scolaire dans la région de Zinder, couvrant 440 écoles. D'autres pays, dont Haïti, la Guinée-Bissau et l'Éthiopie, lanceront leurs projets pilotes School Connect en 2022. À l'échelle mondiale, pour permettre une meilleure mise en œuvre des programmes, le PAM continuera de développer davantage School Connect dans ses opérations d'alimentation

scolaire, en transférant ses rapports des dossiers papier vers des processus entièrement numérisés qui permettent un suivi en temps réel.

School Connect a reçu le prix de l'innovation du PAM 2019 et est soutenu par l'accélérateur d'innovation du PAM. De plus amples informations sont disponibles ici : <https://innovation.wfp.org/project/schoolconnect>.



WFP/Sayed Asif Mahmud

4.5 Prochaines étapes

Au cours des deux prochaines années, le PAM plaidera à l'échelle mondiale et travaillera en partenariat pour garantir une réponse appropriée en matière de santé et de nutrition scolaires et pour combler les lacunes dans ce domaine. Dans de nombreux cas, le PAM n'est peut être pas l'organisme chef de file pour relever des défis spécifiques, mais en travaillant avec d'autres organisations à l'identification des problèmes de santé et de nutrition en milieu scolaire et en réunissant différents acteurs, il contribuera à trouver des solutions aux défis identifiés. Pour ce faire, le PAM tirera parti de ses six décennies d'expérience dans le soutien à la santé et la nutrition scolaires, de son accès et sa connaissance des populations les plus pauvres et les plus difficiles à atteindre, ainsi que de sa trajectoire de collaboration avec plus de 100 pays sur des programmes nationaux durables d'alimentation scolaire.

Le PAM axera son travail sur les priorités suivantes :

1. Assurer une capacité suffisante pour soutenir la Coalition pour l'alimentation scolaire, notamment en soutenant chacun des pays membres, des initiatives et des partenaires impliqués.
2. Renforcer la capacité du PAM à démontrer les résultats et à suivre les progrès : le déploiement de la théorie du changement présentée dans ce rapport aura lieu en 2023 et l'élaboration de nouveaux indicateurs pour renforcer l'ensemble du suivi et de l'évaluation sera une priorité.
3. Consolider l'initiative sur les données et le suivi et établir la base de données mondiale sur l'alimentation scolaire.
4. Renforcer les partenariats clés pour positionner l'alimentation scolaire dans l'agenda mondial, notamment en établissant des liens avec les efforts visant à créer des systèmes alimentaires plus durables et à lutter contre le changement climatique. Le PAM travaillera avec la France pour accueillir la réunion ministérielle de la Coalition pour l'alimentation scolaire en 2023 ; les Émirats arabes unis pour la COP 28 ; l'Union Africaine pour différents événements régionaux et sous-régionaux ; et les agences des Nations Unies et les principales ONG.
5. Renforcer la capacité du PAM à continuer de soutenir les gouvernements dans leurs programmes et leur transition vers l'autosuffisance, notamment par l'élaboration d'orientations sur les systèmes alimentaires, l'accès des petits agriculteurs aux marchés, l'éducation des filles, la nutrition et l'enrichissement en micronutriments. Le PAM renforcera également la capacité de ses équipes à fournir le type d'assistance technique le plus approprié aux gouvernements.



RAPPORT SPÉCIAL : L'alimentation scolaire dans le contexte d'une approche holistique pour le bien-être des adolescents

Rapport présenté par le Partenariat
pour la santé de la mère,
du nouveau-né et de l'enfant



Une bonne nutrition est très importante pour le bien-être immédiat des adolescents, pour leur bien-être à long terme et pour le bien-être des enfants dans le futur. Les politiques et les programmes doivent également être conçus avec et pour les adolescents dans le contexte de la famille, des pairs, de l'école, de la communauté, de l'environnement local et du cadre sociétal plus large. Les écoles sont particulièrement bien placées pour améliorer la nutrition et le bien-être des adolescents grâce à des programmes d'alimentation scolaire faisant partie d'un ensemble intégré de nutrition et de santé, surtout si ces programmes sont liés à d'autres initiatives, tant dans le domaine de la santé et de la nutrition que, plus largement, dans d'autres domaines du bien-être :

- **Domaine 1** : la bonne santé et la nutrition optimale vont au-delà de l'absence de maladie et de malnutrition pour s'étendre au sentiment de bien-être et à la capacité de faire face vigoureusement aux tâches quotidiennes et de maintenir les fonctions essentielles face à l'adversité. Les programmes d'alimentation scolaire sont une composante essentielle d'un système éducatif véritablement intégré, sain et promouvant la santé, qui contribue au bien-être des adolescents.
- **Domaine 2** : la création de liens, le développement de valeurs positives et se voir offrir la possibilité d'apporter une contribution valable sont des éléments essentiels au bien-être des adolescents. Les programmes d'alimentation scolaire contribuent à ce que les adolescents restent à l'école et peuvent leur donner l'occasion de participer à la prise de décision concernant la nourriture qui leur est fournie et de voir leurs opinions prises au sérieux. Les programmes d'alimentation scolaire peuvent transmettre des messages positifs sur la nutrition et la vie active, et peuvent contribuer à une action positive contre les intimidations, la stigmatisation et la discrimination.
- **Domaine 3** : le domaine de la sécurité et de l'environnement favorable est sous-tendu par sept sous-domaines, à savoir la sécurité émotionnelle et physique, les conditions matérielles, l'équité, l'égalité, la non-discrimination, la vie privée et la réceptivité. Les programmes d'alimentation scolaire peuvent contribuer de manière importante à la sécurité de s adolescents et leur offrir un environnement favorable.

- **Domaine 4** : le domaine « Apprentissage, aptitude, éducation, compétences et employabilité » est sous-tendu par six sous-domaines (apprentissage, éducation, ressources, compétences, employabilité et confiance en soi). Les programmes d'alimentation scolaire peuvent contribuer à ce domaine du bien-être des adolescents en soutenant la capacité et la motivation des élèves à apprendre. Dans le cas des familles défavorisées, l'alimentation scolaire incite les adolescents à rester à l'école, et leurs parents à ne pas les retirer de l'école. Les programmes d'alimentation scolaire et l'éducation nutritionnelle liée à ces programmes peuvent donner l'occasion aux adolescents de développer les ressources, les aptitudes à la vie quotidienne et à la prise de décision, ainsi que les compétences nécessaires pour choisir des aliments nutritifs et les préparer de manière hygiénique et appétissante. Les programmes soutiennent également l'éducation nutritionnelle. Les programmes d'alimentation scolaire peuvent être liés à d'autres compétences techniques, professionnelles, commerciales ou créatives. En associant, dans le cadre d'un programme d'alimentation scolaire, les élèves à la préparation des repas et/ou à l'aide au choix des menus, les adolescents ont l'occasion de développer leur confiance en soi et le sentiment qu'ils peuvent bien faire les choses.
- **Domaine 5** : la capacité d'action et la résilience, comprend cinq sous-domaines (capacité d'action, identité, objectif, résilience et réalisation). Les programmes d'alimentation scolaire peuvent apporter une contribution importante à la capacité d'action et de résilience d'un adolescent. Par exemple, il est prouvé que les programmes d'alimentation scolaire génèrent un retour sur investissement élevé dans le capital humain, en particulier dans la capacité des femmes à gagner un revenu.

RS.1 Introduction

Une bonne nutrition est très importante pour le bien-être immédiat des adolescents, pour leur bien-être à long terme et pour le bien-être des enfants dans le futur. Cependant, la prévalence mondiale de la malnutrition, avec son triple fardeau de la sous-nutrition, de carences en micronutriments et de surpoids et d'obésité, augmente à des niveaux alarmants chez les adolescents âgés de 10 à 19 ans (UNICEF, 2019). Les interventions visant à réduire ces risques multiples doivent commencer tôt dans la vie de l'enfant et se poursuivre tout au long de son adolescence. De plus en plus dans le monde, la grande majorité des enfants et des adolescents âgés de 5 jusqu'à au moins 15 ans sont scolarisés. Les charges absolues et relatives auxquelles les enfants et les adolescents sont confrontés en raison de chacun de ces trois types de malnutrition diffèrent sensiblement selon le pays, le groupe de revenu, la région géographique et la richesse de l'individu et de sa famille (WHO, 2022). Les déterminants fondamentaux de la malnutrition sont les suivants :

- l'accès d'un individu et de sa famille aux ressources et au capital matériel, humain, social et naturel, y compris la terre et la richesse ;
- les facteurs structurels, y compris le marché social, les systèmes juridiques et politiques, et les tendances démographiques, économiques et environnementales à long terme (par exemple, les coûts et la disponibilité) ; et
- les idées, croyances et idéologies dominantes au sein d'une société donnée (Harris & Nisbett, 2020).



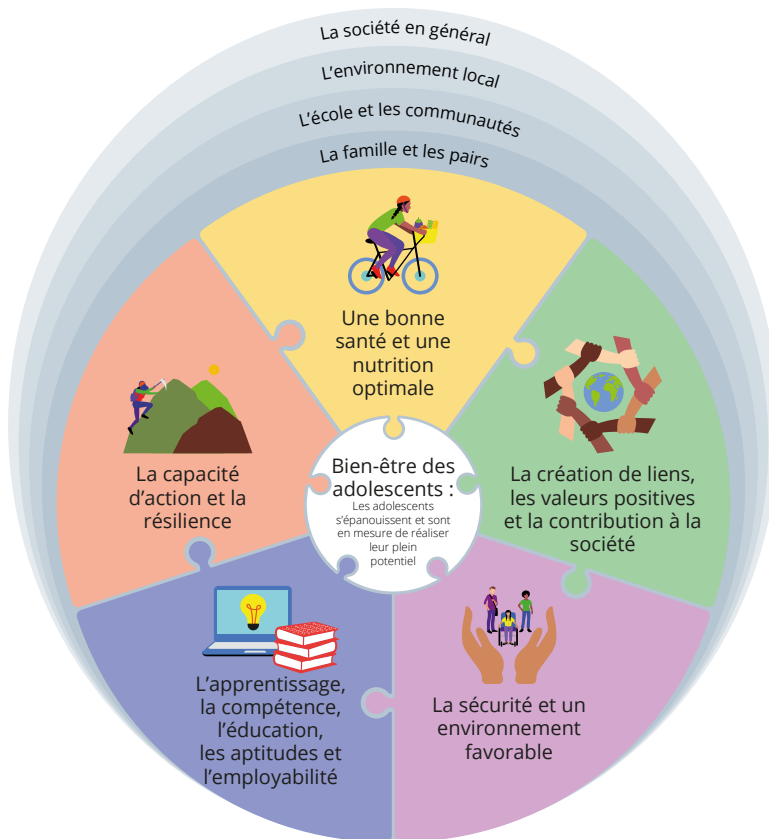
WFP/Andy Higgins

Le changement climatique et les conflits sont parmi les facteurs les plus importants entraînant des défaillances des systèmes alimentaires et des crises de malnutrition dans le monde entier (Brown et al., 2021). En outre, les déterminants sociaux de la malnutrition des adolescents ont évolué en fonction du développement économique, de l'urbanisation et de la mondialisation des systèmes alimentaires, qui ont accru l'accessibilité des aliments hautement transformés. En outre, une activité physique insuffisante, un sommeil de mauvaise qualité et un apport calorique accru ont augmenté la vulnérabilité des adolescents à l'obésité (Chaput & Dutil, 2016). En offrant un accès égal à au moins un repas scolaire nutritif par jour à tous les écoliers, et en liant les programmes d'alimentation scolaire à la promotion d'une alimentation saine et de l'activité physique, les programmes d'alimentation scolaire ont le potentiel d'atténuer l'épidémie croissante de surpoids et d'obésité chez les enfants et les adolescents. Il s'agit en outre de veiller à ce que les enfants et les adolescents qui ne reçoivent pas assez à manger à la maison reçoivent au moins un repas nutritif cinq jours par semaine.

La malnutrition restreint gravement le bien-être des adolescents en réduisant leur capacité à s'épanouir et à atteindre leur plein potentiel (Christian & Smith, 2018). En 2020, le groupe de travail technique H6+ des Nations Unies (ONU) pour la santé et le bien-être des adolescents a lancé une initiative pour le bien-être des adolescents, coordonnée par le Partenariat pour la santé maternelle, néonatale et infantile. En réponse à son Appel à l'action pour les adolescents (Partnership for Maternal Newborn and Child Health, 2020), le groupe de travail a défini le bien-être des adolescents comme le fait « d'avoir le soutien, la confiance et les ressources nécessaires pour s'épanouir dans des contextes de relations sûres et saines, en réalisant pleinement son potentiel et ses droits » et a identifié cinq domaines essentiels du bien-être des adolescents (figure RS.1) (Ross et al., 2020). Les cinq domaines comprennent la santé et la nutrition des adolescents ; la création de liens des adolescents, leurs valeurs positives et leur contribution à la société ; la sécurité et un environnement favorable ; l'apprentissage, les compétences, l'éducation, les aptitudes et l'employabilité ; et la capacité d'action et la résilience. Le cadre conceptuel de l'initiative souligne la nature multidimensionnelle et intersectionnelle de la vie d'un adolescent et le fait que les domaines qui contribuent à son bien-être sont inextricablement liés. Il est intéressant de noter que les adolescents eux-mêmes déclarent que le bien-être est un concept multidimensionnel qui englobe la totalité de leur expérience (UN Major Group for Children and Youth, 2021).

Figure R.S. 1

Définition du bien-être des adolescents et cadre conceptuel

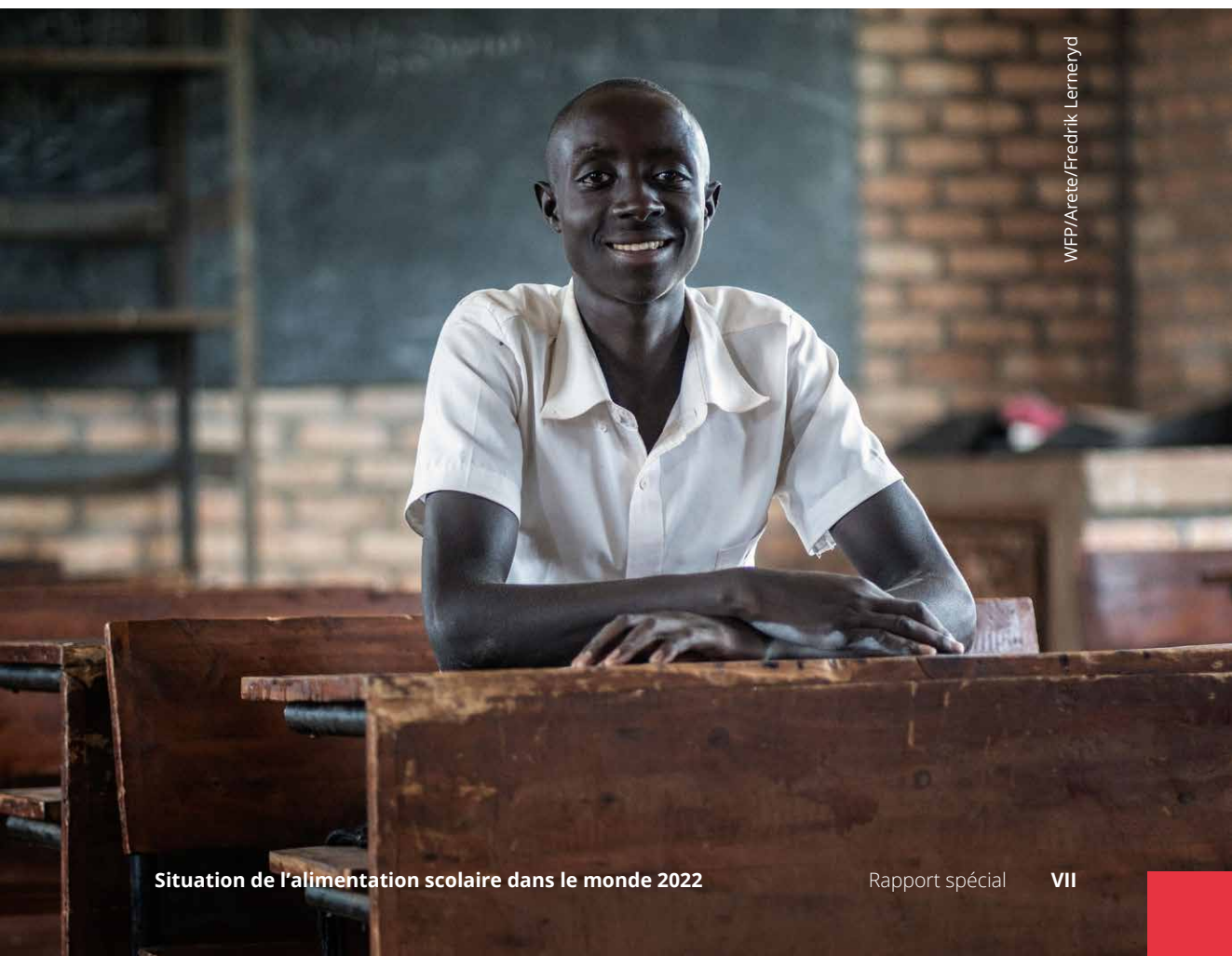


Source: Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant (Ross et al., 2020) ³²

Pour être efficaces, les programmes doivent être conçus intentionnellement pour garantir l'interconnexion des facteurs de protection et de risque pour la nutrition des adolescents dans les cinq domaines liés au bien-être, tout en appliquant une perspective de genre, d'équité et de droits (Baltag, 2022a). Les politiques et les programmes doivent également être conçus avec et pour les adolescents dans le contexte de la famille, des pairs, de l'école, de la communauté, de l'environnement local et du cadre sociétal plus large (figure R.S. 1) (Clark et al., 2021; Partnership for Maternal Newborn and Child Health, 2021; Ross et al., 2020). Les écoles sont particulièrement bien placées pour améliorer la nutrition et le bien-être des adolescents grâce à des programmes d'alimentation scolaire faisant partie d'un ensemble intégré de nutrition et de santé, surtout si ces programmes sont liés à d'autres initiatives, autant dans le domaine de la santé et de la nutrition et, plus largement, dans d'autres domaines liés au bien-être.

³² https://pnmch.who.int/images/librariesprovider9/illustration/adolescents-health-ecological-framework--color.png?sfvrsn=fcf49ae_5 (Consulté le 24 mai 2022)

Il a été estimé que les programmes d'alimentation scolaire, s'ils sont bien conçus et mis en œuvre, peuvent avoir un très bon retour sur investissement, rapportant jusqu'à 9 dollars pour chaque dollar investi. Les programmes d'alimentation scolaire créent également de la valeur dans plusieurs secteurs, notamment : l'éducation, la santé et la nutrition, la protection sociale et l'agriculture locale (WFP, 2020d). Par conséquent, ces programmes méritent un financement adéquat pour garantir que des repas de qualité sont fournis dans un environnement hygiénique et attrayant et qu'ils font partie d'un programme complet de nutrition scolaire. Cela nécessite un financement dédié pour avoir un personnel compétent et formé (par exemple, des cuisiniers), des ingrédients nutritifs de haute qualité et des installations adéquates pour la cuisine et le stockage des aliments. Un soutien et une supervision continus dans les écoles sont nécessaires non seulement pour garantir la qualité des repas et des conditions d'hygiène appropriées (WHO, 2017, 2018a), mais aussi pour veiller à ce que les aspects culturels de l'alimentation et des comportements alimentaires soient pris en compte, car ces éléments influencent les habitudes alimentaires futures. (Amahmid et al., 2020; Vio et al., 2020).



WFP/Arrete/Fredrik Lerner

RS.2 Comment l'alimentation scolaire peut contribuer au bien-être des adolescents

Les programmes d'alimentation scolaire peuvent, et doivent, contribuer à chacun des cinq domaines liés au bien-être des adolescents (voir figure R.S. 1). L'analyse coûts-bénéfices a montré que les programmes d'alimentation scolaire peuvent avoir des rendements impressionnants, les programmes gérés efficacement rapportant en moyenne 9 dollars de bénéfices pour chaque dollar investi. Cet objectif est atteint en améliorant les résultats liés à l'éducation, à la santé et à la nutrition, à la protection sociale et à l'agriculture locale (par exemple, par l'achat d'ingrédients produits localement pour les repas scolaires) (WFP, 2020d). En façonnant les comportements à l'adolescence, on peut obtenir des gains importants pour le reste de la vie de l'individu et pour les générations suivantes. En fournissant au moins un repas scolaire sain et nutritif à tous les élèves chaque jour, les programmes d'alimentation scolaire peuvent également contribuer à lutter contre les inégalités sociales (par exemple, entre les sexes, les revenus, ou entre les adolescents atteints ou non de maladies chroniques telles que le VIH ou la tuberculose).

Dans la suite du rapport, nous verrons pourquoi les repas scolaires sont importants pour les cinq domaines critiques et interconnectés qui influencent le bien-être des adolescents.

Domaine 1 : Bonne santé et nutrition optimale

La bonne santé et la nutrition optimale vont au-delà de l'absence de maladie et de malnutrition pour s'étendre au sentiment de bien-être et à la capacité de faire face vigoureusement aux tâches quotidiennes et de maintenir les fonctions essentielles face à l'adversité (Baltag, 2022a). La santé et la nutrition des adolescents sont de plus en plus liées à des déterminants sociaux et structurels, notamment le changement climatique, la mondialisation, l'urbanisation et les développements techniques et numériques qui entraînent une évolution des modes de vie. C'est pourquoi les réponses sanitaires efficaces sont souvent à plusieurs niveaux et comportent de multiples composantes, avec une coordination nécessaire entre les secteurs. La bonne santé et la nutrition optimale comprennent trois sous-domaines (Baltag et al., 2022) :

- I. la santé et les capacités physiques ;
- II. la santé et les capacités mentales ; et
- III. l'état nutritionnel optimal et le régime alimentaire.

Pour guider et assurer des efforts globaux, l'OMS et l'UNESCO ont promu pendant de nombreuses années le modèle des écoles-santé et ont récemment publié des normes mondiales pour les écoles-santé afin de fournir un cadre clair pour guider les systèmes éducatifs dans la réalisation de la vision de faire de chaque école une école-santé (WHO and UNESCO, 2021). Une école qui atteint les huit normes est appelée « école-santé » (Brown et al., 2021; Levinson J, 2019; WHO, 2018a, 2019, 2021a). Les écoles-santé ont été reconnues comme un véhicule stratégique pour promouvoir un développement positif et des comportements sains tels qu'une alimentation saine, l'activité physique, les loisirs et le jeu, et pour réduire le tabagisme et l'intimidation (Pulimeno et al., 2020; WHO, 2021a).

Pour véritablement intégrer la santé et la promotion de la santé, les systèmes éducatifs doivent adopter une approche globale de promotion de la santé (c'est-à-dire en incitant toutes les parties de l'école à travailler ensemble, depuis les dirigeants, les enseignants et tout le personnel scolaire jusqu'aux parents, aux soignants et à la communauté au sens large). Cette approche doit être intégrée dans tous les aspects de la vie scolaire : les politiques scolaires, l'environnement physique et social, le programme scolaire formel et informel, les liens avec les parents et la communauté scolaire, et l'accès aux services de santé scolaire. Les programmes d'alimentation scolaire sont une composante essentielle des « écoles-santé » et contribuent à la réalisation du bien-être des adolescents. Selon le contexte, il peut s'agir d'utiliser les écoles comme plateforme pour mener des interventions en matière de santé et de nutrition, notamment l'alimentation scolaire, la supplémentation en micronutriments, le dépistage, le counseling nutritionnel, la fourniture de vaccins, de services de santé sexuelle et reproductive, le soutien en matière de santé mentale et les dispositions relatives à la santé menstruelle, entre autres (UNESCO et al., 2020). Plusieurs études ont démontré la rentabilité potentielle de telles interventions (Aurino, 2018; WHO, 2020).

Les programmes d'alimentation scolaire doivent aller au-delà de la fourniture d'un régime alimentaire culturellement acceptable, adéquat, diversifié, équilibré et sain pour garantir que la nourriture est servie dans un environnement sain avec la fourniture d'eau potable. Le personnel doit aider les élèves à pratiquer une bonne hygiène des mains, par exemple en se lavant les mains avec du savon avant chaque repas et s'ils vont aux toilettes pendant un repas (WHO, 2018a). Les programmes d'alimentation scolaire doivent également être liés à l'éducation sanitaire relative à ce qui constitue une alimentation saine et nutritive ; à la promotion d'une consommation réduite de sucre et de sel (WHO, 2021a); à des possibilités d'activité physique adéquate ; et au dépistage, au counseling et au soutien des élèves qui souffrent d'anémie ou qui sont en insuffisance pondérale ou en surpoids.

Domaine 2 : Création de liens, valeurs positives et contribution à la société

La création de liens, le développement de valeurs positives et la possibilité d'apporter une contribution valable sont des éléments essentiels au bien-être des adolescents (Blum, 2021; Ross et al., 2020).

Ce domaine comporte six sous-domaines :

- I. Liens : l'adolescent fait partie de réseaux sociaux et culturels positifs et entretient des relations positives et significatives avec les autres, y compris la famille, les pairs et, le cas échéant, les enseignants et/ou les employeurs ; et
- II. Se sentir valorisé : l'adolescent est apprécié et respecté par les autres et accepté comme faisant partie de la communauté.
- III. Attitudes : l'adolescent est responsable, attentionné et respecte les autres. L'adolescent a le sens de l'éthique, de l'intégrité et de la moralité.
- IV. Compétences interpersonnelles : l'adolescent a de l'empathie, des compétences en matière d'amitié et de la sensibilité.
- V. Activité : l'adolescent est socialement, culturellement et civiquement actif.
- VI. Changement et développement : l'adolescent est équipé pour contribuer au changement et au développement dans sa propre vie et/ou dans sa communauté (Blum, 2021).

Les programmes d'alimentation scolaire contribuent à ce domaine du bien-être des adolescents à travers:

- **La création de liens** : les programmes d'alimentation scolaire contribuent à ce que les enfants restent plus longtemps à l'école (Dembelé, 2014). L'intégration sociale (c'est-à-dire le fait de ressentir un sentiment d'appartenance, d'implication, de soutien ou de lien) est un facteur important pour que les enfants restent à l'école (Rasco et al., 2020). La relation des adolescents avec leurs pairs ainsi qu'avec d'autres personnes (par exemple, les enseignants, les parents) est une source importante de soutien social et émotionnel qui peut les protéger de la détresse psychologique pendant cette étape vulnérable de la vie (Anju et al., 2020; Camara et al., 2017; Harounan et al., 2009).
- **Se sentir valorisé** : les programmes d'alimentation scolaire peuvent offrir aux adolescents la possibilité de participer à la prise de décision concernant la nourriture fournie et de voir leurs opinions prises au sérieux, en fonction de l'évolution de leurs capacités et de leur stade de développement.
- **Attitudes, compétences interpersonnelles et activité** : les programmes d'alimentation scolaire peuvent transmettre des messages positifs sur la nutrition et la vie active. Ils peuvent également contribuer à l'action positive contre l'intimidation, la stigmatisation et la discrimination (WHO, 2020) en enseignant la non-discrimination liée aux contraintes religieuses et sociales sur la consommation d'aliments spécifiques ou aux questions liées à la forme ou à la taille du corps. Les adolescents peuvent même être capables d'influencer la nutrition à la maison en fonction de ce qu'ils apprennent à l'école.
- **Changement et développement** : le personnel scolaire peut servir de modèle pour encourager une alimentation et un mode de vie sains. Cela peut contribuer à ce que les adolescents se sentent capables de prendre en charge leur propre santé. Ils sont donc équipés pour contribuer au changement et au développement dans leur propre vie et/ou dans leur communauté.

Domaine 3 : la sécurité et l'environnement favorable

Le domaine de la sécurité et de l'environnement favorable est sous-tendu par sept sous-domaines (Engel, 2021) :

- I. Sécurité : la sécurité émotionnelle et physique.
- II. Les conditions matérielles de l'environnement physique sont remplies.
- III. Équité : être traités équitablement et avoir les mêmes chances dans la vie.
- IV. Égalité : une répartition égale du pouvoir, des ressources, des droits et des opportunités pour tous.
- V. Non-discrimination.
- VI. Respect de la vie privée.
- VII. Réceptivité : enrichir les possibilités offertes à l'adolescent.

Les programmes d'alimentation scolaire peuvent apporter une contribution importante à la sécurité des adolescents et à un environnement favorable :

- Sécurité : les repas scolaires doivent être fournis dans un endroit surveillé et sûr, avec une protection contre les éléments.
- Conditions matérielles : les programmes d'alimentation scolaire doivent garantir que chaque adolescent a accès à la nourriture et à l'eau potable.
- Équité : un cadre juridique favorable et des politiques d'éducation visant à garantir des programmes d'alimentation scolaire sont essentiels pour atteindre l'équité. Les programmes d'alimentation scolaire peuvent contribuer à garantir un accès équitable à une éducation nutritionnelle valide et pertinente, ainsi qu'à un repas scolaire nutritif et, si nécessaire, à une orientation vers des services de nutrition de qualité. Atteindre l'équité garantit que les plus vulnérables, qui dépendent le plus de la nourriture fournie à l'école, sont atteints. Les repas scolaires ne contribuent pas seulement à la nutrition des élèves, ils constituent également un fort incitatif pour les parents à envoyer leurs enfants à l'école. Dans les contextes où l'éducation des filles n'est pas aussi valorisée que celle des garçons, les programmes d'alimentation scolaire augmentent particulièrement les taux de scolarisation et de rétention des filles. Les repas scolaires contribuent à un environnement où les filles évitent les mariages et les grossesses précoces et poursuivent des études supérieures ; où des emplois et un esprit d'entrepreneuriat local sont créés ; et où le bien-être devient la norme.

- **L'égalité** : Les programmes intégrés de santé et de nutrition peuvent promouvoir des normes sociales positives, y compris les normes de genre, afin de garantir l'égalité des droits et des chances pour tous les adolescents (WFP, 2020c). Non seulement les repas scolaires fournissent une alimentation aux élèves, mais ils incitent fortement les parents à envoyer leurs fils et leurs filles à l'école, ce qui augmente le taux de scolarisation et de rétention des filles (WFP, 2017a). Les données probantes suggèrent que permettre aux filles d'achever leur éducation secondaire les protège contre le VIH et améliore de nombreux autres résultats en matière de santé et de développement. Des données provenant du Botswana suggèrent que les filles qui sont restées à l'école secondaire avaient la moitié du risque d'infection par le VIH (De Neve et al., 2015). En outre, il est de plus en plus évident que, même dans les situations de conflit, les programmes d'alimentation scolaire peuvent améliorer la scolarisation, réduire le travail inapproprié, en particulier pour les filles, et contribuer à la paix et à la cohésion sociale (WFP, 2020d).
- **Non-discrimination** : les programmes intégrés de santé et de nutrition peuvent garantir que les adolescents sont libres d'afficher leurs croyances personnelles, culturelles et spirituelles liées à la nourriture et aux boissons et d'exprimer leur identité dans un environnement non discriminatoire. Les adolescents doivent également pouvoir accéder à des services et à des informations objectives et factuelles sur la nutrition, sans être exposés à des jugements (liées à l'image corporelle, par exemple).
- **Environnement réceptif** : les programmes intégrés de santé et de nutrition peuvent offrir l'accès à un large éventail d'opportunités sûres et stimulantes pour les loisirs ou le développement personnel (par exemple, jardinage scolaire, activité physique, éducation nutritionnelle).

Domain 4 : Apprentissage, aptitude, éducation, compétences et employabilité

Le domaine « Apprentissage, aptitude, éducation, compétences et employabilité » est étayé par six sous-domaines (Beadle, 2021; Ross et al., 2020) ;

- I. Apprentissage : les adolescents ont la volonté et la motivation d'apprendre de façon continue.
- II. Éducation.
- III. Ressources, aptitudes à la vie et compétences Ressources, compétences de vie et aptitudes : les adolescents disposent des ressources cognitives, sociales, créatives et émotionnelles, des aptitudes à la vie quotidienne et à la prise de décision et des compétences nécessaires pour s'épanouir, notamment en connaissant leurs droits et en sachant comment les faire valoir, et en sachant planifier et faire des choix.
- IV. Compétences : l'acquisition de compétences techniques, professionnelles, commerciales et créatives afin de pouvoir tirer parti des opportunités économiques, culturelles et sociales actuelles ou futures.
- V. Employabilité.
- VI. La confiance en soi pour être capables de bien faire les choses.

Les programmes d'alimentation scolaire peuvent contribuer au bien-être des adolescents dans ce domaine de la manière suivante :

- **Apprentissage** : la faim nuit à la capacité d'une personne à se concentrer et à apprendre et émousse son enthousiasme pour le savoir. Les programmes d'alimentation scolaire peuvent donc soutenir la capacité et la motivation d'un adolescent pour l'apprentissage (Maijo, 2018).
- **Éducation** : dans le cas des familles défavorisées, l'alimentation scolaire incite les adolescents à rester à l'école et leurs parents à ne pas les retirer de l'école (WFP, 2017a). Comme mentionné ci-dessus, les programmes d'alimentation scolaire peuvent, et doivent, être liés à l'éducation nutritionnelle (Norris et al., 2022; Thompson et al., 2020).
- **Les ressources, compétences de vie et aptitudes** : les programmes d'alimentation scolaire et l'éducation nutritionnelle qui y sont liées peuvent donner aux adolescents l'occasion de développer les ressources, les aptitudes à la vie quotidienne et à la prise de décision, ainsi que les compétences nécessaires pour choisir des aliments nutritifs et les préparer de manière hygiénique et appétissante.
- **Compétences** : les programmes d'alimentation scolaire peuvent être liés à d'autres compétences techniques, professionnelles, commerciales ou créatives (Bundy, de Silva, et al., 2018). Outre l'acquisition de connaissances nutritionnelles, un programme intégré de nutrition et de santé, comprenant des repas scolaires, peut contribuer à améliorer les compétences en diététique et en cuisine des garçons et des filles. D'autres compétences peuvent également être développées : les mathématiques (par exemple, peser les ingrédients) ; la biologie (par exemple, la composition alimentaire de divers produits végétaux et animaux) ; la physique (par exemple, bouillir, congeler) ; l'expression (par exemple, les sentiments à l'égard de la nourriture et des repas) ; et les arts créatifs (par exemple, dessiner des aliments) (Bundy, de Silva, et al., 2018; WHO, 2019).
- **Employabilité** : une population bien nourrie, en bonne santé et instruite, est le fondement de la croissance et du développement économique d'une société (WFP, 2020d).
- **Confiance en soi** : en associant, dans le cadre d'un programme d'alimentation scolaire, les élèves à la préparation des repas et/ou à l'aide au choix des menus, les adolescents ont l'occasion de développer leur confiance en soi et le sentiment qu'ils peuvent bien faire les choses, même pour les élèves qui n'excellent pas sur le plan scolaire.

Domain 5 : Capacité d'action et résilience

La capacité d'action et la résilience comprend cinq sous-domaines :

- I. Capacité d'action : les adolescents ont une bonne estime de soi ; ils ont la capacité d'agir et sont habilités à faire des choix significatifs ; ils sont capables d'influencer leur environnement social, politique et matériel ; et ils ont la capacité de s'exprimer et de s'autodiriger en fonction de leurs capacités évolutives et de leur stade de développement.
- II. Identité : les adolescents se sentent bien dans leur peau et avec leur (s) identité (s), y compris leur identité physique, culturelle, sociale, sexuelle et de genre.
- III. Objectif : les adolescents ont le sens du but, le désir de réussir et l'optimisme quant à l'avenir.
- IV. Résilience : les adolescents sont équipés pour faire face aux adversités, maintenant et à l'avenir, d'une manière adaptée à leurs capacités évolutives et à leur stade de développement.
- V. Épanouissement : les adolescents ont le sentiment qu'ils réalisent leur potentiel maintenant et qu'ils pourront le faire à l'avenir (Ross et al., 2020; Vidyarthi, 2021).

Les programmes d'alimentation scolaire peuvent apporter une contribution importante à la capacité d'action et de résilience d'un adolescent. Par exemple, il est prouvé que les programmes d'alimentation scolaire génèrent un retour sur investissement élevé dans le capital humain, en particulier dans la capacité des femmes à gagner un revenu (Bundy, Silva, et al., 2018).

Des approches innovantes ont été signalées lorsque des programmes d'alimentation scolaire ont été combinés avec des transferts monétaires (Dominique, 2017). Les programmes d'alimentation scolaire peuvent renforcer la capacité d'un adolescent à développer son estime de soi et la capacité de choisir et préparer des aliments nutritifs, surtout si le programme est lié à une éducation nutritionnelle et si les élèves ont la possibilité de participer au choix des menus, à la conception et à la préparation de repas nutritifs. Comme pour tout programme impliquant des adolescents, il est essentiel que les adolescents eux-mêmes soient engagés de manière significative dans tous les aspects du programme, y compris dans sa conception, son suivi et son évaluation.

RS.3 Comment les interventions d'alimentation scolaire basées sur des données probantes peuvent avoir un impact sur le bien-être des adolescents

Les cinq domaines liés au bien-être des adolescents sont liés entre eux et s'influencent mutuellement. Comme nous l'avons démontré dans la section précédente, l'alimentation des adolescents a une incidence sur leur santé globale, la création de liens, leur sécurité, etc. Par exemple, l'acquisition de connaissances nutritionnelles liée à un programme d'alimentation scolaire fait partie d'une bonne éducation et est un déterminant d'une bonne santé, qui à son tour est un déterminant d'une bonne réussite scolaire (Beadle, 2021).

Les écoles sont une plateforme rentable pour fournir des interventions simples, sûres et efficaces pour favoriser le bien-être des adolescents (Bundy, de Silva, et al., 2018). Bon nombre des problèmes de santé liés à une mauvaise alimentation sont plus fréquents chez les étudiants défavorisés, en particulier chez les adolescentes. Ces problèmes de santé ont des effets importants sur l'éducation – causant l'absentéisme, entraînant le redoublement ou l'abandon scolaire, et affectant négativement les résultats des élèves – et pourtant, il est possible de les prévenir ou de les traiter. L'adoption d'une approche scolaire « globale » (englobant les politiques, la gouvernance et le leadership, les partenariats avec la communauté, le programme éducatif, l'environnement physique, social et émotionnel et les services de santé scolaire (Goldberg et al., 2019; WHO, 2021a)) pour promouvoir la santé et le bien-être des enfants et des adolescents est donc fortement encouragée (Jourdan et al., 2021).

Les programmes d'alimentation scolaire peuvent être au centre de cette démarche, en reliant les cinq domaines liés au bien-être des adolescents. L'Écosse a démontré son engagement à cet égard en plaçant la santé et le bien-être au centre de sa politique d'éducation (Beadle, 2021). L'Inde a également obtenu des résultats significatifs avec des programmes d'alimentation scolaire contribuant à de multiples domaines liés au bien-être des adolescents.

Étude de cas R.S. 1

Santé et bien-être au centre de l'éducation – Écosse

En 2004, le gouvernement écossais a introduit « Un programme d'études pour l'excellence » avec la santé et le bien-être au centre de ce programme. Dans sa politique, le gouvernement a souligné le rôle essentiel des écoles dans l'acquisition par les élèves des compétences nécessaires à une vie saine et heureuse. À cet égard, il est attendu que les étudiants bénéficient des possibilités d'éducation, indépendamment de leur origine ou de leur situation financière. Le gouvernement a mis à disposition une série de ressources pour que les élèves se sentent heureux, en sécurité, inclus et respectés dans leur environnement d'apprentissage. Dans la politique, la santé et le bien-être sont divisés en six domaines : les différents aspects du bien-être ; la planification des choix et des changements ; l'éducation physique et l'activité physique/sportive ; l'alimentation et la santé ; la toxicomanie ; et les relations, la santé sexuelle et la parentalité. Cette politique supervise une série d'interventions dans les écoles, allant du soutien à la santé mentale aux repas scolaires et aux programmes spécifiques de bien-être.

Par exemple, il est attendu que chaque école secondaire propose des services-conseil et, en termes d'interventions en classe, les élèves bénéficient d'une éducation personnelle et sociale, qui vise à doter les élèves des connaissances et de la compréhension, des compétences, des capacités et des attributs nécessaires au bien-être mental, émotionnel, social et physique, pour le présent et l'avenir. En outre, le gouvernement fournit aux élèves (de la première à la troisième année) des repas scolaires gratuits, offre des subventions pour l'achat de vêtements scolaires et aide les élèves en leur versant des allocations d'entretien de l'éducation, le cas échéant (Fernandes, 2018; Horrell, 2012).

Étude de cas R.S. 2

Le Mid-Day Meal Scheme (Programme du repas du midi) en Inde

L'Inde a considérablement élargi l'accès à l'enseignement primaire depuis l'Indépendance ; cependant, la prévalence de l'insuffisance pondérale et des retards de croissance reste très élevée chez les adolescents indiens (Bhargava et al., 2020).

Dans le but de renforcer la scolarisation, la rétention et la fréquentation scolaire et d'améliorer simultanément l'état nutritionnel des enfants et des

adolescents, le gouvernement indien a lancé en 1995 un programme national de soutien nutritionnel à l'enseignement primaire (NP-NSPE), plus connu sous le nom de Mid-Day Meal Scheme (Programme du repas du midi). En collaboration avec la Fondation Akshaya Patra (une organisation à but non lucratif), en 2017, un repas de midi a été servi à plus de 1,6 million d'enfants dans 13 839 écoles à travers 12 États de l'Inde (The Akshaya Patra Foundation, 2022).

Afin de nourrir un tel nombre d'enfants et d'adolescents, Akshaya Patra dépend d'une combinaison d'unités de cuisine centralisées et décentralisées. Un système de livraison innovant avec des véhicules spécialement conçus permet de s'assurer que les aliments frais atteignent les écoles à temps. Malgré le nombre considérable de repas à préparer chaque jour d'école, le programme accorde une grande importance à l'hygiène et à la propreté dans chacune des cuisines d'Akshaya Patra. Une évaluation des méthodes mixtes a rapporté que les enseignants ont observé un impact positif sur la fréquentation scolaire, y compris parmi les groupes d'enfants et d'adolescents les plus marginalisés, une meilleure capacité d'attention et une amélioration générale de l'état nutritionnel. Le suivi a montré que les conditions de propreté et d'hygiène ont été maintenues et que le programme a permis une plus grande sensibilisation aux pratiques d'assainissement, telles que le lavage des mains (The Akshaya Patra Foundation, 2017).

Bien qu'aucune donnée n'ait été recueillie pour s'assurer que les écoles participant au programme étaient semblables aux écoles n'y participant pas avant la mise en œuvre du programme, une comparaison de l'état anthropométrique des élèves a montré que l'IMC d'une proportion sensiblement et significativement plus élevée de filles et de garçons se situait dans la fourchette normale dans les écoles ayant participé au Mid-Day Meal Scheme (Programme du repas du midi) par rapport aux autres écoles (The Akshaya Patra Foundation, 2017). En outre, les élèves des écoles participantes ont obtenu de meilleurs résultats aux examens annuels. Les évaluations ont également conclu que le programme avait réussi à améliorer le bien-être des adolescents grâce à une meilleure socialisation entre les castes et à une meilleure inscription et fréquentation scolaire (The Akshaya Patra Foundation, 2022).

En plus des programmes d'alimentation scolaire, les écoles peuvent aider les élèves à développer des compétences cognitives et socio-émotionnelles, ainsi que fournir des connaissances (Montgomery & Knerr, 2018; Thompson et al., 2020). Les écoles peuvent également offrir un environnement d'apprentissage sûr où tous les élèves se sentent inclus et bénéficient d'une éducation à la sexualité et aux compétences de vie complètes (ESC) (Beadle, 2021), ainsi que l'accès aux services pour une série de problèmes de santé, notamment l'anxiété et la dépression, les troubles du comportement, le diabète, le surpoids, l'obésité et la dénutrition (Levinson J, 2019; Scottish Government, 2021; WHO, 2019, 2021b).

La pandémie de COVID-19 a marqué le monde à un moment critique où les décisions de financement auront un impact énorme sur la reprise économique, la résilience future et le potentiel des pays.

Si l'on veut que les générations futures atteignent leur plein potentiel humain, les programmes de santé et de nutrition dans les écoles doivent être au cœur de l'agenda (Bundy, Silva, et al., 2018). Le système éducatif est particulièrement bien placé pour promouvoir la santé des enfants et des adolescents dans les communautés défavorisées qui ne disposent pas de systèmes de santé efficaces et qui, autrement, pourraient ne pas bénéficier d'interventions sanitaires. Les écoles sont généralement plus répandues que les établissements de santé dans tous les contextes de revenus, et les zones rurales et défavorisées sont nettement plus susceptibles d'avoir des écoles que des centres de santé (Bundy, 2017). Par conséquent, les écoles peuvent atteindre un nombre sans précédent d'enfants et d'adolescents et jouer un rôle clé dans les efforts nationaux de développement en améliorant la santé et la nutrition des enfants et des adolescents ainsi qu'en fournissant une éducation. Parce que les écoles sont au cœur de toutes les communautés, nous avons la possibilité d'utiliser les écoles comme une option durable et évolutive pour la santé et la nutrition intégrées (Bundy, 2017).

Alors que le monde apprend à vivre avec la COVID-19 et à s'en remettre, le rétablissement des programmes d'alimentation scolaire est une priorité urgente. En janvier 2020, le PAM a lancé sa stratégie, « A Chance for Every Schoolchild (Une chance pour chaque écolier) », en faveur de la santé et de la nutrition des écoliers et des adolescents (WFP, 2020b). La stratégie vise à faire en sorte que, tout en aidant les pays à maintenir les soins et le soutien aux enfants non scolarisés, les gouvernements, les partenaires et le personnel du PAM utilisent les programmes de santé et de nutrition scolaires comme un incitatif clé pour que les familles renvoient leurs enfants et adolescents à l'école, et pour que les écoles soient mieux construites. Les gouvernements ont uni

leurs forces avec les agences de développement, les donateurs, les universités, le secteur privé, les agences des Nations Unies et les organisations de la société civile pour créer la Coalition pour l'alimentation scolaire - une initiative dirigée par les gouvernements et lancée lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires en septembre 2021. Au moment de cette publication, 76 pays s'étaient engagés à ce que, d'ici 2030, chaque enfant et adolescent scolarisé ait la possibilité de recevoir un repas quotidien sain et nutritif.

Il est important que le leadership et la participation des adolescents soient institutionnalisés et soutenus activement pendant la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des programmes de santé des adolescents (Partnership for Maternal Newborn and Child Health, 2018, 2022; WHO, 2017). Il sera également essentiel de renforcer l'autonomie et la résilience des adolescents et de supprimer les obstacles à la participation des jeunes, tels que le manque d'accès et de contrôle des ressources financières et autres, ou les normes sociales et institutionnelles défavorables (UN Major Group for Children and Youth, 2021). Il s'agit de créer des environnements politiques sûrs, des systèmes sociaux et de santé résilients et des filets de sécurité solides (Kaplan et al., 1996; Luthar et al., 2000; WHO, 2018b).





RS. Conclusion

L'impact des programmes d'alimentation scolaire peut aller bien au-delà de la fourniture d'une assiette de nourriture. Ces programmes ont un rôle important à jouer dans la promotion des cinq domaines liés au bien-être des adolescents, et peuvent fournir un très bon retour sur investissement (Lee et al., 2016).

Ils peuvent également apporter une contribution importante à la réalisation de plusieurs des ODD par les pays - à savoir l'ODD 1 : Pas de pauvreté ; l'ODD 2 : Faim "zéro" ; l'ODD 3 : Bonne santé et bien-être ; l'ODD 4 : Éducation de qualité ; l'ODD 5 : Égalité entre les sexes ; et l'ODD 8 : Travail décent et croissance économique ; avec des liens avec de nombreux autres ODD (WFP, 2020b).

Tourné vers l'avenir, le Forum mondial pour les adolescents de septembre-octobre 2023 sera le plus grand rassemblement mondial jamais organisé sur la santé et le bien-être des adolescents. L'événement cherchera à mener à une responsabilisation des promesses faites lors du Sommet sur les ODD à l'Assemblée générale des Nations Unies à New York en septembre 2023, ainsi qu'à donner un rythme et mener de façon urgent l'obtention d'engagements financiers pour le bien-être des adolescents lors du Sommet du G20 en novembre 2023. Ce forum sera l'occasion d'intensifier les programmes d'alimentation scolaire de qualité afin de garantir que l'objectif de la Coalition pour l'alimentation scolaire soit atteint et que chaque enfant et adolescent scolarisé reçoive un repas scolaire sain et nutritif chaque jour.



Conclusions



L'édition précédente de cette publication fournissait à la fois une analyse de la situation de l'alimentation scolaire dans le monde avant la pandémie de COVID-19, et une évaluation de l'impact de la pandémie et de ses implications pour l'avenir. La plus grande partie de l'édition précédente a été rédigée pendant les confinements, et le texte a été envoyé pour publication alors que la pandémie COVID-19 prenait de l'ampleur vers ce que nous considérons maintenant comme son apogée, bien qu'il n'y ait eu alors aucune fin évidente en vue.

Pour conclure la publication précédente, nous avons essayé de prévoir ce qui pourrait arriver et ce qu'il fallait en faire. Nous avons mis en évidence cinq actions prioritaires pour les programmes d'alimentation scolaire, en commençant par la priorité absolue accordée à la réouverture des écoles en toute sécurité, puis en nous concentrant sur quatre moyens importants d'améliorer la qualité et la rentabilité des programmes nationaux d'alimentation scolaire lorsque et si la menace de la COVID-19 était passée.

Aujourd'hui, heureusement, nous vivons dans un monde différent. Non seulement il y a des signes clairs que la menace de la COVID-19 s'éloigne dans la plupart des pays, mais avec la création de la Coalition pour l'alimentation scolaire, il y a de nouveaux biens mondiaux, basés sur la Coalition et ses initiatives, qui ont stimulé un nouveau multilatéralisme mondial et un nouvel élan qui stimule le soutien national pour le bien-être des écoliers et des adolescents, tout en soutenant des régimes et des systèmes alimentaires plus durables.

Dans la section suivante, nous revoyons les actions prioritaires qui ont été suggérées en 2020 et explorons dans quelle mesure elles ont été respectées. En nous tournant vers l'avenir, nous suggérons également de quelle manière le nouveau paysage offre la possibilité de répondre aux priorités d'aujourd'hui.

1. Rouvrir les écoles et rétablir les aides

Le rapport 2020 a identifié la principale priorité comme étant la suivante : *La priorité la plus immédiate est d'aider les pays à rétablir des programmes d'alimentation scolaire efficaces. Comment pouvons-nous accélérer les efforts mondiaux afin de rouvrir en toute sécurité les écoles fermées en réponse à la pandémie de la COVID-19 ?*

La création de la Coalition pour l'alimentation scolaire, qui compte aujourd'hui 75 États membres engagés, s'est avérée être une contribution cruciale à cette réponse. Tel que décrit au chapitre 2, 15 chefs d'État se sont réunis lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires en octobre 2021 et ont réaffirmé cette action prioritaire comme leur objectif numéro un : « Restaurer ou améliorer les programmes nationaux d'alimentation scolaire pour 400 millions d'enfants d'ici 2023 ».

D'après les dernières enquêtes rapportées au chapitre 1, il semble que le nombre d'enfants actuellement touchés par les programmes de repas scolaires soit de 418 millions, ce qui dépasse l'objectif fixé. Cela semble indiquer que le premier objectif a été atteint, et qu'il l'a été un an plus tôt que prévu.

Si certains pays ont retrouvé ou même amélioré leur portée en 2022, il est également évident que d'autres traînent derrière. Il y a également une menace constante que les écoles ferment à nouveau.

Le point d'action reformulé pour 2023 est le suivant :

Veiller à ce que les écoles restent ouvertes et que la portée des repas scolaires soit maintenue ou étendue.

2. Atteindre les plus démunis

Le rapport de 2020 a noté ce qui suit :

Avant la pandémie, les programmes d'alimentation scolaire étaient les moins présents là où ils étaient le plus nécessaires. Les approches innovantes en matière de financement peuvent-elles apporter un nouvel espoir aux 73 millions d'enfants qui en ont le plus besoin ?

La Coalition pour l'alimentation scolaire a identifié ce problème dans son deuxième objectif : atteindre les 73 millions d'enfants les plus vulnérables qui ne l'étaient pas auparavant, d'ici 2030. Cet objectif n'est toujours pas atteint : le nombre important d'enfants qui n'étaient atteints par aucun programme avant la pandémie de COVID-19 ne le sont toujours pas aujourd'hui. Le PAM a estimé que 73 millions d'écoliers parmi les plus vulnérables dans 60 pays (Drake et al., 2020) étaient systématiquement exclus, et il semble probable que ce nombre soit plus important aujourd'hui.

Alors que plus de 90 % du coût des programmes d'alimentation scolaire est couvert par des fonds nationaux, les enfants les plus vulnérables se trouvent dans les pays disposant de la plus faible marge de manœuvre budgétaire et qui sont le moins à même d'apporter ce soutien. Nous notons au chapitre 1 que la proportion du soutien financier interne des pays à faible revenu est passée de 30 à 45 %, une augmentation exceptionnelle compte tenu des autres défis auxquels ces pays sont confrontés. Pourtant, au même moment, ils ont enregistré une chute absolue de l'aide extérieure.

Il est clair que des fonds externes sont nécessaires pour aider les pays à faible revenu à faire le premier pas vers leur autonomie, ou pour aider d'autres pays à sortir de la dépendance à l'aide extérieure. Le bien mondial crucial ici est la création de l'Initiative pour le financement durable qui, avec le soutien de la Commission mondiale sur l'éducation, est une contribution majeure pour combler cette lacune. Les efforts devront aller au-delà des options de financement actuelles, par exemple, un rôle accru pour les partenaires de la nouvelle génération ; de nouveaux instruments financiers tels que les obligations d'investissement social ; et, peut-être le plus important, une reconnaissance plus forte de la nécessité pour les partenaires de développement de mettre en commun leurs investissements dans plusieurs secteurs, notamment la santé, l'éducation et l'agriculture.

Le point d'action reformulé pour 2023 est le suivant :

Appuyer l'Initiative pour le financement durable en aidant les pays à faible revenu à identifier des moyens nouveaux et efficaces de financer les programmes nationaux d'alimentation scolaire, et en aidant tous les pays à passer à l'autonomie.

3. Apprendre des autres pays

Le rapport de 2020 a noté ce qui suit :

Les données disponibles concernant l'alimentation scolaire sont centrées sur les programmes du secteur public dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Que pouvons-nous apprendre de plus des programmes gérés par les pays du groupe BRICS, les pays à revenu élevé et le secteur privé ?

Le rapport de 2022 a fait un grand pas en avant pour inclure les pays à revenus élevés et la pratique du secteur privé dans son analyse (38 pays à revenus élevés en 2020 contre 48 pays à revenus élevés en 2022), mais ce n'est pas suffisant. En 2022, le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire a créé une communauté de pratique mondiale de « bons exemples », coprésidée par la Finlande et la France, dans le but d'utiliser un outil commun pour décrire tous les programmes nationaux de repas scolaires. Cette bibliothèque d'études de cas est conçue comme un bien mondial, et une source de preuves indépendantes.

Parallèlement, il a été reconnu que le suivi et l'évaluation des programmes d'alimentation scolaire étaient limités par une importante défaillance du marché : il n'existe pas de base de données mondiale sur les programmes de repas scolaires, ni de source unique et fiable de données permettant la comparaison entre les pays. Comme expliqué au chapitre 2, en 2022, le PAM a proposé de créer et de maintenir une base de données mondiale (l'Initiative pour les données et le suivi) et de partager les résultats via un mécanisme de rapport régulier (les rapports sur la situation de l'alimentation scolaire dans le monde). Parallèlement aux études de cas par pays, cela constitue un bien mondial important auquel les parlementaires et les décideurs politiques peuvent accéder lorsqu'ils cherchent à renforcer leurs programmes nationaux.

Le point d'action reformulé pour 2023 est le suivant :

Renforcer la disponibilité des données essentielles à la mission sur les programmes d'alimentation scolaire grâce aux biens mondiaux suivants : l'Initiative pour les données et le suivi, les rapports sur la Situation de l'alimentation scolaire dans le monde et la communauté de pratique des « bons exemples » du Consortium de recherche pour la santé et la nutrition scolaires.

4. Favoriser l'alimentation scolaire issue de la production locale

Le rapport de 2020 a noté ce qui suit :

Les programmes d'alimentation scolaire liés aux achats locaux de denrées alimentaires (communément appelés alimentation scolaire issue de la production locale) ont fait leurs preuves dans les pays à revenu intermédiaire. Comment les pays à faible revenu peuvent-ils intensifier leurs efforts en matière d'alimentation scolaire dans le cadre de leurs programmes nationaux ?

Dans le monde, près de la moitié des repas scolaires gratuits ou subventionnés utilisent des aliments d'origine locale. Cela permet de créer et de soutenir des emplois locaux, notamment pour les femmes, de maintenir des chaînes d'approvisionnement plus courtes et de rendre les marchés agricoles locaux plus prévisibles et plus stables. Les repas scolaires augmentent également l'accès aux produits frais locaux et aident à établir des préférences alimentaires à vie pour des aliments frais et disponibles localement, et répondent aux questions relatives au changement climatique, à la résilience des communautés, à la souveraineté alimentaire et à la culture.

De nombreux pays ont fait de l'alimentation scolaire locale un objectif, mais ont besoin des compétences et des informations nécessaires pour faire des choix intelligents afin d'en améliorer leur efficacité. Comme décrit au chapitre 2, pour aider les pays à faire ces choix, le Consortium de recherche sur la santé et la nutrition en milieu scolaire a établi des communautés de pratique mondiales dans les domaines suivants :

- Impact et données probantes : quelles sont les conceptions de programmes les plus efficaces ?
- Analyses et mesures : quels sont les façons les plus rentables de mettre en œuvre ces programmes ?
- Alimentation et systèmes alimentaires : comment l'agriculture peut-elle contribuer et bénéficier aux programmes d'alimentation scolaire ?

Il est nécessaire de mieux comprendre les contraintes auxquelles sont confrontés les pays à faible revenu et de leur fournir des conseils sur la manière d'intensifier leurs efforts en matière d'alimentation scolaire en tant qu'éléments clés de leurs programmes nationaux.

Le point d'action reformulé pour 2023 est le suivant :

Soutenir le lien entre l'alimentation scolaire, les systèmes alimentaires et le changement climatique. Prioriser l'accès des gouvernements nationaux à des données probantes et indépendantes sur les coûts, les avantages et

l'efficacité des différents programmes d'alimentation scolaire issus de la production locale, ainsi que sur le changement climatique et la souveraineté alimentaire.

5. Renforcer le filet de protection sociale

Le rapport 2020 a noté ce qui suit :

Les programmes d'alimentation scolaire constituent le filet de protection sociale le plus vaste au monde et jouent un rôle essentiel dans la réponse aux conflits et aux situations d'urgence. Pouvons-nous maintenir et renforcer davantage la résilience des systèmes alimentaires à l'aide d'une nouvelle génération de programmes d'alimentation scolaire plus rentables et plus écologiques ?

Lorsque la crise financière de 2008 a entraîné des pénuries alimentaires, de nombreux pays ont utilisé les programmes d'alimentation scolaire pour étendre leur portée à davantage de familles en nourrissant plus d'enfants et, au fil du temps, en fournissant des repas pendant les vacances scolaires. Cela a créé ce que la Banque mondiale a identifié comme le filet de protection sociale le plus répandu au monde. Le paradoxe des fermetures d'écoles en réponse à la pandémie de COVID-19 est que ces fermetures ont effectivement supprimé ce filet de protection.

Nous le comprenons clairement avec le recul. La question est maintenant de savoir si les pays doivent répondre différemment aux futures menaces de ce type, et s'il existe un rôle de soutien pour d'autres interventions non scolaires telles que les transferts monétaires.

Le point d'action reformulé pour 2023 est le suivant :

Explorer le rôle des programmes d'alimentation scolaire en tant que filet de protection sociale le plus répandu au monde et veiller à ce qu'ils fassent partie de la réponse aux crises alimentaire et climatique.

Références

- Adelman, S., Gilligan, D. O., Konde-Lule, J., & Alderman, H.** (2019). School Feeding Reduces Anemia Prevalence in Adolescent Girls and Other Vulnerable Household Members in a Cluster Randomized Controlled Trial in Uganda. *Journal of Nutrition*, 149(4), 659-666. <https://doi.org/10.1093/jn/nxy305>
- African Union.** (2018). Sustainable School Feeding. Addis Ababa, African Union Available at: https://au.int/sites/default/files/documents/36100-doc-sustainable_school_feeding_1.pdf
- Alderman, H. a., & Bundy, D.** (2011). School Feeding Programs and Development: Are We Framing the Question Correctly? *World Bank Research Observer*, 27(2), 204-221. <https://doi.org/10.1093/wbro/lkr005>
- Amahmid, O., El Guamri, Y., Rakibi, Y., Yazidi, M., Razoki, B., Kaid Rassou, K., El Boukaoui, S., Izerg, O., & Belghyti, D.** (2020). Nutrition education in school curriculum: impact on adolescents' attitudes and dietary behaviours. *International Journal of Health Promotion and Education*, 58(5), 242-258. <https://doi.org/10.1080/14635240.2019.1685399>
- Andrew, H., John, S., & Shirley, G.** (2012). Health and Wellbeing: A Policy Context for Physical Education in Scotland. *Sport, Education and Society* 17(2). Available at: <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13573322.2011.607948>
- Angrist, N., Djankov, S., Goldberg, P. K., & Patrinos, H. A.** (2021). Measuring human capital using global learning data. *Nature*, 592(7854), 403-408. <https://doi.org/10.1038/s41586-021-03323-7>
- Angrist, N., Evans, D. K., Filmer, D., Glennerster, R., Rogers, F. H., & Sabarwal, S.** (2020). How to Improve Education Outcomes Most Efficiently? A Comparison of 150 Interventions Using the New Learning-Adjusted Years of Schooling Metric. . Policy Research Working Paper, 9450. Available at: <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/34658>
- Anju, P., Bishnu, G., & Gopal Prasad, K.** (2020). Perceived social support and psychological wellbeing among Nepalese adolescents: the mediating role of self-esteem. *BMC Psychol*, 8(1), 43. <https://doi.org/10.1186/s40359-020-00409-1>
- Aurino, E., Gelli, A., Adamba, C., Osei-Akoto, I., & Alderman, H.** (2020). Food for thought? Experimental evidence on the learning impacts of a large-scale school feeding programme. *Journal of Human Resources*, 1019-1051R10511. Available at: <https://ebrary.ifpri.org/utils/getfile/collection/p15738coll2/id/133027/filename/133239.pdf>

Aurino, E., Tranchant, J., Diallo, A., & Gelli, A. (2018). School Feeding or General Food Distribution? Quasi-Experimental Evidence on the Educational Impacts of Emergency Food Assistance during Conflict in Mali. Innocenti Working Papers (2018-04). Available at: <https://www.unicef-irc.org/publications/956-school-feeding-or-general-food-distribution-quasi-experimental-evidence-on-the-educational.html>

Azevedo, J. P., Goldemberg, D., Montoya, S., Nayar, R., Halsey, R., Saavedra, J., & Brian William, S. (2021). Will Every Child Be Able to Read by 2030? Why Eliminating Learning Poverty Will Be Harder Than You Think, and What to Do About It. World Bank Policy Research Working Paper 9588. Available at: https://gaml.uis.unesco.org/wp-content/uploads/sites/2/2021/03/Azevedo-et-al-2021_Will-Every-Child-Be-Able-to-Read-by-2030.pdf

Baltag, V. (2022a). Adolescent Well-being Background Technical Paper: Good health and optimum nutrition in adolescence. Available at: <https://pmnch.who.int/resources/tools-and-toolkits/adolescent-papers>

Baltag, V., Sidaner, E., Bundy, D., Guthold, R., Nwachukwu, C., Engesveen, K., Sharma, D., Engelhardt, K., & Patton, G. (2022). Realising the potential of schools to improve adolescent nutrition. *Bmj*, 379, e067678. <https://doi.org/10.1136/bmj-2021-067678>

Beadle, S. (2021). Adolescent Well-being Background Technical Paper: Investing in adolescent well-being through education, learning, competence, skills and employability. Adolescent Well-being Framework Background Paper. PMNCH.

Beltrame, D., Borelli, T., Oliveira, C., Coradin, L., & Hunter, D. (2021). Bioersivity for food and nutrition: promoting food security and nutrition through institutional markets in Brazil. In Luana F.J. Swensson, Danny Hunter, Sergio Schneider, & Florence Tartanac (Eds.), *Public Food Procurement for Sustainable Food Systems and Healthy Diets* (Vol. 2). FAO and Alliance of Bioersivity International and CIAT, and Universidade Federal do Rio Grande do Sul–Editora da UFRGS. Available at: <https://www.fao.org/3/cb7969en/cb7969en.pdf>

Bhargava, M., Bhargava, A., Ghate, S. D., & Rao, R. S. P. (2020). Nutritional status of Indian adolescents (15-19 years) from National Family Health Surveys 3 and 4: Revised estimates using WHO 2007 Growth reference. *PLoS One*, 15(6), e0234570. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0234570>

Blum, R. (2021). Adolescent Well-being Technical Background Paper: Connectedness, Positive Values and Contributions to Society: three building blocks of PMNCH.

Brown, M. E., Grace, K., Billing, T., & Backer, D. (2021). Considering climate and conflict conditions together to improve interventions that prevent child acute malnutrition. *Lancet Planetary Health*, 5(9), e654-e658.

[https://doi.org/https://doi.org/10.1016/S2542-5196\(21\)00197-2](https://doi.org/https://doi.org/10.1016/S2542-5196(21)00197-2)

Bundy, D. (2017). *Child and Adolescent Health and Development* (3 ed., Vol. 8). Washington D.C, World Bank. Available at: https://www.ncbi.nlm.nih.gov/books/NBK525240/pdf/Bookshelf_NBK525240.pdf

Bundy, D., Burbano, C., Grosh, M., Gelli, A., Jukes, M., & Drake, L. (2009). *Re-thinking School Feeding: Social Safety Nets, Child Development, and the Education Sector*. . Washington D.C, World Bank.

Available at: <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000020650/download/>

Bundy, D., de Silva, N., Horton, S., Patton, G. C., Schultz, L., Jamison, D. T., Disease Control Priorities, C., Adolescent, H., & Development Authors, G. (2018). Investment in child and adolescent health and development: key messages from Disease Control Priorities, 3rd Edition. *Lancet*, 391(10121), 687-699. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(17\)32417-0](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(17)32417-0)

Bundy, D., Silva, N. d., Horton, S., Jamison, D. T., & Patton, G. C. (2018). Re-imagining School Feeding: A High-Return Investment in Human Capital and Local Economies (Donald A. P. Bundy, Nilanthi de Silva, Susan Horton, Dean T. Jamison, & George C. Patton, Eds. Vol. 8). *International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank*.

Available at: <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000116138/download/>

Camara, M., Bacigalupe, G., & Padilla, P. (2017).

The role of social support in adolescents: are you helping me or stressing me out? *International Journal of Adolescence and Youth*, 22(2), 123-136. <https://doi.org/10.1080/02673843.2013.875480>

Chaput, J. P., & Dutil, C. (2016). Lack of sleep as a contributor to obesity in adolescents: impacts on eating and activity behaviors. *Int J Behav Nutr Phys Act*, 13(1), 103. <https://doi.org/10.1186/s12966-016-0428-0>

Christian, P., & Smith, E. R. (2018). Adolescent Undernutrition: Global Burden, Physiology, and Nutritional Risks. *Ann Nutr Metab*, 72(4), 316-328.

<https://doi.org/10.1159/000488865>

Clark, H., Ghebreyesus, T. A., Albrechtsen, A.-B., Alcocer, J., Alden, E., Azoulay, A., Billingsley, S., Blum, R. W., Bhushan, R., Byanyima, W., Carazo Zeledon, R. A., Erulkar, A., Fagan, L., Fatusi, A., Fore, H. H., Germann, S., Gould, K., Imbago, D., Kahn, J., . . . Mohan, A. (2021). Adolescents Wellbeing: Uniting for adolescents in COVID-19 and beyond. *Bmj*, 372, n719. <https://doi.org/10.1136/bmj.n719>

Clarke, S. E., Rouhani, S., Diarra, S., Saye, R., Bamadio, M., Jones, R., Traore, D., Traore, K., Jukes, M. C., Thuilliez, J., Brooker, S., Roschnik, N., & Sacko, M. (2017). Impact of a malaria intervention package in schools on Plasmodium infection, anaemia and cognitive function in schoolchildren in Mali: a pragmatic cluster-randomised trial. *BMJ Global Health*, 2(2), e000182. <https://doi.org/10.1136/bmjgh-2016-000182>

Cohee, L. M., Opondo, C., Clarke, S. E., Halliday, K. E., Cano, J., Shipper, A. G., Barger-Kamate, B., Djimde, A., Diarra, S., Dokras, A., Kanya, M. R., Lutumba, P., Ly, A. B., Nankabirwa, J. I., Njagi, J. K., Maiga, H., Maiteki-Sebuguzi, C., Matangila, J., Okello, G., . . . Chico, R. M. (2021). Preventive malaria treatment among school-aged children in sub-Saharan Africa: a systematic review and meta-analyses. *Lancet Glob Health*, 8(12), e1499-e1511. [https://doi.org/10.1016/s2214-109x\(20\)30325-9](https://doi.org/10.1016/s2214-109x(20)30325-9)

De Neve, J. W., Fink, G., Subramanian, S. V., Moyo, S., & Bor, J. (2015). Length of secondary schooling and risk of HIV infection in Botswana: evidence from a natural experiment. *Lancet Glob Health*, 3(8), e470-e477. [https://doi.org/10.1016/s2214-109x\(15\)00087-x](https://doi.org/10.1016/s2214-109x(15)00087-x)

Dembele, K. (2014). Ministry of Education. Rapport d'Evaluation Des Capacites Nationales en Alimentation Scolaire A Partir De La Methodologie

Dominique, M. (2017). School meals+cash transfers=better nutrition and more local jobs. Rome (Italy), World Food Programme. Available at: <https://www.wfp.org/stories/school-meals-cash-transfers-better-nutrition-and-more-local-jobs>

Drake, L., Cousin, E., & Kim, J. Y. (2016). *Global School Feeding Sourcebook: Lessons from 14 Countries*. Imperial College Press. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/24418>

Drake, L. J., Lazrak, N., Fernandes, M., Chu, K., Singh, S., Ryckembusch, D., Nourozi, S., Bundy, D. A. P., & Burbano, C. (2020). Establishing Global School Feeding Program Targets: How Many Poor Children Globally Should Be Prioritized, and What Would Be the Cost of Implementation? *Front Public Health*, 8, 530176. <https://doi.org/10.3389/fpubh.2020.530176>

Engel, D. e. (2021). Adolescent Well-being Background Technical Paper: Safety and a Supportive Environment- essential conditions for adolescent well-being. PMNCH.

FAO and WFP. (2018). Home-Grown School Feeding. Resource Framework. Technical Document. <http://www.fao.org/3/ca0957en/CA0957EN.pdf>

FAO, A. o. B. I. a. C. (2021). Indigenous Peoples' food systems: Insights on sustainability and resilience in the front line of climate change. <https://doi.org/https://doi.org/10.4060/cb5131en>

Fernandes, M., Aurino, E., .“Identifying an Essential Package for School-Age Child Health: Economic Analysis”. In: Disease Control Priorities (third edition): Volume 8, Child and Adolescent Health and Development, edited by D. Bundy, N. de Silva, S. Horton, D. T. Jamison, G. Patton. Washington, DC: World Bank.

Filmer, D., Rogers, H., Angrist, N., & Sabarwal, S. (2020). Learning-adjusted years of schooling (LAYS): Defining a new macro measure of education. *Economics of Education Review*, 77, 101971. <https://doi.org/10.1016/j.econedurev.2020.101971>

Gelli, A., Aurino, E., Folson, G., Arhinful, D., Adamba, C., Osei-Akoto, I., Masset, E., Watkins, K., Fernandes, M., Drake, L., & Alderman, H. (2019). A School Meals Program Implemented at Scale in Ghana Increases Height-for-Age during Midchildhood in Girls and in Children from Poor Households: A Cluster Randomized Trial. *J Nutr*, 149(8), 1434-1442. <https://doi.org/10.1093/jn/nxz079>

Gelli, A., & Daryanani, R. (2013). Are school feeding programs in low-income settings sustainable? Insights on the costs of school feeding compared with investments in primary education. *Food Nutr Bull*, 34(3), 310-317. <https://doi.org/10.1177/156482651303400303>

Global Child Nutrition Foundation. (2022). School Meal Programmes Around the World: Results from the 2021 Global Survey of School Meal Programmes Available at: <https://gcnf.org/wp-content/uploads/2022/09/School-Meal-Programs-Around-the-World-Results-from-the-2021-Global-Survey-of-School-Meal-Programs%C2%A9.pdf>

Goldberg, J. M., Sklad, M., Elfrink, T. R., Schreurs, K. M. G., Bohlmeijer, E. T., & Clarke, A. M. (2019). Effectiveness of interventions adopting a whole school approach to enhancing social and emotional development: a meta-analysis. *European Journal of Psychology of Education*, 34(4), 755-782. <https://doi.org/10.1007/s10212-018-0406-9>

Grosh, M. E., Carlo, D. N., Emil, T., & Azedine, O. (2008). For Protection and Promotion: The Design and Implementation of Effective Safety Nets. Washington DC, World Bank. Available at: <https://elibrary.worldbank.org/doi/abs/10.1596/978-0-8213-7581-5>

Hamory, J., Miguel, E., Walker, M., Kremer, M., & Baird, S. (2021). Twenty-year economic impacts of deworming. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 118(14), e2023185118. <https://doi.org/doi:10.1073/pnas.2023185118>

Harounan, K., Damien, d. W., & Harold, A. (2009). Educational And Health Impacts Of Two School Feeding Schemes: Evidence From A Randomized Trial In Rural Burkina Faso. World Bank Impact Evaluation Series, 30(4976).

<https://doi.org/10.1596/1813-9450-4976>

Harris, J., & Nisbett, N. (2020). The Basic Determinants of Malnutrition: Resources, Structures, Ideas and Power. *Int J Health Policy Manag*, 12(10), 817-827. Available at: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/33590741/>

HLPE. (2017). HLPE Report #12 - Nutrition and Food Systems. Available at: <https://www.unscn.org/en/resource-center/global-trends-and-emerging-issues?idnews=1745>

Horrell, A. J. (2012). Health and Wellbeing: A Policy Context for Physical Education in Scotland. *Sport, Education and Society*. 17(2).

Hunter, D., R.A.M., L., & B.D., M. (2022). Next-generation school feeding: Nourishing our children while building climate-resilience. *United Nations Nutrition Journal* 1, 158-163.

Ishida, H. (2018). The History, Current Status, and Future Directions of the School Lunch Program in Japan. *The Japanese Journal of Nutrition and Dietetics*, 76(S2-S11). Available at: https://www.jstage.jst.go.jp/article/eiyogakuzashi/76/Supplement/76_S2/article

Jamison, D. T., Gelband, H., Horton, S., Jha, P., Laxminarayan, R., Mock, C. N., & Nugent, R. (2017). *Disease Control Priorities (Third Edition ed., Vol. Volume 9. Improving Health and Reducing Poverty)*. Washington, DC: World Bank. <http://hdl.handle.net/10986/28877>

Jourdan, D., Gray, N. J., Barry, M. M., Caffè, S., Cornu, C., Diagne, F., El Hage, F., Farmer, M. Y., Slade, S., Marmot, M., & Sawyer, S. M. (2021). Supporting every school to become a foundation for healthy lives. *Lancet Child Adolesc Health*, 5(4), 295-303. [https://doi.org/10.1016/s2352-4642\(20\)30316-3](https://doi.org/10.1016/s2352-4642(20)30316-3)

Kaplan, C., Turner, S., Norman, E., & Stillson, K. (1996). Promoting Resilience Strategies: A Modified Consultation Model. *Children & Schools*, 18, 158-168.

Kazianga, H., de Walque, D., & Alderman, H. (2012). Educational and Child Labour Impacts of Two Food-for-Education Schemes: Evidence from a Randomised Trial in Rural Burkina Faso. *Journal of African Economies*, 21, 723-760. <https://doi.org/10.1093/jae/ejs010>

Kraay, A. (2019). *The World Bank Human Capital Index : A Guide*. Available at: <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/34343>

Kristjansson, E. A., Robinson, V., Petticrew, M., MacDonald, B., Krasevec, J., Janzen, L., Greenhalgh, T., Wells, G., MacGowan, J., Farmer, A., Shea, B. J., Mayhew, A., & Tugwell, P. (2007). School feeding for improving the physical and psychosocial health of disadvantaged elementary school children. *Cochrane Database Syst Rev* (1), CD004676. <https://doi.org/10.1002/14651858.CD004676.pub2>

Kruk, M. E., Lewis, T. P., Arsenault, C., Bhutta, Z. A., Irimu, G., Jeong, J., Lassi, Z. S., Sawyer, S. M., Vaivada, T., Waiswa, P., & Yousafzai, A. K. (2022). Improving health and social systems for all children in LMICs: structural innovations to deliver high-quality services. *Lancet*, 399(10337), 1830-1844. [https://doi.org/10.1016/s0140-6736\(21\)02532-0](https://doi.org/10.1016/s0140-6736(21)02532-0)

Lee, B. X., Kjaerulf, F., Turner, S., Cohen, L., Donnelly, P. D., Muggah, R., Davis, R., Realini, A., Kieselbach, B., MacGregor, L. S., Waller, I., Gordon, R., Moloney-Kitts, M., Lee, G., & Gilligan, J. (2016). Transforming Our World: Implementing the 2030 Agenda Through Sustainable Development Goal Indicators. *J Public Health Policy*, 37 Suppl 1, 13-31. <https://doi.org/10.1057/s41271-016-0002-7>

Levinson J, K. K. (2019). Investigating the effectiveness of school health services delivered by a health provider: A systematic review of systematic reviews. . 14(6).

Luthar, S. S., Cicchetti, D., & Becker, B. (2000). The construct of resilience: a critical evaluation and guidelines for future work. *Child Dev*, 71(3), 543-562. <https://doi.org/10.1111/1467-8624.00164>

Maijo, S. N. (2018). Impact of School Feeding Programme on Learners' Academic Performance in Mlunduzi Ward, Tanzania [Impact; school feeding programme; learners; academic performance; Tanzania]. 5(3), 6. <https://doi.org/10.33687/educ.005.03.2667>

Mathanga, D. P., Halliday, K. E., Jawati, M., Verney, A., Bauleni, A., Sande, J., Ali, D., Jones, R., Witek-McManus, S., Roschnik, N., & Brooker, S. J. (2015). The High Burden of Malaria in Primary School Children in Southern Malawi. *Am J Trop Med Hyg*, 93(4), 779-789. <https://doi.org/10.4269/ajtmh.14-0618>

Miguel, E., & Kremer, M. (2004). Worms: Identifying Impacts on Education and Health in the Presence of Treatment Externalities. *Econometrica*, 72, 159-217. Available at: https://cega.berkeley.edu/assets/cega_research_projects/1/Identifying-Impacts-on-Education-and-Health-in-the-Presence-of-Treatment-Externalities.pdf

- Montgomery, P., & Knerr, W.** (2018). Review of the evidence on sexuality education: report to inform the update of the UNESCO International technical guidance on sexuality education. P. UNESCO. Available at: <https://healtheducationresources.unesco.org/library/documents/review-evidence-sexuality-education-report-inform-update-unesco-international>
- Muñoz, A., Villadiego, L., Castro, N., Jordana, I., Bedmar, J., & Argudo, N.** (2018). Los Comedores Escolares en España: Del diagnóstico a las propuestas de mejora. Available at: <https://www.carrodecombate.com/download/informe-comedores-escolares-2018/>
- Nankabirwa, J., Brooker, S. J., Clarke, S. E., Fernando, D., Gitonga, C. W., Schellenberg, D., & Greenwood, B.** (2014). Malaria in school-age children in Africa: an increasingly important challenge. *Trop Med Int Health*, 19(11), 1294-1309. <https://doi.org/10.1111/tmi.12374>
- République Française/Assemblée Nationale** (2015). Rapport n° 2616 de Mme Gilda Hobert. Paris, Assemblée Nationale. Retrieved from [http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/14/rapports/r2616/\(index\)/rapports](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/14/rapports/r2616/(index)/rapports)
- Norris, S. A., Frongillo, E. A., Black, M. M., Dong, Y., Fall, C., Lampl, M., Liese, A. D., Naguib, M., Prentice, A., Rochat, T., Stephensen, C. B., Tinago, C. B., Ward, K. A., Wrottesley, S. V., & Patton, G. C.** (2022). Nutrition in adolescent growth and development. *The Lancet*, 399(10320), 172-184. [https://doi.org/https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(21\)01590-7](https://doi.org/https://doi.org/10.1016/S0140-6736(21)01590-7)
- Partnership for Maternal Newborn and Child Health.** (2018). Global consensus statement: Meaningful adolescent and youth engagement. Available at: <https://pmnch.who.int/resources/publications/m/item/global-consensus-statement-on-meaningful-adolescent-and-youth-engagement>
- Partnership for Maternal Newborn and Child Health.** (2020). Call to Action for Adolescents: the time is now. PMNCH. Available at <https://pmnch.who.int/news-and-events/news/item/22-10-2019-a-call-to-action-for-adolescents-the-time-is-now>
- Partnership for Maternal Newborn and Child Health.** (2021). Adolescent Well-being: Background Papers for Multi-stakeholder Consultations.
- Partnership for Maternal Newborn and Child Health.** (2022). Multistakeholder Consultations on Programming to Promote Adolescent Well-Being. Available at: <https://pmnch.who.int/resources/publications/m/item/multistakeholder-consultations-on-programming-to-promote-adolescent-well-being>

Pinchoff, J., Chaponda, M., Shields, T. M., Sichivula, J., Muleba, M., Mulenga, M., Kobayashi, T., Curriero, F. C., & Moss, W. J. (2016). Individual and Household Level Risk Factors Associated with Malaria in Nchelenge District, a Region with Perennial Transmission: A Serial Cross-Sectional Study from 2012 to 2015. *PLoS One*, 11(6), e0156717.

<https://doi.org/10.1371/journal.pone.0156717>

Pulimeno, M., Piscitelli, P., Colazzo, S., Colao, A., & Miani, A. (2020). School as ideal setting to promote health and wellbeing among young people. *Health Promot Perspect*, 10(4), 316-324. <https://doi.org/10.34172/hpp.2020.50>

Rasco, D., Day, S. L., & Denton, K. J. (2020). Student Retention: Fostering Peer Relationships Through a Brief Experimental Intervention. *Journal of College Student Retention: Research, Theory & Practice*, 0(0), 1521025120972962.

<https://doi.org/10.1177/1521025120972962>

Republic of Rwanda/Ministry of Education. (2018). 2018 Education Statistics. [online] Retrieved from <https://www.statistics.gov.rw/publication/2018-education-statistics-report>

Ross, D. A., Hinton, R., Melles-Brewer, M., Engel, D., Zeck, W., Fagan, L., Herat, J., Phaladi, G., Imbago-Jácome, D., Anyona, P., Sanchez, A., Damji, N., Terki, F., Baltag, V., Patton, G., Silverman, A., Fogstad, H., Banerjee, A., & Mohan, A. (2020). Adolescent Well-Being: A Definition and Conceptual Framework. *Journal of Adolescent Health*, 67(4), 472-476.

Scottish Government. (2021). Health and well-being in schools.

Retrieved from <https://www.gov.scot/policies/schools/wellbeing-in-schools/>

Singh, S. (2021). Home-grown school feeding: promoting the diversification of local production systems through nutrition-sensitive demand for neglected and underutilized species. In *Public food procurement for sustainable food systems and healthy diets*. FAO.

Singh, S., & Conway, G. R. (2021). Home-Grown School Feeding: Enabling Healthy and Sustainable Food Systems. Centre for Environmental Policy.

The Akshaya Patra Foundation. (2017). Impact Assessment and a Satisfaction Survey: The Akshaya Patra Foundation Mid-Day Meal Programme Available at: <https://tapf.org.uk/includes/assets/pdf/ac-nielsent-2010.pdf>

The Akshaya Patra Foundation. (2022). The Akshaya Patra Foundation: Birth of TAPF. Retrieved 9th June 2022 from <https://www.akshayapatra.org/>

Thompson, D., Leis, M., Davies, N., & Viner, R. (2020). Building Healthy Societies: A framework for integrating Health and Health Promotion into Education. Available at: <https://www.wish.org.qa/reports/building-healthy-societies-a-framework-for-integrating-health-and-health-promotion-into-education/>

UK National Statistics/Department for Education. (2019). Schools, Pupils and their Characteristics: Table 4b. Retrieved from <https://www.gov.uk/government/statistics/schools-pupils-and-their-characteristics-january-2019>

UN Major Group for Children and Youth. (2021). Digital Youth Consultations: Adolescent Wellbeing Framework Background Paper. Available at: <https://pmnch.who.int/resources/tools-and-toolkits/adolescent-papers>

UNESCO, FAO, GPE, UNICEF, UNSCN, World Bank Group, & WHO, W. (2020). Stepping up effective school health and nutrition: A partnership for healthy learners and brighter futures. Available at: <https://www.unicef.org/media/94001/file/Partnership-for-Stepping-up-effective-SHN.pdf.pdf>

UNICEF. (2019). The State of the World's Children 2019. Children, Food and Nutrition: Growing well in a changing world. UNICEF, New York. Available at: <https://www.unicef.org/reports/state-of-worlds-children-2019>

Valencia, V., Wittman, H., & Blesh, J. (2019). Structuring Markets for Resilient Farming Systems. *Agronomy for Sustainable Development*, 39(2), 25. <https://doi.org/10.1007/s13593-019-0572-4>

Verguet, S., Limasalle, P., Chakrabarti, A., Husain, A., Burbano, C., Drake, L., & Bundy, D. A. P. (2020). The Broader Economic Value of School Feeding Programs in Low- and Middle-Income Countries: Estimating the Multi-Sectoral Returns to Public Health, Human Capital, Social Protection, and the Local Economy. *Frontiers Public Health*, 8, 587046. <https://doi.org/10.3389/fpubh.2020.587046>

Vidyarthi, A. (2021). Adolescent Wellbeing Background Paper youth consultation Available at: <https://pmnch.who.int/resources/tools-and-toolkits/adolescent-papers>

Vio, F., Olaya, M., Yañez, M., & Montenegro, E. (2020). Adolescents' perception of dietary behaviour in a public school in Chile: a focus groups study. *BMC Public Health*, 20(1), 803. <https://doi.org/10.1186/s12889-020-08908-x>

Watkins, K. (2022). School Meal Programmes and the Education Crisis: A financial Landscape Analysis Available at: <https://educationcommission.org/updates/school-meals-programmes-and-the-education-crisis/>

- Were, V., Buff, A. M., Desai, M., Kariuki, S., Samuels, A., Ter Kuile, F. O., Phillips-Howard, P. A., Patrick Kachur, S., & Niessen, L.** (2018). Socioeconomic health inequality in malaria indicators in rural western Kenya: evidence from a household malaria survey on burden and care-seeking behaviour. *Malar J*, 17(1), 166. <https://doi.org/10.1186/s12936-018-2319-0>
- WFP.** (2013). *State of School Feeding Worldwide 2013*. Rome (Italy), World Food Programme Available at: <https://www.wfp.org/publications/state-school-feeding-worldwide-2013>
- WFP.** (2017a). Empowering girls through school meals in Mali. Rome (Italy), World Food Programme. Available at: <https://medium.com/world-food-programme-insight/empowering-girls-through-school-meals-in-mali-1ff29b876de6>
- WFP.** (2017b). Smart school meals - Nutrition-sensitive national programmes in Latin America and the Caribbean. Retrieved 3rd October 2022 from <https://www.wfp.org/publications/smart-school-meals-nutrition-sensitive-national-programmes-latin-america-and-caribbean>
- WFP.** (2020a). Annual Country Reports 2020. World Food Programme Retrieved 3rd October 2022 from <https://www.wfp.org/annual-country-reports-2020>
- WFP.** (2020b). A Chance for every Schoolchild - WFP School Feeding Strategy 2020-2030. Available at: <https://www.wfp.org/publications/chance-every-schoolchild-wfp-school-feeding-strategy-2020-2030>
- WFP.** (2020c). The Cost of Hunger in Africa: the Social and Economic Impact of Child Undernutrition in Sudan. Available at: <https://reliefweb.int/report/sudan/cost-hunger-social-and-economic-impact-child-undernutrition-sudan>
- WFP.** (2020d). *State of School Feeding Worldwide 2020*. Rome (Italy). World Food Programme. Available at: <https://www.wfp.org/publications/state-school-feeding-worldwide-2020>
- WFP.** (2022). Global Monitoring of School Meals During COVID-19 School Closures. <https://cdn.wfp.org/2020/school-feeding-map/index.html>
- WHO.** (2017). Global Accelerated Action for the Health of Adolescents (AA-HA!): Guidance to support country implementation. Available at: <https://www.who.int/publications/i/item/9789241512343>
- WHO.** (2018a). Guideline: implementing effective actions for improving adolescent nutrition. Geneva: World Health Organization. Available at: <https://apps.who.int/iris/handle/10665/260297>

- WHO.** (2018b). Health 2020 priority area four: creating supportive environments and resilient communities: a compendium of inspirational examples. Available at: <https://apps.who.int/iris/handle/10665/342209>
- WHO.** (2019). Essential nutrition actions: mainstreaming nutrition through the life-course. Geneva: World Health Organization.
Available at: <https://www.who.int/publications/i/item/9789241515856>
- WHO.** (2020). Guidelines on mental health promotive and preventive interventions for adolescents: helping adolescents thrive. . Geneva: World Health Organization. Available at: <https://www.who.int/publications/i/item/9789240011854>
- WHO.** (2021a). Making every school a health-promoting school- Implementation guidance. Available at: <https://www.who.int/publications/i/item/9789240025073>
- WHO.** (2021b). WHO guideline on school health services.
Available at: <https://www.who.int/publications/i/item/9789240029392>
- WHO.** (2022). Maternal, Newborn Child and Adolescent Health and Well-being. WHO. Retrieved 9 June 2022 from https://www.who.int/health-topics/maternal-health#tab=tab_1
- WHO and FAO.** (2006). Guidelines on food fortification with micronutrients (Lindsay Allen, Bruno de Benoist, & O. D. a. R. Hurrell, Eds.). WHO Library.
[who.int/publications/i/item/9241594012](https://www.who.int/publications/i/item/9241594012)
- WHO and UNESCO.** (2021). Global Standards and Indicators for Health Promoting Schools. Available at: <https://www.who.int/publications/i/item/global-standards-for-health-promoting-schools>
- World Bank.** (2018). The State of Social Safety Nets Washington, DC: World Bank. © World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/29115>
- World Bank.** (2020). Cost-Effective Approaches to Improve Global Learning: What Does Recent Evidence Tell Us Are “Smart Buys” for Improving Learning in Low and Middle Income Countries?
Available at: <https://www.worldbank.org/en/topic/teachingandlearning/publication/cost-effective-approaches-to-improve-global-learning>
- Yapi, R. B., Hürlimann, E., Hounbedji, C. A., Ndri, P. B., Silué, K. D., Soro, G., Kouamé, F. N., Vounatsou, P., Fürst, T., N’Goran, E. K., Utzinger, J., & Raso, G.** (2014). Infection and co-infection with helminths and plasmodium among school children in Côte d’Ivoire: Results from a national cross-sectional survey. PLoS Negl Trop Dis, 8(6), e2913. <https://doi.org/10.1371/journal.pntd.0002913>

Acronymes

ACR	Rapport annuel par pays
ADUA	Agence de développement de l'Union Africaine
ALC	Amérique latine et Caraïbes
ANASE	Association des nations du Sud-Est asiatique
APD	Aide publique au développement
ASPL	Alimentation scolaire issue de la production locale
ASS	Afrique Subsaharienne
AUSSF	Alimentation scolaire durable dans l'Union Africaine
BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud
CDC	Centres for Disease Control and Prevention
CDE	Centre d'excellence
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CIAT	Centre international d'agriculture tropicale
COVID-19	Maladie du coronavirus 2019
CSNU	Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies
EAH	Eau, assainissement et hygiène
ECW&NBSP	Education Cannot Wait
ÉMIRATS ARABES UNIS	Émirats Arabes Unis
ÉTATS-UNIS	États-Unis d'Amérique
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international pour le développement agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
FRESH	Concentrer les ressources sur une santé scolaire efficace
GAMA	Action mondiale pour la mesure de la santé des adolescents
GCNF	Fondation mondiale pour la nutrition infantile
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale.
GEC	Global Education Cluster
GEEAP	Comité consultatif mondial sur les données probantes de l'éducation
GFD	Distribution générale de vivres
GPE	Partenariat mondial pour l'éducation
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IFFED	Mécanisme de financement international pour l'éducation
IFI	Institutions financières internationales
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
ISU UNESCO	Institut de Statistique de l'UNESCO
LAYS	Années de scolarité ajustées en fonction de l'apprentissage

NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
NICHHD/NIH	National Institute of Child Health and Human Development
NORAD	Agence norvégienne de coopération au développement
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PAM	Programme alimentaire mondial
PCD	Partenariat pour le développement de l'enfant
PIB	Produit intérieur brut
PMNCH	Partenariat pour la santé maternelle, néonatale et infantile
R.U.	Royaume-Uni
SABER	Approche systémique pour de meilleurs résultats en matière d'éducation
SADC	Communauté de développement de l'Afrique du Sud
SCEA	Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique
SIFI	Institut des services alimentaires sociaux et industriels
SISCA	Secretaría de la Integración Social Centroamericana
SMC	Coalition pour l'alimentation scolaire
SOFI	Situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde
SSFW	Situation de l'alimentation scolaire dans le monde
SSM	Smart School Meals
SSN	Santé et nutrition scolaires
SSSN	Situation des filets de sécurité sociale
TMS	Planificateur de cantines scolaires
TTF	Groupe de travail sur les enseignants
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UA	Union Africaine
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
USDA	Département de l'Agriculture des États-Unis
USDA/FAS	USDA-Foreign Agriculture Service
VIH/SIDA	Virus de l'immunodéficience Humaine/Syndrome d'immunodéficience acquise

Glossaire

- ADOLESCENCE** L'adolescence est la phase de la vie entre l'enfance et l'âge adulte, de 10 à 19 ans. En tant que période de la vie caractérisée par d'importants changements physiques, psychologiques et sociaux - avec des besoins spécifiques en matière de santé et de développement - l'adolescence comporte de nouveaux risques, mais offre également des opportunités uniques. Les investissements dans les adolescents d'aujourd'hui auront de vastes répercussions non seulement sur leur propre vie, mais aussi sur celle des membres de leur famille et des communautés plus larges. Les adolescents d'aujourd'hui seront les parents, les enseignants et les décideurs de demain.
-
- ALIMENTATION SCOLAIRE** Fourniture de nourriture aux enfants ou à leurs ménages par le biais de programmes scolaires. Ces programmes peuvent fournir des repas, des collations ou des transferts conditionnels aux ménages sous forme d'espèces, de bons ou de rations en nature à emporter.
-
- ALIMENTATION SCOLAIRE ISSUE DE LA PRODUCTION LOCALE** Modèle d'alimentation scolaire conçu pour fournir aux enfants scolarisés des aliments sûrs, diversifiés et nutritifs, provenant de petits exploitants locaux.
-
- BÉNÉFICIAIRES** Les personnes bénéficiant des avantages d'un programme social spécifique. En ce qui concerne la présente publication, ce terme fait référence aux enfants en âge d'aller à l'école primaire et secondaire de 5 à 18 ans, recevant de la nourriture dans le cadre de programmes d'alimentation scolaire.
-
- COALITION POUR L'ALIMENTATION SCOLAIRE** Initiative émergente des gouvernements et d'un large éventail de partenaires visant à mener des actions susceptibles de rétablir, d'améliorer et d'étendre de toute urgence les systèmes alimentaires et éducatifs, de soutenir le rétablissement des pandémies et de mener des actions visant à atteindre les Objectifs de développement durable (ODD).
-
- COÛTS** Le coût par enfant de l'alimentation scolaire est estimé comme le total des dépenses relatives aux activités d'alimentation scolaire divisé par le nombre de bénéficiaires. Ce chiffre reflète les coûts liés à l'approvisionnement, au transport, au stockage et à la manutention des produits, ainsi qu'au personnel. Les contributions communautaires ne sont pas incluses (Gelli & Daryanani, 2013). Le recouvrement des coûts fait référence aux coûts du programme compensés par les contributions des bénéficiaires ou des communautés.
-
- DÉPARASITAGE** Traitement permettant de contrôler les infections intestinales par les vers tels que les helminthes (ascaris, teigne et ankylostome) et la schistosomiase. L'Organisation mondiale de la santé a recommandé de donner aux enfants de l'albendazole ou du mébendazole pour traiter les helminthes et du praziquantel pour traiter la schistosomiase.
-
- DIVERSITÉ ALIMENTAIRE** Consommation d'un bon équilibre de différents aliments fournissant tous les macronutriments et micronutriments nécessaires à une croissance saine et à une vie productive.
-
- ENRICHISSEMENT** Pratique consistant à augmenter délibérément la teneur en micronutriments essentiels (tels que la vitamine A, le fer, l'iode ou le zinc) des aliments (WHO and FAO, 2006).
-

FILETS DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	Catégorie d'interventions fournissant une aide alimentaire directe, régulière et prévisible aux personnes les plus vulnérables pour : (1) les empêcher de descendre en dessous d'un niveau minimal de sécurité alimentaire à la suite d'un choc ; (2) augmenter leur résilience aux chocs ; et (3) dans certains cas, promouvoir leur sécurité alimentaire (Grosh et al., 2008). La valeur au détail d'un transfert de nourriture sur le marché local est appelée transfert de revenu.
INVESTISSEMENT	Budget total alloué à l'alimentation scolaire par le gouvernement ou le PAM, ou estimation de ce budget. Dans la présente publication, ce sont des estimations basées sur des données secondaires et non sur des informations provenant de bilans nationaux.
PORTÉE	La proportion d'enfants scolarisés bénéficiant de programmes d'alimentation scolaire.
PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT	Terme générique désignant les parties prenantes soutenant les efforts de développement des autorités nationales, infranationales ou locales, en fonction du contexte particulier. Les partenaires de développement peuvent comprendre : les donateurs bilatéraux (gouvernements nationaux apportant une aide internationale au développement); les agences et institutions des Nations Unies (PAM, UNICEF, FAO, UNESCO, UNFPA, UNSCN, OMS...); les institutions financières internationales (Fonds monétaire internationale, Banque Mondiale, BAD, BASD, BERD, BID...); d'autres agences multilatérales (p. ex. BID, BEI, OFID, AIB...); les fonds communs mondiaux du partenariat multipartite (GPE, ECW...); les organisations non gouvernementales internationales (Plan International, Save the Children International, DEMO International, Care International, Relief International, Dubai Cares...); les organisations internationales de la société civile (Partenariat pour le développement de l'enfant, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Projet Villages du Millénaire, GCNF...); et la société civile au niveau local.
SYSTÈMES ALIMENTAIRES	Réseaux interdépendants de relations englobant les fonctions et activités impliquées dans la production, la transformation, la commercialisation, la consommation et l'élimination des aliments provenant de l'agriculture, la sylviculture ou la pêche.
PROGRAMME NATIONAL D'ALIMENTATION SCOLAIRE	Programme géré par le gouvernement, seul ou avec le soutien du PAM ou d'autres partenaires de développement, conçu pour fournir de la nourriture aux écoliers régulièrement.
PROGRAMME TENANT COMPTE DE LA NUTRITION	Interventions portant sur les déterminants fondamentaux et sous-jacents de la malnutrition, à savoir la sécurité alimentaire, la prestation de soins et l'accès aux services de santé et à un environnement sûr et hygiénique. Les programmes tenant compte de la nutrition traitent également la question de l'environnement favorable par le biais d'une assistance technique aux gouvernements, y compris des conseils sur les politiques dans des secteurs complémentaires.
PROTECTION SOCIALE	Ensemble de politiques et de programmes visant à prévenir ou à protéger tous les individus contre la pauvreté, la vulnérabilité et l'exclusion sociale tout au long de leur vie, en mettant particulièrement l'accent sur les groupes vulnérables.
SANTÉ ET NUTRITION SCOLAIRES	Programmes de santé et de nutrition conçus pour les enfants d'âge scolaire et activités de sensibilisation étendant l'effet des programmes au sein des communautés et aux enfants non scolarisés. Les services fournis par le biais de la santé et la nutrition scolaires vont au-delà de l'alimentation ; ils peuvent comprendre d'autres interventions telles que le déparasitage, la vaccination, le dépistage des troubles de la vue, l'éducation nutritionnelle, ainsi que l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH).

Annexe I

Publications récentes du Programme Alimentaire Mondial et des agences partenaires

Publications du Programme alimentaire mondial

A Chance for Every Schoolchild (Une chance pour chaque écolier) – Stratégie d'alimentation scolaire du PAM 2020-2030.

En janvier 2020, la division des Programmes scolaires (SBP) a lancé une stratégie décennale plaidant pour un investissement accru dans la santé et la nutrition des écoliers et des adolescents.

Dans cette stratégie, le PAM explique comment il plaidera au niveau mondial et travaillera en partenariat pour combler les lacunes empêchant de mettre à disposition une alimentation scolaire adéquate aux enfants scolarisés. Dans de nombreux cas, le PAM ne joue pas nécessairement le rôle de chef de file pour relever des défis spécifiques. Toutefois, en collaborant avec d'autres agences pour mettre en valeur la question de l'alimentation scolaire et en réunissant différents acteurs, le PAM peut contribuer à trouver des solutions aux enjeux constatés. Pour ce faire, le PAM tirera parti de ses six décennies d'expérience dans le soutien à l'alimentation scolaire, de son accès et sa connaissance des populations les plus pauvres et les plus difficiles à atteindre, ainsi que de sa trajectoire de collaboration avec plus de 100 pays sur des programmes nationaux durables d'alimentation scolaire.

PAM. 2020. *A Chance for Every Schoolchild (Une chance pour chaque écolier) – Stratégie d'alimentation scolaire du PAM 2020-2030.* Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000112101/download/>

Analyse de la situation de l'alimentation scolaire – besoins et défis de la programmation du PAM

Ce document fait partie d'une analyse de situation plus large réalisée par le Service des programmes scolaires avec des contributions des Centre d'excellence du PAM au second semestre 2022 et éclaire la stratégie d'alimentation scolaire 2020-2030 du PAM. Il se concentre sur les domaines d'action organisationnelle nécessaires à la fourniture efficace de programmes d'alimentation scolaire et d'assistance technique de qualité, notamment les stratégies, la qualité des programmes, les partenariats, les personnes, les systèmes et les données factuelles.

L'analyse reposait sur un processus consultatif. Le point de départ était d'examiner et d'analyser les sources suivantes :

- Plans stratégiques de pays – examen rapide de 37 plans déjà approuvés pour 58 pays et territoires. Rapports des ateliers régionaux sur l'alimentation scolaire organisés en 2017–2018.
- Audit externe de l'alimentation scolaire du PAM (2016).
- Quarante et une évaluations (alimentation scolaire, portefeuille, opérations et évaluations d'impact).
- Retraite sur la stratégie de service des programmes scolaires (août 2018).
- Réunion des conseillers de programme régionaux (septembre 2018).
- Consultations téléphoniques avec les équipes de programme des bureaux régionaux et les points focaux de l'alimentation scolaire (août-septembre 2018).
- Événement parallèle du Forum mondial sur la nutrition infantile pour le personnel du PAM (octobre 2018).
- Discussion au sein de l'équipe des programmes scolaires et apports des collègues du Centre d'excellence et du siège (août–novembre 2018).

PAM. 2018. *Analyse de la situation de l'alimentation scolaire – besoins et défis de la programmation du PAM.* Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000112101/download/>

L'alimentation scolaire en 2018 – Au-delà de la série de rapports annuels sur la performance 2018

Ce rapport thématique, produit conjointement par la Division de la gestion de la performance et de l'établissement de rapports et le Service des programmes scolaires, résume les progrès du PAM en matière d'alimentation scolaire sur le terrain et ses efforts pour examiner, discuter et tirer des enseignements de l'expérience passée, afin d'éclairer son orientation stratégique future.

Le rapport met en lumière les réalisations du PAM en 2018/9 pour soutenir les enfants les plus vulnérables du monde et leurs familles, communautés et gouvernements grâce à des activités d'alimentation scolaire basées sur l'analyse des rapports annuels et nationaux sur la performance. Il présente également les conclusions inédites d'un exercice de bilan couvrant les récentes évaluations, vérifications et discussions nationales, régionales et mondiales, menées en 2018, constituant la base de la nouvelle stratégie mondiale du PAM.

PAM. 2019. *Alimentation scolaire au Ghana - Cas d'investissement - Rapport d'analyse coûts-avantages.* Disponible sur : <https://www.wfp.org/publications/school-feeding-ghana-investment-case-cost-benefit-analysis-report>

PAM. 2019. *Analyse coûts-avantages du programme d'alimentation scolaire du PAM au Bénin*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000114270/download/>

PAM. 2018. *Alimentation scolaire en 2018 - Au-delà de la série de rapports annuels de performance 2018*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000110344/download/>

Ressources de partenariat sélectionnées

Bremner M, & Defeyter G. 2022. Étude de cas sur l'alimentation scolaire en Angleterre (document de travail) <https://www.docdroid.net/1xZC6hQ/england-school-food-case-study-final-pdf>

Brennan M, Jones J et McKendrick., J. 2022. Étude de cas sur l'alimentation scolaire en Écosse (document de travail) <https://www.docdroid.net/u8cS5tj/scotland-school-food-case-study-final-pdf>

Brophy S, & Woolley K. 2022. Étude de cas sur l'alimentation scolaire au Pays de Galles (document de travail) <https://www.docdroid.net/tczTEHE/wales-school-food-case-study-final-pdf>

Furey, S., et Woodside, J. 2022. Étude de cas sur l'alimentation scolaire en Irlande du Nord <https://www.docdroid.net/SdlqeKC/n-ireland-school-food-case-study-final-pdf>

Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire et Programme alimentaire mondial. 2022. Étude de cas sur l'alimentation scolaire au Royaume-Uni <https://www.docdroid.net/i5Revy1/a5-final-school-meals-case-study-four-pager-1485-21cm-6-3-pdf>

Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire. 2022. Déclaration du Consortium de recherche pour la santé et la nutrition scolaires aux ministres de la Coalition pour l'alimentation scolaire. Disponible sur <https://www.docdroid.net/frHRATI/statement-research-consortium-september-2022-1-pdf#page=4>

Baltag, V., Sidaner, E., Bundy, D., Guthold, R., Nwachukwu, C., Engesveen, K., Sharma, D., Engelhardt, K. et Patton, G. 2022. Réaliser le potentiel des écoles pour améliorer la nutrition des adolescents. *BMJ* 379 : e067678. <https://doi.org/10.1136/bmj-2021-067678>

Gray, N.J., Desmond, N.A., Ganapathee, D.S., Beadle, S. & Bundy, D.A. 2022. Décloisonner la santé et l'éducation pour améliorer le bien-être des adolescents. *BMJ*, 379 : e067683. <https://doi.org/10.1136/bmj-2021-067683>

Watkins, K. 2022. *School Meals Programmes and the Education Crisis (Les programmes de repas scolaires et la crise de l'éducation)*. Disponible sur : <https://educationcommission.org/updates/school-meals-programmes-and-the-education-crisis/>

Mendonce, S. 2022. *The School Meal Coalition We Need (La coalition pour l'alimentation scolaire dont nous avons besoin)*. <https://alliancebioiversityciat.org/stories/school-meal-coalition-we-need>

Nourishing Schools Foundation. 2022. NSF Discusses the Best Practices for Midday Meals During the International School Meals Coalition Week (NSF discute des meilleures pratiques pour les repas de midi pendant la semaine de la Coalition internationale des repas scolaires). <https://ians.in/prwiredetail/nsf-discutes-the-best-practices-for-midday-meals-during-the-international-school-meals-coalition-we/B-81218.html>

Karutu, C., Schultz, L., Campbell, S.J., Waltz, J., Kamara, K., Gouvras, A., Yotebieng, K., Rollinson, D. & Bundy, D.A.P. 2022. A coordinated response to the needs of the learner: How deworming and school meals together will contribute to the global recovery from the COVID-19 pandemic. (Une réponse coordonnée aux besoins des apprenants : comment le déparasitage et les repas scolaires contribueront ensemble à la reprise mondiale après la pandémie de COVID-19.) *Front. Trop. Dis.*, 3: 998276. <https://doi.org/10.3389/fitd.2022.998276>

UNESCO ; Programme alimentaire mondial ; Fonds des Nations Unies pour l'enfance. 2022. *Ready to learn and thrive: school health and nutrition around the world; highlights (Prêt à apprendre et à prospérer : la santé et la nutrition scolaires dans le monde ; faits saillants)*. Disponible sur : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000381965>

Kristjansson, E., Osman, M., Dignam, M., Labelle, P.R., Magwood, O., Huerta Galicia, A., Cooke-Hughes, P., Wells, G.A., Krasevec, J., Enns, A., Nepton, A., Janzen, L., Shea, B., Liberato, S.C., Garner, J.A. & Welch, V. 2022. School feeding programs for improving the physical and psychological health of school children experiencing socioeconomic disadvantage (Protocol). (Programmes d'alimentation scolaire visant à améliorer la santé physique et psychologique des écoliers défavorisés sur le plan socioéconomique (Protocole).) *Cochrane Database of Systematic Reviews* 2022, numéro 8. Art. N° : CD014794. <https://doi.org/10.1002/14651858.CD014794>

Bundy, D.A.P., Schultz, L., Verguet, S., Angrist, N. et Watkins, K. 2022. The Investment Case for School Health & Nutrition : Memo #4. (Le dossier d'investissement pour la santé et la nutrition en milieu scolaire : Mémo n° 4.) Disponible sur : <https://www.docdroid.net/GJLq1sN/the-investment-case-for-school-health-and-nutrition-7-april-2022->

Borkowski, Artur; Ortiz Correa, Javier Santiago; Bundy, Donald A. P.; Burbano, Carmen; Hayashi, Chika; Lloyd-Evans, Edward; Neitzel, Jutta; Reuge, Nicolas (2021). COVID-19: Missing More Than a Classroom. The impact of school closures on children's nutrition, Innocenti Working Papers, no. 2021-01, UNICEF Office of Research - Innocenti, Florence

Mécanisme de financement mondial. 2021. *Sustaining Adolescent Health Service Delivery during Prolonged School Closures: Considerations in Light of COVID-19 (Maintenir la prestation des services de santé pour les adolescents*

pendant les fermetures prolongées des écoles : Considérations à la lumière de COVID-19). Disponible sur : https://www.globalfinancingfacility.org/sites/gff_new/files/SUSTAINING-ADOLESCENT-HEALTH-SERVICE-DELIVERY-DURING-PROLONGED-SCHOOL-CLOSURES-CONSIDERATIONS-IN-LIGHT-OF-COVID-19_0.pdf

PAM. 2020. Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2020. Rome, Programme alimentaire mondial. Disponible sur : <https://www.wfp.org/publications/state-school-feeding-worldwide-2020>

Cohee, L.M., Halliday, K.E., Gelli, A., Mwenyango, I., Lavadenz, F., Burbano, C., Drake, L. and Bundy, D.A.P. 2020. The Role of Health in Education and Human Capital: why an integrated approach to school health could make a difference to the futures of schoolchildren in low income countries. (Le rôle de la santé dans l'éducation et le capital humain : Pourquoi une approche intégrée de la santé scolaire pourrait faire une différence dans l'avenir des écoliers des pays à faible revenu.) *Am. J. Trop. Med. Hyg.*, 104(2) : 424-428. <https://doi.org/10.4269/ajtmh.20-0779>

Verguet, S., Limasalle, P., Chakrabarti, A., Husain, A., Burbano, C., Drake, L. & Bundy, D.A.P. 2020. The Broader Economic Value of School Feeding Programs in Low- and Middle-Income Countries: Estimating the Multi-Sectoral Returns to Public Health, Human Capital, Social Protection, and the Local Economy. (La valeur économique élargie des programmes d'alimentation scolaire dans les pays à revenu faible et moyen : Estimation des rendements multisectoriels pour la santé publique, le capital humain, la protection sociale et l'économie locale.) *Front. Public Health*, 8: 587046. <https://doi.org/10.3389/fpubh.2020.587046>

Drake, L. J., Lazrak, N., Fernandes, M., Chu, K., Singh, S., Ryckembusch, D., Nourozi, S., Bundy, D.A.P. & Burbano, C. 2020. Establishing Global School Feeding Program Targets: How Many Poor Children Globally Should Be Prioritized, and What Would Be the Cost of Implementation? (Établir les objectifs du programme mondial d'alimentation scolaire : Combien d'enfants pauvres dans le monde devraient être prioritaires, et quel serait le coût de la mise en œuvre ?) *Front. Public Health*, 8: 530176. <https://doi.org/10.3389/fpubh.2020.530176>

Bundy, D.A.P., Burbano, C., Grosh, M., Gelli A., Jukes M. et Drake, L. 2009. *Rethinking school feeding: Social safety nets, child development, and the education sector.* (Repenser l'alimentation scolaire : Les filets de sécurité sociale, le développement de l'enfant et le secteur de l'éducation.) Washington, DC, Banque mondiale. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000020650/download/>

Bundy, D.A.P., de Silva, N., Horton, S., Jamison, D.T. et Patton, G.C. 2018. *Disease Control Priorities (Priorités en matière de lutte contre les maladies), troisième édition : Volume 8. Child and adolescent health and development. (Santé et développement de l'enfant et de l'adolescent).* Washington, DC, Banque mondiale. Disponible sur : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28876>

Bundy, D.A.P., de Silva, N., Horton, S., Jamison, D.T. et Patton, G.C., eds. 2018. *Re-Imagining School Feeding: A High-Return Investment in Human Capital and Local*

Economies. (Repenser l'alimentation scolaire : Un investissement à haut rendement dans le capital humain et les économies locales.) Washington, DC, Banque mondiale. Disponible sur :

https://dcp-3.org/sites/default/files/resources/CAHD_eBook.pdf

Drake, L., Woolnough, A., Burbano, C. et Bundy, D.A.P. 2016. *Global School Feeding Sourcebook: Lessons from 14 countries (Guide mondial de l'alimentation scolaire : Les enseignements de 14 pays)*. Londres, R-U, Partenariat pour le développement de l'enfant, Imperial College. Disponible sur :

<https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000020953/download/>

Hatløy, A. et Sommerfelt, T. 2017. *Rethinking emergency school feeding: A child-centred approach. (Repenser l'alimentation scolaire d'urgence : Une approche centrée sur l'enfant.)* Oslo, rapport Fafo 2017:24. Disponible sur :

<https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000070146/download/>

UNICEF et PAM. 2020. *School Health and Nutrition: Ensuring a better future for all children (Santé et nutrition en milieu scolaire : Assurer un meilleur avenir à tous les enfants)*. Disponible sur :

<https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000112545/download/>

UNESCO, FAO, GPE, UNICEF, UNSCN, Groupe de la Banque mondiale, PAM et OMS. 2020. *Stepping up effective school health and nutrition - A partnership for healthy learners and brighter futures. (Renforcer l'efficacité de la santé et de la nutrition en milieu scolaire - Un partenariat pour des apprenants en bonne santé et un avenir meilleur.)* Disponible sur :

<https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000115787/download/>

Orientation du programme

PAM. 2020. *From the School Gate to Children's Plate: Golden Rules for Safer School Meals (De la porte de l'école à l'assiette des enfants : Règles d'or pour des repas scolaires plus sûrs)*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000105252/download/>

Les nouvelles Lignes directrices sur la sécurité et la qualité des aliments pour fournir des repas scolaires plus sûrs attribuent aux responsables des programmes d'alimentation scolaire la responsabilité de la qualité et de la sécurité globales des aliments fournis dans les écoles ; elles fournissent également aux personnes chargées de la conception de la formation des cuisiniers et des manipulateurs d'aliments au niveau scolaire des principes de base de la sécurité alimentaire et les bonnes pratiques pour sélectionner, stocker, préparer et servir les aliments.

PAM, FAO, FIDA, NEPAD, GCNF et PCD. 2018. *Home-Grown School Feeding Resource Framework. (Cadre de ressources pour l'alimentation scolaire à domicile) Technical Document. (Document technique)* Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000074274/download/>

Ce cadre de ressources est un outil d'orientation destiné aux parties prenantes participant à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale et à l'environnement

politique et institutionnel connexe, notamment les gouvernements et les partenaires de développement fournissant une assistance technique et financière, ainsi que la société civile, les organisations communautaires et le secteur privé.

Banque mondiale. 2016. *Manual for SABER School Feeding Exercise*. (Manuel pour l'exercice d'alimentation scolaire SABER) Disponible sur : http://wbgfiles.worldbank.org/documents/hdn/ed/saber/supporting_doc/Background/SHN/SABER_SchoolFeeding_Manual.pdf

Ce manuel, publié par le PAM et la Banque mondiale en 2016, est conçu pour aider les parties prenantes à planifier et à mettre en œuvre une évaluation de l'alimentation scolaire SABER au niveau des pays.

PAM. 2017. *School Meals Monitoring Framework and Guidance*. (Cadre et directives pour le contrôle des repas scolaires.) Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000023832/download/>

Un ensemble d'indicateurs et de conseils pour mesurer les extrants et les résultats des programmes de repas scolaires, en accord à la Politique en matière d'alimentation scolaire de 2013.

Études de cas de pays élaborées par le Programme alimentaire mondial et des partenaires externes

BANGLADESH

PAM. 2019. *The school feeding programme in Bangladesh – A Case Study (Le programme d'alimentation scolaire au Bangladesh – Une étude de cas)*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000112387/download/>

PAM. 2018. *The impact of school feeding in Bangladesh (L'impact de l'alimentation scolaire au Bangladesh)*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000105838/download/>

BÉNIN

Gouvernement du Bénin, PAM et Mastercard. 2019. *Programme d'alimentation scolaire du Bénin - Analyse Coût-Bénéfice*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000114270/download/>

BHOUTAN

PAM. 2018. *Home-grown school feeding in Bhutan (Alimentation scolaire issue de la production locale au Bhoutan)*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000105579/download/>

BOLIVIE

Sidaner, E. et Torres, S. 2014. *Bolivia's complementary school feeding: A case study (Alimentation scolaire complémentaire en Bolivie : une étude de cas)*. PAM. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000020516/download/>

CAMBODGE

PAM. 2019. *Home-grown school feeding in Cambodia (Alimentation scolaire issue de la production locale au Cambodge)*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000106647/download/>

COSTA RICA

Sidaner, E. et Montenegro, M.E. 2014. *Costa Rica's School Child and Adolescent Food and Nutrition Programme (Programme d'alimentation et de nutrition des enfants et adolescents scolarisés au Costa Rica)*. PAM. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000020537/download/>

ÉTHIOPIE

PAM. 2019. *Home-grown school feeding in Ethiopia (Alimentation scolaire issue de la production locale en Éthiopie)*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000106647/download/>

GHANA

Dunaev, A. et Corona, F. 2018. *School feeding in Ghana - Investment case: Cost-benefit analysis report (Alimentation scolaire au Ghana - Cas d'investissement : Rapport d'analyse coûts-avantages)*. Gouvernement du Ghana, PAM et Mastercard. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000108072/download/>

PAM. 2018. *Home-grown school feeding in Ghana (Alimentation scolaire issue de la production locale au Ghana)*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000105577/download/>

GUATEMALA

PAM. 2019. *Home-grown school feeding in Guatemala (Alimentation scolaire issue de la production locale au Guatemala)*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000107060/download/>

HAÏTI

PAM. 2019. *Home-grown school feeding in Haiti (Alimentation scolaire issue de la production locale en Haïti)*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000105582/download/>

INDONÉSIE

Gouvernement indonésien, PAM et Mastercard. 2018. *National school meals programme in Indonesia – Cost-benefit analysis (Programme national de repas scolaires en Indonésie – Analyse coûts-avantages)*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000103420/download/>

KENYA

PAM. 2016. *Using Local Cereals and Local Mills to Supply School Meals in Kenya's Kakuma Refugee Camp (Utilisation de céréales locales et de moulins locaux pour fournir des repas scolaires dans le camp de réfugiés de Kakuma au Kenya)*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000020537/download/>

PAM. 2018. *Home-grown school feeding in Kenya (Alimentation scolaire issue de la production locale au Kenya)*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000105578/download/>

RÉPUBLIQUE KIRGHIZE

PAM. 2018. *How WFP supported the government of the Kyrgyz Republic to optimize the national school meals programme: A case study on nutrition-sensitive programming in a lower-middle-income country (Comment le PAM a aidé le gouvernement de la République*

kirghize à optimiser le programme national de repas scolaires : une étude de cas sur la programmation sensible à la nutrition dans un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure). Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000073347/download/>

MADAGASCAR

Gouvernement de Madagascar, PAM et Mastercard. 2019. *L'analyse coût-bénéfice de l'alimentation scolaire à Madagascar*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000115670/download/>

NIGER

PAM. 2017. *Results and lessons learned from WFP's efforts to support adolescent girls in Niger (Résultats et enseignements tirés des efforts du PAM pour soutenir les adolescentes au Niger)*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000117053/download/>

RWANDA

PAM. 2022. *Eastern Africa - 2021 Regional Achievements & Outlook (Afrique de l'Est - Réalisations et perspectives régionales pour 2021)*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000139504/download/>

PAM. 2019. *Home-grown school feeding in Rwanda (Alimentation scolaire issue de la production locale au Rwanda)*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000106253/download/>

TUNISIE

PAM. 2018. *Home-grown school feeding in Tunisia (Alimentation scolaire issue de la production locale en Tunisie)*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000105580/download/>

Plans et politiques stratégiques nationaux de gouvernements

Les politiques, évaluations et plans nationaux d'alimentation scolaire suivants ont été élaborés en collaboration avec les gouvernements nationaux.

Gouvernement du Congo. 2016. *Politique nationale d'alimentation scolaire*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000117050/download/>

Gouvernement du Kenya. 2017. *Stratégie nationale en matière de repas scolaires et de nutrition 2017-2022*. Ministère de l'éducation Ministère de la santé Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000116843/download/>

Gouvernement du Malawi. 2015. *Politique nationale de santé et de nutrition en milieu scolaire*. Ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000117051/download/>

Gouvernement du Nigéria. 2016. *Plan stratégique pour l'alimentation scolaire issue de la production locale au Nigéria*. Disponible sur : [https:// docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000116838/download/](https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000116838/download/)

Annexe II

Méthodologie et sources utilisées pour calculer le nombre d'enfants recevant une alimentation scolaire, la portée et l'investissement.

A2.1 Sources

Tout comme la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2020* (WFP, 2020d), cette publication s'appuie sur une combinaison de sources primaires et secondaires pour obtenir des données quantitatives sur les enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire, la portée et les investissements. Chaque source a été sélectionnée en fonction des critères suivants :

1. **Pertinence** : sources contenant des indicateurs standards sur l'alimentation scolaire ;
2. **Crédibilité** : sources publiées par des institutions officielles et académiques ;
3. **Disponibilité** : sources en accès libre et public.
4. **Actualité** : sources publiées récemment. Les données brutes pour l'édition 2022 ont été principalement tirées de deux sources principales :
 - L'Enquête mondiale sur l'alimentation scolaire de la GCNF parrainée par l'USDA, publiée en 2021 (125 pays) (Global Child Nutrition Foundation, 2022). The Global Survey of School Meal Programs© (Enquête mondiale sur les programmes de repas scolaires) est la propriété de la GCNF et est protégée par le droit d'auteur, tous droits réservés. Elle ne peut être reproduite ni distribuée sans autorisation écrite préalable. Le financement de la plus récente enquête en 2021 et 2019 est assuré, en partie, par l'USDA sous le numéro d'accord FX18TA-10960G002.
 - Rapports annuels de pays 2019 du PAM, publiés en 2020 (72 pays) (WFP, 2020a).

Lorsque les données n'étaient pas disponibles dans les sources ci-dessus, les données ont été tirées des sources employées dans *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2020* (WFP, 2020d). Ces sources secondaires comprennent des rapports, des publications et des études de cas. Comme en 2020, lors de la sélection des sources secondaires, le principe primordial était d'utiliser uniquement des sources publiées par des institutions officielles. Par conséquent, trois catégories de publications ont été utilisées comme sources secondaires : les rapports officiels publiés par les gouvernements, les rapports officiels publiés par des organisations internationales et les articles universitaires évalués par des pairs.

La liste suivante énumère l'ensemble des sources secondaires utilisées pour élaborer la présente publication :

1. ***Situation des filets de sécurité sociale 2018*** de la Banque mondiale (World Bank, 2018) (90 pays).
2. ***Rapport sur l'alimentation scolaire durable*** (African Union, 2018) de l'Union africaine (33 pays).
3. ***Alimentation scolaire du PAM - Programmes nationaux sensibles à la nutrition en Amérique latine et dans les Caraïbes*** (WFP, 2017b), publié en 2017 (16 pays).
4. ***Le Global School Feeding Sourcebook*** (Drake et al., 2016), publié conjointement par la Banque mondiale, le PAM et le PCD/Imperial College en 2016 (14 pays).
5. Études de cas de pays individuels et rapports gouvernementaux pour les neuf pays suivants :
 - Japon (Ishida, 2018)
 - Royaume Uni (UK National Statistics/Department for Education, 2019)
 - Rwanda (Republic of Rwanda/Ministry of Education, 2018)
 - Russie (Communication de l'Institut des services alimentaires sociaux et industriels, 2020 dans (WFP, 2020d)).

Certains pays étaient cités dans plus d'une de ces sources secondaires. Dans ce cas, un seul point de données a été utilisé pour chaque pays en fonction des critères suivants :

- Lorsque plus d'une source citait des données pour le même pays, le point de données le plus récent a été utilisé, en fonction de l'année de référence.
- Lorsque plus d'une source d'information était disponible pour le même pays et la même année de référence, la source la plus complète a été utilisée – par exemple, une source peut couvrir un programme particulier, tandis que l'autre source couvre tous les programmes existants dans le même pays.

Enfin, dans 18 pays pour lesquels aucune donnée rapportée n'était disponible, le nombre de bénéficiaires a été estimé à partir des informations disponibles de la Banque mondiale et de l'UNESCO à l'aide de la même méthodologie que celle utilisée en 2013.

En raison de ces critères de sélection, la figure A2.1 illustre le nombre de pays de chaque source utilisée dans la présente publication.

Figure A2.1

Répartition des pays par source de données

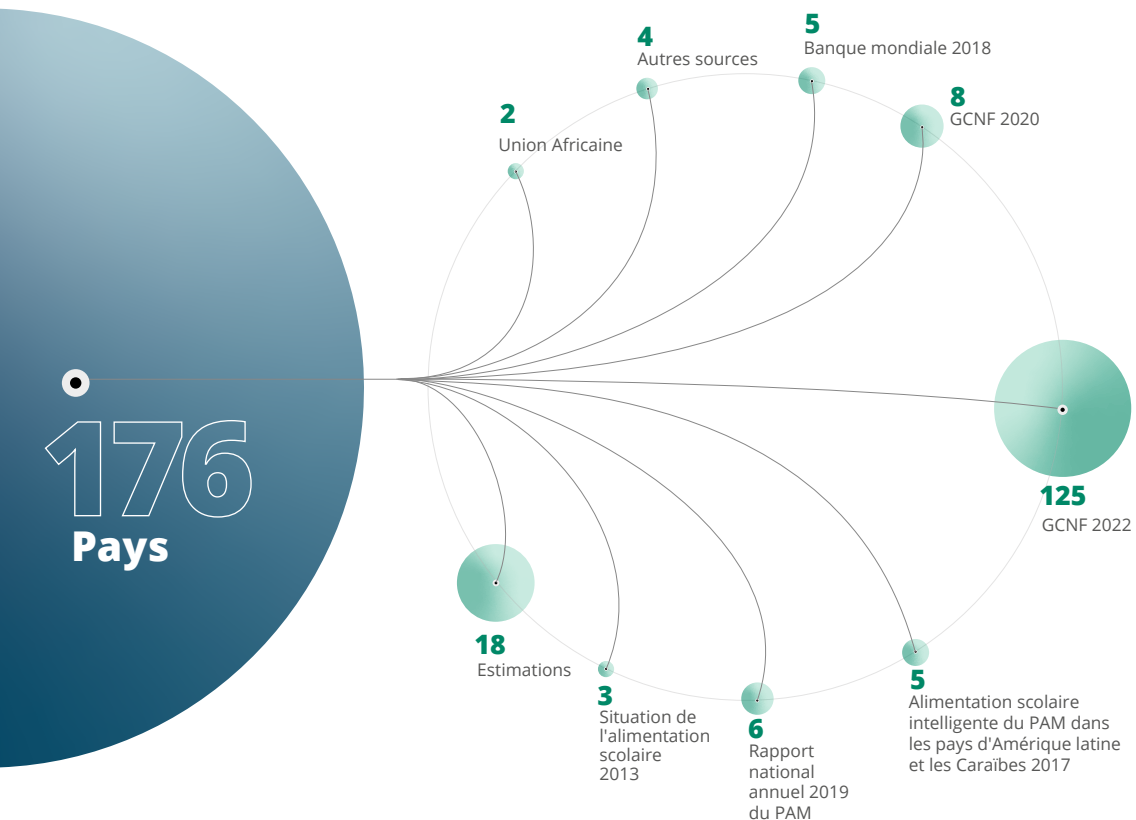
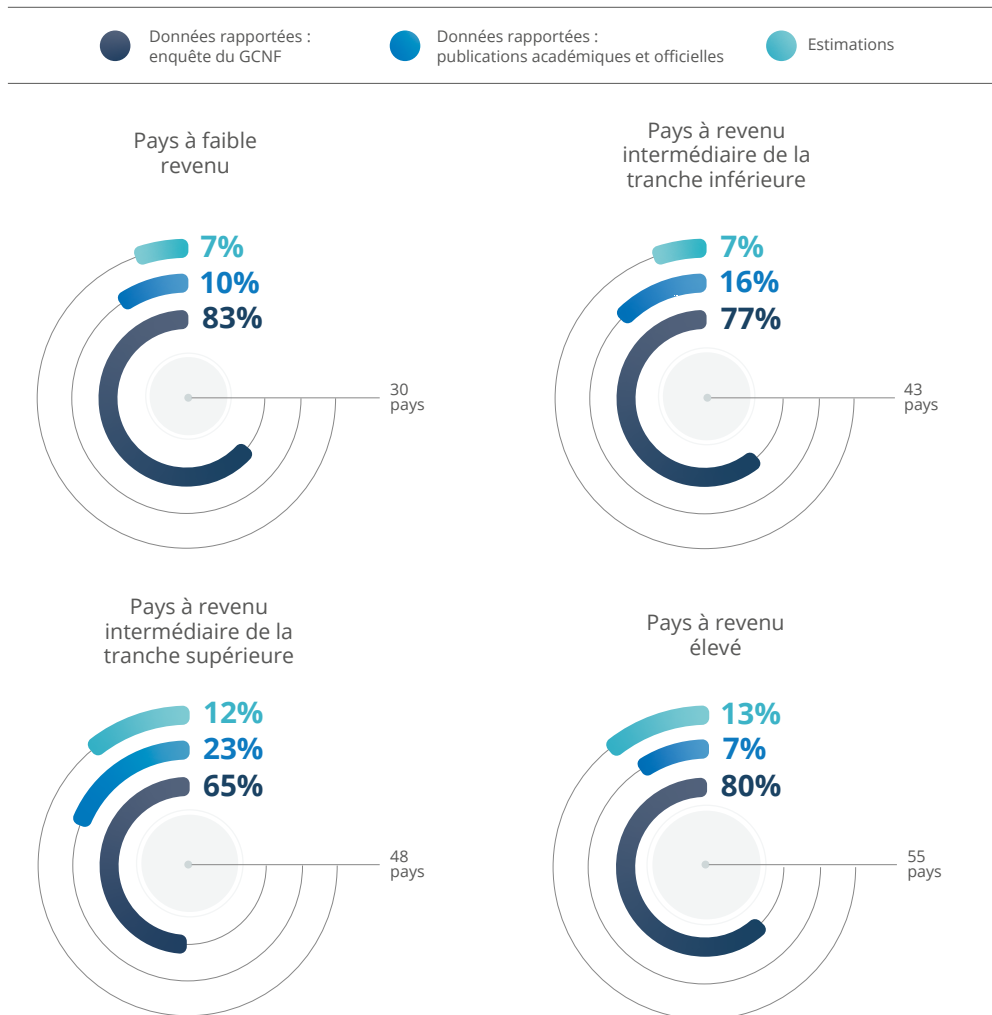


Figure A2.2

Répartition de l'échantillon par source et niveau de revenu (N=176)



* Les données de l'Inde ont été collectées par le GCNF lors de son enquête 2021 et ne correspondent pas aux données fournies dans la page du Programme Mid-Day faisant référence à 118 millions d'écoliers nourris en Inde (<https://www.akshayapatra.org/our-reach>) Selon le GCNF, les données de l'Inde ont été recueillies à partir des sources suivantes : Pour l'enquête sur l'Inde, toutes les données ont été recueillies sur le site Internet mdm.nic.in (maintenant pmposhan.education.gov.in) entre le 22 février et le 6 mars 2022. Le PDF de la note d'évaluation du niveau de référence (PAB) pour l'année 2021-2022 pour tous les états et territoires de l'Union a été téléchargé et les chiffres ont été rassemblés. La note d'évaluation du PAB n'était disponible dans un document Microsoft PowerPoint que pour l'état de Telangana. Ceux-ci se trouvent à l'adresse <https://pmposhan.education.gov.in/#>. Le « Nombre d'enfants ayant bénéficié du MDM durant l'année scolaire 2020-2021 » est spécifié dans la section Informations de base, point 2 (iii) des fichiers du PAB. Le GCNF a rassemblé et compilé les nombres d'étudiants (ventilés par niveau scolaire) à partir de ce fichier et est arrivé à l'estimation finale de 106 millions. Les explications possibles de l'écart entre les chiffres sont les suivantes : le « NCLP », c'est-à-dire le Projet national de lutte contre le travail des enfants (National Child Labour Project), un projet qui comprend des centres de formation professionnelle qui servent un repas de midi, n'a pas été inclus dans le décompte du gouvernement. De même, les chiffres relatifs à l'enseignement préscolaire pour l'Asie du Sud/Asie de l'Est/Pacifique n'incluent pas les enfants bénéficiant du vaste programme indien de développement intégré de l'enfant (ICDS), un programme qui fournit des services nutritionnels et autres services de santé et de développement aux enfants de moins de six ans et à leurs mères. De même, l'enquête GCNF n'a peut-être pas pris en compte d'autres programmes (crèches ou communautaires) bénéficiant aux enfants d'âge préscolaire mais qui ne sont pas considérés comme des programmes d'alimentation scolaire.

Tableau A2.1

Sources utilisées pour les données relatives à l'alimentation scolaire

Source	Symbole	Nombre de pays utilisés dans ce rapport	Noms de pays
Union Africaine, Durable Alimentation scolaire dans l'Union africaine	AUSSF	2	Angola République-Unie de Tanzanie
Enquête mondiale sur les programmes d'alimentation scolaire parrainée Alimentation scolaire le GCNF 2019	GCNF 2019	8	Colombie, Comores, Égypte, Fidji Indonésie, Nauru, République de Moldavie. Vietnam
Enquête mondiale sur les programmes d'alimentation scolaire parrainée Alimentation scolaire le GCNF 2021	GCNF 2021	125	Andorre, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunei, Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Cambodge, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Congo, Croatie, Chypre, République tchèque, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Équateur, El Salvador, Estonie, Éthiopie, Finlande, France, Gambie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Haïti, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Irak, Irlande, Israël, Italie, Jamaïque, Kazakhstan, Kenya, Kiribati, Koweït, Kirghizistan, République démocratique populaire lao, Lettonie, Lesotho, Libéria, Libye, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Mozambique, Namibie, Népal, Afrique du Sud, Espagne, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Palaos, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, Roumanie, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Saint-Marin, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Sri Lanka, Saint-Kitts-et-Nevis, Suède, Suisse, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ouganda, Émirats arabes unis, États-Unis d'Amérique, Uruguay, Zambie, Zimbabwe, Eswatini

Banque mondiale Situation des filets de sécurité sociale 2018	SSSN	5	Costa Rica, Maurice, Maroc État de Palestine, Turquie
Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2013	SSFW	3	Canada, Chine RAS de Hong Kong Iran (République islamique d')
PAM, Alimentation Scolaire intelligente 2017	SSM	5	Bolivie (État plurinational de) Cuba République dominicaine Nicaragua Paraguay
PAM, Rapports de pays annuels 2019	RDP du PAM	6	Algérie Djibouti Jordanie Liban Myanmar Yémen
Autres sources : rapports gouvernementaux, études de cas et publications de pays individuel	AS	4	Japon Fédération de Russie Rwanda Royaume-Uni
Estimations	Est.	18	Afghanistan, Albanie, Bahreïn, Biélorussie, Bermudes République populaire démocratique de Corée Dominique, Îles Marshall Pakistan, Porto Rico, Qatar Arabie saoudite, Seychelles, Singapour Tonga, Ukraine, Ouzbékistan Venezuela (République bolivarienne du)

A2.2 Limitations

Bien que l'ensemble de données contenu dans la présente publication ne repose que sur des sources fiables, il présente certaines limites. La multiplicité des sources se traduit par des différences de méthodologie : certaines sources rapportent tous les enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire dans un pays donné, mais pour d'autres pays, seuls les enfants de l'école primaire sont rapportés.

Une autre limite est la quantité d'indicateurs fournis par chaque source : le nombre d'enfants est fourni dans toutes les sources, mais les données de portée, les données de financement et d'autres indicateurs n'étaient disponibles que pour un ensemble plus limité de pays. Les analyses contenues dans la présente publication spécifient systématiquement la taille de l'échantillon disponible pour chaque indicateur.

En outre, les données disponibles ne nous permettent pas de confirmer avec précision le nombre de repas par jour ou par semaine que les enfants ont reçu, ni le type exact de repas (c'est-à-dire une collation ou un vrai repas).

L'écart entre les années de référence est une troisième limite de l'ensemble de données contenu dans la présente publication. Certaines sources, telles que l'Enquête mondiale sur l'alimentation scolaire de la GCNF et les Rapports annuels par pays du PAM, ont été publiées moins d'un an avant la publication de ce rapport, mais d'autres sources sont plus anciennes et/ou présentent des données relatives aux années scolaires antérieures.

Comme pour la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2020* (WFP, 2020d), afin de fournir une image complète des programmes d'alimentation scolaire dans le monde, cette publication combine des données nationales couvrant presque une décennie. Cette approche a été utilisée dans des rapports similaires, tels que le rapport *Situation des filets de la sécurité sociale 2018* de la Banque mondiale, et offre un niveau de confiance satisfaisant pour une majorité de pays et pour les analyses et tendances transnationales. Le principal avantage de cette approche est son exhaustivité ; en effet, elle maximise le nombre de pays pour lesquels un point de données est disponible, mais le manque potentiel d'exactitude de certains points de données plus anciens reste une limite importante.

Enfin, outre le fait que les données s'étendent sur près d'une décennie, l'année de référence du numérateur et du dénominateur pour calculer la portée ne correspond parfois pas (par exemple, des données pourraient être disponibles pour le nombre d'enfants nourris en 2021, mais les données les plus récentes sur le nombre d'enfants inscrits à l'école primaire pour ce pays pourraient remonter à 2017).

A2.3 Enfants recevant une alimentation scolaire

Le nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire présenté dans cette publication représente le nombre total d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire dans un pays donné.

Si la majorité de ces enfants bénéficiant d'une alimentation scolaire sont pris en charge par un programme d'alimentation scolaire financé et dirigé par le gouvernement, certains pays ont opté pour des programmes d'alimentation scolaire gérés localement et/ou collectent les contributions des parents pour financer leurs programmes d'alimentation scolaire. Conformément à l'approche présentée dans *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2020* (WFP, 2020d), les bénéficiaires de l'alimentation scolaire doivent être compris comme « les enfants recevant des repas, ou une autre forme de nourriture, dans les écoles » (et non comme « les enfants bénéficiant de repas scolaires gratuits et financés par le gouvernement »).

Lorsqu'il existe plusieurs programmes d'alimentation scolaire dans un pays donné, le nombre indiqué dans la présente publication est le nombre total de bénéficiaires individuels sans les chevauchements, le cas échéant. Cette opération est généralement effectuée par les fournisseurs de données individuels énumérés dans le tableau A2.1 de l'annexe II, et le total net correspond au nombre déclaré par chacune de ces sources, mais cela a été vérifié dans le cadre du processus de consolidation des données. Comme pour l'édition 2020, même dans ce rapport, trois configurations possibles ont été trouvées, comme décrit dans le tableau A2.2 ci-dessous.

Dans un nombre limité de pays, les estimations de 2020 ont dû être mises à jour à la lumière des nouvelles données rapportées et publiées après la publication de la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2020*. Les seuls pays où les données sur la politique nationale existante en matière d'alimentation scolaire ont dû être mises à jour sont le Nigéria, le Sénégal, le Sud-Soudan, l'Uruguay et Trinité-et-Tobago, où la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2020* (WFP, 2020d) a indiqué par erreur qu'il existait une politique nationale d'alimentation scolaire.

Tableau A2.2

Configurations possibles de programmes d'alimentation scolaire pour calculer le total net des bénéficiaires

	Situation	Calcul du total net de bénéficiaires
1	Le pays a un seul programme d'alimentation scolaire	Le nombre de bénéficiaires de ce programme correspond au nombre de bénéficiaires dans ce pays.
2	Le pays a deux programmes d'alimentation scolaire ou plus Les programmes se chevauchent : certains (ou tous) les enfants bénéficient des deux programmes. (p. ex. le Programme national de déjeuner scolaire et le Programme de petit-déjeuner scolaire aux É-U).	Le nombre de bénéficiaires ne correspond pas. Selon le cas, la taille du plus grand programme peut correspondre au total net.
3	Les programmes ne se chevauchent pas : chaque programme bénéficie à un groupe distinct de bénéficiaires. (par exemple, le Programme national d'alimentation scolaire et le Programme d'alimentation scolaire du PAM au Mali)	Le nombre de bénéficiaires correspond : le total net correspond à la somme des bénéficiaires des différents programmes.

A2.4 Portée

La portée de l'alimentation scolaire dans le pays (ou groupe de pays) i (C_i) est définie comme le nombre d'enfants bénéficiant d'une alimentation scolaire dans les écoles primaires (B_i) divisé par le nombre d'élèves dans les écoles primaires (P_i)

$$C_x = \frac{B_i}{P_i}$$

Description des variables :

B_i : nombre d'enfants bénéficiant d'une alimentation scolaire dans les écoles primaires du pays i , comme indiqué dans la meilleure source disponible telle que définie dans la présente publication.

P_i : nombre d'élèves dans les écoles primaires du pays i , comme indiqué par l'Institut de statistique de l'UNESCO.

Les estimations de portée varient entre 0 et 100 % par définition, car il ne peut y avoir plus d'enfants recevant une alimentation scolaire que d'enfants dans les écoles (élèves ou inscrits).

La formule suivante a été appliquée pour calculer la portée moyenne pour un groupe de pays x , tel que les groupes de revenu ou le groupe BRICS :

$$C_i = \frac{\sum B_{i,x}}{\sum P_{i,x}}$$

Pour chaque groupe de pays x , le nombre total de bénéficiaires d'alimentation scolaire $\sum B_{i,x}$ a été divisé par le nombre total d'élèves $\sum P_{i,x}$

Encadré A2.1

Classification des revenus des pays

Cette publication suit la classification des pays par groupes de revenus telle que définie dans la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2020* (WFP, 2020d), qui adopte la définition de la Banque mondiale, mise à jour chaque année. La version utilisée dans cette publication est la classification des pays « année fiscale 2020 », qui est basée sur le revenu national brut (RNB) par habitant de 2020 (méthode Atlas) <https://datatopics.worldbank.org/world-development-indicators/the-world-by-income-and-region.html>, et calculée comme suit :

Catégorie de revenu	Seuils RNB par habitant
Pays à faible revenu	1 034 USD ou moins
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	entre 1 035 dollars américains et 4 045 dollars américains
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	entre 4 046 USD et 12 535 USD
Pays à revenu élevé	12 536 USD ou plus

La liste complète des pays inclus dans chacun de ces groupes de revenus est disponible sur le site Internet de la Banque mondiale <https://datatopics.worldbank.org/world-development-indicators/the-world-by-income-and-region.html> et reproduite à l'annexe III de la présente publication.

En plus de ces quatre groupes de revenus, un agrégat supplémentaire composé des cinq pays émergents communément appelés les pays du groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) est présenté comme une entité distincte dans la plupart des analyses contenues dans la présente publication. Ces cinq pays appartiennent à deux des quatre groupes de revenu : l'Inde est classée comme pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et le Brésil, la Russie, la Chine et l'Afrique du Sud sont classés comme pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure dans l'exercice 2021. En conséquence, dans les analyses et les figures contenues dans la présente publication (telles que la plupart des figures du chapitre 1), les cinq pays du groupe BRICS sont indiqués deux fois : une première fois dans leur groupe de revenu respectif et une deuxième fois dans le cadre de cet agrégat particulier.

En conséquence, les moyennes et les pourcentages s'appliquant aux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (resp. aux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure) s'appliquent à l'ensemble de la catégorie à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, y compris l'Inde (resp. à la catégorie à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, y compris le Brésil, la Russie, la Chine et l'Afrique du Sud), tels que définis par la Banque mondiale. De plus, les moyennes et les pourcentages applicables à l'agrégat BRICS s'appliquent au groupe autonome formé par ces cinq pays. Cette approche n'a pas entraîné de double comptage : dans les sous-totaux et les totaux mondiaux, le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud ont chacun été comptés une seule fois.

REMARQUE : Selon les dernières données de la Banque Mondiale, dix pays ont changé de niveau de revenu en 2021 :

1. *Haïti* : de la tranche inférieure à la tranche intermédiaire inférieure
2. *Moldavie* : non inclus dans notre échantillon
3. *Tadjikistan* : de la tranche inférieure à la tranche intermédiaire inférieure
4. *Belize* : de la tranche intermédiaire supérieure à la tranche intermédiaire inférieure
5. *Indonésie* : de la tranche intermédiaire supérieure à la tranche intermédiaire inférieure
6. *Iran* : de la tranche intermédiaire supérieure à la tranche intermédiaire inférieure
7. *Maurice* : non inclus dans notre échantillon
8. *Panama* : de la tranche supérieure de la tranche intermédiaire supérieure
9. *Roumanie* : de la tranche supérieure de la tranche intermédiaire supérieure
10. *Samoa* : non inclus dans notre échantillon

Sur ces dix pays, trois ne sont pas inclus dans notre échantillon et un (Roumanie) est déjà répertorié dans notre base de données comme étant de niveau moyen supérieur, donc pas de changement réel.

A2.5 Estimations

Par rapport à la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2020 (WFP, 2020d)*, le nombre de pays pour lesquels une estimation des bénéficiaires des repas scolaires était nécessaire est passé de 36 à 18. Pour ces pays restants, les mêmes estimations dérivées en 2020 ont été maintenues et incluses dans l'analyse. En 2020, le nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire et le niveau d'investissement ont été estimés sur la base des critères et règles suivants :

- Le nombre d'enfants bénéficiant d'une alimentation scolaire n'a été estimé que pour les pays connus pour avoir un programme d'alimentation scolaire. Ce critère a été respecté chaque fois que l'une des sources susmentionnées a rapporté des bénéficiaires d'alimentation scolaire dans le passé et qu'aucune source n'a rapporté la fin du programme d'alimentation scolaire.
- Dans ces pays, les bénéficiaires ont été estimés en utilisant la portée moyenne dans les pays du même groupe de revenu et en l'appliquant au nombre d'enfants scolarisés dans le primaire indiqué par l'Institut de statistique de l'UNESCO.

La portée par groupe de revenu a été calculée en fonction de tous les pays appartenant à l'un des quatre groupes de revenu classés par la Banque mondiale (voir l'encadré A2.1 ci-dessus) et pour lesquels des données ont été rapportées. Les pourcentages utilisés pour calculer ces estimations sont indiqués dans le tableau A2.3.

Tableau A2.3

Taux de portée utilisés pour estimer les bénéficiaires

Catégorie de revenu	Taux de portée utilisé pour les estimations
Pays à faible revenu	18%
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	39%
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	48%
Pays à revenu élevé	61%

La portée dans les pays à revenu élevé a été utilisée pour les estimations, mais elle n'est pas présentée dans le texte du rapport en raison du petit nombre de ces pays. Pour estimer les bénéficiaires de l'alimentation scolaire dans le pays i ($B_{i(\text{estimé})}$), la portée par groupe de revenu (C_x) a été multipliée par le nombre d'élèves dans les écoles primaires du pays i (P_i) :

$$B_{i(\text{estimé})} = C_x \times P_i$$

P_i a été obtenu de l'Institut de statistique de l'UNESCO. Sur les 18 pays pour lesquels les bénéficiaires ont été estimés, 2 étaient des pays à faible revenu, 3 étaient des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, 6 étaient des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et 7 étaient des pays à revenu élevé. Les calculs de l'investissement mondial dans l'alimentation scolaire sont présentés dans la section 1.3 de la présente publication et reproduits ci-dessous (tableau A2.4). L'investissement est défini comme le budget total alloué à l'alimentation scolaire ou une estimation de ce budget. Les informations sur les dépenses des pays en matière d'alimentation scolaire ne sont pas disponibles dans tous les pays, mais les données disponibles sont présentées dans cette publication. Seuls les pays disposant d'un programme d'alimentation scolaire ont été inclus dans l'estimation des investissements..

Tableau A2.4

Quatre estimations de l'investissement annuel total dans l'alimentation scolaire

Source	Nombre de pays	Nombre de bénéficiaires	Valeur de l'investissement	Investissement mondial estimé (\$ US)
Coût réel rapporté uniquement	100	314 millions	Budget alloué	35 milliards
	100	314 millions	Coût moyen par groupe de revenus	34 milliards
Actual reported cost and estimations	176	418 millions	Budget alloué pour 100 pays disposant de données ; coût moyen par groupe de revenu pour les 76 autres pays	49 milliards
	176	418 millions	Coût moyen par groupe de revenus	48 milliards

Les différentes méthodes utilisées pour estimer l'investissement mondial dans l'alimentation scolaire rapportées dans le tableau ci-dessus sont les suivantes :

(1) Investissement mondial estimé : **35 milliards de dollars**

Échantillon : **100 pays**

La première approche, qui a abouti à un chiffre de 35 milliards de dollars, est basée sur les budgets nationaux tels que rapportés dans l'Enquête mondiale

sur l'alimentation scolaire du GCNF (100 pays), le rapport sur *L'alimentation scolaire durable à travers l'Union africaine* (African Union, 2018) (6 pays), le rapport *Alimentation scolaire intelligente* (WFP, 2017b) (7 pays) et le *Global School Feeding Sourcebook* (Drake et al., 2016) (2 pays).

Selon cette approche, l'investissement global $M_{(1)}$ est la somme de tous les budgets nationaux rapportés (G_i) dans ces 100 pays pour lesquels des données étaient disponibles :

$$M_{(1)} = \sum_{i=1}^{80} G_i$$

(2) Investissement mondial estimé : **34 milliards de dollars US**

Échantillon : **100 pays**

La deuxième approche, qui a abouti à un chiffre de 34 milliards de dollars américains, est une estimation alternative à la première, pour le même échantillon de pays. Au lieu d'utiliser les chiffres budgétaires rapportés, l'investissement total $M_{(2)}$ a été estimé comme la somme du coût moyen CM du groupe de revenu x multiplié par le nombre de bénéficiaires dans le pays i dans l'ensemble des 100 pays :

$$M_{(2)} = \sum_{x=1}^4 \sum_{i=1}^{80} (AC_x \times B_i)$$

B_i a été soit indiqué dans l'enquête, soit estimé en utilisant une portée moyenne comme décrit précédemment. Le groupe de revenus utilisé pour calculer les coûts moyens est le même que celui utilisé pour calculer les bénéficiaires et la portée. Le tableau A2.5 présente le coût moyen par groupe de revenu utilisé pour ce calcul.

Tableau A2.5

Coût moyen par groupe de revenu utilisé pour estimer l'investissement mondial

Catégorie de revenu	Coût moyen utilisé pour les estimations ³¹
Pays à faible revenu	41,83 dollars américains
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	42,06 dollars américains
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	112,04 dollars américains
Pays à revenu élevé	328,99 dollars américains

³¹ Le coût moyen utilisé pour les estimations est le coût moyen par enfant observé dans chaque groupe de revenu.

(3) Investissement mondial estimé : **48 milliards de dollars américains**

Échantillon : **176 pays**

La troisième approche, qui a abouti à un chiffre de 48 milliards de dollars américains, a été calculée à l'aide des deux méthodes discutées précédemment, appliquées à un échantillon plus large afin d'inclure non seulement les pays dont les données sur les coûts ont été communiquées, mais aussi les pays sans données sur les coûts, sur la base des bénéficiaires déclarés ou estimés. Cette approche ajoute une estimation utilisant l'approche (2) au chiffre de 35 milliards de dollars américains estimé à l'aide de l'approche (1) pour 76 autres pays dont on sait qu'ils disposent d'un programme national d'alimentation scolaire et pour lesquels aucune donnée budgétaire rapportée n'était disponible. Le nombre de bénéficiaires, comme indiqué dans la présente publication, a été multiplié pour chaque pays par le coût moyen correspondant au groupe de revenu de ce pays. Les valeurs résultantes ont été résumées pour l'ensemble des 63 pays. Le calcul complet de l'approche 3 est décrit ci-dessous :

$$M_{(3)} = \sum_{i=1}^{80} G_i + \sum_{x=1}^4 \sum_{i=81}^{154} (AC_x \times B_i)$$

(4) Investissement mondial estimé : **48 milliards de dollars américains**

Échantillon : **176 pays**

La quatrième approche, qui a abouti à un chiffre de 48 milliards de dollars américains, a été calculée à l'aide de l'approche (2), appliquée à l'échantillon complet de pays pour lesquels des données relatives aux bénéficiaires étaient disponibles. Comme décrit ci-dessus, le nombre de bénéficiaires indiqué dans la présente publication a été multiplié par le coût moyen par groupe de revenu du pays ; ces valeurs ont été résumées pour l'ensemble des 176 pays. Ce calcul peut être résumé par l'équation ci-dessous :

$$M_{(4)} = \sum_{x=1}^4 \sum_{i=1}^{154} (AC_x \times B_i)$$

Annexe III

Indicateurs de l'alimentation scolaire par pays

Pays	Niveau de revenu	2020			2022		
		Année de référence	Nombre d'enfants recevant une alimentation scolaire	Portée estimée	Nombre d'enfants recevant une alimentation scolaire	Source	Portée estimée
Afghanistan	L		1,341,812	-	1,341,812	est	
Albania	UM		99,041	-	99,041	est	
Algeria	UM	2019	39,632	1%	39,632	WFP ACR	1%
American Samoa	UM					NA	
Andorra	H				1,334	GCNF21	
Angola	LM	2017	1,516,133	27%	1,516,133	AUSSF	27%
Antigua and Barbuda	H		8,560	-	6,951	GCNF21	
Argentina	UM	2015	1,687,785	36%	2,810,772	GCNF21	44%
Armenia	UM	2018	103,101	65%	105,630	GCNF21	66%
Aruba	H					NA	
Australia	H	2012	4,800	0%	4,800	GCNF21	0%
Austria	H				475,738	GCNF21	
Azerbaijan	UM					NA	
Bahamas	H				6,000	GCNF21	
Bahrain	H		96,300	-	96,300	est	
Bangladesh	LM	2018	2,964,528	15%	2,971,370	GCNF21	15%
Barbados	H		17,097	-	25,645	GCNF21	
Belarus	UM		247,949	-	247,949	est	
Belgium	H				287,151	GCNF21	
Belize	UM		29,426	-		GCNF21	
Benin	L	2018	460,063	21%	835,453	GCNF21	38%
Bermuda	H		3,507	-	3,507	est	
Bhutan	LM	2018	74,726	19%	101,762	GCNF21	33%
Bolivia (Plurinational State of)	LM	2013	2,383,408	100%	2,383,408	SSM	100%
Bosnia and Herzegovina	UM		92,386	-	27,698	GCNF21	
Botswana	UM	2018	358,854	100%	569,514	GCNF21	100%

Pays	Niveau de revenu	2020			2022		
		Année de référence	Nombre d'enfants recevant une alimentation scolaire	Portée estimée	Nombre d'enfants recevant une alimentation scolaire	Source	Portée estimée
Brazil	UM	2019	40,200,000	100%	40,200,000	GCNF21	100%
British Virgin Islands	H					NA	
Brunei Darussalam	H				34,669	GCNF21	
Bulgaria	UM		151,852	-	432,749	GCNF21	
Burkina Faso	L	2018	3,863,926	100%	3,689,774	GCNF21	100%
Burundi	L	2019	613,452	28%	520,613	GCNF21	23%
Cabo Verde	LM	2015	3,168	5%	85,117	GCNF21	100%
Cambodia	LM	2019	281,385	13%	277,881	GCNF21	12%
Cameroon	LM	2018	18,315	0%	195,042	GCNF21	4%
Canada	H	2012	292,645	12%	292,645	SSFW	12%
Cayman Islands	H					NA	
Central African Republic	L	2019	241,957	30%	215,411	GCNF21	26%
Chad	L	2019	138,078	6%	122,251	GCNF21	5%
Channel Islands	H					NA	
Chile	H	2015	1,828,556	100%	2,029,882	GCNF21	100%
China	UM	2019	40,000,000	39%	37,000,000	GCNF21	25%
China, Hong Kong SAR	H	2012	243,984	67%	243,984	SSFW	67%
China, Macao SAR	H					NA	
China, Taiwan Province of China	H					NA	
Colombia	UM	2018	5,387,504	63%	5,387,504	GCNF	65%
Comoros	LM	2018	-	0%	0	GCNF	0%
Congo	LM	2019	141,961	-	142,450	GCNF21	
Costa Rica	UM	2014	691,294	100%	691,294	SSSN	100%
Croatia	H	2012	151,514	93%	405,136	GCNF21	100%
Cuba	UM	2015	827,070	100%	827,070	SSM	100%
Curaçao	H					NA	
Cyprus	H	2018	14,717	14%	13,263	GCNF21	10%

Pays	Niveau de revenu	2020			2022		
		Année de référence	Nombre d'enfants recevant une alimentation scolaire	Portée estimée	Nombre d'enfants recevant une alimentation scolaire	Source	Portée estimée
Czechia	H	2018	1,351,000	100%	1,444,077	GCNF21	100%
Côte d'Ivoire	LM	2018	976,443	25%	1,024,401	GCNF21	25%
Dem. People's Republic of Korea	L		318,168	-	318,168	est	
Democratic Republic of the Congo	L	2019	124,485	1%	165,000	GCNF21	1%
Denmark	H					NA	
Djibouti	LM	2019	19,590	29%	19,590	WFP ACR	28%
Dominica	UM		4,245		4,245	est	
Dominican Republic	UM	2016	1,739,355	100%	1,739,355	SSM	100%
Ecuador	UM	2015	2,873,148	100%	2,941,952	GCNF21	84%
Egypt	LM	2018	11,200,000	77%	11,200,000	GCNF	73%
El Salvador	LM	2016	1,300,000	100%	703,506	GCNF21	59%
Equatorial Guinea	UM					NA	
Eritrea	L					NA	
Estonia	H		72,402	-	221,479	GCNF21	
eSwatini	LM	2018	365,089	100%	379,336	GCNF21	100%
Ethiopia	L	2018	2,539,286	16%	1,676,452	GCNF21	8%
Faroe Islands	H					NA	
Fiji	UM	2018	40,078	19%	40,078	GCNF	18%
Finland	H	2018	840,000	99%	920,700	GCNF21	100%
France	H	2015	6,000,000	70%	9,294,500	GCNF21	76%
French Polynesia	H					NA	
Gabon	UM					NA	
Gambia	L	2018	165,422	41%	261,231	GCNF21	47%
Georgia	UM					NA	
Germany	H					NA	
Ghana	LM	2017	1,700,000	39%	3,448,065	GCNF21	55%
Gibraltar	H					NA	
Greece	H	2018	6,130	0%	4,870	GCNF21	0%
Greenland	H					NA	

Pays	Niveau de revenu	2020			2022		
		Année de référence	Nombre d'enfants recevant une alimentation scolaire	Portée estimée	Nombre d'enfants recevant une alimentation scolaire	Source	Portée estimée
Grenada	UM	2012	7,051	53%	6,000	GCNF21	53%
Guam	H					NA	
Guatemala	UM	2018	2,459,053	84%	2,526,650	GCNF21	87%
Guinea	L		374,885	-	218,714	GCNF21	
Guinea-Bissau	L	2019	178,083	-	224,986	GCNF21	
Guyana	UM	2018	13,539	-	81,712	GCNF21	
Haiti	L	2016	876,000	-	857,350	GCNF21	
Honduras	LM	2018	1,300,000	80%	1,256,227	GCNF21	100%
Hungary	H	2018	1,004,376	100%	989,550	GCNF21	100%
Iceland	H				83,845	GCNF21	
India	LM	2019	90,400,000	63%	106,000,000	GCNF21	55%
Indonesia	LM	2018	100,136	0%	100,136	GCNF	0%
Iran (Islamic Republic of)	UM	2012	2,812	0%	2,812	SSFW	0%
Iraq	UM	2018	633,351	-	350,000	GCNF21	
Ireland	H	2012	91,152	16%	219,487	GCNF21	26%
Isle of Man	H					NA	
Israel	H		775,557	-	448,530	GCNF21	
Italy	H		2,454,385	-	1,402,235	GCNF21	
Jamaica	UM	2012	311,000	100%	131,663	GCNF21	33%
Japan	H	2018	8,863,908	96%	8,863,908	OS	96%
Jordan	UM	2019	419,327	37%	419,327	WFP ACR	37%
Kazakhstan	UM	2018	3,058,747	95%	3,058,747	GCNF21	88%
Kenya	LM	2018	1,754,000	21%	1,800,000	GCNF21	22%
Kiribati	LM				3,000	GCNF21	
Kosovo	UM					NA	
Kuwait	H		236,744	-	236,744	GCNF21	
Kyrgyzstan	LM	2018	595,000	100%	66,443	GCNF21	12%
Lao People's Democratic Republic	LM	2018	195,546	21%	183,529	GCNF21	21%
Latvia	H		102,751	-	264,551	GCNF21	
Lebanon	UM	2019	31,929	6%	31,929	WFP ACR	6%
Lesotho	LM	2018	386,923	90%	363,461	GCNF21	85%

Pays	Niveau de revenu	2020			2022		
		Année de référence	Nombre d'enfants recevant une alimentation scolaire	Portée estimée	Nombre d'enfants recevant une alimentation scolaire	Source	Portée estimée
Liberia	L	2018	287,456	24%	278,043	GCNF21	26%
Libya	UM	2019	20,754	-	18,000	GCNF21	
Liechtenstein	H				0	NA	
Lithuania	H	2016	635,500	100%	317,087	GCNF21	100%
Luxembourg	H		31,671	-	104,702	GCNF21	
Madagascar	L	2018	567,763	12%	366,693	GCNF21	8%
Malawi	L	2018	2,936,455	65%	2,803,891	GCNF21	60%
Malaysia	UM	2018	500,000	16%	1,022,628	GCNF21	15%
Maldives	UM					NA	
Mali	L	2018	514,842	19%	581,014	GCNF21	20%
Malta	H		21,291	-	21,162	GCNF21	
Marshall Islands	UM		4,603	-	4,603	est	
Mauritania	LM	2019	51,917	8%	172,905	GCNF21	26%
Mauritius	UM	2011	75,000	84%	75,000	SSSN	91%
Mexico	UM	2015	6,357,712	45%	6,518,168	GCNF21	47%
Micronesia (Fed. States of)	LM					NA	
Monaco	H				6,071	GCNF21	
Mongolia	LM	2018	309,355	99%	371,480	GCNF21	100%
Montenegro	UM					NA	
Morocco	LM	2014	1,267,109	29%	1,267,109	SSSN	28%
Mozambique	L	2019	200,302	3%	304,819	GCNF21	4%
Myanmar	LM	2019	353,144	7%	353,144	WFP ACR	7%
Namibia	UM	2018	365,854	75%	398,100	GCNF21	67%
Nauru	UM	2018	3,233	100%	3,233	GCNF	100%
Nepal	L	2018	636,000	12%	3,240,128	GCNF21	76%
Netherlands	H				476,143	GCNF21	
New Caledonia	H					NA	
New Zealand	H				42,000	GCNF21	
Nicaragua	LM	2015	1,200,000	-	1,200,000	SSM	
Niger	L	2018	193,301	5%	612,713	GCNF21	17%
Nigeria	LM	2018	9,829,603	38%	9,887,000	GCNF21	39%

Pays	Niveau de revenu	2020			2022		
		Année de référence	Nombre d'enfants recevant une alimentation scolaire	Portée estimée	Nombre d'enfants recevant une alimentation scolaire	Source	Portée estimée
North Macedonia	UM				42,233	GCNF21	
Northern Mariana Islands	H					NA	
Norway	H					NA	
Oman	H					NA	
Pakistan	LM		10,400,000		10,400,000	est	
Palau	H	2018	2,264	100%	2,259	GCNF21	100%
Panama	H	2018	463,172	95%	385,340	GCNF21	71%
Papua New Guinea	LM					NA	
Paraguay	UM	2014	1,085,942	100%	1,085,942	SSM	100%
Peru	UM	2015	2,398,480	67%	4,199,532	GCNF21	71%
Philippines	LM	2018	2,299,766	16%	3,526,589	GCNF21	27%
Poland	H	2011	730,000	32%	1,826,050	GCNF21	75%
Portugal	H	2018	1,317,306	100%	1,135,742	GCNF21	50%
Puerto Rico	H		192,425	-	192,425	est	
Qatar	H		130,152	-	130,152	est	
Republic of Korea	H					NA	
Republic of Moldova	LM	2018	305,300	98%	305,300	GCNF	99%
Romania	UM				1,905,735	GCNF21	
Russian Federation	UM	2019	8,286,908	100%	13,957,969	OS	100%
Rwanda	L	2018	724,059	7%	724,059	OS	7%
Saint Lucia	UM	2018	6,824	41%	7,700	GCNF21	45%
Saint Vincent and the Grenadines	UM		7,650	-	10,231	GCNF21	
Samoa	UM					NA	
San Marino	H				2,431	GCNF21	
Sao Tome and Principe	LM	2018	46,766	99%	47,550	GCNF21	100%
Saudi Arabia	H		2,789,606	-	2,789,606	est	
Senegal	LM	2018	587,810	18%	587,810	GCNF21	17%
Serbia	UM		154,629	-	154,629	GCNF21	

Pays	Niveau de revenu	2020			2022		
		Année de référence	Nombre d'enfants recevant une alimentation scolaire	Portée estimée	Nombre d'enfants recevant une alimentation scolaire	Source	Portée estimée
Seychelles	H		7,829	-	7,829	est	
Sierra Leone	L	2018	836,000	61%	485,674	GCNF21	28%
Singapore	H		198,433	-	198,433	est	
Sint Maarten (Dutch part)	H					NA	
Slovakia	H		190,631	-	631,493	GCNF21	
Slovenia	H		104,858	-	167,228	GCNF21	
Solomon Islands	LM					NA	
Somalia	L	2019	164,708	-	170,796	GCNF21	
South Africa	UM	2018	9,200,000	80%	9,613,630	GCNF21	87%
South Sudan	L	2019	460,413	36%	338,243	GCNF21	26%
Spain	H	2016	1,759,394	28%	1,769,394	GCNF21	28%
Sri Lanka	UM	2018	1,467,465	84%	1,067,243	GCNF21	62%
St. Kitts and Nevis	H		4,610	-	3,406	GCNF21	
St. Martin (French part)	H					NA	
State of Palestine	LM	2014	65,000	13%	65,000	SSSN	13%
Sudan	LM	2018	1,361,789	27%	1,890,277	GCNF21	39%
Suriname	UM					NA	
Sweden	H	2012	1,180,947	100%	2,177,882	GCNF21	100%
Switzerland	H	2018	81,000	13%	83,544	GCNF21	13%
Syrian Arab Republic	L	2018	1,308,648	63%	651,728	GCNF21	42%
Tajikistan	L	2019	416,899	54%	433,000	GCNF21	56%
Thailand	UM	2018	4,081,643	82%	3,939,102	GCNF21	63%
Timor-Leste	LM	2018	302,447	100%	323,846	GCNF21	100%
Togo	L	2018	91,319	6%	133,008	GCNF21	8%
Tonga	UM		9,844	-	9,844	est	
Trinidad and Tobago	H	2018	141,484	-	25,524	GCNF21	
Tunisia	LM	2018	360,000	22%	350,000	GCNF21	20%
Turkey	UM	2013	6,182,368	100%	6,182,368	SSSN	100%
Turkmenistan	UM					NA	

Pays	Niveau de revenu	2020			2022		
		Année de référence	Nombre d'enfants recevant une alimentation scolaire	Portée estimée	Nombre d'enfants recevant une alimentation scolaire	Source	Portée estimée
Turks and Caicos Islands	H					NA	
Tuvalu	UM					NA	
Uganda	L	2018	3,651,225	34%	1,452,717	GCNF21	11%
Ukraine	LM		762,256	-	762,256	est	
United Arab Emirates	H	2018	821,236	85%	288,795	GCNF21	18%
United Kingdom	H	2019	1,275,318	17%	1,275,318	OS	17%
United Republic of Tanzania	L	2017	28,000	0%	28,000	AUSSF	0%
United States Virgin Islands	H					NA	
United States of America	H	2018	30,000,000	100%	28,000,000	GCNF21	65%
Uruguay	H	2018	273,732	66%	208,176	GCNF21	69%
Uzbekistan	LM		1,129,906	-	1,129,906	est	
Vanuatu	LM					NA	
Venezuela (Bolivarian Republic of)	UM		1,904,346	-	1,904,346	est	
Viet Nam	LM	2018	-	0%		GCNF	0%
Yemen	L	2019	680,000	17%	680,000	WFP ACR	17%
Zambia	LM	2018	1,193,996	31%	2,075,631	GCNF21	57%
Zimbabwe	LM	2018	3,218,924	100%	2,489,909	GCNF21	64%

Photos de couverture du chapitre intérieur

Résumé: PAM/Cassandra Prena/Nicaragua – Gouvernement français/Ministère de l'agriculture/Xavier Remongin France - PAM/Nick Sells/ Cambodge - PAM/Hebatallah Munassar/Yémen - PAM/Damilola Onafuwa/Nigeria

Introduction: PAM/Kabanga Biti/République démocratique du Congo - PAM/Nick Sells/Cambodge - PAM/Alexis Masciarelli/ Haïti - PAM/Michael Tewelde/Éthiopie - PAM/Cassandra Prena/Nicaragua -PAM/Sayed Asif Mahmud/ Bangladesh - PAM/ Arlette Bashizi/Mali - PAM/Ahmed Altaf/Yémen

Chapitre 1: PAM/Badre Bahaji/Malawi - PAM/Antoine Vallas/Haïti - PAM/Giulio D'Adamo/Madagascar - PAM/Olga Niiazalieva/Kirghizistan - PAM/Hugh Rutherford/Ouganda - Gouvernement français-Ministère de l'Education/ France

Chapitre 3: PAM/Giulio d'Adamo/Équateur - PAM/Andy Higgins/Zambie - PAM/Sayed Asif Mahmud/Bangladesh - PAM/Mohammad Gamal/Égypte – Gouvernement de Finlande/Conseil national finlandais de la nutrition

Chapitre 4: PAM/Esther Ouoba/Burkina Faso - PAM/Arlette Bashizi/Mali - PAM/Nick Sells/Cambodge -PAM/Ana Buitron/Equateur - PAM/Hebatallah Munassar/Yémen - PAM/Cesaltino Ximenes/Timor oriental - PAM/Sayed Asif Mahmud/Bangladesh - PAM/Hebatallah Munassar/Yémen

RAPPORT SPÉCIAL: PAM/Cassandra Prena/Nicaragua - PAM/ Eulalia Berlanga/Soudan du Sud - PAM/Badre Bahaji/ Malawi - PAM/Nick Sells/Cambodge - PAM/Richard Mbouet/Sénégal - Gouvernement de Finlande/ Conseil national de la nutrition de Finlande - PAM / Jihad Al-Nahari / Yémen

Conclusions: PAM/Andy Higgins/Zambie - PAM/Binai Lama/Bhoutan - PAM/Sayed Asif Mahmud/Bangladesh - PAM/Cassandra Prena/Nicaragua - PAM/Giulio d'Adamo/Guatemala

La situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2022

Les programmes de repas scolaires offrent la possibilité de contribuer à assurer l'avenir des enfants du monde. Avec la pandémie de COVID-19, le monde a fait l'expérience, pour la première fois dans l'histoire, de ce que c'était que de n'avoir aucune école nulle part. Alors que la pandémie COVID-19 se retire, ses conséquences demeurent - crise de l'éducation, suppression du filet de sécurité le plus étendu au monde pour les enfants et les adolescents, leur santé et leur bien-être - et une crise alimentaire est apparue. La faim augmente à mesure que le prix des denrées alimentaires augmente, en réponse à l'inflation, aux coûts de l'énergie, à l'impact des conditions météorologiques sur l'agriculture et au conflit en Ukraine.

Cette publication du Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies sur la situation de l'**Alimentation scolaire dans le monde** arrive à un moment extraordinaire de l'histoire du développement humain, où les pays se sont regroupés au sein d'une Coalition pour l'alimentation scolaire, cherchant à reconstruire leurs programmes de santé et de nutrition scolaires, et commencent à se concentrer sur des systèmes alimentaires plus respectueux du climat, de la biodiversité et des cultures. La Coalition change le visage du développement avec une nouvelle approche multilatérale visant à soutenir la prochaine génération, ouvrant la voie à un avenir meilleur et plus durable. Le présent rapport explore où nous en sommes aujourd'hui, et où nous allons en cherchant à construire un nouveau monde d'opportunités pour nos enfants et adolescents.

Troisième d'une série de rapports réguliers que le PAM s'engage à fournir, la **Situation de l'alimentation scolaire** dans le monde permet d'avoir un aperçu continu des programmes de repas scolaires partout dans le monde, en se concentrant sur les programmes nationaux mis en œuvre par les gouvernements. Chaque rapport sera publié selon un format similaire, en utilisant les meilleures sources de données disponibles pour décrire l'échelle et la portée des programmes. Cette série servira de mécanisme de rapport officiel de la Coalition pour la restauration scolaire et continuera à fournir un résumé succinct des nouvelles avancées en matière de repas scolaires, de résultats et de partenariats associés aux programmes de repas scolaires. Il ne s'agit pas d'un rapport sur les activités du PAM, mais d'un aperçu du travail accompli par tous les acteurs impliqués dans le soutien des programmes d'alimentation scolaire à travers le monde.

La publication complète est disponible en ligne à l'adresse suivante : www.wfp.org



Via Cesare Giulio Viola 68/70,
00148 Rome, Italie - T +39 06 65131
fr.wfp.org

 @WorldFoodProgramme

 @WFP

 @WorldFoodProgramme

